

صحن من الامل

idit

les projets de nos clients
ignorerons
vos prop

confirmés

ENTS EN ORGANISATION

Un Monde de carrières
à portée de clavier

Sur Minidat

Sur Internet

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16290 - 7,50 F

JEUDI 12 JUIN 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

1 200 soldats français au Congo

La France a renforcé, mercredi 11 juin, son dispositif militaire à Brazzaville, où aucune médiation n'est parvenue à faire cesser les hostilités. p. 5

Mise en examen de la banque Rivaud

La banque Rivaud, qui fut longtemps proche du RPR, a été mise en examen pour escroquerie. p. 34

L'affaire Tiberi en suspens

Le parquet général de Paris a requis, mardi 10 juin, l'annulation de la procédure du juge Halphen à l'encontre des époux Tiberi dans le cadre de l'instruction de l'affaire du rapport au conseil général de l'Essonne. p. 8

Accord AGF-La Poste

Un projet permettant à La Poste de distribuer des produits d'assurance sur les biens des AGF serait sur le point d'être conclu. p. 19

L'or, monnaie du Maroni

A Maripasoula, sur les rives du fleuve guyanais, on vit en marge des lois et on paie en pépites. p. 13

Sans-papiers : la droite s'inquiète

Après l'annonce du réexamen de la situation des sans-papiers, la droite dénonce le risque d'un « appel d'air pour l'immigration illégale ». p. 9

L'industrie du tabac condamnée

La justice estime que la Seita et Rothmans détournent les messages de prévention imposés sur les paquets de cigarettes. p. 10

Voyager en lisant

Les éditeurs multiplient les collections de guides bâtis autour d'extraits de textes littéraires. p. 25

De nouveaux parcs régionaux

Dix zones rurales aspirent au statut de Parc naturel régional, accordé à trente-deux reprises en trente ans. p. 11

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 100 S ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2 FL ; Portugal, 200 PTE ; Roumanie, 9 F ; Singapour, 800 F S\$; Suède, 15 KSE ; Suisse, 2,10 FF ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-612-750 F

L'Allemagne accepte une politique de l'emploi européenne pour éviter le conflit avec Paris

La Banque de France est intervenue pour soutenir le franc

L'ALLEMAGNE, d'abord, mais aussi le président en exercice de l'Union européenne (UE), le Néerlandais Wim Kok, et le président de la Commission de Bruxelles, Jacques Santer, se sont mobilisés, mardi 10 juin, pour tenter de donner satisfaction au gouvernement de Lionel Jospin qui entend mettre l'emploi en tête des priorités de l'Union. Ils souhaitent ainsi pouvoir tenir le calendrier prévu et conclure au sommet d'Amsterdam, les 16 et 17 juin, le pacte dit de stabilité et de croissance.

Ce document, d'inspiration essentiellement allemande, édicte les règles de discipline budgétaire que devront observer les participants à l'euro à partir de janvier 1999. Sans le remettre formellement en cause, le gouvernement Jospin veut atténuer ce souci d'équilibre budgétaire en lui adjoignant une autre priorité, celle de la lutte contre le chômage, qui touche quelque 18 millions de personnes au sein de l'Union.

A quarante-huit heures de la venue en France du chancelier Helmut Kohl, attendu vendredi à



Poitiers, l'Allemagne vient de faire un pas dans le sens souhaité par Lionel Jospin. Les chefs parlementaires de la coalition CDU-CSU et FDP se sont entendus pour présenter mercredi au Bundestag une

modification à l'inscription d'un « chapitre emploi » dans le traité Maastricht II devant être adopté à Amsterdam.

Le Luxembourgeois Jacques Santer a présenté au nom de la Commission un projet de résolution en ce sens, de même que le premier ministre des Pays-Bas, le social-démocrate Wim Kok. Longuement reçu mardi à Paris par le président Jacques Chirac et par Lionel Jospin, Wim Kok a dit espérer que le pacte de stabilité pourrait être conclu comme prévu.

Appuyant la démarche du gouvernement, Jacques Chirac a, lui aussi, souhaité que le pacte soit conclu à Amsterdam. Lionel Jospin est resté prudent sur ce point, son entourage soulignant qu'il n'y avait point de « contradiction » dans cette affaire entre les approches de l'Elysée et de Matignon. Attaqué mardi, le franc remonte mercredi matin. La Banque de France est intervenue pour soutenir sa monnaie.

Lire pages 2 à 4

Philippe Séguin cherche à assurer son emprise sur l'appareil du RPR

PHILIPPE SÉGUIN a été élu président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mardi 10 juin, à une très large majorité (125 voix sur 140). Il s'agit d'une étape décisive dans sa marche pour la prise de contrôle de l'appareil du parti oéo-gaulliste. Après l'échec de la droite aux élections législatives et le départ d'Alain Juppé de Matignon, Philippe Séguin semble être aujourd'hui le seul rassembleur possible du RPR. Le conseil national de ce parti devait arrêter, mercredi, l'organisation des assises qui, probablement au début juillet, désigneraient le successeur d'Alain Juppé. Allié à Philippe Séguin, les balladuriers forment la composante la plus importante du groupe des députés RPR. Jacques Chirac semble avoir perdu tout contrôle sur le parti qu'il a fondé en 1976.

Lire page 6

Saint-Gobain n'embauchera plus en fonction de la forme des points sur les « i »

SAINT-GOBAIN - 120 000 salariés dans le monde dont 39 600 en France - a choisi de ne plus percevoir les mystères de l'écriture. Dans une note du 15 mai, adressée aux responsables des ressources humaines du groupe, Robert Pestre, directeur général adjoint, annonce qu'il a été « décidé de ne plus faire appel à la graphologie pour les recrutements dans l'ensemble des sociétés du groupe ». Trois raisons sont invoquées pour justifier cette décision prise à l'initiative de Jean-Louis Beffa, président de Saint-Gobain : la graphologie « n'a pas de caractère scientifique réellement fondé ; elle est perçue de façon négative par les intéressés ; elle est juridiquement tolérée dans un nombre limité de pays et prohibée de fait ou de droit dans de nombreux pays dans lesquels est implanté le groupe, avec de bonnes justifications ».

Parce que le groupe est de plus en plus présent à l'étranger, que la graphologie est « très contestée aux États-Unis et inutilisée dans les pays anglo-saxons, l'idée est de s'adapter et de s'aligner sur les procédures internationales », explique Xavier Grenet, direc-

teur de la gestion des cadres. Mais, assure-t-on à Saint-Gobain, « ce choix ne changera rien aux recrutements. La graphologie était employée uniquement comme ultime vérification en cas de doute entre deux candidats ». Les discussions n'ont pas manqué au sein du groupe entre ceux qui considéraient la graphologie comme « une technique vicieuse » et d'autres qui s'étonnaient de ce choix soudain remettant en cause une méthode très française mais aussi très ancienne. L'exemple donné dans un article du Monde du 9 avril a contribué à convaincre Xavier Grenet. Pour juger de la pertinence de cette technique, Le Monde avait demandé au Groupement des graphologues-conseils de France (GGCF) d'étudier deux écrits d'une enseignante. Au terme du test, les spécialistes consultés ne s'étaient pas aperçus que les deux lettres avaient été rédigées par la même personne. Les graphologues avaient mis en cause la valeur de l'expérience, estimant que les deux écritures reflétaient « les deux facettes d'une personnalité ».

Désormais, à Saint-Gobain, rien ne vaudra

le face-à-face entre recruteur et candidat ainsi que la vérification des références, mais on ne s'attardera plus sur le tracé d'une signature, la forme des points sur les « i » ou l'indical d'un « t ». En faisant ce choix, cette entreprise se distingue. A l'heure actuelle, plus de deux tiers des employeurs et des cabinets de recrutement français ont recours à la graphologie pour trier des lettres de motivation ou pour approfondir des candidatures à départager. Rapide, discrète et peu onéreuse, cette méthode, qui prétend déceler la personnalité à travers l'écriture, est souvent appréciée des entreprises mais redoutée par les demandeurs d'emploi pour ses conclusions sans appel.

Dans un rapport (*Libertés publiques et l'emploi*, Documentation française, 1992), Gérard Lyon-Caen remettait en cause la pertinence de la graphologie pour l'accès à l'emploi. Pourtant, même l'ANPE fait appel à des graphologues pour aider les chômeurs à rédiger une lettre de candidature.

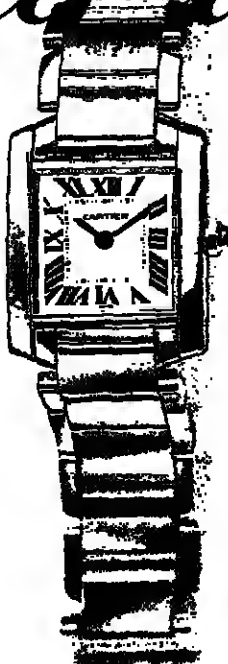
Sandrine Blanchard

France 2 dans le rouge

FRANCE 2 devrait enregistrer un déficit net d'au moins 70 millions de francs pour l'exercice 1996. La santé financière de France 2 reste précaire même si la chaîne a dégagé 7,4 millions de bénéfices nets l'an dernier. Les tensions budgétaires se font sentir sur toutes les chaînes publiques, qui pourraient rester ou tomber dans le rouge en 1997. Après plusieurs années de rigueur, la marge de manœuvre du nouveau gouvernement pour renforcer l'audiovisuel public sera d'autant plus réduite qu'il semble difficile d'augmenter significativement la redevance ou de faire davantage appel au marché publicitaire pour financer les chaînes publiques.

Lire page 31

Cartier



Montre Tank Française
Or massif 18 carats
Nouvelle collection

Saint-Germain-des-Prés - 41, rue de Rennes - Paris 6^{ème} - 01 45 49 65 80
51, rue François 1^{er} - Paris 8^{ème} - 01 53 93 95 20
23, rue du Faubourg St Honoré - Paris 8^{ème} - 01 44 94 87 70

L'Union des Quinze, un choc des cultures

SALUTAIRE MAIS RISQUÉ, le débat ouvert en Europe par le nouveau gouvernement français autour du « pacte de stabilité » budgétaire renvoie une nouvelle fois, et quarante ans après la signature du traité de Rome, à l'originalité initiale du projet européen : celle de réunir en un seul espace, économique et politique, d'un type nouveau (ni fédéral, ni confédéral) un ensemble de pays très divers sans remettre en question cette diversité. « Aller vers l'Europe sans défaire la France », le slogan de campagne de Lionel Jospin s'inscrit bien dans cette perspective. Mais il en révèle aussi toute la difficulté.

Si, face à la mondialisation, la nécessité de la construction européenne n'est plus guère contestée - chacun ne se déclare-t-il pas, à sa manière, « européen » ? - le chemin à suivre fait toujours l'objet de vifs débats. L'Union est un combat, un choc entre des cultures, économiques notamment, très différentes. Elle ne peut donc échapper, régulièrement, aux crises.

Celle d'aujourd'hui n'est ni la seule, ni la dernière. Pour être acceptée, la construction européenne ne peut être que le fruit

d'un compromis, équilibré, entre des cultures économiques différentes. Et se cristalliser autour du pacte de stabilité, les affrontements actuels traduisent cette recherche d'un meilleur équilibre.

En dépit de la Commission de Bruxelles et du marché unique, l'Europe reste une mosaïque d'économies nationales. Vues des États-Unis ou d'Asie, les couleurs de cette mosaïque se sont certes atténuées avec le temps. Un formidable processus de convergence entre les Quinze de l'Union, inédit dans le monde actuel, est intervenu.

Le traité de Maastricht a conduit à analyser cette convergence uniquement à travers des critères financiers (les déficits, l'inflation ou les taux). Sous cet aspect déjà, les progrès sont spectaculaires. Mais les avancées le sont plus encore sur l'« économie réelle » : les pays de l'Union ont connu un rapprochement remarquable de leurs niveaux de développement, de leurs structures économiques et de leurs problèmes, le chômage et la crise de l'Etat-providence notamment.

Erik Izraelievicz

Lire la suite page 18

L'actualité de la mémoire



CLAUDE LANZMANN

EN 1985, Shoah, œuvre capitale de Claude Lanzmann sur l'extermination des Juifs d'Europe, fut un événement, pour son courage, pour sa durée (neuf heures trente), pour les polémiques suscitées plus tard lors de sa diffusion, ou de sa non-diffusion, dans de nombreux pays. Le film ressort à Paris.

Lire page 27, les autres sorties et le guide pages 28 à 30

International	2	Aujourd'hui	23
France	6	Jeune	26
Société	9	Météorologie	26
Régions	11	Culture	27
Carnet	12	Guide culturel	30
Horizons	13	Communication	31
Annuaire des	14	Abonnements	32
Entreprises	19	Radio-Télévision	32
Finances/marchés	21	Kiosque	33

Les dirigeants des partis démocrates-chrétiens demandent l'application de l'accord de Dublin

« Nous rejetons toute forme de changement du pacte de stabilité », a déclaré Wilfried Martens, le président belge du Parti populaire européen (PPE) l'issue du sommet qui a réuni, mardi 10 juin, les principaux dirigeants des formations démocratiques chrétiennes de l'Union : le chancelier allemand Helmut Kohl, les premiers ministres belge, Jean-Luc Dehaene, italien, Romano Prodi, luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, les présidents de la Commission de Bruxelles, Jacques Santer, et de l'Assemblée de Strasbourg, José María Gil-Robles et François Bayrou pour la force démocrate.

L'ancien chef du gouvernement belge a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre l'accord du conseil européen de Dublin de décembre 1996 dans sa formulation actuelle et à l'échéance prévue, c'est-à-dire lors du sommet des 16 et 17 juin prochains à Amsterdam. Pour M. Martens, le traité de Maastricht permet, notamment par le biais des articles 102 et 103, de prendre des initiatives en matière de coordination des politiques économiques.

M. Martens martèle son intrus-
geance en Jouant un peu sur les
mots. Certes, il n'est pas question
de modifier le texte de Dublin, mais
il n'est visiblement pas dans l'inten-
tion des partenaires de la France de
lui fermer complètement la porte.
Abel Matutes, ministre espagnol
des affaires étrangères, représentant
le chef du gouvernement espa-
gnol, José Maria Aznar, a, quant
à lui, dit tout haut ce que tout le
monde pensait, ou en tout cas ce
que personne n'excluait. Pour lui,
il ne faut pas écarter trop tôt l'arête
la « pendule » européenne en repous-
sant la date prévue du sommet
d'Amsterdam. « Il n'y a pas de rai-
son de dramatiser alors que c'est le

droit de tout nouveau gouvernement d'avoir un délai raisonnable pour faire des suggestions, s'interdisant ainsi toute improvisation », a estimé le chef de la diplomatie espagnole.

Aucun participant, parmi ceux qui ont bien voulu s'exprimer à la fin du sommet, n'a exclu un conseil européen supplémentaire après celui d'Amsterdam. Si l'on s'en tient aux déclarations de M. Santer, il est parfaitement concevable d'accorder à l'équipe de M. Jospin un délai de quelques semaines pour, justement, ne pas improviser.

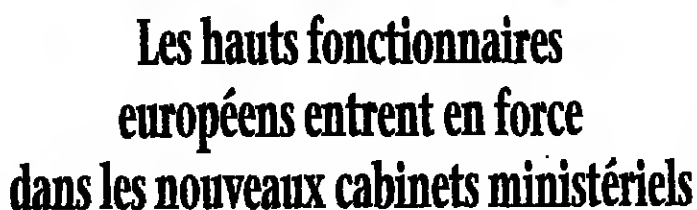
JEU DE CACHE-CACHE

Dans le jeu de cache-cache actuel, il a même circulé autour du conclave démocrate-chrétien une idée - attribuée aux Italiens - qui consiste à avancer la création de la monnaie unique, prévue au 1^{er} janvier 1999. Cette fuite en avant, qui aurait pour but de donner un signe fort aux marchés, n'a pas été écartée par le président de la Commission. « C'est dans la réflexion mais pas sur la table », a déclaré M. Santer.

Certains dirigeants, parmi lesquels le chancelier allemand, Helmut Kohl, ont par ailleurs prôné la participation de la Roumanie à la première vague d'adhésions de nouveaux membres à l'OTAN. « *Tout le monde, et par-dessus tout les chefs de gouvernement, a soutenu la candidature de la Roumanie à la première vague* », a déclaré M. Martens lors de sa conférence de presse à l'issue de la réunion. « *Si cela n'est pas possible, nous exigerons qu'une date soit fixée pour la seconde vague, qui inclurait la Roumanie* », a-t-il

L'OTAN doit, lors du sommet de Madrid les 8 et 9 juillet, inviter la Pologne, la Hongrie et la République tchèque à entamer les négociations pour leur adhésion à l'Alliance.

Marcel Scotto



BRUXELLES
de notre correspondant

La Représentation permanente française (RP) auprès de l'Union européenne, dont l'habitude n'est pas spécialement de produire des eurosceptiques, investit en force les nouveaux cabinets ministériels, donnant sans doute mieux que tout discours une indication précieuse sur les intentions profondes du gouvernement Jospin. Trois ministres en première ligne dans le débat européen ont choisi comme plus proche collaborateur un haut fonctionnaire issu des rangs de cette Représentation.

François Villeroy de Galhau, qui y occupait le poste de conseiller financier, dirige le cabinet du ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn. Pierre Sellal, qui venait de quitter depuis quelques mois la fonction de représentant permanent adjoint pour se trouver à la tête de la direction des affaires européennes au Quai d'Orsay, animera celui d'Hubert Védrine, lui-même familier de longue date des

dossiers communautaires. Jean-Michel Casa, ancien des affaires économiques du Quai d'Orsay, conduira l'équipe de Pierre Moscovici, le ministre délégué pour les affaires européennes. Il était le numéro trois de la Représentation permanente française, proche de Pierre de Boissieu, le représentant permanent et l'un des principaux artisans du traité de Maastricht.

Sur ce terrain de l'idéologie européenne, le cabinet de Lionel Jospin n'est pas en reste, puisque Jean-Pierre Jouyet, directeur adjoint de son cabinet, conduisit le cabinet de Jacques Delors à la Commission européenne, au cours des dernières années de son mandat, et que Jean Vidal, ancien représentant permanent, puis proche collaborateur de François Mitterrand, y occupe le poste de conseiller diplomatique, chargé des questions européennes, et a pris pour adjointe, une autre diplomate de la représentation, Florence Mangin.

Ph. L.

Bonn souhaite trouver un compromis avec Paris

BONN

de notre correspondant

Rien ne doit être négligé pour aider le nouveau gouvernement français à faire le choix de la continuité en matière de politique européenne. Tel est, depuis le 1^{er} juin, le mot d'ordre que se sont fixé les dirigeants allemands. C'est ce qui explique pourquoi les responsables parlementaires de la coalition au pouvoir (CDU, CSU et FDP) se sont entendus pour présenter, mercredi 11 juin au Bundestag, une motion favorable à l'inscription d'un chapitre sur l'emploi dans le nouveau traité européen qui doit être adopté au sommet d'Amsterdam. *« Il s'agit de mieux coordonner la politique des pays membres et d'orienter davantage vers l'emploi les programmes existants »*, selon Helmut Haussmann, député et porte-parole du FDP pour les questions européennes.

Ce geste ressemble à un revirement. Il intervient alors que l'Allemagne s'est toujours opposée à l'adoption d'une politique européenne de l'emploi, refusant par exemple le financement de grands travaux décidés au sommet européen d'Essen en décembre 1994. Ce tournant pourrait surtout s'apparenter à une démarche symbolique : dans leur motion, les responsables de la coalition insistent pour dire que l'Europe ne devra se voir accorder ni compétences ni moyens financiers supplémentaires, et rappellent que la

lutte contre le chômage demeure en priorité l'affaire des Etats membres. « Notre position n'a pas changé. On parlera de l'emploi dans le nouveau traité, mais sans prévoir de nouvelles dépenses », souligne un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. Autrement dit, pas de nouveaux « paquets financiers » qui provoquent l'effroi des dirigeants allemands soucieux de ne pas confier le moindre deusbe-mark de plus aux bureaucrates bruxellois.

INTERROGATIONS PROFONDES

« Ce texte est vide », constate l'opposition sociale-démocrate, qui se bat depuis des mois pour l'adoption d'un chapitre ambitieux sur l'emploi à Amsterdam, et menace dans le cur contraire de ne pas ratifier le traité. En fait, le groupe des dirigeants de la coalition est clairement dirigé vers Paris. Tout doit être fait pour faciliter la signature de Lionel Jospin au bas du pacte de stabilité, et si possible des le sommet à Amsterdam, comme l'a dit, mardi, le ministre des finances Theo Waigel. Ces éléments nouveaux interviennent alors que l'Allemagne s'interroge sur les intentions européennes de l'équipe de Lionel Jospin : « J'espère que la France restera un partenaire aussi fiable que l'Allemagne en Europe », a déclaré Wolfgang Schäuble, le chef du groupe parlementaire CDU/CSU au Bundestag, mardi 10 juin à Berlin.

Les positions de Paris en matière monétaire sont toujours perçues avec autant de méfiance : ainsi Otto Graf Lambsdorff, député et ancien ministre de l'économie, libéral, a indiqué qu'il refuserait de voter pour un traité qui prévoit que la future Banque centrale européenne « doit être téléguidée par une instance politique ».

Plus que jamais, l'Allemagne est ainsi aux prises avec ses interrogations profondes sur l'euro. Les libraires rejoignent la frange la plus européenne du CDU en soulignant qu'il serait extrêmement dangereux de reporter le projet. « Si l'Allemagne termine 1997 avec un déficit public de 3,3 % par rapport au PIB, cela ne m'empêchera pas de dormir », souligne le comte Lambsdorff, qui demande au ministre des finances de ne pas cacher ouvertement que l'Allemagne ne peut plus parvenir à respecter la barre des 3 % cette année. A l'inverse, un véritable parti du « Dreikommant » (littéralement « trois-vingt-zéro-pourcent ») est en train de se mettre en place autour des Bavarois de la CSU, avec l'appoint de hauts responsables CDU et de la Fédération de l'Industrie allemande (BDI). Le chancelier Kohl, de plus en plus souple sur les critères, s'apprête à affronter une forte zone de turbulences internes sur l'euro.

Lucas Delattre

Jean-Claude Juncker, premier ministre et ministre des finances du Luxembourg

« Il ne faut certainement pas dramatiser »

« Lundi, à Luxembourg, Dominique Strauss-Kahn a voulu rassurer en indiquant que le nouveau gouvernement ne remettrait pas en cause le pacté de stabilité budgétaire. Cependant, ses propos ont été accueillis de façon mitigée. Pourquoi ?

— J'ai trouvé, de fait, Dominique Strauss-Kahn tout à fait rassurant. S'agissant des grands principes sur lesquels nous bâtissons l'Union économique et monétaire (UEM), il s'est montré très solide. Il comprend l'importance de préserver la stabilité des prix, d'éviter toute dérive des finances publiques. Il n'a pas demandé la renégociation du pacte de stabilité budgétaire, mais du temps pour réfléchir, pour voir où cette entreprise pouvait nous mener. Il a insisté sur la nécessité d'agir davan-

tage en faveur de la croissance et de l'emploi, mais sans préciser comment. Nous sommes plusieurs à penser qu'au niveau de l'Europe le volet social n'est pas suffisamment développé. Ce n'est pas une exigence uniquement française. Bref, nous sommes soulagés, parce qu'il n'y a pas de changement de cap, mais perplexes car nous ne voyons pas très bien quelles sont les requêtes supplémentaires de la France.

- La méfiance semble particulièrement vive du côté allemand. Vous avez servi de médiateur à Dublin entre les deux délégations lors de l'ultime négociation sur le pacte de stabilité. Avez-vous l'impression qu'on assiste à un divorce franco-allemand ?

mais une interrogation sur la signification exacte de la démarche française. C'est vrai pour tous, pas seulement pour l'Allemagne. Celle-ci, qui est le principal contributeur au budget européen, ne voudrait pas se retrouver avec l'obligation de financer de nouveaux programmes en faveur de l'emploi qui seraient décidés et mis en œuvre à l'échelle de l'Union. Il y a là une crainte supplémentaire, mais je ne crois vraiment pas que les relations franco-allemandes soient en crise.

— Serait-il si grave de reporter de quelques semaines le Conseil européen d'Amsterdam ?

- Les premiers ministres démocrates-chrétiens qui viennent de se réunir [mardi 10 juin] à Strasbourg ont insisté pour qu'à Amsterdam les chefs d'Etat et de gouverne-

ment s'efforcent de conclure comme prévu la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la révision du traité de Maastricht. Un tel résultat serait plus facile à atteindre si on parvenait à ficeler un accord sur le pacte de stabilité. Cela dépendra de ce que Lionel Jospin sera alors en mesure de dire. S'il s'agit uniquement de renforcer la coordination de nos politiques économiques, comme le traité nous invite d'ailleurs à le faire, et de muscler les dispositions ayant trait à l'emploi, nous devrions pouvoir aboutir. Il faut voir dans le détail ce que veulent les Français. La situation est compliquée, mais je ne crois pas qu'elle soit grave. Il ne faut certainement pas dramatiser.»

**Propos recueillis par
Philippe Lemaître**

Jacques Attali



Jacques Attali
Au-delà
de nulle part



Romans et d'aujourd'hui, les
chances sont égales. Les
systèmes ne sont pas
ceux d'antan. Pour ce qui est des
qualifications des maîtres et
de l'enseignement, il ne s'agit pas
de profondes supériorités. Les
docteurs de l'éducation, les universitaires
et les maîtres de la pédagogie

10-11-68

Les incertitudes sur l'Union monétaire renforcent le deutschemark

La Banque de France intervient pour soutenir le franc

La décision de Paris de demander un délai de réflexion sur le pacte de stabilité budgétaire a semé le trouble sur les marchés financiers européens.

Le franc est tombé, mardi 10 juin, à son plus bas niveau depuis huit mois face à la monnaie allemande. Certains investisseurs prévoient de nouveaux conflits entre la France et l'Allemagne au cours des prochaines semaines et commencent à parier sur un report de l'Union monétaire.

maintiennent en place, dans cette perspective, les capitaux qu'ils ont massivement investis depuis plus d'un an sur les marchés financiers d'Europe du Sud.

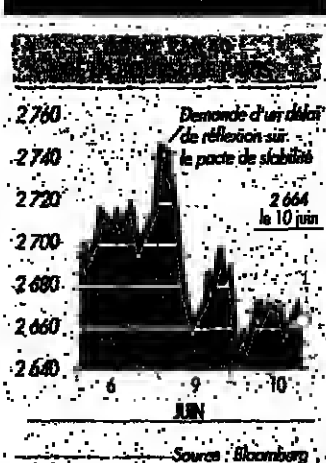
LA TENSION sur les marchés financiers européens est montée d'un cran, mardi 10 juin, au lendemain de la décision du gouvernement français de demander un délai de réflexion sur le pacte de stabilité budgétaire.

Malgré des interventions de la Banque de France, le franc a poursuivi son repli face à la monnaie allemande, glissant jusqu'à 3.3840 francs pour 1 deutschemark, son cours le plus bas depuis huit mois. La Bourse de Paris a pour sa part enregistré un nouveau recul (-0,82 %). La lire italienne, en revanche, a coté 991 francs pour 1 mark, soit un recul de 8 francs en vingt-quatre heures. Mercredi matin, la pression retombeait légèrement. Le franc se redressait à 3.3810 francs pour 1 mark.

EXTRÊME CONFUSION

Les marchés financiers sanctionnent le retour des incertitudes sur le projet monétaire européen et l'extrême confusion de la situation. La position définie par le ministre français de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, lors du conseil européen de Luxembourg - qui a affirmé ne pas souhaiter signer le pacte de stabilité tout en indiquant qu'il n'avait pas l'intention de le renégocier - est mal comprise par les opérateurs. Ils s'inquiètent de la crise politique grave qui pourrait éclater en Eu-

Des marchés destabilisés



La demande formulée par le gouvernement français d'un délai de réflexion sur le pacte de stabilité budgétaire a semé le trouble sur les marchés financiers européens.

rope en cas d'échec au sommet d'Amsterdam. Mais ils estiment aussi que M. Jospin, si son gouvernement se résigne finalement à valider le pacte de stabilité à Amsterdam, se trouvera dans une situation délicate pour présenter, dès le lendemain, à ses alliés de la majorité sa déclaration de poli-

tique générale à l'Assemblée nationale. La confusion est tout aussi grande en Allemagne où le chancelier Helmut Kohl - qui apparaît aux yeux des marchés comme le garant unique - doit faire face à l'hostilité croissante de l'opinion publique et de la Bundesbank à l'égard de l'euro, à une majorité parlementaire divisée et à de graves difficultés budgétaires.

MOUVEMENT LIMITÉ

Les opérateurs ne sont donc plus aussi convaincus qu'ils l'étaient il y a quelques jours encore du lancement de l'euro à la date prévue. Certains d'entre eux commencent à parier sur un report de l'Union monétaire. Ils achètent donc des deutschemarks qui conservent, dans le cas où la monnaie unique ne serait pas créée, son statut de monnaie de référence sur le Vieux Continent.

Le mouvement reste toutefois jusqu'à présent limité. Il est le fait de quelques grands hedge funds, ces fonds spéculatifs américains répétés pour le dynamisme de leur gestion mais aussi pour leur capacité à deviner, avant les autres opérateurs, les grandes tendances sur les marchés. En revanche, les grands fonds d'investissement classiques continuent à parier sur la création de l'euro et

maintiennent en place, dans cette perspective, les capitaux qu'ils ont massivement investis depuis plus d'un an sur les marchés financiers d'Europe du Sud.

Voit-ils conserver longtemps leur calme ? Les remous observés depuis le début de la semaine risquent-ils de se transformer en crise monétaire majeure ? Certains experts le redoutent. Ils jugent que, après le désaccord sur le pacte de stabilité, de nouvelles divergences de fond apparaîtront entre la France et l'Allemagne sur d'autres dossiers.

Le premier concerne un éventuel assouplissement des critères de Maastricht. L'audit des finances publiques commandé par le gouvernement français, dont les conclusions devraient être connues avant fin juin, devrait indiquer un dérapage du déficit. La question se pose alors de savoir comment le gouvernement français compte s'y prendre, sans imposer de « cure d'austérité », comme s'y est engagé Lionel Jospin pendant la campagne, pour atteindre la barre des 3 % alors que Bonn vient d'annoncer un plan de rigueur pour respecter ce seuil. Le gouvernement économique souhaité par M. Jospin pourrait également irriter Bonn, très attaché à l'indépendance de la future Banque centrale européenne.

Pierre-Antoine Delhommais

A Paris, soixante-dix mille personnes ont défilé « pour l'emploi » à l'appel de la Confédération européenne des syndicats

Les manifestants ont aussi adressé un « avertissement » au nouveau gouvernement

LA CFDT ET LA CGT ont, de quoi être satisfaites. A elles deux, essentiellement, elles ont rassemblé, mardi 10 juin, plus de 70 000 personnes, (43 000 manifestants

REPORTAGE

« L'Europe, ça nous concerne : Mauberge est jumelée avec Vilvorde ! »

selon les policiers, 80 000 selon les organisateurs), qui ont défilé pour défendre « l'emploi en Europe », même si la plupart des salariés présents ont surtout adressé au nouveau gouvernement des revendications plus immédiates et plus matérielles. « Luppé on l'a vu, Jospin fais gaffe, on l'a à l'œil ! » était le slogan le plus populaire dans les rangs de la CGT, tandis que les syndicats CFDT estimaient qu'il n'y a « pas d'état de grâce » et que « si les salariés sont dans la rue », c'est pour que « le gouvernement ne se trompe pas de direction ».

Dossards orange pour la CFDT, casquettes rouges vissées sur la

tête pour la CGT, l'identité visuelle des deux troncrons du cortège était très marquée. Elle faisait ressortir l'absence de Force ouvrière, pourtant membre de la Confédération européenne des syndicats (CES), laquelle était à l'initiative de cette journée. Entre les deux, les cortèges de la CFDT et de ceux de la CFE-CGC n'étaient pas négligeables, tandis que les enseignants de la FSU, tout comme les fonctionnaires de l'UNSA n'étaient présents que pour la forme. De mémoire de « confédéral », la CFDT n'avait pas mobilisé autant de troupes (30 000 environ) depuis au moins vingt ans. A la CGT, la référence reste la grande manif Manufrance, qui avait réuni 50 000 cégétistes en 1993.

AMBIANCE DÉTENDUE

Dans le carré de tête, l'ambiance est particulièrement détendue. Pour Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES, « cette manifestation va dans le sens d'une réorientation sociale de la construction européenne » et « rend nécessaire l'introduction d'un chapitre emploi qui fasse le contrepoint du chapitre monétaire ». Saluant « la présence de la CGT et de l'UNSA », il a regretté « l'absence de FO ». Nicole Notat et Louis Vianet ont donné leur interprétation divergente de la journée. « Oui, il faut la monnaie unique. Oui, il faut l'Europe pour un bon développement économique mais cela ne suffit pas à construire l'emploi », a insisté la secrétaire générale de la CFDT. Plus circulaire, Louis Vianet a expliqué que « cette manifestation reflète un progrès spectaculaire de la prise de conscience ou niveau européen de la nécessité d'une convergence revendicative de la part de tous les salariés d'Europe ». « L'Europe se construit, les salariés ont décidé qu'elle ne se construira pas sans eux », a commenté Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, pour qui des actions transfrontalières comme Vilvorde, ou les routiers « vont se généraliser ».

Etait-ce une manifestation pour l'emploi en Europe ou un avertissement au gouvernement Jospin ? A entendre Renée, retraitée CGT de l'enseignement, qui avait patienté pendant deux heures sur un banc avant de retrouver ses camarades, on pencherait plutôt pour la se-

conde solution : « Qu'est-ce qu'il y a comme monde !, s'étonne-t-elle, vers 18 heures. Avec ce qu'on vient de lui mettre, j'espère que Jospin va comprendre qu'on ne se fera pas avoir deux fois. L'époque Mitterrand, c'est bien fini ! »

Sensible à « cette immense morale humaine », « Zouzou », déléguée CFDT employée à l'usine Moulinex d'Argentan (Le Monde du 2 mai) a fait le déplacement, avec trente-cinq de ses collègues, afin que « cesse la casse à l'emploi ». « Aujourd'hui, on ne va pas gagner la réouverture de notre établissement, mais on ne veut plus assister à des

La Clotat, d'Aubagne et de Vitrolles, ils sont plus de cent à vouloir faire entendre leur voix. Mousa, machiniste de formation, souhaite, à l'occasion de cette manifestation, faire part de ses revendications concernant l'emploi, mais aussi le droit au logement. Technicien-électronicien à EDF, Roland, syndiqué CGT dans le Vaucluse prône l'union face à la défense de l'emploi. « On est tous là pour la même cause, dit-il. On a même des copains de FO qui sont là, malgré les consignes de Blondel. Ses revendications portent essentiellement sur l'arrêt des stratégies

Force ouvrière hostile au pacte de stabilité

Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière (FO), a déclaré, mardi 10 juin, à Saint-Malo, que le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, avait « bien fait » de demander, la veille, à Luxembourg, un délai aux partenaires européens de la France avant l'adoption du pacte de stabilité. « Je suis content qu'on ait le courage de s'affronter (sur ce sujet), y compris aux Allemands, y compris en leur rappelant leurs 4,5 millions de chômeurs. Il faut une économie qui se développe », a dit M. Blondel. « Il semblerait que M. Strauss-Kahn ait dit : "Nous n'accepterons pas le pacte de stabilité tout seul. Nous voulons que la notion du travail, de la croissance, soit inscrite dans les textes et devienne un des critères d'appréciation" pour la monnaie unique », s'est félicité M. Blondel, en soulignant : « Plus l'Etat se rétracte, moins le pays se développe ! »

fermetures qui répondent à une simple logique économique. L'important, c'est de faire corps », explique la militante CFDT.

POUR LE SERVICE PUBLIC

Pour Michel, (CFDT Santé-sociaux), préparateur en pharmacie dans un hôpital de la région parisienne, « on veut peser pour que l'Europe ait un volet social, préserver l'hospitalisation publique dans tous les pays, qu'il y ait partout des droits identiques pour ceux qui travaillent à l'hôpital et ceux qui s'y font soigner ». Pour les communistes CFDT de Mauberge, « l'Europe sociale, c'est aussi l'Europe contre le Front national », explique Jacques, ancien agent au bureau des élections. « Dans la Sambre, dit-il, il y a un taux de chômage de 25 %. Au second tour, le Front national a fait 40 % de voix. Et puis, l'Europe, ça nous concerne : Mauberge est jumelée avec Vilvorde ! »

de privatisation engagées en France. « On s'adresse en premier lieu au gouvernement français, d'autant plus qu'on a participé activement à ce qu'il soit ou pouvait... A l'EDF, on parle de privatiser, mais regardez ce qui s'est passé en Grande-Bretagne : depuis que l'électricité est passée dans le privé, là-bas, son prix a augmenté de 30 % les effectifs ont baissé de 40 % ! »

Arrivés en queue de cortège, après avoir organisé un rassemblement avec le syndicat CGT-PTT devant la grande porte du Louvre, des syndiqués de SUD-PTT rejoignent tardivement la manifestation européenne pour l'emploi. « On est là pour représenter et défendre le service public, dans un cadre européen, affirment José et Jérôme, tous deux jeunes membres du SUD. On ne peut pas laisser aboutir les projets de privatisation qui menacent nos emplois publics en entraînant leur précarisation. » Le syndicalisme était européen, mardi, à Paris.

Alain Beauvillier et Raphaële Rivals

Vaclav Klaus obtient de justesse la confiance du Parlement tchèque

PRAGUE. Après six heures de débats, cent un députés tchèques contre quatre-vingt-neuf se sont prononcés, mardi soir 10 juin, pour la motion de confiance au gouvernement du premier ministre ultra-libéral, Vaclav Klaus. Salvant le résultat de ce vote, le président Vaclav Havel s'est déclaré « convaincu qu'il permettrait de calmer la situation politique ». L'accumulation de mauvais chiffres avait plongé la coalition gouvernementale dans de vives querelles sur la politique économique à suivre, et fait tomber la popularité du Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus.

Le gouvernement a annoncé, lundi, une nouvelle série de coupes budgétaires, visant à réduire les dépenses publiques de 20 milliards de couronnes (près de 4 milliards de francs). - (Corresp.)

Le gouvernement algérien a démissionné

ALGER. Le chef du gouvernement algérien, Ahmed Ouyahia, a présenté, mardi 10 juin, la démission de son gouvernement au président de la République, Liamine Zerrouk, qui l'a acceptée. Nommé en janvier 1996, M. Ouyahia, était tête de liste à Alger du Rassemblement national démocratique (RND), le parti du président, grand vainqueur des élections législatives du 5 juin.

Sa reconduction à la tête du prochain gouvernement jusqu'aux élections communales prévues avant la fin de l'année n'est pas exclue par une partie de la presse algérienne qui évoque néanmoins son possible remplacement par Chérif Rahmani, ministre en charge d'Alger. - (AFP)

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : le premier tour de l'élection pour remplacer John Major à la tête du Parti conservateur britannique a eu lieu, mardi 10 juin. Les députés tories ont donné 49 voix à l'ancien chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, qui représente l'aile modérée pro-européenne, devant William Hague (41 voix) et les trois candidats de l'aile droite eurosceptique, John Redwood (27 voix), Peter Lilley (24 voix) et Michael Howard (23 voix). Ces deux derniers se sont désistés en faveur de M. Hague, le plus jeune des prétendants, qui tente de se présenter comme le plus acceptable par les deux camps. Le second tour aura lieu dans une semaine entre MM. Clarke, Hague et Redwood. - (Corresp.)

AFRIQUE

MAÏ : cinq dirigeants de l'opposition, interpellés dimanche à la suite de manifestations, ont été placés sous mandat de dépôt, mardi 10 juin, a-t-on appris de source judiciaire. Inculpés notamment de « non-reconnaissance des résultats de l'élection présidentielle du 11 mai », ces opposants écrouent, selon leurs avocats, une peine de cinq ans de prison ferme. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

IRAK : dans une lettre au Conseil de sécurité des Nations unies, Rolf Ekeus, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien, a accusé mardi 10 juin l'Irak d'avoir délibérément saboté des missions d'inspection. La semaine dernière, des inspecteurs ont été contraints de mettre fin à leur mission, l'Irak ayant entravé les vols de quatre hélicoptères. La levée de l'embargo sur le pétrole irakien dépend du respect par l'Irak des exigences de l'ONU en matière de désarmement. - (AFP, Reuters)

ASIE

SRI-LANKA : des combats très violents ont opposé, mardi 10 juin, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) et l'armée gouvernementale près de la localité de Vavuniya, dans le nord de l'île. Le bilan serait supérieur à une centaine de tués. Les rebelles affirment même avoir tué « des centaines » de soldats. La contre-attaque lancée mardi par les séparatistes tamouls est la plus importante depuis l'offensive engagée par l'armée, à la mi-mai. - (AFP)

Au Cambodge, la lutte fratricide s'exacerbe chez les Khmers rouges

PHNOM-PENH. La radio khmère rouge a annoncé, mercredi 11 juin, l'arrestation de Son Sen, proche de Pol Pot, et ancien ministre de la défense entre 1975 et 1979. Selon une déclaration faite à la radio par le « premier ministre » khmer rouge Khieu Samphan, Son Sen et son épouse Yun Yat ont été arrêtés pour collusion avec le « Vietnam communiste » et « son fontoché », le copremier ministre du gouvernement de Phnom Penh, Hun Sen. Cette arrestation survient au moment où le parti royaliste Funcinpec tente de négocier le ralliement des unités khmères rouges et le départ du pays de leurs chefs historiques Pol Pot, Ta Mok et Son Sen. Le Parti du peuple cambodgien (PPC) de Hun Sen est hostile à cette négociation. - (AFP)

LÉGISLATIVES 97

RÉSERVEZ DÈS AUJOURD'HUI LA BROCHURE

Le Monde

LÉGISLATIVES 97

Histoire d'une dissolution, récits de six semaines de campagne, les enjeux, les candidats, les programmes... et les résultats des 577 circonscriptions

Une publication de référence, 150 pages, 45 F, parution le 11 juin en vente chez votre marchand de journaux ou par correspondance : Boutique Le Monde 21 bis, rue Claude-Bernard - 75242 Paris Cedex 05

RAFAL

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 8^e - Tél. : 01-43-87-34-84

NICE
18, av. J.-Médard
C.C. CAP 3000

LYON ROURY
80, rue E.-Herriot

Alors que les combats co-
renforce son dispositif mi-

Après la...
MERCREDI...
Les combats...
du Congo...
Après la...
MERCREDI...
Les combats...
du Congo...
Après la...
MERCREDI...
Les combats...
du Congo...

dunhill

AD 2000 le...
ALFRED DUNHILL...
BOUTIQUE...
LISTE DES...
Ligne AD 2000...

صباحنا الاميل

Vaclav Klaus obtient de justesse la confiance du Parlement tchèque

Le gouvernement algérien a démissionné

Am Cambodge, la lutte pour la souveraineté chez les Khmers rouges

LEGISLATIVES 97
RÉSERVEZ
DES AUJOURD'HUI
LA BROCHURE
Le Monde
LEGISLATIVES 97

Alors que les combats continuent, la France renforce son dispositif militaire à Brazzaville

Après la chute d'un obus tiré depuis l'autre rive du Congo, les autorités de Kinshasa haussent le ton

Les combats font toujours rage dans la capitale du Congo, et la France a décidé de renforcer mercredi 11 juin dans la matinée, son dispositif

militaire en le portant à 1200 hommes. Les tentatives de médiation sont au point mort et le ministre des affaires étrangères de Laurent Désiré

Kabila, prenant prétexte d'un obus tiré de Brazzaville et tombé à Kinshasa, a adressé une sévère mise en garde aux autorités congolaises.

MERCREDI dans la matinée, on apprenait que la France avait décidé de renforcer son dispositif militaire à Brazzaville, en le portant à 1200 hommes alors qu'il comptait jusque-là 850 soldats et environ 500 avant la flambée de violence. Les renforts proviennent du Gabon et du Tchad, où des unités avaient été mises en réserve.

Environ 1700 ressortissants étrangers, principalement des Français, ont été évacués depuis lundi de la capitale congolaise par des avions militaires français, et 900 personnes ont quitté « Brazza » dans la seule journée de mardi. Un Boeing 747 d'Air France en provenance de Libreville, la capitale du Gabon, qui rapatriait 320 civils français, est arrivé dans la nuit de mardi à mercredi à Paris, tandis que de leur côté les Américains ont réussi à évacuer une centaine de personnes à bord d'un C-130.

COMBATS À L'ARME LOURDE
Le premier ministre, Lionel Jospin, et le ministre de la défense, Alain Richard, se sont rendus au chevet de cinq militaires français blessés samedi à Brazzaville et soignés à l'hôpital militaire Percy, à Clamart.

Mardi 10 juin, alors que les cadavres de combattants et de civils jonchaient les rues du centre de Brazzaville, des tirs d'armes automatiques et de mortiers retentissaient aussi dans d'autres quartiers de la capitale congolaise. Les combats - parfois à l'arme lourde - font rage depuis jeudi 5 juin entre les « Cobras » de l'ancien président Denis Sassou-N'Guesso et l'armée congolaise fidèle au

chef de l'Etat, Pascal Lissouba. Ils avaient éclaté lorsque l'armée a encerclé le domicile de Denis Sassou-N'Guesso, l'un des trois principaux prétendants à l'élection présidentielle du 27 juillet.

Selon une source militaire occidentale, les armements lourds utilisés, notamment les lance-roquettes à tubes multiples, ont certainement fait de nombreuses victimes civiles. Mais il est impossible d'établir un bilan, les

l'Etat, resté neutre dans les affrontements entre les troupes du président Pascal Lissouba et celles de Denis Sassou-N'Guesso. Mardi, les combats semblaient pourtant en passe de s'étendre au quartier de Baongo, où trois obus de gros calibre sont tombés. « Nous pouvons voir les obus venir de la présidence, car nous sommes à peine à 500 mètres », a déclaré Héliot Mam-pouya, porte-parole de Bernard Kolelas. Nous pouvons voir qu'ils

tombé à Kinshasa, et ont menacé les parties en conflit dans la capitale congolaise, de « réciprocité » au prochain incident.

Cet obus était tombé sur la résidence du chargé d'affaires du Nigeria à Kinshasa, de l'autre côté du fleuve Congo, ne faisant aucune victime mais provoquant un cratère de 50 cm de large dans la cour.

Dans un communiqué lu lors d'une conférence de presse, le ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Bizima Karaha, a jugé qu'il s'agissait d'une « action délibérée aux fins de violer notre territoire ».

« AVERTISSEMENT »
« Le gouvernement tient pour responsables les auteurs, quelle que soit l'origine de cet abus. Il avertit les deux belligérants du conflit congolais que toutes répétitions seront considérées comme une atteinte à la sécurité et à la souveraineté » de la RDC.

« Des mesures appropriées seront prises en guise de réciprocité », a-t-il averti. S'appuyant sur un rapport d'experts, le ministre a estimé que les données recueillies « prouvent l'intention délibérée » de viser Kinshasa.

« Le gouvernement constate heureusement qu'il n'y a pas eu de pertes en vies humaines. Cependant, il déplore qu'il y ait eu des dégâts matériels très importants », a-t-il ajouté, indiquant pour les autorités de Kinshasa : « Le problème congolais peut être résolu par des moyens négociés entre les deux parties en conflit. » (Reuters, AFP)

secteurs des combats restant pour beaucoup inaccessibles. Certains Brazzavillois se sont installés à Pointe-Noire, la grande cité pétrolière située sur l'Atlantique, qui a été jusqu'ici épargnée par les combats. A Brazzaville, plusieurs centaines de Congolais déplacés par les combats ont trouvé refuge dans le faubourg de Baongo, contrôlé par les « Ninjas » du maire de Brazzaville, Bernard Ko-

lelas, resté neutre dans les affrontements entre les troupes du président Pascal Lissouba et celles de Denis Sassou-N'Guesso. Mardi, les combats semblaient pourtant en passe de s'étendre au quartier de Baongo, où trois obus de gros calibre sont tombés. « Nous pouvons voir les obus venir de la présidence, car nous sommes à peine à 500 mètres », a déclaré Héliot Mam-pouya, porte-parole de Bernard Kolelas. Nous pouvons voir qu'ils

tombé à Kinshasa, et ont menacé les parties en conflit dans la capitale congolaise, de « réciprocité » au prochain incident.

Cet obus était tombé sur la résidence du chargé d'affaires du Nigeria à Kinshasa, de l'autre côté du fleuve Congo, ne faisant aucune victime mais provoquant un cratère de 50 cm de large dans la cour.

Dans un communiqué lu lors d'une conférence de presse, le ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Bizima Karaha, a jugé qu'il s'agissait d'une « action délibérée aux fins de violer notre territoire ».

« AVERTISSEMENT »
« Le gouvernement tient pour responsables les auteurs, quelle que soit l'origine de cet abus. Il avertit les deux belligérants du conflit congolais que toutes répétitions seront considérées comme une atteinte à la sécurité et à la souveraineté » de la RDC.

« Des mesures appropriées seront prises en guise de réciprocité », a-t-il averti. S'appuyant sur un rapport d'experts, le ministre a estimé que les données recueillies « prouvent l'intention délibérée » de viser Kinshasa.

« Le gouvernement constate heureusement qu'il n'y a pas eu de pertes en vies humaines. Cependant, il déplore qu'il y ait eu des dégâts matériels très importants », a-t-il ajouté, indiquant pour les autorités de Kinshasa : « Le problème congolais peut être résolu par des moyens négociés entre les deux parties en conflit. » (Reuters, AFP)

Le ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), Bizima Karaha, a jugé qu'il s'agissait d'une « action délibérée aux fins de violer notre territoire ».

« Le gouvernement constate heureusement qu'il n'y a pas eu de pertes en vies humaines. Cependant, il déplore qu'il y ait eu des dégâts matériels très importants », a-t-il ajouté, indiquant pour les autorités de Kinshasa : « Le problème congolais peut être résolu par des moyens négociés entre les deux parties en conflit. » (Reuters, AFP)

En Afrique de l'Ouest, la classe politique salue l'alternance à la française

Un souhait : l'abrogation des lois Pasqua et Debré

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Après s'être assez largement désintéressés de la campagne pour les législatives françaises, la classe politique et la presse ivoiriennes ont fait assaut de commentaires enflammés au lendemain du scrutin. La gauche a bien sûr salué la victoire de « camarades » comme les appelle Laurent Gbagbo, le président du Front populaire ivoirien (FPI), membre de l'Internationale socialiste. Mais à Abidjan, les opposants veulent surtout voir dans les tribulations de la droite française une leçon de démocratie.

« Pour nos dirigeants, organiser les élections, c'est le gagner », nous a déclaré M. Gbagbo, qui voudrait, grâce à l'exemple de Jacques Chirac, convaincre les détenteurs du pouvoir qu'on « ne meurt pas » d'une défaite électorale.

Au Sénégal, l'opposition et le Parti socialiste au pouvoir s'affrontent depuis plusieurs mois autour de l'organisation des législatives prévues en 1998. Iba Der Thiam, qui dirige un parti d'opposition centriste, tire, lui aussi, des leçons de démocratie de la mésaventure de Jacques Chirac, dont il salue, sans ironie, le « panache », tant l'incertitude électorale est insupportable à la plupart des dirigeants africains.

M. Thiam évoque l'« alternance apaisée » qui prévaut depuis une décennie en France. A Abidjan, dans le camp gouvernemental, on s'émerveille également des imprévus de la vie politique française. Dans son éditorial, le quotidien d'Etat *Fraternité Matin* - qui ne s'est jamais singularisé par l'agres-

sivité de ses interviews - disserte sur « les pièges quotidiens que tendent les médias à la classe politique (...) poursuivie dans ses derniers retranchements » et loue les débats télévisés qui font « percevoir les différences entre les projets de société ».

Bien sûr, la campagne française n'a donné lieu à aucun grand débat télévisé, et l'éditorialiste de *Fraternité Matin* peut passer pour naïf, à moins qu'on ne voie dans ces éloges mal placés une ironie subtile qui trahit l'agacement de l'establishment ivoirien face à l'arrivée de la gauche au pouvoir.

RÉALISME
Officiellement, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), qui fut unique et reste ultra-majoritaire, se contente de « prendre acte du choix du peuple français ». Mais d'autres sont plus explicites. Venance Konan, éditorialiste du second quotidien gouvernemental, *Ivoir Soir*, évoque mai 1981, quand « la gauche a continué la même politique que la droite ». En revanche, il fait valoir qu'avec cette dernière « il n'y a pas d'hypocrisie » et que « les lois Debré n'ont pas surpris », pour conclure : « Ceux qui applaudissent en Afrique [à la victoire de la gauche] seront cocus ».

Venance Konan écrit souvent ce que pensent les plus modérés des cadres du PDCI. Il nous a déclaré qu'aujourd'hui « les dirigeants de ce pays seraient capables de comprendre une politique comme celle de Jean-Pierre Côté », l'éphémère secrétaire d'Etat à la coopération du premier gouvernement Maury, en 1981, remercié pour cause d'attachement aux droits de l'homme. « Dans ce pays, oui, mais pas au Togo ou au Gabon », a ajouté Venance Konan.

L'opposition s'est également préoccupée du fond du débat. Le secrétaire général du Rassemblement des républicains (RDR, centriste) Djényn Kobina a consacré une bonne part de son commentaire à Jean-Louis Debré, qui avait mis en garde les Français contre les étrangers qui « avaient votre réfrigérateur et se servent ». « Il sera toujours le bienvenu en Côte d'Ivoire. Il trouvera à Abidjan des communautés (africaine et française), vivant en parfaite harmonie et n'hésitant pas à s'ouvrir réciproquement leurs frigidaires », a déclaré M. Kobina, qui a, en outre, rappelé les promesses du Parti socialiste à l'égard de l'Afrique.

Les lois Pasqua et Debré ont laissé des traces profondes, dans tous les camps politiques. Iba Der Thiam espère leur abrogation, pendant que Laurent Gbagbo, réaliste, voudrait simplement croire que les nouveaux gouvernements français seront « moins brutaux et moins cyniques » que leurs prédécesseurs.

Moussa Naim

Thomas Sotinel

L'absurde procès au Liban de l'Armée rouge japonaise

CENT TRENTE-SIX avocats se sont portés volontaires pour assurer la défense de cinq membres de l'Armée rouge japonaise arrêtés en février au Liban, et dont le procès s'est ouvert lundi 9 juin à Beyrouth. L'affaire est rocambolesque, et les autorités libanaises s'en trouvent discréditées, c'est le moins que l'on puisse dire.

Kozo Okamoto est le seul survivant d'une opération de commando menée par l'Armée rouge japonaise, en mai 1972, pour le compte du Front de libération de la Palestine de Georges Habache, sur l'aéroport de Tel Aviv, faisant 26 morts et 80 blessés. Les quatre autres prévenus, tous quinquagénaires, sont des membres de cette même organisation d'extrême gauche japonaise. Ils sont accusés de... falsification de cachets officiels, faux passeports, entrée et résidence illégales au Liban. Pas la moindre allusion à leur appartenance, même passée, à l'Armée rouge, ni à des activités terroristes, même présumées.

C'est que l'affaire a plongé dans l'embarras le gouvernement de Beyrouth, pris de court par leur arrestation, alors même que la présence d'au moins certains d'entre eux au Liban était de notoriété publique. Les plus politisés des Libanais savaient en tout cas qu'Okamoto, condamné à la prison à perpétuité en Israël, puis libéré en 1985, lors d'un échange de prisonniers entre l'Etat juif et le FPLP, Commandement général (pro-syrien), avait élu domicile au pays du Liban.

L'accusation portée par l'Armée rouge, selon laquelle le gouvernement nippon a « acheté » l'arrestation des cinq, en payant des officiers libanais, est exacte, indique-t-on de source bien informée. C'est un haut responsable de l'un des services de renseignement de Beyrouth, ajoute-t-on de même source, qui, à l'occasion d'une visite à Tokyo, s'est laissé convaincre, contre espèces sonnantes et trébuchantes, de mettre la main sur les ex-terroristes en cavale, aujourd'hui à « la retraite ». Les politiques ont-ils tous été placés devant le fait accompli ou certains d'entre eux étaient-ils au courant ? Suit une série de cafouillages (*Le Monde* du 28 février), avec la

confirmation, dans un premier temps, de l'arrestation des cinq japonais, que Tokyo avait pris soin de rendre publique, pour rendre impossible toute tentative de marche arrière ; puis la rétractation des autorités libanaises, pour qui il ne s'agissait plus que d'Asiatiques, dont elles cherchaient à déterminer la ou les nationalités.

L'OPPOSITION DE DAMAS

Vint ensuite une succession de conférences de presse du procureur général pour annoncer l'importance des résultats de l'enquête, avant de confirmer à nouveau qu'il s'agissait bien desdits japonais, lesquels ne seraient jugés que pour les délits et crimes commis au Liban, et qui relèvent tous du droit commun.

C'est que la Syrie, sans laquelle aucune décision d'importance ne peut être prise au Liban, n'approuvait pas cette arrestation. Damas ne l'a jamais dit, mais ses porte-voix et les organisations qui partagent ses vues sont nombreux au

pays du Caire : une trentaine d'organisations libanaises et palestiniennes, dont le Hezbollah et la branche libanaise du parti Baas au pouvoir à Damas se sont insurgés contre l'arrestation des japonais. Pour eux, ces derniers ont soutenu une « juste cause » palestinienne et Israël demeure un ennemi.

Le collectif des avocats de la défense - dont deux, Zaher El Khatib et Najah Wakim, sont députés - suit la même ligne. Dans un communiqué, ils ont qualifié Okamoto, entre autres, de « héros arabe » et de « stratège qui a compris l'unicité de la lutte et qui l'a mise en pratique ». Okamoto et ses camarades ont menacé de se donner la mort si le Liban décidait de les extraditer vers le Japon. Fin mai, à l'occasion de l'anniversaire de l'attaque contre l'aéroport de Tel Aviv, Okamoto a commandé des fleurs et des gâteaux qu'il s'est fait livrer en prison.

Moussa Naim

Thomas Sotinel

dunhill



AD 2000 le nouveau stylo signé ALFRED DUNHILL.

BOUTIQUE ALFRED DUNHILL, 15, RUE DE LA PAIX, PARIS
LISTE DES REVENDUEURS AGRÉÉS DISPONIBLE AU 01 44 13 93 93
Ligne AD 2000 à partir de 895 F. Modèle présenté en fibre de carbone : 4950 F.

LANVIN
L'HOMME

Il serait fou de ne pas l'essayer



LA NOUVELLE EAU DE TOILETTE POUR L'HOMME

صكر من الاميل

La principale organisation médicale interpelle le gouvernement

Le Parti socialiste n'avait pas critiqué le plan Juppé sur le fond

Le ministre de l'emploi et de la solidarité va devoir renouer le dialogue avec les médecins libéraux, majoritairement hostiles au plan Juppé, et, par tradition, peu

favorables à la gauche. Martine Aubry va également commencer à préparer, durant l'été, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

LA REVALORISATION du SMIC et les premières mesures en faveur de l'emploi ne sont pas les seules décisions que le nouveau ministre de l'emploi et de la solidarité doit prendre dans les semaines à venir. Martine Aubry, qui compte aussi l'ensemble des dossiers de la protection sociale (santé, retraites, famille, exclusion) dans ses attributions, va devoir, après la déclaration de politique générale de Lionel Jospin devant l'Assemblée nationale, le 19 juin, renouer avec les médecins, par tradition peu favorables à la gauche, se prononcer sur la poursuite - ou la modification - du plan de réforme de l'assurance-maladie, réintégrer la commission des comptes de la Sécurité sociale et préparer le projet de loi de financement de la « Sécu », qui sera soumis au Parlement courant octobre.

M^{me} Aubry hérite de la situation laissée par Alain Juppé : un déficit du régime général (salariés du privé) supérieur à 70 milliards de francs sur 1996-1997 et des organisations syndicales profondément partagées sur la réforme de l'assurance-maladie. La CGT, FO et la plupart des syndicats de praticiens libéraux y restent farouchement hostiles, tandis que la CFDT, la Mutualité française et les généralistes de MG-France ont approuvé une réforme qui reprendrait nombre de leurs revendications. En dépit des critiques contre cette réforme, M. Jospin n'en a jamais préconisé l'abrogation, s'en prenant d'ailleurs à la méthode Juppé qu'à la philosophie de son plan. Quant au secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, il en a approuvé les grandes lignes, estimant seulement qu'il manquait à ce plan « une réflexion et du souffle ».

Le gouvernement sera d'autant moins enclin à revenir sur l'encadrement des dépenses de santé que c'est la gauche, avec Michel Rocard et Claude Evin, qui avait engagé une politique de limitation de l'offre de soins, à partir de 1990, en commençant par freiner la marge des laboratoires de biologie, des pharmaciens et des cli-

niques privées. Après la campagne électorale, une clarification de la part du gouvernement s'impose néanmoins. Les syndicats de médecins la réclament, et ils ont déjà posé leurs conditions. La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) - confirmée par la dernière enquête de représentativité dans sa position de première organisation de la profession (8,9 % des 116 000 praticiens libéraux) - demande la « suspension du décret sur les versements d'honoraires » (en cas de dérapage des dépenses de santé). Ce serait « un signe fort » de la volonté de dialogue du gouvernement, estime son président, Claude Maffioli, dans un entretien publié lundi 9 juin par *Le Quotidien du médecin*.

DEUX CONDITIONS

M. Maffioli pose deux autres conditions à la reprise du dialogue entre son syndicat et les pouvoirs publics : la non-généralisation des filières de soins (passage préalable obligatoire par un généraliste), qui doit donner lieu à une convention Sécurité sociale-médecins en juillet ; la suppression des comités régionaux, chargés de sanctionner les médecins abusant dans certains domaines (transports sanitaires, prescription de médicaments hors indication) et assimilés par la CSMF à des « tribunaux d'exception ». Faute de quoi, prévient M. Maffioli : « La CSMF resterait dans l'opposition ». Cependant, pour défaire ces deux réformes, inscrites dans l'ordonnance du 24 avril 1996 sur la maîtrise des dépenses de médecine de ville, il faudrait une loi.

Si M^{me} Aubry est moins familière des dossiers médico-sociaux que de ceux de l'emploi, elle ne s'en est pas moins forgé un certain nombre d'idées sur le sujet, notamment à partir de son expérience de la lutte contre l'exclusion. Ainsi suggère-t-elle, dans son dernier livre (*Il est grand temps...*, éditions Albin Michel, 1997), de « rendre gratuite la consultation du généraliste » et de supprimer la part des dépenses restant à la charge des assurés (30 %). « Pour

voir accéder simplement et gratuitement à un médecin (...) est la clé de voûte d'un système de santé qui veut garantir l'accès aux soins », écrit-elle. S'appuyant sur l'exemple de pays européens tels que l'Allemagne, la Suède, et le Royaume-Uni, elle juge que ce système « n'est pas une utopie » et que la gratuité « n'est pas forcément source de dérive des dépenses ».

L'ancien et futur ministre écrit aussi que, « sans mettre en cause le rapport direct entre le médecin et son patient, il faut accepter que l'activité médicale passe de plus en plus par des régulations collectives », comme des normes de bonne pratique. A ses yeux, il revient à la profession de les définir, comme cela se fait d'ailleurs, depuis 1994, avec les références médicales opposables (RMO). M^{me} Aubry plaiderait aussi pour l'« expérimentation » de filières de soins et, dans ce cadre, pour un rôle accru des généralistes, toutes ces réformes devant se faire en s'appuyant sur le corps médical.

Jean-Michel Bezat

Le Front national compte des électeurs parmi les sympathisants des syndicats

Un cinquième des salariés proches de Force ouvrière et un dixième de ceux de la CGT ont voté le 25 mai, selon un sondage, pour les candidats de l'extrême droite

SECON UN SONDAGE CSA, pour l'hebdomadaire *Espace social* européen, sur la manière dont les sympathisants des principaux syndicats ont voté au premier tour des élections législatives le 25 mai, il résulte que tous les partis politiques, y compris le Front national, ont bénéficié de voix parmi les syndiqués.

Ce sondage a été effectué, le jour du vote, à la sortie des bureaux, auprès d'un échantillon de 4 046 personnes, représentatif de l'électorat venant de voter.

La CFDT est la centrale syndicale qui attire l'électorat le plus varié. Parmi ses sympathisants, 42 % auraient voté pour le PS et 33 % pour l'ancienne majorité UDF-RPR. Le renouvellement des adhérents de la centrale, la ligne confédérale adoptée par Nicole Notat, ainsi que le choix de « être « ni neutre ni partisan », trouvent leur traduction en termes électoraux.

La CFDT est aussi la centrale qui a la plus forte sensibilité écologiste, avec 10 % de vote en faveur de ces candidats, mais elle compte aussi, parmi ses sympathisants, 7 % d'électeurs du Front national et 6 % de communistes. Le reste se répartit entre l'extrême gauche (1 %) et les « divers » (1 %).

La CGT est la confédération dont les sympathisants fournissent le plus de voix à la gauche. Louis Viannet avait appelé à battre le gouvernement sortant. Ils seraient 78 %, parmi les partisans de la CGT, à avoir voté pour la gauche, avec la répartition suivante : 39 % pour le PCF, 34 % pour le PS et 5 % pour l'extrême gauche. Les candidats écologistes recueillent 3 % des voix, ceux de la majorité UDF-RPR, 7 %. Le Front national compte 11 % d'électeurs « cégétistes ».

CFDT : FORT VOTE RPR-UDF

Les sympathisants de Force ouvrière se seraient répartis entre le PS (42 %), l'UDF-RPR (23 %) et le Front national (18 %). La centrale de Marc Blondel apparaît ainsi comme celle qui compte le plus d'électeurs de l'extrême droite parmi les salariés qui se disoient proches d'elle. En outre, 7 % des

sympathisants FO se seraient portés sur les écologistes, 5 % sur l'extrême gauche, 4 % sur le PCF, et 1 % sur les « divers ».

Des quatre centrales répertoriées dans le sondage, la CFDT est la seule dont les sympathisants votent clairement à droite. Ils sont 71 % à avoir voté pour le RPR et l'UDF, contre 14 % pour le PS, 6 % pour le Front national, 5 % pour le PCF et 4 % pour un candidat écologiste. Le Mouvement pour la France, de Philippe de Villiers, non pris en compte par ce sondage, est généralement bien représenté à la CFDT.

Parmi les électeurs s'affichant aucune sympathie syndicale particulière, 19 % ont déclaré avoir voté pour le Front national, 47 % pour l'UDF et le RPR et 24 % pour la gauche et l'extrême gauche.

Ce sondage a laissé de côté le vote des cadres et agents de maîtrise de la CFE-CGC, traditionnellement à droite, ainsi que celui des enseignants de la FEN et de la FSU, traditionnellement à gauche.

Alain Beuve-Méry

La gauche a progressé aussi chez les Français de l'étranger

LES RÉSULTATS des élections au Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE), organisées auprès des Français vivant en dehors de l'Hexagone, rendus publics mardi 10 juin, font apparaître une progression de la gauche. Le CSFE, assemblée consultative rassemblant 150 députés élus formant un collège électoral chargé d'être douze sénateurs, renouvelait, le 8 juin, la moitié de ses représentants. Etaient concernés les Français d'Amérique et d'Afrique. Les candidats officiellement soutenus par l'Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE, gauche) ont obtenu 22 sièges, contre 18 en 1991. Ceux de l'Union des Français de l'étranger (UFE, droite) en ont emporté 38, contre 44 en 1991. Les autres listes obtiennent 13 sièges (4 indépendants, 8 divers droite - contre 11 en 1991 - et 1 divers gauche).

DÉPÊCHES

■ UDF : la convention nationale du Parti républicain, au cours de laquelle Alain Madelin doit succéder à François Léotard à la présidence de cette composante de l'UDF, a été reportée du 19 au 24 juin, afin d'éviter la concomitance avec la déclaration de politique générale de Lionel Jospin à l'Assemblée nationale.

■ DÉMISSION : Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération, cédera sa place à la tête du conseil général des Côtes-d'Armor lundi 16 juin, de façon à se mettre en conformité avec la volonté du premier ministre de non-cumul des fonctions. Le conseil général devrait profiter d'une session budgétaire pour élire un nouveau président. Le groupe socialiste du département souhaite présenter une candidature unique, qu'il doit arrêter ce week-end.

■ FRONT NATIONAL : Pierre Mazeaud, député (RPR) de Haute-Savoie, a déclaré, mardi 10 juin, sur Europe 1, qu'il n'acceptera « aucune discussion » avec le Front national « tant qu'il y aura le chef », Jean-Marie Le Pen, qu'il « hait », et cela, même s'il considère que ce parti a en son sein « un électoral qui ne partage pas les idées » de ce dernier. Interrogé sur son attitude si Bruno Mégret prenait la succession de M. Le Pen, M. Mazeaud a précisé qu'« elle serait totalement identique » si le député général reprenait « les mêmes idées, tout aussi scandaleuses, racistes, xénophobes ».

■ BOUCHES-DU-RHÔNE : Lucien Weygand, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, a été condamné, mardi 10 juin, à deux amendes de 20 000 et 2 000 francs par la chambre régionale des comptes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour gestion de fait dans deux affaires concernant des associations liées au conseil. Dans un premier cas concernant l'Association pour le développement des études et techniques départementales des Bouches-du-Rhône, la chambre a estimé qu'il y avait « pas eu d'activité réelle » ou d'« étude » en contrepartie d'une subvention versée. Dans le second, elle considère que la subvention versée à l'Association pour la représentation extérieure du conseil général, qui préparait les voyages des élus, « excédait largement ses besoins ».

IL NE TIENT QU'A VOUS QU'ELLE SE SOUVIENNE.



paco rabanne

صكنا من الاعمال

SOCIÉTÉ

LE MONDE / JEUDI 12 JUIN 1997

ÉTRANGERS L'annonce par Matignon, mardi 10 juin, d'une régularisation partielle des sans-papiers, a été saluée par les associations de défense des droits de l'homme et

critiquée par la droite. L'opposition a dénoncé le risque d'un « appel d'air » mais, occupée avant tout par ses débats internes, elle a réagi de façon mesurée. ● LES SANS - PAPIERS, re-

çus à Matignon, mardi 10 juin, après quinze mois de lutte et dix jours de marche, ont fait savoir qu'il n'était pas question pour eux de « relâcher la pression ». Cette régularisation

n'est pas d'une ampleur comparable à celle décidée en 1981, qui avait concerné 132 000 étrangers. ● AU ROYAUME-UNI, le gouvernement de Tony Blair a supprimé d'emblée cer-

taines mesures répressives à l'encontre des immigrés. Mais cet adoucissement ne devrait pas augurer d'un abandon de la politique d'expulsion des clandestins.

La droite dénonce « le risque d'appel d'air pour l'immigration illégale »

Le réexamen des situations individuelles annoncé par l'Hôtel Matignon est salué par les associations de défense des droits de l'homme. Assez mesurée dans l'ensemble, l'opposition, par la voix de Jean-Louis Debré, estime que « les socialistes renouvellent leurs erreurs du passé »

RÉCEPTION de « sans-papiers » à Matignon, annonce d'une régularisation partielle et, pour l'autre, d'une nouvelle loi sur l'entrée et le séjour des étrangers. La journée du mardi 10 juin a marqué un tournant radical dans la gestion du dossier de l'immigration, suscitant de grands espoirs chez de nombreux étrangers en situation irrégulière sans déclencher vraiment les foudres d'une opposition occupée avant tout par ses débats internes. C'est avec beaucoup de précautions, sans jamais utiliser le mot de « régularisation », que le gouvernement a annoncé sa décision. « Dans l'attente d'une redéfinition du cadre législatif aujourd'hui en vigueur, les dossiers individuels seront traités avec la plus grande at-

tention, a indiqué un communiqué officiel laconique. Il sera procédé à leur examen en référence aux critères énoncés par la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Des instructions manifestent cette volonté d'être données dans les prochains jours aux administrations... » Comme pour tempérer les excès d'enthousiasme, le conseiller social du premier ministre, Jacques Rigaudat, s'est empressé de préciser que tous les sans-papiers ne seraient pas régularisés. « A partir du moment où les situations irrégulières sont déterminées en fonction des nouveaux critères, on appliquera à ces situations les conditions qui sont celles de la reconduction à la frontière », a-t-il ajouté.

Le futur « cadre législatif d'ensemble » que prépare le gouvernement comportera évidemment des mesures d'éloignement des irréguliers. Simplement, « dans l'attente de l'abrogation des lois Pasqua-Debré, il convenait d'attendre le dispositif en vigueur », M. Rigaudat s'est toutefois refusé à préciser la portée de ces mesures de régularisation, en déclarant : « Le nombre des irréguliers est extrêmement difficile à chiffrer, et a fortiori le nombre de sans-papiers. »

« PREMIÈRE ÉTAPE »

L'annonce gouvernementale a été favorablement accueillie par toutes les associations de défense des droits de l'homme et d'aide aux étrangers. La LDH s'est félici-

tée de « la rapidité de la réponse du gouvernement au problème des sans-papiers (...), signe que, dans ce domaine ou moins, on commence à gouverner autrement ». La LICRA a accueilli « avec satisfaction » la décision du gouvernement de « débloquent la situation de certains étrangers ». Le MRAP s'est réjoui de la désignation d'un médiateur, Jean-Michel Galabert, « revendication du MRAP depuis de nombreuses années », tandis que SDS-Racisme décelait dans cette circulaire « une première étape » avant l'« abrogation des lois Pasqua-Méhniguer-Debré ». Seule note discordante, le Gisti redoute « qu'une circulaire ne suffise pas » et réclame une loi de régularisation.

Satisfaction attendue des asso-

ciations, critiques convenues des députés de droite. Principal intéressé, l'ancien ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré y voit le signe que « les socialistes renouvellent leurs erreurs du passé ». Évoquant la « régularisation massive » de 1981, le député RPR de l'Eure se dit persuadé que la majorité « va maintenant reporter le droit de vote pour les immigrés ». « Hier, aujourd'hui et demain, c'est la même politique absurde, qui porte en elle les germes du racisme et de la xénophobie », ajoute-t-il. De son côté, Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis) assure que, « comme toute mesure libérale en matière d'immigration, ce projet va renforcer la position du Front national ».

illégal ». Pour Philippe Auberger (RPR, Yonne), « la remise en cause des lois Pasqua et Debré créerait une situation explosive ».

Parmi ceux qui, à droite, avaient cherché à donner une tonalité plus « humaniste » aux débats sur la loi Debré, un certain embarras se fait sentir. L'ancien président du groupe UDF, Gilles de Robien, qui s'était distingué en recevant au Palais-Bourbon une délégation de sans-papiers lors des événements de Saint-Bernard, préfère garder le silence. Quant à l'ancien président de la commission des lois, Pierre Mazeaud (RPR), qui avait plaidé pour une extension des mesures de régularisation contenues dans le projet de loi Debré, il s'efforce de tenir son rôle d'opposant en mettant lui aussi en garde contre tout « appel d'air » que ne manquerait pas de créer une « régularisation totale », nullement à l'ordre du jour. L'ancien ministre des affaires sociales Jacques Barrot (UDF - FD) souhaite mettre « un tout petit peu » en garde le gouvernement sur « la façon dont ces annonces vont être reçues ». S'inquiétant « du signal qui va être envoyé à l'étranger », il redoute surtout « la manière dont ces mesures risquent d'être amplifiées, déformées par le Front national ».

Propos recueillis par les séquences France et Société

A la sortie de Matignon, les sans-papiers affichent leur satisfaction

CETTE FOIS-CI, on ne leur demande pas leurs papiers à l'entrée. Tout de blanc vêtus, baskets aux pieds, shorts et bobs de circonstance, ils franchissent sans encombre le seuil de l'Hôtel Matignon. Conduite par Ababacar Diop, leur porte-parole, la petite délégation des sans-papiers de Saint-Bernard est reçue, mardi 10 juin en début d'après-midi, par Jacques Rigaudat, conseiller social de Lionel Jospin. Une manière d'officialiser le résultat de quinze mois de lutte acharnée et de huit jours d'une marche harassante : l'assurance, enfin, d'être régularisés.

A leur sortie, ils cachent difficilement leur satisfaction. Tout sourire, Ababacar Diop égrène les promesses du gouvernement : régularisation des sans-papiers sur la base des critères de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, nomination d'un médiateur qui pourra « être saisi à tout moment par les sans-papiers », contacts officiels avec le ministère de l'Intérieur, discussions sur les chartes et les « violences policières »... Les sans-papiers ont le sentiment d'avoir été entendus.

Au-delà, les contacts noués avec Matignon symbolisent enfin, à leurs yeux, la reconnaissance de la légitimité de leur mouvement. « C'est la reconnaissance de notre dignité, que le gouvernement Juppé s'était employé à nous enlever », clame Nono Lontange, à sa sortie de la rue de Varenne. Plus tard, exténué, les pieds bandés, il savoure cette « petite victoire » en parcourant la dernière étape de cette longue marche de 450 kilomètres qui l'a mené d'Aggouline à Paris, avec une trentaine d'autres sans-papiers. Des « accidents du droit, comme moi », aime à souligner Nono, qui n'a plus de papiers depuis 1993, année où il perdit sa carte de séjour.

Parce qu'il n'est pas question de « relâcher la pression », ils sont encore une centaine à marcher dans la soirée, de la porte Saint-Cloud à Matignon, en criant leur détermination et en haranguant, à coups de slogans, des passants éberlués. Parmi eux, figurent une majorité des déboutés du droit d'asile, qui n'avaient plus aucun espoir d'être un jour régularisés sous l'ancien gouvernement. Qu'ils se prénomment Lassana, Diadé ou Do-

ro, ils sont tous arrivés avant 1990, ont travaillé et cotisé avant de se retrouver sans papiers, faute d'obtenir l'asile qu'ils demandaient. Aujourd'hui, ils veulent espérer que la gauche les régularisera sur la base du critère d'une « bonne insertion dans la société française ».

Certains sans-papiers, eux, n'y croient guère. Absente de la manifestation réunissant les Africains de Saint-Bernard, Madjiguène Cissé a déclaré, mardi 10 juin, au nom de la coordination nationale des sans-papiers, qu'elle refusait « le cas par cas ». Affichant les divergences du mouvement, elle craint que les « sans-papiers ne se fassent des illusions », et plaide pour une régularisation massive en refusant les critères du gouvernement. Une position qui a le don d'agacer Ababacar Diop, qui se veut plus mesuré : « On ne va pas abandonner pour quelques extrêmes. Ce qui nous importe, c'est qu'il y ait des gens dans une situation humaine dramatique. Ces personnes doivent vivre, et c'est pour elles qu'on négocie. »

Cécile Priœur

132 000 régularisations entre 1981 et 1983

LIMITÉE, encadrée par des critères relativement stricts, la mesure de régularisation annoncée par le gouvernement Jospin n'a qu'un rapport lointain, sur le fond, avec la vaste opération lancée immédiatement après l'élection de François Mitterrand, en mai 1981. Il s'agissait déjà, pour le nouveau pouvoir, de marquer sa différence en prenant le contre-pied de la politique répressive de ses prédécesseurs. Apurer le passé conflictuel et parfois violent des relations entre les travailleurs immigrés et le pouvoir giscardien était considéré, en 1981, comme une priorité. Il s'agissait de rompre avec une époque marquée par l'arrêt de l'immigration de travail décidé en

1974, les tentatives d'organiser des départs massifs, les expulsions d'enfants d'immigrés et les conflits dans les foyers Sonacotra. L'opération de régularisation et l'octroi du libre droit d'association aux étrangers figuraient ainsi parmi les premières décisions du gouvernement Mauroy.

Au total, 132 000 étrangers purent ainsi obtenir leur régularisation. Conçue pour être rapidement bouclée, l'opération dura en réalité plus de deux ans, tant les irréguliers eurent du mal à « sortir du bois ». Seules deux conditions étaient exigées par la circulaire du 11 août 1981 : fournir la preuve de l'arrivée en France avant le 1^{er} janvier 1981 et présenter un contrat

de travail. « Cette population d'immigrés "régularisés" n'aura guère renforcé les rangs des demandeurs d'emploi », commente Patrick Weil, directeur d'études au CNRS, dans *La France et ses étrangers* (Pölo). Au contraire, elle est restée à 90 % employée, à 50 % chez le même employeur, le plus souvent en acceptant une diminution de salaire. L'opération aura aussi « contribué à faire passer les mesures plus restrictives » prises ensuite par le gouvernement.

Nettement plus restreinte et infiniment plus discrète, une autre opération de régularisation a été menée à partir de juillet 1991 après les grèves de la faim des demandeurs d'asile victimes des lenteurs

de l'administration. A l'époque, la décision leur refusant l'asile en France pouvait leur être notifiée après trois ou quatre ans d'un séjour parfaitement légal au cours duquel ils avaient souvent fondé une famille et trouvé un emploi. Au total, 14 000 étrangers ont bénéficié de la circulaire signée par Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales. Dernier exemple en date : les mesures de régularisation contenues dans la loi Debré concernant des personnes ayant des liens anciens ou familiaux avec la France devaient bénéficier à environ un millier d'étrangers par an.

Philippe Bernard

Au Royaume-Uni, mesures répressives abolies et contrôles renforcés

LONDRES de notre correspondant Depuis son arrivée au pouvoir, le 1^{er} mai, le gouvernement travailliste de Tony Blair a fait deux gestes forts en faveur des immigrés et des demandeurs d'asile. Mettant fin aux dix-huit années de législation répressive du gouvernement conservateur, le nouveau ministre de l'Intérieur, Jack Straw, a annoncé à la Chambre des communes, le 5 juin, l'abolition de la règle dite du « primary purpose », en vertu de laquelle les conjoints étrangers de sujets britanniques désirant s'installer au Royaume-Uni devaient apporter la preuve que leur mariage n'avait pas pour objet principal cette installation. Un millier de personnes s'étaient ainsi vu refuser le regroupement familial en 1996, faute d'avoir pu apporter cette preuve négative et d'avoir satisfait aux questions des officiers d'immigration.

Annonçant l'abrogation immédiate de cette décision, M. Straw l'a qualifiée d'« arbitraire, ineffi-

cace, bureaucratique et pernicieuse », créant « beaucoup de souffrances, de retards et de dépenses sans aucun résultat ». « On peut douter (...) qu'elle ait réussi à filtrer ceux qui tentent de frauder », a-t-il ajouté. En même temps, il a annoncé l'adoption prochaine de deux mesures destinées à mieux réprimer la fraude par le renforcement du contrôle des « conseillers à l'immigration indelicats » et de la délivrance de certificats de naissance. Une autre mesure devrait entrer en vigueur prochainement : l'abolition de la « liste blanche » de pays dits sûrs, mise en place l'an dernier par l'ancien ministre conservateur Michael Howard. Les personnes originaires de ces pays ne pouvaient, sauf exception, demander le droit d'asile, et certaines ont même été rapatriées de force. Or, cette liste comportait des pays comme l'Algérie, le Nigeria ou le Sri-Lanka.

Responsable du Comité conjoint pour le bien-être des immigrés (JCWI), Claude Moraes a qualifié de « très symbolique l'abolition de

cette mesure qui visait surtout les Indiens et les Antillais. Il s'agissait d'une procédure dégradante ou cours de laquelle les candidats se voyaient poser des questions personnelles de manière à les embrouiller ». S'il se satisfait d'un retournement de tendance longtemps attendu, il estime que les travaillistes s'efforceront d'équilibrer chaque mesure libérale par un renforcement des contrôles pour montrer à l'opinion qu'ils demeurent vigilants face à l'immigration illégale. Il ne s'attend donc pas à un changement fondamental de politique.

UNE MORT CHOQUANTE

La législation britannique est fondée sur l'*Immigration Act* de 1973, qui découplait la nationalité du droit de résidence au Royaume-Uni en créant plusieurs types de citoyenneté. Ce texte a été surtout durci sous l'ère Thatcher-Major, notamment par l'*Asylum & Immigration Act* de 1996 destiné en particulier à lutter contre l'immigration économique.

M. Howard s'était montré sans pitié face à des cas douloureux, et la mort, entre les mains de la police, d'une immigrante illégale antillaise sur le point d'être expulsée avait choqué l'opinion. Les immigrés illégaux sont en effet détenu sur leur sort. Selon M. Moraes, environ 11 000 personnes sont ainsi incarcérées chaque année.

L'immigration récente a des proportions moindres au Royaume-Uni qu'en France. Les trois principaux pays d'origine des immigrants, le Pakistan, l'Inde et le Bangladesh, n'ont fourni que 14 000 nouveaux résidents en 1995, contre 17 500 en 1985. Par ailleurs, dans une Grande-Bretagne qui est aussi un pays d'émigration, le solde démographique est à peu près équilibré. Entre 1989 et 1994, 1,1 million de Britanniques se sont expatriés et 1,2 million d'étrangers sont arrivés, pour la plupart d'origine anglo-saxonne.

Patrice de Beer

PRIX ALBERT CAMUS 1997

Un reportage-recueillement, un récit en forme de prière murmurée... J'aime que dans ce livre les saints soient plus présents que Dieu lui-même.

Jean Daniel, *Le Nouvel Observateur*



La mémoire et la compassion donnent à ce livre une véritable valeur spirituelle.

Michel Crotin, *La Croix*

Un magnifique témoignage.

Philippe Vallet, *France Info*

Stock

RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 12 JUIN 1997

AMÉNAGEMENT Les parcs naturels régionaux (PNR), aujourd'hui au nombre de trente-deux, pourraient bientôt atteindre la quarantaine. ● DIX NOUVEAUX TERRI-

TOIRES RURAUX, neuf en métropole, un en Guyane, sont en effet candidats. ● QUATRE D'ENTRE EUX, les mieux préparés, sont « en voie imminente » de classement. Il s'agit des

parcs du Périgord-Limousin, de l'Avesnois (Nord-Pas-de-Calais), du Gâtinais et du Perche. ● CET AFFLUX DE CANDIDATURES montre que les PNR sont aussi perçus comme un

moyen de recréer une dynamique de développement local dans des territoires en déclin (Le Monde du 6 juin). ● LE PARC DU LUBERON ACCUEILLE 2 600 maires pour le trentième anni-

versaire des PNR, du 11 au 14 juin. Dominique Voynet, ministre (Vert) de l'aménagement du territoire et de l'environnement, doit participer à cette manifestation.

Dix nouveaux candidats au statut de parc naturel régional

Les trente-deux PNR, qui occupent 10 % du territoire pour 2,3 millions d'habitants, font des émules. Le nombre de projets en gestation montre l'intérêt de ce concept pour les élus soucieux de revitaliser des territoires fragiles. Mais le label sera de plus en plus difficile à obtenir

LE GÉNÉRAL de Gaulle, qui signa en 1967 le décret constitutif des parcs naturels régionaux (PNR), élaboré par Olivier Guichard, son grand commis, alors patron tout-puissant d'une flamboyante délégation à l'aménagement du territoire (Datar), aurait-il imaginé que, du 11 au 14 juin, ceux-ci fêteraient leur trentième anniversaire, en compagnie de quelque 2 600 maires, dans le cadre du parc du Luberon (Vaucluse), lui-même âgé de vingt ans ? On ne sait. Toujours est-il qu'aujourd'hui les PNR sont au nombre de trente-deux, répartis sur l'ensemble du territoire.

Mais voilà que ces véritables laboratoires vivants, destinés à préserver l'environnement tout en développant l'économie locale, suscitent de nombreux émules. Pas moins de dix projets sont actuellement en gestation, preuve s'il en est de l'intérêt que le label « parc naturel » évoque au sein des collectivités à dominante rurale. Mais attention ! Comme le dit Jean-Paul Fuchs, président de la Fédération des parcs naturels régionaux, tout en soulignant la difficulté de trouver un équilibre entre environnement et économie, « la barre sera placée de plus en plus haut » pour accéder au rang de PNR.

Quels sont ces territoires qui espèrent un jour voir leur ministre de tutelle, celui de l'environnement, signer le précieux décret ? Selon la Fédération, qui regroupe l'ensemble des parcs - 10 % du territoire national pour 2,3 millions d'habitants -, quatre parcs porteurs d'un « vrai projet », soutenus en tant que tel, dont les chartes ont été minutieusement élaborées, sont « en voie imminente » de classement. Il s'agit du Périgord-Limousin, dont les 79 communes vont délibérer sur leur adhésion à la charte en octobre ; de l'Avesnois (Nord-Pas-de-Calais), le projet le plus avancé, qui pourrait aboutir à la

fin de cette année ; du Gâtinais et du Perche, « très avancés ». La Fédération dit pouvoir « quasiment s'engager » sur ces futurs parcs.

Trois autres projets sont, pour l'heure, « en phase de réflexion ». Il s'agit des parcs de la châtaine ardéchoise, des causses du Quercy (Midi-Pyrénées) et du département de la Guyane. Deux autres projets - celui dit des « boucles de la Marne » et celui du Narbonnais en Midi-Pyrénées - n'offriraient pas, pour l'heure, les gages de qualité suffisants pour faire acte de candidature.

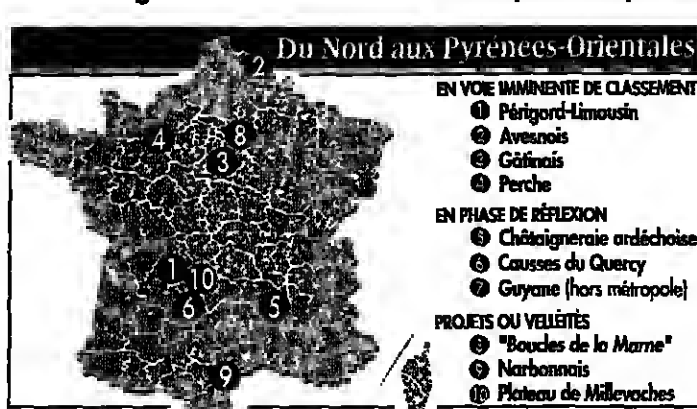
Enfin, un dernier projet, autour du plateau de Millevaches, serait encore au stade de la simple velléité. Ces projets ont, naturellement, pour ambition commune de satisfaire la vocation environnementale première des PNR et surtout, de façon de plus en plus prioritaire - à l'instar de celui de la Brenne dans le bas Berry -, de recréer une dynamique de développement local sans laquelle leurs territoires risqueraient de basculer dans un processus irréversible de désertification. Mais ils ont chacun leurs spécificités.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

En Périgord-Limousin, territoire « à la marge », à cheval sur la Dordogne et la Haute-Vienne, priorité devrait être donnée à l'action coordonnée du parc, dans un but clairement établi de développement local : grâce au label « parc », il s'agit de promouvoir les produits de l'élevage extensif de qualité ou encore les fameux couteaux de Nontron (Dordogne), ou le gigantesque cratère creusé par un météore en Haute-Vienne, considéré comme patrimoine touristique de grande valeur. En Gâtinais français, dans la même logique que les parcs de Chevreuse et du Vexin en Ile-de-France, la volonté de « couper vert » par rapport à l'agglomération parisienne est clairement

affichée, tandis que les causses du Quercy, qui se cherchent un modèle de développement, insistent sur la gestion du patrimoine hydrique, la qualité paysagère.

Pourquoi une telle pugnacité de la part des élus locaux, des associations, des socioprofessionnels, d'où naissent le plus souvent les initiatives de candidature au label ? Cinq années en moyenne sont, en effet, nécessaires à l'élaboration d'une charte bien ficelée, pour laquelle l'ensemble des acteurs vont se montrer d'accord. Pour Jean-Luc Sadorge, directeur de la Fédération, aucun doute : « Il y a un phénomène d'entraînement. En trente ans, l'outil « parc » a fait preuve de son efficacité sur des territoires en zone fragile possédant un patrimoine de qualité. Or de quel le monde rural manque-t-il le plus ? D'une logique de projet qui puisse



Limousin, Bernard Devalois abonde dans ce sens : « Naus nous sommes sentis mobilisés le jour où nous avons réussi à mettre les gens autour d'une table. Un événement, alors que nous sommes confrontés à une déprise agricole, à une démagraphie en baisse, à un aménagement du territoire rendu difficile par le manque de coordination. » Le résultat ? Surprenant. A entendre M. Devalois, nombreux sont ceux qui, aux confins de l'Aquitaine et de l'ouest limousin, se sont rappelés qu'ils avaient une histoire commune... bien antérieure à la création des départements par Napoléon ! « C'est parce qu'il existe un projet que nous sommes en train de retrouver une unité perdue, même si nous parlons le même dialecte occitan. » Une manière de retrouver la France chère à Braudel.

Jean Menanteau

Le 12 juin, la Fnac ouvre à Saint-Lazare

Et vous invite dans son forum à rencontrer



Judi 12 juin à 18h
Jean-Hugues Anglade et Pamela Sso, interprète principale de son film "Tonka".



Lundi 16 juin à 18h
Jean-Lartéguy et Edward Behr, pour la sortie de leur dernier ouvrage "Dernier Naël à Hong-Kong" (éd. Plon).



Concert-rencontre
Mardi 17 juin à 13h
Ray Lema, pour la sortie de son dernier album "Stoptime" (Buda Musique).



Samedi 21 juin à 14h
Johnny Clegg, dédicace exceptionnelle du "Zoulu blanc" pour la sortie de son nouvel album "Crocodile love" (CNR music), enregistré avec Siphos M'Chumu.



Mardi 24 juin à 13h
Elisabeth Roudinesco et Michel Plon, pour la sortie de leur dernier ouvrage "Dictionnaire de la psychanalyse" (éd. Fayard).



Concert-rencontre
Mardi 24 juin à 18h
Sonia Wieder-Atherton, accompagnée au piano par Daria Horova pour la sortie de son coffret de 2 CD "Chants Juifs" et "L'Ecclesiaste" (BMG).



Mercredi 25 juin à 13h
Erik Orsenna et Hervé Hamon, pour la sortie de leurs derniers romans "Deux étés" (éd. Fayard) et "Besoin de mer" (éd. Seuil).



Mercredi 25 juin à 18h
Michel Serres, pour la sortie de son dernier ouvrage "Nouvelles du monde" (éd. Flammarion).

A la Galerie Photo, une exposition de photographies de Yul Brynner.

Fnac Saint-Lazare
Passage du Havre
109, rue Saint-Lazare
75009 Paris
Toutes ces manifestations sont gratuites, libres d'accès



Et aussi : P'tit Luc, Edika, Théodore Monod, Vuillemin, Jacques Attali, Christine Ockrent, Pierre Péan et Christophe Nick, et le bluesman Melvin Taylor.

Programme complet sur 36 15 FNAC (223 F-munite) et www.fnac.fr



La Seita et Rothmans condamnés à modifier leurs paquets de cigarettes

Paul Barril laisse en France après sa garde à vue

DISPARITIONS

LE GENERAL VICTOR TANGUY, pilote des célèbres escadrilles « les Cigognes » et « l'Alsace » durant la seconde guerre mondiale, est mort, le 31 mai, à Paris, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Né le 6 juillet 1915 à Plougastel-Daoulas (Finistère), Victor Tanguy entre à l'Ecole de l'air dès sa création, en 1935. Après 1941, il s'illustre au sein de deux groupes de chasse (le squadron 319 « les Cigognes », puis le squadron 341 « l'Alsace »), qui constitueront les Forces aériennes françaises libres aux côtés de la Royal Air Force britannique. Ainsi, l'escadrille « l'Alsace », équipée d'avions Spitfire, sera la première unité à opérer depuis le sol français en 1944, notamment à Bayeux. Les groupes « les Cigognes » et « l'Alsace » totalisent respectivement 2 220 et 4 297 missions de guerre. En 1958, Victor Tanguy commande la base aérienne d'Orange (Vaucluse). En 1962, il commande le centre des opérations de défense aérienne à Taverny (Val-d'Oise). Il quitte l'armée de l'air avec le grade de général de brigade aérienne. Titulaire de la Distinguished Flying Cross britannique, le général Tanguy était grand officier de la Légion d'honneur.

RAYMOND POGGI, ancien PDG du groupe aéronautique Hispano-Suiza, est mort, di-

manche 8 juin, à Paris, dans sa cinquante-neuvième année. Polytechnicien, Raymond Poggi est entré dès 1963 à la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (Sneema) où il devait exercer différentes responsabilités. Conseiller du président en 1980, il a, à la Soema, dirigé la division « filiales et plans », puis il a été nommé successivement directeur délégué, directeur général adjoint avant de prendre, en 1991, la présidence de la société Hispano-Suiza, qui est contrôlée par la Soema. Malade, il avait dû quitter ce poste début 1997.

STANLEY KNOWLES, figure légendaire du Parlement canadien, est mort lundi 9 juin à l'âge de quatre-vingt-huit ans. Né le 18 juin 1908, élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1942 et réélu douze fois ensuite, Stanley Knowles s'était fait une solide réputation dans la défense de la justice sociale, des droits des retraités et des chômeurs. Député du NPD (Nouveau Parti démocratique, social-démocrate), il s'était retiré de la vie politique active en 1984, mais il continuait d'assister très souvent aux débats parlementaires. Pierre Trudeau, alors premier ministre fédéral, lui avait attribué, à titre exceptionnel, un poste de fonctionnaire honoraire à la « table des greffiers » de la Chambre.

NOMINATIONS

CULTURE
Dominique Lefebvre, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur du cabinet de Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, porte-parole du gouvernement.

(Né le 7 mai 1956 à Roubaix (Nord), Dominique Lefebvre est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration (promotion Didier). Il intègre la Cour des comptes en qualité d'auditeur en 1986. En mai 1988, il rejoint le cabinet de Claude Evin, alors ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, où il suit particulièrement l'élaboration et la mise en œuvre de la loi sur le revenu minimum d'insertion. Il entre en septembre 1989 au cabinet de Michel Rocard, alors premier ministre, puis devient, en 1991, directeur adjoint du cabinet de Michel Delebarre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire. En novembre 1991, il devient directeur du cabinet de Jack Lang, ministre de la culture, de la communication et des grands travaux, porte-parole du gouvernement, et se voit nommé directeur de l'éducation nationale et de la culture où il assure la direction de ses deux cabinets ministériels. Il réintègre la Cour des comptes en août 1993. Il était en disponibilité depuis février 1995 afin de participer à l'équipe de campagne de Lionel Jospin. En juin 1996, Dominique Lefebvre est devenu maître-adjoint de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), chargé des finances et de la vie urbaine, puis maître de cette commune, après la démission d'Isabelle Massin.)

DÉFENSE
François Ronssely a été nommé directeur du cabinet civil et

militaire du ministre de la défense, Alain Richard.

(Né le 9 janvier 1945 à Belvès (Dordogne) et devenu élève de l'ENA après avoir servi au ministère de l'intérieur, puis au ministère de l'économie et des finances comme attaché d'administration centrale, François Ronssely est entré à la Cour des comptes en 1978. Entre 1982 et 1984, il est conseiller technique, puis directeur adjoint du cabinet de Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation dans le gouvernement de Pierre Mauroy. En 1985, il est directeur adjoint du cabinet de Pierre Joxe, qui remplace Gaston Defferre, avant d'être le directeur jusqu'en mars 1986, date après laquelle il est détaché auprès du président du groupe socialiste, Pierre Joxe, à l'Assemblée nationale. Entre mai 1986 et juin 1989, il est à nouveau directeur du cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur. Il est ensuite nommé directeur général de la police nationale, un poste qu'il quitte en mai 1991 pour occuper les fonctions de secrétaire général pour l'administration des armées, à l'arrivée de Pierre Joxe au ministère de la défense, après la démission de Jean-Pierre Chevènement. A ce poste, il restera jusqu'à la fin de 1996. Entre-temps, il a été nommé conseiller maître à la Cour des comptes, en service détaché. Depuis janvier 1997, François Ronssely était secrétaire général de la SNCF, auprès du PDG, Louis Gallois.)

DIPLOMATIE
Jean-Michel Gaossot a été nommé ambassadeur au Chili, en remplacement de Gérard Cros, par décret publié au Journal officiel daté 2-3 juin.

(Né le 17 octobre 1944 à Grenoble (Isère), Jean-Michel Gaossot est diplômé de l'Insti-

tut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1969-1971). Il a été notamment en poste à Bonn (1974-1978), à La Haye (1978-1980), à Londres (1980-1982), à Belgrade (1984-1987), auprès des Nations unies à New York (1987-1989), avant d'être ambassadeur en Equateur (1989-1992), puis au Togo (1992-1995). Depuis juillet 1996, Jean-Michel Gaossot était chef de la délégation française au Comité de surveillance du cessez-le-feu au sud du Liban, en résidence à Nicosie.)

Jean-Paul Réao a été nommé ambassadeur en Corée du Sud, en remplacement de Dominique Perreau, devenu directeur des affaires économiques et financières au Quai d'Orsay, par décret publié au Journal officiel daté 2-3 juin.

(Né le 24 août 1941 à Bordeaux (Gironde), Jean-Paul Réao est licencié en droit et diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Rém (1970-1974) et à Londres (1975-1979), à Washington (1979-1984), avant d'être nommé inspecteur des affaires étrangères en juin 1987. Depuis janvier 1993, Jean-Paul Réao était directeur de l'Institut français à Taipei.)

Sylvie Alvarez a été nommée ambassadeur au Nicaragua, en remplacement de Georges Voogier, par décret publié au Journal officiel daté 2-3 juin.

(Né le 22 juillet 1942 à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques), Sylvie Alvarez est diplômée de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales. Elle a été notamment en poste auprès des Nations unies à New York (1967-1970 et 1985-1988), à Varsovie (1970-1971), à Rabat

(1988-1992) et à l'administration centrale, avant de devenir ambassadeur à Sainte-Lucie en juillet 1992, nommée ensuite parallèlement à Antigua-et-Barbuda, à la Dominique, à Saint-Christophe-et-Niévès, à Saint-Vincent-et-les Grenadines et à la Grenade. Depuis septembre 1996, Sylvie Alvarez était secrétaire générale de la présidence française de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).)

Pascal Fieschi a été nommé ambassadeur en Ukraine, en remplacement de Dominique Chassard, devenu directeur de l'Europe orientale au Quai d'Orsay, par décret publié au Journal officiel daté 2-3 juin.

(Né le 20 mars 1945, Pascal Fieschi est licencié en droit et diplômé de l'Ecole nationale des langues orientales. Il a été notamment en poste à Athènes (1972-1974), à Prague (1974-1977), à Leningrad (1980-1983), à Canberra (1983-1985), à Moscou (1985-1989) et à l'administration centrale. Depuis novembre 1993, Pascal Fieschi était chef de service des Français à l'étranger au Quai d'Orsay.)

Christophe Philibert a été nommé ambassadeur en Guinée, en remplacement d'Hadelin de La Tour du Pin, par décret publié au Journal officiel daté 2-3 juin.

(Né le 30 novembre 1946 à Strasbourg (Bas-Rhin), Christophe Philibert est diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble. Il a été notamment en poste à Madagascar (1972-1974 et 1977-1978), à Aden (1974-1977), à Tel Aviv (1980-1982), à Londres (1984-1990) et à l'administration centrale. Depuis octobre 1994, Christophe Philibert était deuxième conseiller à Rabat.)

Conférences

Répliques à la pensée unique
L'Observatoire de la mondialisation vous invite à une conférence-débat à l'occasion de la sortie de *La Suisse aux enchères : répliques à la pensée unique*, de S. George & R. Sabetti avec les auteurs, J.-P. Page et C. de Brie, salle des Fêtes, mairie de St. 2, rue Daguerre-Spiller (métro République), mercredi 18 juin, 20 heures.

Conférence-débat : « La peine de mort : méditation sociale » pour les délinquants sexuels.

Vendredi 13 juin, à 20 h 15, à l'Ecole nationale de la magistrature, 8, rue Chanoine, 75004 Paris.

(organisée par Arapex Ile-de-France).

Communications diverses

- 14 et 15 juin, de 9 heures à 18 heures.

Portes ouvertes

à la garde républicaine, quartier des Célestins, 18, boulevard Henri-IV, Paris-4^e.

Renseignements : 01-42-76-14-55.

Soutenances de thèse

- Elodie Ungaro soutiendra sa thèse de doctorat en histoire de l'art : « Le féminin dans la peinture moderne : des écritures du corps et stratégies du regard », directeur : Gilbert Lascu, samedi 14 juin, à 15 h 30, en Sorbonne, salle 116.

Le jury sera composé de MM. les professeurs : Philippe Ménard (président), Michel Zink, Claude Thomasset, Gérard Gros, Bernard Guidot.

Sorbonne (Paris-IV), 14 juin, 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 01-42-17-29-94

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 106 F

Abonnés et externes : 95 F

Communiqués divers : 110 F

Thèses étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- Nous ne boudons pas notre joie pour fêter l'arrivée de

Amandine

dans nos familles CAPALDI, BOBIN et PASQUIER.

Patrick et Teresa CINGOLANI

ont la joie d'annoncer la naissance de Marion, Blanche, Angèle,

le 16 mars 1997, à Santa Fe de Bogotá.

Décès

- Stella Benquet, née Maman, son épouse, Françoise Benquet, sa fille, Charles Benquet, son fils, Maryvonne Wetsch-Benquet, sa belle-fille,

Sophie Benquet et Kamel Hachem, Eric Benquet, Mathilde Benquet, David Benquet, ses petits-enfants.

Sa famille et ses amis, font part du décès de

Emile André BENQUÉ (Milo), né le 14 août 1917 à Orlan,

croix de guerre 1939-1945, médaille militaire, ancien des Forces françaises libres,

survenu le 8 juin 1997, à Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin, le vendredi 13 juin, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

187, rue de Courcelles, 75017 Paris.

- Bella, Meret et Piet Meyer

ont la tristesse de faire part du décès de

Michel BRODSKY,

survenu le 5 juin 1997.

Les obsèques auront lieu le vendredi 13 juin, à 15 h 30, au cimetière de Saint-Paul-de-Vence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, quai de l'Horloge, 75001 Paris.

- Le comité Marc-Chagall, Son bureau, Ses membres,

M. Jean-Louis Prat, M. David Meil, M. Marc Meyer Gruber, M. Hubert Michard-Pellissier, M. Marie-Laure de La Luyère,

ont le regret de faire part de la disparition de

Michel BRODSKY,

survenue le 5 juin 1997.

Les obsèques auront lieu le vendredi 13 juin, à 15 h 30, au cimetière de Saint-Paul-de-Vence.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, quai de l'Horloge, 75001 Paris.

POUR VOS HEUREUX EVENEMENTS

NAISSANCE

MARIAGE

est 616

95 F la ligne hors taxes

- M. Raymond Coenca, son épouse,

M. et M. Laurent Coenca, M. et M. Sylvain Coenca,

ses enfants,

David, Jonathan et Mickael, ses petits-enfants,

Les docteurs Jacques et Sylvia Karpman-Boutet

et leurs fils Francis, M. Raymond Coenca,

M. et M. Jack Petigand, Ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs

et neveu,

ont le grand chagrin de faire part du décès de

M. Henry COENCA,

survenu le 10 juin 1997, à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 13 juin, à 14 h 45, au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Mars-Dormoy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Virginia et Barbara Prouvost, ses filles,

Sasha, son petit-fils,

ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Rolo HANCKE, née Anne Maria SOLARI, dite Pia PAOLA,

dessinateur et artiste peintre,

survenu le 3 juin, à Londres, des suites d'une longue maladie.

Une messe sera dite en la chapelle Sainte-Thérèse, 71 bis, rue Boissière, Paris-16^e, le 16 juin, à 11 heures.

Ed est subito sera (Quisimodo) (Et le soir tombe aussitôt).

- Le président de l'université de Bourgogne,

Le doyen de la faculté de sciences humaines,

La section de sciences de l'éducation, Et l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (UMR CNRS 5597),

ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

M. Jean-Louis RIGAL,

professeur à l'université Paris-Dauphine, président de l'IFGE.

Ses obsèques auront lieu le 13 juin, à 15 heures, en l'Eglise Saint-Sauveur-des-Bois, 104, avenue Gabriel-Péri, Fontenay-aux-Roses.

17, rue de l'Yver, 92330 Sceaux.

M. Marie-Zéline SADOUL, dite « ZIZOU »

s'est éteinte à son domicile parisien, le 8 juin 1997, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

De la part de Sa fille, M. Hoffenberg/Dickson, Des familles Faure, Gilard et Herman, De ses petits-enfants et leur descendance,

De ses cousins et cousines, neveux et nièces,

De ses belles-sœurs, De ceux qui l'ont connue et aimée.

Elle sera inhumée dans le cimetière de la famille des Laurens, en Dordogne, le 13 juin.

Condoléances

- Les personnels du Cresus et de l'INRP

très attristés par la disparition de leur collègue et amie,

Marie-France DORAY,

témoignent à sa famille et à ses proches leur profonde et sincère sympathie.

Anniversaires de décès

- Il y a un an, le 12 juin 1996, disparaissait

Jacqueline CARNEZ.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Nous ne l'oublions pas.

- Le 12 juin 1993,

Guy MARCHAND, citoyen du monde

nous quitte brutalement.

Mais toujours présent à notre esprit, son combat pour un monde en continu.

René Marchand.

et rappellent le souvenir de son mari durant soixante-six ans,

Paul LEVY,

à Vire et à Roen.

Les obsèques auront lieu vendredi 13 juin, à Roen.

115, rue de Vaugrand, 75015 Paris.

- Le président-directeur général de Sneema,

Le vice-président de Sneema, Le président-directeur général d'Hispano-Suiza,

Les comités de direction de Sneema et d'Hispano-Suiza,

L'ensemble du personnel du groupe, ont la tristesse de faire part du décès, le 8 juin 1997, de

Raymond POGGI,

ancien élève de l'Ecole polytechnique (1958), MSC California Institute of Technology (1963), directeur délégué à la stratégie de Sneema,

ancien président d'Hispano-Suiza, et prient sa famille d'accepter leurs condoléances éternes.

(Lire et-dessus.)

THÈSES

Tarif Étudiants

65 F la ligne H.T.

REPRODUCTION INTERDITE

BIJOUX

BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable choix.

« Que des affaires exceptionnelles ! »

Tous bijoux et toutes pierres précieuses, alliances, bagues, argentierie.

ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIRA

Angle boulevard des Italiens 4, rue Chausse-d'Antin

Wagasin à l'Étoile 37, avenue Victor-Hugo.

Autre grand choix.

BIJOUX ANCIENS

bagues romantiques

GILLET

19, rue d'Arcole 75004 PARIS

01-43-54-00-83

Près de Notre-Dame de Paris

PARTICULIERS

Producteurs, créateurs, réalisateurs

Une histoire vécue lors des événements de la dernière guerre à raconter.

Tél. : 04-75-76-86-37.

AUTOMOBILES

- R 25 Baccara V 6i 1992 PH3

état exceptionnel, 29 400 F

- R 25 GTX AUTO 1987

état parfait, 13 900 F

Tél. : 01-43-40-48-57.

Part vend PEUGEOT

304 S Cabriolet 1974

couleur Gold, état excep.

24 000 F d'origine, vign. 97,

50 000 F. 01-43-17-38-20 h.b.

01-47-28-49-90 après 19 h

STAGES

DORDOGNE, merveilleuse

forêt de la Double et ses

étangs. Stages : poterie,

peinture, sculpture, cuisine,

arts de la table, W. E.

découverte de la forêt, pos.

randonnées équestres.

05-53-90-82-85, 05-53-90-85-11.

ATELIERS D'ÉCRITURE

Elisabeth BING

صكرا من الامال

HORIZONS
ENQUÊTE

Pour tout l'or de Maripasoula

VU d'avion, le bourg de Maripasoula a l'air d'un jeu d'enfants : une poignée de maisons jetées au bord du fleuve comme un lancer de dés. Eau couleur caramel qui luit, immobile, et, tout autour, la moiteur verte de la forêt, couchant contre le ciel son océan de brocolis. Filant à travers champs, un chemin de terre rouge, raviné par les pluies, relie l'aéroport - une piste d'atterrissage réservée aux petits avions - à l'entrée du village et au fleuve. Il n'y a pas de route goudonnée. Les hautes maisons en bois, construites sur pilotis, s'étagent en pente douce jusqu'à la rive. En face, c'est le Surinam, l'ancienne Guyane néerlandaise. Ce pourrait être le Brésil. Mêmes mullées végétales aux flèches de cathédrale, mêmes fleuves aux eaux lentes sillonnées de pirogues. Mêmes sites aurifères que se disputent ici, depuis presque quatre ans, les multinationales et les artisans orpailleurs, locaux ou brésiliens.

Pour beaucoup, la quête du précieux métal est devenue une obsession. Déjà, mais, de nouveau, tout se mesure en or. « Pour acheter un moteur 4 cylindres, il faut compter 4 kilos d'or », estime, par exemple, Joseph Machine, secrétaire de la coopérative Graine d'or SA. A Maripasoula, où il n'existe pas d'établissement bancaire, les précieux pépites servent à une multitude de choses. A se payer une pirogue, un fusil ou une bouteille de rum. A épargner son capital, via le travail du bijoutier ou celui du dentiste. Même les prostituées brésiliennes monnayent leurs charmes en pépites. Quand Wellington Iron était gosse, c'était déjà comme ça. « Avec une petite pépite, on achetait du riz ou de la farine. Mais c'était bien plus dur que maintenant, dit-il. On ramassait l'or à la main, on n'avait pas toutes ces machines ! »

En shot et tricot de corps, une belle chaîne en or balayant sa poitrine, le vieux créole reçoit sous sa veranda. L'un de ses amis, retraité comme lui, écoute en hochant pensivement la tête. Le père de Papa Biron était originaire de Saint-Lucie, sa mère de Martinique. « On n'était pas riches, il n'y avait pas d'allocations familiales, à l'époque. Si on voulait aller à l'école, il fallait descendre jusqu'à Saint-Laurent-du-Maroni. » Autant dire le bout du monde ! Mais Papa Biron ne se plaignait pas. Docteur de ses soixante-cinq ans, il regarde passer le fleuve des souvenirs avec sérénité. Il se rappelle encore le vieil Abdallah, un ancien bagnard maghrébin, qui a donné son nom à un village avant de s'éteindre. « Il y a une dizaine d'années », il se rappelle aussi le « quartier indigène » où vivait la petite communauté des Aloukous (ou Bonis, descendants d'esclaves africains ayant fui l'ancienne Guyane néerlandaise à la fin du XVIII^e siècle).

« Les indigènes habitaient sur les hauteurs, et nous du bourg, près du fleuve », précise Papa Biron. C'est grâce aux créoles, assure-t-il, que les Bonis « sont entrés dans la civilisation ». La preuve ? « Avant, ils mangeaient avec la main et leurs femmes ne savaient pas mettre une robe. » Bien de l'eau a coulé sous les pirogues, depuis cette muse miraculeuse. En moins d'une décennie, Maripasoula s'est « décréolisé ». L'un après l'autre, les pionniers de Saint-Lucie, de Dominique ou de Martinique ont disparu, comme le vieil Abdallah. La fièvre de l'or retombée, leurs enfants sont partis chercher du travail sur le littoral, à Cayenne ou à Saint-Laurent, laissant le village s'endorcir à l'ombre des fromagers. Papa Biron est presque une exception. Resté fidèle à Maripasoula, il s'est résigné aux changements de sa ville. « Maintenant, ce sont les Bonis qui ont la mairie. Et ils votent, comme nous ! », lance-t-il, encore tout étonné de cette révolution. Sur les 2 400 à 2 500 habitants actuels (le chiffre change selon que l'on inclut, ou non, les Brésiliens sans papiers), les Bonis représentent près de 60 %. Créoles



En Guyane, sur le fleuve Maroni, les banques n'existent pas : tout s'achète en pépites d'or. Parfois, des accès de fièvre touchent ces petites communautés, dont certaines vivent en marge des lois

et « métros » (Blancs de la métropole) arrivent en queue de peloton, loin derrière les émigrés du Brésil, du Surinam et de Guyane.

Au cours des cinq dernières années, les effectifs du collège Gran Man Difoo, ouvert en 1988, ont quasiment triplé. Et, guerre du Surinam aidant, la délinquance est, elle aussi, en hausse. « Avant, on allait laver son linge dans le fleuve et on le laissait sécher sur la rive. Maintenant, on ne peut plus : il est volé », ronchonne Angèle, mère de sept enfants. Encore n'est-elle pas la plus malheureuse ! Sa carte d'identité française la protège. « Pour vivre, il y a mon salaire, celui de mon mari et 6 600 francs d'allocations familiales », reconnaît-elle. Comme l'immense majorité des habitants du bourg, Angèle ne paye pas de loyer. Même si les denrées venues du Surinam ou de Cayenne se vendent cher, le temps est loin où l'or devait, pour joindre les deux bouts, cultiver soigneusement son abattis (lopin) pour y faire pousser le manioc. L'igname et la dachine. Le RMI et les « zafes » (allocations familiales) sont passés par là. « Maintenant, la vie est belle ! », résume Papa Biron.

SELON lui, « avec l'or, personne ne devient riche... même si tout le monde y croit. Les filons s'usent plus vite que les rêves ! » Il rit et se tape sur les cuisses. Les jeunes, eux, gardent le visage sombre. « L'or, c'est le diable. Lâche Angèle. A cause de l'or, les hommes quittent leurs femmes, les gens se querellent et se battent. Ça n'apporte que du malheur. » Du

malheur ? Chacun évoque, à demi-mot, les récentes bagarres entre Bonis et Brésiliens. Et commente avec effarement le sacage du local de la gendarmerie qui a accompagné, dans la soirée du 7 avril, la « libération » du maire de Maripasoula, Antoine Ablesso, politicien rusé et gestionnaire véreux, naturellement adoré des Bonis. N'a-t-il pas octroyé « aux siens » postes de responsabilité et emplois salariés dans l'administration ? Réfugié, dit-on,

« Moi, je ne veux de mal à personne », se défend Joseph Machine. Le secrétaire de la coopérative des orpailleurs n'a pas l'intention de passer pour une tête brûlée. Ni pour un indépendantiste à tout prix. Malgré sa défiance vis-à-vis des représentants de la métropole, son credo, c'est le pragmatisme. La création de l'association Graine d'or, en 1994, en est l'illustration. L'arrivée de multinationales, comme Goldenstar (et sa filiale

dants d'esclaves eux aussi, mais implantés sur les deux rives du Maroni et qui ne peuvent donc pas se prévaloir de la qualité de Français.

« Les Bonis, mal, je n'ai rien contre eux. Simplement, ils me font peur », murmure Miranda. Née il y a trente-quatre ans sur les rives brésiliennes de l'Oyapok, cette ancienne infirmière, après plus de quinze ans d'escalade plus ou moins clandestine à Cayenne, est arrivée à Maripasoula, il y a deux ans, pour y ouvrir commerce. Le rez-de-chaussée de la maison, où elle s'est installée avec son époux, est divisé en deux : le restaurant, avec ses grandes tables en bois recouvertes de toile crée rose, et le comptoir d'or, niché dans l'arrière-salle, où les orpailleurs brésiliens écoutent leurs pépites. Tous les soirs, grâce à la parabole, des tablettes d'hommes viennent regarder les feuilletons de la télévision brésilienne - « Malhação » et le nouveau « Zaza ». On boit de la bière, du Coca, mais aussi du cupuçu ou du bacury (jus de fruits), et l'on mange de copieux plats de *peixe cozido* (poisson cuit). Hormis quelques « métros », la clientèle est essentiellement brésilienne. Aucun « Bushinenge » (nom générique de la communauté des Noirs marrons, dont font partie Aloukous et Ndjukas) n'a jamais mis les pieds chez Miranda. Ou plutôt si, une fois, le jour où deux d'entre eux sont venus braquer le couple, armés de fusils à canon scié. « J'ai réussi à sauter par une fenêtre et à donner l'alerte », raconte la jeune Brésilienne, qui s'en sortira avec un coup de crosse sur la tête. La gendarmerie, avertie de qui elle a déposé une plainte, fait diligence. Les deux malfaiteurs, qui ont attaqué d'autres commerçants de Maripasoula, sont rapidement interpellés. Est-ce parce que l'on craint, en haut lieu, d'irriter les « Bushinenge » et leurs cousins bonis ? Les deux malfaiteurs seront « expulsés » au Surinam. « Ils sont revenus voir, moins d'une semaine après, dit Miranda. Ils ont menacé de nous tuer, à cause de la plainte que j'ai déposée. » Si ça ne tenait qu'à elle, Miranda quitterait Maripasoula. Ici, la loi du plus fort a triomphé des lois de la République. Miranda tente de sourire. « Pour le commerce, ça va. Mais pour l'amitié, c'est zéro ! »

« Ce n'est pas une sinécure, mais ce n'est pas non plus le Far West », tempère le responsable du centre de santé, le docteur Thierry Legouen. Ce « métro », amoureux de la Guyane, reconnaît néanmoins que sa tâche n'est pas facile. Il est arrivé plusieurs fois que des Brésiliens, victimes de « ratonnades », soient interdits d'accès au dispensaire par des commandos de jeunes Bonis.

AU mois de mars, quatre-vingt-un Brésiliens, menacés de lynchage, à la suite d'une bagarre, par les milices armées d'un orpailleur boni, ont demandé à être rapatriés sur Rio de Janeiro, plutôt que d'avoir à subir les foudres de leurs bourreaux. Des sources concordantes, on estime que ce drame - largement occulté par la presse guyanaise - a fait au moins un mort et deux blessés graves. Ces derniers, sauvagement torturés, ont dû être évacués sur Cayenne.

« Parler de Far West, c'est exagéré ! Au moins, avec Lucky Luke, on rigole... », ironise un « métro ». Parmi les Ndjukas, certains détracteurs des Aloukous les ont surnommés « Aloukou-khou-khou ». Ce trait d'humour, sans doute intempestif, en dit long néanmoins sur la profonde inimitié qui prévaut entre communautés et sur les risques d'une dérive ethnociste. « Maripasoula est une caricature de ce que la France a raté en Guyane, de ce lent pourrissement qui est partout visible dans le département », analyse Mali Paupert. « Payez et ne nous demandez pas de comptes ! C'est ce que chacun, ici, demande à la France - sous couvert, parfois, de revendication indépendantiste. Et la France obéit ! Elle agit avec la Guyane comme avec un roi nègre, conclut-elle. On l'arrose de cadeaux pour qu'il se taise... »

Catherine Simon
Dessin : Ricardo Mosier

RESULTATS GRANDES ECOLES
3615 LE MONDE

NEUF ET RÉSIDENTIEL

FICHE PRATIQUE du 12.06.1997

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier ImmoNeuf.

■ Crédit : des assurances pour emprunter

Pour pallier tout incident de remboursement, le souscripteur d'un crédit immobilier doit s'assurer. Si l'assurance décès-invalidité est obligatoire, l'assurance perte d'emploi, bien que facultative, reste vivement conseillée. Mode d'emploi.

Souscrire un crédit immobilier est un acte qui vous engage à long terme : pendant dix, quinze, voire vingt ans, vous serez tenu de payer régulièrement les mensualités. Or, quel peut être de quoi demain sera fait ? Trois accidents majeurs peuvent perturber le bon déroulement d'un emprunt : un décès, une invalidité ou une perte d'emploi. Aussi, pour vous protéger, vous devez vous assurer.

Obligatoire, l'assurance invalidité-décès est automatiquement incluse dans le contrat de crédit. Son coût est en général compris entre 0,3 et 0,5 % du montant de la somme empruntée pour une personne ayant moins de soixante-cinq ans. Au-delà, les tarifs sont sensiblement plus élevés. Les modalités sont simples, il suffit de répondre le plus précisément possible à un questionnaire concernant votre état de santé. Attention ! Toute omission concernant un antécédent ou une maladie pourrait annuler purement et simplement le remboursement du crédit en cas de décès.

■ Perte d'emploi : protégez-vous

Signe des temps, l'assurance perte d'emploi, si elle est facultative, reste néanmoins fortement conseillée.

totallement en charge les échéances, d'autres n'en assurent qu'une partie. Mais quelle que soit l'option choisie, cette prise en charge ne permettra jamais à l'emprunteur de disposer de revenus supérieurs à ce qu'il était pendant sa période d'activité. Quasi à la durée, elle peut varier de douze à vingt-quatre mois. Enfin, le prix est un paramètre à ne pas négliger. D'une façon générale, plus votre assurance-chômage sera chère, meilleure sera votre protection. Mais attention aux répercussions sur le coût total du crédit !

M. A.

Pour d'autres conseils, consultez **IMMO NEUF**, le mensuel de l'immobilier en vente 20 F chez votre marchand de journaux.



Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

Communiqué

PARIS

10^e arrondissement

Résidence Saint-Martin

61, rue Bichat

Le promoteur certifié

QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h.



700 places de parking au 01 46 03 22 00 pour faire partie des privilégiés. Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio à 5 pièces avec caves et parking en sous-sol à proximité de Canal Saint-Martin et de l'Église du Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade au cœur du quartier, avec de nombreux balcons et terrasses. Prestations particulièrement soignées : Label Promoteur Certifié ISO 9001. A partir de 17.900 F le m² hors parking, et dans la limite du stock disponible. Bureau de vente à angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

11^e arrondissement

Résidence Voltaire

Rue des Noyers / rue Condorcet

Le promoteur certifié

QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h.



RÉSIDENCE POUR ÉTUDIANTS DU STUDIO AU 2 PIÈCES. IDEAL INVESTISSEUR. RENTABILITÉ ÉLEVÉE GARANTIE. Au cœur du 11^e arrondissement, cette résidence pour étudiants offre à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis par contrat. Rémunération élevée. Studio à partir de 430 000 FF - 2 pièces à partir de 670 000 FF. Conseils sur les mesures fiscales liées à l'investissement locatif. Assurance "Pénalités". Renseignements et vente : 01 47 12 54 44

14^e arrondissement

Villa Marmontel

107-109, rue de l'Abbé Groult

Idéal investissement Périsol

Le promoteur certifié

QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Un programme unique à découvrir absolument et choisir le meilleur de l'architecture ! A deux pas du jardin Convention et des commerces, un programme de très grand standing avec jardins intérieurs : 47 appartements du studio à 5 pièces duplex, caves et parking en sous-sol. Le cadre au cœur d'un véritable quartier résidentiel. Livraison début printemps 1997. Prix à partir de 24 900 F le m² hors parking et dans la limite de stock disponible. Bureau de vente sur place ouvert : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Le Bédouin

98, rue de l'Abbé Groult

Le promoteur certifié

QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Située dans le quartier Convention (métro Convention à 200m), France Construction vous propose une petite résidence raffinée, du studio à 5 pièces. Avec l'aide de nos architectes et la qualité France Construction, conçue l'appartement dont vous rêvez. **PRIX DE LANCEMENT** Bureau de vente : 109, rue de l'Abbé Groult ouvert : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

71, rue Gutenberg

Rue Gutenberg

Réalisation et commercialisation

STIM BATIR

Re-de-France Résidentiel,

Boygues Immobilier,

92513 Boulogne-Billancourt

code

01 47 12 53 53



APARTEMENTS DU STUDIO AU 4 PIÈCES 23 appartements dans une résidence pleine de charme avec balcons et terrasses, proche du parc André Citroën et de la place Saint-Charles. Belle architecture et prestations de qualité. Conseils sur les nouvelles mesures investissements, amortissement "Pénalités". Bureau de vente : 116, rue de l'Abbé Groult - ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Tél. 01 46 31 61 35 ou 01 47 12 54 44

46, rue de Longchamp

Réalisation :

COREVA

4, avenue Victor Hugo

75116 PARIS

Tél. 01 44 17 39 28



22 logements du studio au 4 pièces. A partir de 28 000 F le m². Et : 12 pièces : 1 500 000 F Livraison printemps 1998. A 200 m du métro Trocadéro, au cœur du prestigieux quartier Trocadéro-Las, une résidence de grande qualité ouverte sur un vaste jardin intérieur. Particulièrement à la demande et plans personnalisés en fonction de l'avancement des travaux. Renseignements et vente : COREVA, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

16^e arrondissement (suite)

Les Jardins d'Auteuil

11-13, rue Willem

Réalisation et commercialisation

STIM BATIR

Re-de-France Résidentiel,

Boygues Immobilier,

92513 Boulogne-Billancourt

code

01 47 12 53 53



MESURES EXCEPTIONNELLES DE LANCEMENT Superbe résidence de studio au 5 pièces. A proximité du Parc Monceau et du Parc de la Fontaine Rossini, le prestige d'une résidence d'exception à l'architecture raffinée et aux prestations de grande qualité. Exemple de prix : 2 pièces 50 m² (lot n°21) : 1 225 000 F parking inclus. Bureau de vente : 11-13, rue Willem - Paris 16e ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h. Tél. 01 42 34 85 26

19^e arrondissement

L'Orée du Parc

49, rue Compagny, rue Rozier

A deux pas de la gare

à découvrir absolument :

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h



Prendre possession d'un logement ISO 9001 Prix à partir de 18 900 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible. Le cadre d'une petite résidence de charme de 24 appartements seulement à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Tous les commerces, commerces et équipements à proximité. Architecture raffinée et prestations de qualité : un site tout particulier a été prévu à la conception des appartements pour vous assurer confort et sécurité au quotidien. 46 appartements du studio à 6 pièces. Balcons, loggia ou terrasses. (Pénalités en sous-sol). Prix de lancement : Bureau de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

20^e arrondissement

La cour des Noyers

Rue de la Cour des Noyers

Le promoteur certifié

QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h



A 300 m de la place Gambetta et de la rue de la Cour des Noyers, une nouvelle petite résidence composée de 2 bâtiments, dans une rue calme, au cœur d'un quartier traditionnel vivant et animé. Tous les commerces, commerces et équipements à proximité. Architecture raffinée et prestations de qualité : un site tout particulier a été prévu à la conception des appartements pour vous assurer confort et sécurité au quotidien. 46 appartements du studio à 6 pièces. Balcons, loggia ou terrasses. (Pénalités en sous-sol). Prix de lancement : Bureau de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

RÉGION PARISIENNE

92 Boulogne-Billancourt

FRANCE CONSTRUCTION

à Boulogne et Levallois

Le promoteur certifié

QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h



SPECIAL INVESTISSEMENT PERISSOL A BOULOGNE A proximité de 5 lignes de métro, beaux studios et 2 pièces rénovées pour investissement. A LEVALLOIS En centre ville, tout près du métro, dans une résidence de standing, beaux studios et 2 pièces livrables en mars 1997. Fines de notaire réduites, idéal investissement Périsol. Renseignements au siège Service ventes aux investisseurs privés 01 46 03 22 00

92 Neuilly-sur-Seine

Neuilly Marine

LANCÉMENT Angle rue de la Marine et bd Sureau

Ce nouveau complexe d'appartements est tout neuf !

Le promoteur certifié

QUALITÉ ISO 9001

Réalisation :

FRANCE CONSTRUCTION

Tél. 01 46 03 22 00

Rem. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h



Nouvelle et superbe résidence de 3 étages située dans la partie résidentielle de l'île de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et la luminosité des espaces verts. Architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie (un belvédère, grande hauteur sous plafond, terrasse). 38 appartements du studio à 5 pièces (caves, parkings en sous-sol) et une maison individuelle. Bureau de vente sur place : ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

93 Pantin

Le Clos Berthier

14, rue Berthier

Réalisation

PARIS OUEST Immobilier,

75 361 Saint-Maur

75005 PARIS

Tél. 01 45 87 70 28



PETITE RÉSIDENCE sur place pétillante. Du studio au 4P A partir de 18 800 F hors parking et aux. Sans trm. 98 A 250 m du métro, à 900 m du Parc de la Villette, proche de tous commerces, ce petit immeuble (12 appartements) offre terrasses, balcons, beaux prestations, sécurité double, charges modérées. Idéal pour un investissement Périsol ou pour profiter de plus à 0%. Bureau de vente : mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi après-midi (14 h à 19 h), 56, av. Jean Jaurès à Pantin (75012). Tél. bureaux : 01 48 44 70 55 ou portable : 06 11 11 46 17

94 Maisons-Alfort

Les Académies

Réalisation et commercialisation

STIM BATIR

Re-de-France Résidentiel,

Boygues Immobilier,

92513 Boulogne-Billancourt

code

01 47 12 54 44



RÉSIDENCE POUR ÉTUDIANTS - IDEAL INVESTISSEUR RECAPITULATION TVA ET AMORTISSEMENT PERISSOL A 2 pas du métro "Ecole Vétérinaire", STIM BATIR réalise une résidence d'exception de standing. Studio à partir de 284 000 F. Revenus locatifs garantis. Renseignements et ventes : 01 47 12 54 44

LE MARCHÉ DES CONSEILS DE LA FNPC

ACQUISITION D'UN LOGEMENT NEUF : LA REMISE DES CLÉS

Vous venez d'acquies un logement neuf. Que devez-vous faire lors de la remise des clés ?

Vous devez procéder à un examen minutieux des lieux, dans des conditions d'éclairage satisfaisantes, afin de vérifier l'état des équipements et des fournitures, leur fonctionnement et leur conformité aux engagements contractuels.

Vous devez donc vous munir de l'acte de vente, du plan de votre logement, de la notice descriptive et des avenants éventuels, des lettres échangées avec le vendeur.

Après avoir procédé à cet examen, vous remplirez le procès verbal de constat d'état des lieux et de remise des clés.

Vous devez signaler de façon précise :

- tous les vices apparents que vous avez pu déceler.

- tout ce qui n'est pas conforme aux engagements contractuels.



FNPC - 106 rue de l'Université - 75007 Paris

CHOISISSEZ UN NOUVEAU SIÈGE FAIT SUR MESURE POUR VOTRE SOCIÉTÉ QUI AMÉLIORERA VOTRE IMAGE POSITION STRATÉGIQUE

MILAN - ITALIE

BUREAUX à VENDRE ou à LOUER

Immobilier Metanopol S.p.A.

20097 SAN DONATO MILANESE - MI - ITALY

FAX : +39 - 2 - 5207612

صكنا من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 12 JUIN 1997 / 15

FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

LE NOTAIRE : VOTRE PARTENAIRE POUR LA DECLARATION ISF

Le 15 juin prochain, si votre patrimoine taxable est supérieur à 4.700.000 F, vous devez rédiger une déclaration ISF.

Cette déclaration est la photographie de votre patrimoine mobilier, financier et immobilier au 1er janvier de chaque année.

Votre notaire, spécialiste des questions patrimoniales, saura vous conseiller et vous aider dans cette tâche ardue.

Il connaît avec précision le marché immobilier, le volume des transactions et les prix pratiqués. Il détermine avec rigueur la valeur vénale des biens immobiliers.

Rappelons que l'administration fiscale autorise une réduction de 20 % sur la valeur de votre résidence principale et qu'un abattement peut être pratiqué sur les biens loués.

Certains actifs font l'objet d'une exonération totale (biens professionnels, œuvres d'art) ou partielle (biens ruraux loués à long terme, groupements forestiers).

La déclaration ISF est aussi l'occasion de réfléchir à la composition de votre patrimoine, aux arbitrages à réaliser pour diminuer le cas échéant l'impôt. C'est enfin un outil utile pour organiser la transmission active de votre patrimoine (donation, donation-partage, apport en société, dimembrement de propriété...).

Chambre de Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er
Téléphone : 1.44.82.24.00

PARIS NOTAIRES

VENTES

APARTIEMENTS

3^e arrond.

RUE NOTRE-DAME-DE-NAZARETH
3^e étage sans ascenseur, un agréable 3 p. sur cour, 71 m² env., bd éat.
Prix : 950 000 F
NOTAIRES : 01-49-08-03-20

4^e arrond.

ILE SAINT-DUIS
F1 44 m², r.d.-c. sur cour imm. 17^e, rdt à neuf, clair. Prix : 140 MF
Tél. : 01-43-39-30

5^e arrond.

ILE SAINT-LOUIS
Séj. + chère sur place église 4^e ét. sans asc. 250 000 F
NOTAIRE : 01-43-19-19

6^e arrond.

ASSIS
Pont-Royal, im. 80 standing, agréable rez-de-jardin, calme, clair, soleil 13 m² env.
780 000 F. Possible achat parking en su. (200 000 F).
NOTAIRES : 01-40-06-03-20

7^e arrond.

TOURNEFORT
Studio, cuis., bns, poutres 620 000 F. 01-40-97-49.

8^e arrond.

GOBELINS, imm. XVIII^e, 4^e ét. Châme. 2 p. 31 m² impéc. 770 000 F. 01-42-67-79-73

9^e arrond.

POLIVEAU. Rcdnt 4-5 p. duplex, trasse
Parking. Tél. : 01-43-77-88-14

10^e arrond.

ASSIS
Pont-Royal, im. 80 standing, agréable rez-de-jardin, calme, clair, soleil 13 m² env.
780 000 F. Possible achat parking en su. (200 000 F).
NOTAIRES : 01-40-06-03-20

11^e arrond.

RASPAIL FLEURUS, tr. beau 7 p. 190 m² env. 4 300 000 F. FLEURUS 01-45-44-22-36

12^e arrond.

NOTRE-DAME-DES-CHAMPS
Gd 3 p. s'ardin, balcon Terrasse, parking
FLEURUS 01-45-44-22-36

13^e arrond.

R. JACOB, 45 m², 1^{er} ét. CALME ENSOLEILLÉ
1 200 000 F. 01-45-31-51-10

14^e arrond.

CHOOISSEZ UN NOUVEAU SIÈGE FAIT SUR MESURE POUR VOTRE SOCIÉTÉ QUI AMÉLIORERA VOTRE IMAGE POSITION STRATÉGIQUE DÉJÀ CHOISI PAR D'AUTRES MULTINATIONALES

15^e arrond.

ST-AUGUSTIN, 4 p. 83 m², ét. élevé, asc., clair, p. de l. Tél. : 01-43-59-14-05

16^e arrond.

RD-PT CHAMPS-ÉLYSÉES
4 p. 115 m², terrasse 25 m² Caracalla. Px : 2 700 000 F. Tél. : 01-42-66-36-93

17^e arrond.

AV. RENÉ-COTY
Immeuble de standing STUDIO - 600 000 F. Tél. : 01-45-21-04-17

18^e arrond.

ALÉSIA, récent, stand., 4^e ét. 2-3 p., 77 m², balc., sans vis-à-vis, calme, box. Tél. : 01-43-35-18-36

19^e arrond.

R. de la FÉDÉRATION
sur charmante impasse, imm. 1930, au 4^e ét. ss asc., agréable studio 23 m² Calme, clair, soleil, verdure. Prix : 480 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

20^e arrond.

M^e F. FAURE, 35 m², 8^e ét. asc., original, balc. 10 m² 550 000 F. T. : 01-45-31-51-10

21^e arrond.

M^e COMMERCE, 95 m², 3 chbres, 1^{er} ét. rue et jard. 2 bns, park. 01-43-31-51-10

22^e arrond.

Beau studio 35 m² 6^e ét. Vue arborée Front de Seine 530 000 F. négociable. Tél. : 06-80-31-44-79

23^e arrond.

3 P. ABBÉ-GROULT
850 000 F - 01-34-60-39-08

10^e arrond.

R. D'HAUTEVILLE
Derniers 3 pièces à partir de
13 000 F/m²
Tél. : 01-49-76-12-94

11^e arrond.

Proche Bastille, résid. récente 63 m² + 16 m² balc. s'ardins S-EN-O. Cave et park. Incl. : 1 550 000 F. GERER : 01-42-65-03-03 D. Michaut : 06-07-74-89-62

12^e arrond.

PRÈS DAUMESNIL
Imm. 1987 2 et 3 p. à partir de
13 800 F/m²
Tél. : 01-44-74-74-80

13^e arrond.

M^e CORVISART
3 pièces, cuisine, cave, immeuble ancien, 43 m² Agence s'abstient. Tél. : 01-45-89-21-41

14^e arrond.

BOBILLOT, ric., dem. ét., séj. 4 ch., gde cuis., 2 b., 122 m² balc., park. 01-43-35-18-36

15^e arrond.

LIMITE 5^e
Gobelins, gd 4-5 p. stand. Lx., 3 chbres, park. Excell. état. Px : 2 980 000 F. Part. : 01-43-37-73-09

16^e arrond.

Place JEANNE-D'ARC 2 et 3 p. à partir de 620 000 F. Tél. : 06-80-31-44-79 ou 01-53-79-11-27

17^e arrond.

SAINT-MANDÉ 14^e arrond.
AV. RENÉ-COTY
Immeuble de standing STUDIO - 600 000 F. Tél. : 01-45-21-04-17

18^e arrond.

M^e PLEINCE, imm. 1950, ét. élevé, 4 p. 73 m², balc. A saisir vu urgence. Tél. : 01-43-35-18-36

19^e arrond.

René-Coty, stand., stud. 33 m² Cuis. séparée, box possible Px intéress. 01-43-35-18-36

20^e arrond.

Alésia, récent, stand., 4^e ét. 2-3 p., 77 m², balc., sans vis-à-vis, calme, box. Tél. : 01-43-35-18-36

21^e arrond.

RUE FESSART
Imm. pierre et brique, 1^{er} sans asc., vue jardin, 2 p. 31 m² à rénover, 260 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

22^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

23^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

24^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

25^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

26^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

27^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

28^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

29^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

30^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

31^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

32^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

33^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

AV. GAMBETTA

4 p. de charme
80 m² + chbre de service.
Prix : 1 450 000 F
IP 01-48-63-32-88

RECENT 23 m², vue cuis., balc., park. 300 000 F, idéal premier investissement

GERER : 01-42-65-03-03
D. Michaut : 06-07-74-89-62

YVELINES

BOUGIVAL

Rez-de-jardin. Dans un hôtel particulier, au cœur d'un parc arboré

AVEC PISCINE
Appart. 250 m²
Grande réception
Bibliothèque avec cheminée
3 chbres, 3 bns, 3 bns
Cuisine aménagée
Prix : 2 900 000 F

PORTES OUVERTES

14 et 15 juin
de 10 heures à 16 heures
31, rue du Chemin-de-Fer

SOTRAGIM

Tél. : 01-40-71-71-31
06-09-66-24-14

HAUTS-DE-SEINE

Part. SOLEAUX triplex 6 p.
115 m², dble séj., escalier central, cheminée, dble cuis., s. de bs, douche, dble vitrage, Chauffage, gaz, Est-Ouest
5 mn RER, centre, écoles
Vis. samedi-dimanche
1 750 000 F. 01-46-06-03-20

RUE MARBEAU - 4-5 P.

100 m² pierre de l., stand. 1^{er} asc., sur cour arborée
Calme
Prix : 1 780 000 F
NOTAIRE : 01-46-03-19-19

AVENUE KLEBER

De imm. p. de l., bon standing, un appart d'angle et de réception, de 175 m², en bon état, service, possibilité parking.
4 500 000 F.
01-40-62-24-82

SQUARE D'ALBONI

A proximité du métro Passy, un studio au 3^e ét. asc., sur cour, calme, clair, à rénover.
480 000 F - 01-40-62-24-82

NEUILLY 3-4 P.

Rue B.-Pascal, 73 m² stand. R.-de-ch. voie privée, soleil. Chauffage, gaz, 1 250 000 F. NOTAIRE : 01-46-43-19-19

NEUILLY STE-CROIX

3 p. 90 m² + jardin 175 m² Sud calme. Px : 2 400 000 F. NOTAIRE : 01-46-43-19-19

LEVALLOIS/NEUILLY

Grands 2 pièces à partir de
650 000 F
Tél. : 01-34-00-65-53

VAL-DE-MARNE

VINCENNES
Près RER et métro
Studio et 2 pièces à partir de
11 500 F/m²
Tél. : 01-43-74-85-58

SAINT-MANDÉ BOIS

Bel andén 5 p. 85 m², 8^e asc. Box, 3 chbres, refait neuf
1 900 000 F - 01-45-31-51-10

ÉTRANGER

EN SUISSE
à Villars-sur-Ollon (Vaud)
Bel appartement 3 pièces avec garage
Vue imprenable sur les Alpes
Acès hiver assés
Tél. : 00-41-21-615-81-54

PROPRIÉTÉS

A SAISIR
Vds. cause succession
58 m² Paris Sud Nemours direct par A6 vers SNCF Montargis. Ancien CLOS GATINAIS en fer à cheval tt. aménagé sur terrain 3 ha. Séj. rustique, salon cheminée, cuis. équipée, 4 chbres, bns, WC, grenier aménageable. En retour : grange 200 m². Barbecue, s. de jeux, maison d'amis. 1,3 MF, crédit 90 %, taux 5,90. Tél. : 02-38-85-22-92

A 20 mn de RETOILE

Sur parc privatif 2 300 m² (piscine). Votre propriété de campagne et votre appart. parisen en une seule résidence princp. Charmante maison plus maison d'amis indépendante. Site exceptionnel. Investissement de qualité. Tél. exclusivité : 01-47-71-63-55

20^e arrond.

GAMBETTA
Imm. 1930,
3 p. 51 m² env., à rénover. Prévoir création de b.-b. Prix : 630 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

21^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

22^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

23^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

24^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

25^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

26^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

27^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

28^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

29^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

30^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

31^e arrond.

AV. LAUMIÈRE, dem. étage duplex, vue dégagée, asc. Soleil. 4-5 p. 120 m², part. état. 2 150 000 F - T. : 01-42-08-60-80

32^e arrond.

RUE THIONVILLE
Imm. 70, standing, 6^e ét. asc., vue superbe, studio 31 m² plus parking. 450 000 F. NOTAIRES : 01-40-06-03-20

MAISONS

83 VILLECOMBLE, maison de charme 130 m² + atelier d'artiste indép. 120 m² + dépend. s/100 m² parc clos. 2 800 000 F. IP 01-48-63-32-88

PRÈS BUTTES-CHAUMONT

MAISON
Calme, RdC + étage + grenier
Travaux rénovation à prévoir
2 680 000 F. 01-42-71-34-35

A 20 mn d'Agén et Villeneuve (47)

Le grand ministère oublié

par François-Henri de Virieu

L'ÉVÉNEMENT le plus important qui se soit produit depuis que la gauche française a quitté le pouvoir en 1993 est la percée fulgurante d'Internet. Pas chez nous, hélas - nous sommes tragiquement à la traîne - mais dans le reste du monde développé. Et notamment aux États-Unis où toute la vie politique, économique et sociale est en train de se réorganiser autour de la logique des réseaux et de la production immatérielle, qui est aux antipodes de la logique des territoires et de la production matérielle qui guidait l'humanité depuis son apparition.

On se serait attendu que les socialistes, qui sont des volontaristes et qui se font une certaine idée de l'organisation de la société, mettent à profit leur traversée du désert pour penser politiquement les conséquences de cette mutation majeure de notre époque.

Manifestement, il n'en est rien. Si non M. Jospin se serait doté d'un ministère des technologies de l'information ou d'un ministère de la cité numérique, chargé non seulement de la coordination des efforts désordonnés des uns et des autres, mais surtout de donner à la France une grande ambition mobilisatrice comparable à celle que le vice-président Al Gore a réussi à faire souffler sur l'Amérique.

Je dirai même que la création d'un tel ministère est encore plus nécessaire en France qu'aux États-Unis : nous sommes un pays jacobin ; chez nous, un problème n'est pris en compte que s'il existe un ministère pour s'en occuper.

Tel qu'il est composé, le gouvernement de M. Jospin est même en recul sur ceux de MM. Balladur et Juppé qui eux au moins, à défaut d'agir, « affichaient » l'idée de Cité numérique en ajoutant à l'intitulé de tel ou tel portefeuille ministériel des mots comme « Télécom » ou « Espace » qui ont disparu du vocabulaire de M. Jospin. Si le mot de Télécom refait surface, c'est incidemment, dans la notice biographique du 22 de son gouvernement, M. Dondoux, ancien grand patron du téléphone en France, qui a été inexplicablement exilé au commerce extérieur.

Une erreur de « casting » de ce type est d'ailleurs révélatrice de l'indifférence de notre classe politique à l'égard de ce qui sera demain le principal facteur de différenciation des performances économiques et sociales des peuples : le développement de la civilisation numérique.

Il ne faut pas avoir peur des mots : les télécoms, à travers Internet et les réseaux, sont en train de nous faire entrer dans une nouvelle civilisation. Se profile à l'horizon du XXI^e siècle une révolution de nos pratiques politiques, sociales, techniques, marchandes, de loisirs, administratives, intellectuelles et culturelles : tout ce qui fait une civilisation.

C'est l'ensemble de la condition

humaine qui va se trouver modifiée par les réseaux, l'ensemble de la société qui va devoir se réorganiser. On ne peut plus aujourd'hui penser ni l'action publique, ni l'égalité des chances, ni le travail, ni l'éducation, ni le commerce, ni la protection sociale, ni le gouvernement des hommes comme on les pensait avant l'invention d'Internet. Les États auraient dû donner depuis longtemps l'exemple du passage à

Les nouvelles technologies de l'information et Internet auraient dû constituer le pivot de la modernisation de l'Etat. Ce n'est pas le cas

la civilisation numérique. Il aurait été normal que l'administration centrale, dont le métier est avant tout de traiter de l'information, s'équipe pour son usage propre des outils les plus performants. Les nouvelles technologies de l'information et Internet auraient dû constituer le pivot de la modernisation de l'Etat. Ce n'est pas le cas. Lisez les documents préparatoires à cette réforme capitale. Vous serez stupéfait de voir à quel point cette nécessité de bâtir la Cité numérique est absente des réflexions de nos élites intellectuelles.

Il n'en va pas de même aux États-Unis. Au contraire, le vice-président Al Gore - inventeur de l'expression « autoroutes de l'information » qui a fait florès - s'est attaché dès 1993 à mettre en place méthodiquement les structures d'un Etat numérique. Si les États-Unis continuent à dominer la planète au XXI^e siècle, ils le devront à la façon dont ils auront su passer ainsi d'une civilisation à une autre et bâtir à temps chez eux cet Etat numérique qui permet à leurs citoyens de devenir plus créatifs - grâce à l'information constamment renouvelée mise en permanence à leur disposition - et donne à leurs entreprises la possibilité d'accéder facilement à une multitude de services qui les rendent plus performants.

L'objectif du vice-président américain - devenu le véritable ministre de la Cité numérique de son pays - est de raccorder à Internet, d'ici à l'an 2000, 90 % des foyers de ses compatriotes, ce qui leur permettra d'entrer de plain-pied dans la société de l'information. En France, moins de 1 % des foyers sont aujourd'hui connectés, ce qui nous place au 14^e ou 15^e rang mondial. Notre retard n'est pas une affaire d'équipement. Nos réseaux sont parmi les plus performants du monde et l'usage du Minutel depuis 20 ans nous a donné un atout que les Américains n'avaient pas. Notre retard est une question de « mental », comme on dirait chez les sportifs.

Demain, il y aura d'un côté la sphère globale, mondiale, et de

l'autre, tout ce qui sera local. Philippe Quéau, directeur de l'informatique de l'Unesco - qui est l'un des chefs historiques de l'exploration du monde virtuel - a forgé un néologisme pour désigner cette nouvelle réalité. Nous en avons dit-il, dans l'ère de la « globalisation ».

La question se pose évidemment de savoir si la notion même de gouvernement, c'est-à-dire de pilotage manuel par des ministres d'un terri-

toire d'une certaine taille avec des frontières délimitées par l'histoire, a encore un sens. Internet, c'est la communication de chacun avec chacun sans jamais avoir besoin de passer par un centre, quel qu'il soit. Bon nombre de maires ont pris conscience de ces réalités nouvelles. Ils ont compris qu'ils disposaient à l'échelon local d'une marge de manœuvre que n'ont plus les États-nations. Ils sont donc en train de faire entrer leurs villes dans l'ère numérique en prenant de vitesse les ministères, ce qui n'est pas - faute d'un contre-poids parisien - sans risque pour notre cohésion nationale.

Les villes se sont équipées de longue date pour produire, pour soigner les gens, pour les loger, les aider à consommer, à se distraire, à se déplacer, à se former et à se reposer après leur vie active. Il leur reste, et ce ne sera pas une mince affaire, à s'équiper pour créer des liens électroniques entre leurs habitants eux-mêmes d'abord, puis entre leurs habitants et l'administration territoriale (et notamment la mairie) et enfin entre leurs habitants et le monde extérieur. Avec ses multiples institutions, ses marchés et ses gisements de connaissances de toute nature.

Pour l'instant, l'administration centrale a tendance à freiner ce dynamisme des élus locaux. Car n'étant pas elle-même prête, elle redoute d'être prise en tenaille par le mouvement de « globalisation » de la planète. La légitimité des États-nations, fondée sur l'histoire et la géographie, ne tient qu'à un fil dans la civilisation numérique sans frontières. Mais dans le cas de la France, cette inertie voulue de l'Etat est particulièrement suicidaire. Elle risque de compromettre l'adaptation de notre pays à la nouvelle civilisation. Les pays décentralisés comme l'Allemagne peuvent s'accommoder d'un Etat « paresseux ».

Un pays jacobin comme la France ne le peut pas. Faute de créer un grand ministère pour envoyer à la nation un signal « fort », M. Jospin pourrait envisager de créer un comité interministé-

riel, une sorte de Datar de l'Internet, on alors de glisser cette compétence dans un ministère existant. M^{me} Trautmann pourrait postuler. Elle a le titre de ministre de la culture et de la communication. M. Zucarelli pourrait aussi faire acte de candidature au nom de la réforme de l'Etat.

Le développement d'Internet va obliger M. Strauss-Kahn à lancer une réflexion d'ensemble sur l'impôt. Avec la société dite « de l'information », dans laquelle la richesse proviendra de plus en plus de la circulation de biens et services immatériels sur des réseaux sans frontière, il y aura de moins en moins de matière taxable et on saura de moins en moins en quel lieu la taxer. Lorsqu'un coursier porte un pli dans Paris, il reçoit une rémunération de 50 F sur laquelle le fisc prélève une TVA de 10 F. Mais lorsque le même pli parvient à son destinataire par l'intermédiaire d'Internet, et sous forme dématérialisée, rien ne rentre dans les caisses de l'Etat.

Une partie des sources de l'impôt de jadis vont se tarir en attendant qu'on invente une fiscalité de substitution adaptée à l'âge des réseaux, une fiscalité difficile non seulement à concevoir, mais aussi à imposer. La création d'un impôt de réseau, d'un impôt « on line » en avance sur son temps, voilà la vraie réforme fiscale qu'un gouvernement socialiste devrait mettre en chantier. Autre ministre intéressé au pre-

mier chef : M^{me} Aubry. Internet et les autres réseaux numériques peuvent devenir - nous les utilisons bien - des instruments efficaces de lutte contre le chômage. Car aujourd'hui, les travailleurs installés sur des continents différents peuvent collaborer en temps réel à une même tâche industrielle par écrans, claviers et réseaux interposés.

Cela signifie que demain on pourra aller chercher le travail là où il sera, et le ramener chez nous par le truchement des satellites, de telle sorte que la valeur ajoutée, la richesse, se forme sur notre territoire et qu'elle bénéficie à nos travailleurs. Car il y a toujours de la croissance économique quelque part dans le monde.

Tout bien pesé l'homme qui, dans le gouvernement, aurait le profil le plus proche de celui du vice-président américain Al Gore est probablement L. Allègre. Fonctionnellement, il est ministre de l'éducation nationale, donc responsable de l'alphabétisation des jeunes à l'Internet. Professionnellement, c'est un scientifique de très haut niveau. Politiquement, c'est un organisateur.

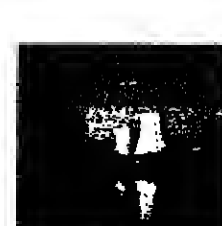
François-Henri de Virieu est journaliste, maire de Marly-le-Roi (Yvelines) et président de l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (Idate).

Le droit à la ma

D

Pour éviter l'effet de serre, il faut aussi l'énergie nucléaire.

D'année en année, l'effet de serre menace notre planète : montée des eaux, dégradation climatique, augmentation des incendies spontanés et aggravation des catastrophes naturelles. Des individus, des communautés, des pays en prennent conscience et s'efforcent de limiter le phénomène. Avec zéro rejet de gaz carbonique, l'énergie nucléaire occupe une place privilégiée parmi les énergies qui peuvent limiter considérablement l'inquiétant réchauffement de la Terre. Franchement, vous le saviez ?



Implantée sur une très petite surface, une centrale nucléaire peut alimenter toute une métropole en électricité. Sans polluer l'atmosphère et sans contribuer au préoccupant « effet de serre ».

L'énergie nucléaire est mal connue, donc mal perçue. Elle est pourtant aujourd'hui l'énergie la plus propre, la plus surveillée et la plus respectueuse de l'environnement. Reposant sur un savoir-faire unique, le nucléaire français est l'un des plus sûrs du monde. Partie intégrante de cette filière nucléaire, Framatome est leader mondial, à la fois comme concepteur-construteur, fournisseur de combustible et prestataire de services. Son expertise et sa réputation l'ont amené à étendre ses compétences et ses technologies en Europe, aux États-Unis et en Asie, notamment en République Populaire de Chine. Les efforts de Framatome en recherche et développement rejoignent ceux des milliers de chercheurs du monde entier qui travaillent quotidiennement à l'amélioration des techniques nucléaires, en particulier celles des réacteurs et de leur combustible pour demain. Car, de toute évidence, notre futur énergétique aura une forte composante nucléaire : pour des raisons économiques et surtout écologiques. Un futur dont nous devons bien sûr continuer à apporter des preuves de sécurité. C'est un devoir qui nous incombe à tous, industriels, techniciens, chercheurs et écologistes. Et qui suppose une grande rigueur dans toutes les actions, une amélioration constante de la sûreté et une meilleure diffusion de l'information.



AU COURRIER DU MONDE

KHATAMI N'EST PAS UN MODÉRÉ

Contrairement à ce qui est écrit depuis quelques jours dans la grande presse, et même dans les colonnes du sérieux journal *Le Monde*, le tout nouveau président iranien, Mohamad Khatami, n'a rien, mais absolument rien, d'un modéré, du moins au sens où on pourrait l'envisager en Occident (...). Comme tous les « seyyeds » (descendants du Prophète) qui ont été aux affaires du vivant de Khomeiny, et en tant que ministre de la culture et de la guidance islamique durant les années les plus dures de la répression contre les intellectuels, il a hurlé avec les loups - souvent bien plus fort - lors de la fatwa de février 1989 condamnant Salman Rushdie à mort après la publication des *Versets sataniques*. Khatami a imité Primo Levi, Milan Kundera ou William Styron, la parution de plusieurs hebdomadaires et le tournage de très nombreux films jugés « décadents ». Plus récemment, il s'est opposé avec vigueur à la présentation à Cannes du film d'Abbas Kiarostami *Le Goût de la cerise*, car il y était question de suicide. Non, Khatami n'est pas un modéré, tout juste - et encore - comme Rafsanjani, un opportuniste, un pragmatique.

WEIMAR ET BUCHENWALD

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la page consacrée à Weimar dans *Le Monde* du 20 mars. L'auteur de l'article décrit avec talent ce que fut la brillante culture de cette ville, illustrée par Goethe, Schiller, Jean-Sébastien Bach, le Bauhaus et bien d'autres. Il indique aussi les sites intéressants ainsi que les commémorations prévues. Je regrette que l'auteur n'ait pas cru devoir mentionner qu'à huit kilomètres à peine de la ville, sur le plateau de l'Ettersberg, où Goethe venait méditer à l'ombre d'un chêne, subsistent les restes d'un des pires lieux de la barbarie nazie, le camp de concentration de Buchenwald. Dans ce camp et dans ses quelques 170 « commandos de travail extérieurs », au milieu d'autres détenus de toutes nationalités, furent exterminés 14 000 des 25 000 de nos compatriotes qui y furent déportés, en grande majorité des résistants, mais aussi des politiques et des juifs. Parmi eux, des intellectuels, dont certains étaient peut-être des admirateurs de la culture allemande. Cette année sera célébré le 60^e anniversaire de l'ouverture du camp par les nazis, en 1937. Il aurait été bon, dans notre époque troublée, de convier le visiteur à méditer sur ces lieux pour tenter de comprendre comment un des pays les plus civilisés de l'Europe, comme en témoigne précisément l'histoire de Weimar, a pu engendrer une telle monstruosité.

Bertrand Herz, Yvelines

F. Sahebjam, Neuilly-sur-Seine



صكنا من الامل

HORIZONS-DÉBATS

LE MONDE / JEUDI 12 JUIN 1997 / 17

Le droit à la maladie

par Gérard Azoulay

DÉPUIS le 20 octobre 1989, il existe dix droits de l'enfant votés par l'Organisation des Nations unies. Nous sommes en passe en Occident d'en exiger un onzième que les adultes pourraient aussi revendiquer pour eux : le droit à la maladie.

Scénario habituel : 18 heures, une mère, avertie par la directrice de la crèche, amène son enfant très fébrile au cabinet du pédiatre. Le diagnostic d'otite est simple, le traitement efficace, le repos à la maison nécessaire. Néanmoins, les parents s'interrogent sur la possibilité de ramener leur enfant à la crèche dès le lendemain. Manque de logique ? Désintérêt pour l'enfant ? Certainement pas : crainte des parents soumise à des impératifs professionnels. La crainte d'être spoliés du temps de travail, voire définitivement de leur emploi.

Référence plus historique : la maladie et le décès de François Mitterrand. Beaucoup de polémiques. De quoi s'est-il agi ? Un homme atteint d'une maladie a priori rapidement mortelle a pu assurer, malgré les douleurs, jusqu'au bout de son mandat ses fonctions.

Deux exemples fort différents pour susciter la réflexion sur ce qu'est la maladie, ce qu'est la bonne santé des enfants et des adultes, en faisant brièvement l'économie du discours sur l'argent, les dépenses et l'accroissement des ressources.

Le philosophe Nietzsche définis-

sait la « grande santé » comme une aptitude à quitter temporairement un état de bien-être pour celui de maladie et à retrouver l'état initial. Capacité d'un va-et-vient. Expériences concomitantes de la plénitude et des défaillances qui échappent au mode de pensée binaire régnant.

Être en bonne santé, ce n'est pas

« déplacer les perspectives » et de s'observer dans un état jusqu'alors méconnu. C'est ne plus être intégralement présent dans son intégralité, recenser et mesurer les parties manquantes. C'est être temporairement différent.

Cette mutation implique du temps. Le temps d'être malade, le temps de se soigner et d'être conva-

Quand François Mitterrand s'accommodait d'un état diminué, il redéfinissait une nouvelle intégralité. Une façon de s'observer comme un autre soi-même encore en « bonne santé »

luescent. Ce mot devenu obsolète. Ce temps nécessaire pour se retrouver « seul à soi » et opérer la soustraction de ce qui est temporairement inutile, propice au rapport singulier avec un corps altéré. Temps si utile pour faire à chaque étape un nouvel état des lieux, évaluer la défaillance, la possibilité de revenir à l'état antérieur ou s'installer dans une nouvelle intégralité réduite.

Mais le temps n'est plus à la mode quand il s'agit de la vie. Quand Henri Michaux évoquait dans « Bras cassé » l'absence de son hémicorps qui lui faisait prendre conscience de son entièreté, il ne faisait rien d'autre que

descent. Ce mot devenu obsolète. Ce temps nécessaire pour se retrouver « seul à soi » et opérer la soustraction de ce qui est temporairement inutile, propice au rapport singulier avec un corps altéré. Temps si utile pour faire à chaque étape un nouvel état des lieux, évaluer la défaillance, la possibilité de revenir à l'état antérieur ou s'installer dans une nouvelle intégralité réduite.

Mais le temps n'est plus à la mode quand il s'agit de la vie. Quand Henri Michaux évoquait dans « Bras cassé » l'absence de son hémicorps qui lui faisait prendre conscience de son entièreté, il ne faisait rien d'autre que

d'évaluer le temps et l'espace nécessaires pour recouvrer l'état initial. Quand François Mitterrand s'accommodait d'un état diminué, il redéfinissait une nouvelle intégralité. C'était, dans les deux cas, une façon de s'observer comme un autre soi-même encore en « bonne santé ».

Dans la préface de la thèse de médecine de Victor Segalen, Jean Starobinski analyse le moment où « la vérité passa sous la juridiction du chimiste, du clinicien ». Après le philosophe, le religieux, le clinicien, l'homme de science, et pour une brève période le psychanalyste, c'est maintenant la parole de l'économiste qui tranche et tous problèmes. La santé n'y échappe pas.

Mais la santé est une équation : santé = médecine + social + culture. Que peut faire un médecin face à un chômeur malade ? Que répond-il à un cadre supérieur qui ne peut délaissier son emploi, ou serait-ce que quelques jours ? Quel traitement pour un enfant malade que l'on remet trop rapidement en crèche ?

Que propose le médecin à un étranger coupé de sa culture et souffrant ? Quelle est l'intégralité de l'homme sans métier, sans culture, sans famille, de l'homme surmené ?

L'émiettement social et culturel peut-il engendrer des hommes bien portants ? La réponse s'inscrit de plus en plus souvent dans un registre d'exigence ambiante de rentabilité. Les pressions économiques s'exercent à l'encontre du médecin et de son patient. Le premier écoute

le second parler de sa santé, mais le manque de temps gêne l'écoute, et la réponse reste trop souvent confiée à un excès de médicaments, après trop de détours vers des examens complémentaires parfois complexes, coûteux et inutiles.

Une ère paradoxale point à l'horizon de l'an 2000 : des prouesses scientifiques et technologiques au service du diagnostic et du traitement des maladies pour des malades subissant les sanctions sournoises des impératifs économiques. Dès lors, l'ordonnance s'alourdit et les coûts des soins grimpent. Un laboratoire pharmaceutique s'enorgueillit de proposer un antibiotique

dont la prise biquotidienne permettrait à l'enfant malade un retour rapide en crèche « parce que papa et maman ne veulent pas que ça traîne ». Les parents figurés sont de jeunes cadres dynamiques en partance pour le travail matinal.

La confusion des langues est totale.

Mesdames et Messieurs les politiciens, pour un moment, un moment seulement, posez vos calculatrices, délaissiez vos statistiques et pourcentages, et parlons santé.

Gérard Azoulay est pédiatre.

Le pays est à bout

par Patrice Cohen-Seat

UNE nouvelle chance pour la gauche : c'est un événement considérable. Mais il faut le voir pour ce qu'il est. La droite a payé le prix de son renoncement à s'attaquer à la « fracture sociale ». De la force même de ce rejet, qui a étouffé le pays tout entier, est né un espoir qu'a traduit le second tour et que prolonge la constitution d'un gouvernement de toute la gauche et des écologistes.

Gardons-nous pourtant d'oublier la fragilité de cette embellie politique. Avec moins d'un inscrist sur trois au premier tour, la nouvelle majorité était oettement minoritaire en suffrages dans le pays. Seule la stérilisation électorale des millions de voix du Front national va lui permettre de gouverner.

Surtout, la gauche est au pied du mur. Elue du bout des urnes, elle sera balayée à son tour si elle ne répond pas enfin à l'attente des Français. L'instabilité parlementaire que connaît depuis vingt ans la V^e République - l'un des signes de la crise de notre démocratie - a en effet une cause évidente : de scrutin en scrutin, les Français disent non à la politique qu'on leur impose en battant l'équipe sortante. Ils revendiquent une société plus solidaire où l'injustice sociale et les inégalités diminuent.

De « sortie du tunnel » en « meilleur économiste de France », de « modernisation » en « mondialisation », ils voient le chômage, la précarité et la misère progresser inexorablement cependant que la richesse augmente et s'accumule de façon éhontée entre les mains d'une petite minorité.

Pour en sortir, le peuple a tenté la gauche et la droite, donné une première chance aux écologistes, logé un moment du côté de la démagogie Tapie, retenté la gauche, puis encore la droite. A chaque fois, la victoire va à ceux qui font naître l'espoir même tenu d'un réel changement. Mais de déception en déception, le nombre des écœurés et des prêts-à-tout fait croître le score de la « bête immonde » à l'affût. Aujourd'hui est un moment de vérité.

La vague libérale qui a déferlé sur le monde depuis deux décennies n'a pas seulement emporté des idées et des convictions. Elle a aussi bouleversé nos sociétés. Dans un contexte radicalement nouveau, elle a transformé les conditions du rapport des forces sociales et déjà rendu possible, en France, le transfert du travail au capital de dix points des richesses produites.

La réduction des garanties collectives, le recul du rôle de l'Etat, l'abaissement de la politique et l'effacement des nations permettent une mise en concurrence planétaire des peuples sous l'égide des marchés. La règle est celle du moins-disant social et du mieux-disant financier. Les perdants sont avertis qu'ils verront fuir les capitaux et les emplois.

Tel est le nouveau credo de la « contrainte extérieure » qui nous entraîne inexorablement vers le bas. Sans doute faut-il faire la part de l'idéologie : les « marges de manœuvre » ont bon dos. Mais le fait est qu'il y a aussi de pesantes réalités. Les traités, les institutions internationales, l'actuelle construction européenne sont marqués de la volonté de verrouiller les dispositifs qui imposent l'option. Il n'y aura pas de changement véritable sans qu'on s'y attache. C'est donc de la volonté politique et de la capacité à mener ce combat que dépend le succès ou l'échec.

Malgré des convergences réelles,

il n'est cependant un secret pour personne que la nouvelle majorité est sérieusement divisée sur la question. Il y a ceux qui privilégient le « possible » et pensent qu'il faut aménager à l'échelle européenne un système qui nous dépasse. Et ceux qui considèrent que ce « réalisme » est en fait utopique, et qu'il n'y a pas d'aménagements significatifs à la marge sans s'attaquer au cœur du système qui permet aux capitaux de dicter leur loi, de se déplacer et de décider sans autre critère que celui du « marché », c'est-à-dire du profit.

La divergence principale ne porte donc pas sur les finalités mais sur les possibilités : la France a-t-elle les moyens de peser sur le rapport des forces à l'échelle internationale afin que prévaille une autre logique de « mondialisation » ?

Or, si étrange que cela puisse pa-

La vertu de Lionel Jospin, la présence de ministres communistes au gouvernement ne constituent pas des garanties. Ce sont des points d'appui

raître à la culture jacobine française, la réponse à cette question n'est pas entre les mains de l'Etat et de ses experts. S'il y a une leçon forte à tirer des années 1981-1993, c'est qu'un gouvernement n'agit jamais qu'en fonction du rapport des forces sociales interne qui conditionne son existence. La vraie question est de savoir si la gauche de nouveau au pouvoir s'attaquera à la « contrainte extérieure », donc si sa « contrainte sociale » lui imposera de le faire.

La vertu de Lionel Jospin, la présence de ministres communistes au gouvernement ou la déclaration PS-PCF du 29 avril ne constituent pas des garanties. Ce sont des points d'appui. Que le mouvement social qui agit les rues et les esprits depuis deux ans s'amplifie, que s'y forment l'ambition et l'audace d'engager le combat contre l'ultralibéralisme et de construire pour ce faire le projet d'une Europe progressiste, alors le peuple français est capable de proposer une « certaine idée du monde » et de nouer avec d'autres les solidarités et les alliances qui rendront l'utopie possible.

Un tel scénario n'a rien d'irréaliste. Le pays est à bout et la société gronde. Malgré la rancœur, les espoirs déçus ont aussi fait grandir l'unité et la détermination. Le gouvernement peut décider non seulement de gouverner autrement, mais aussi de créer les conditions institutionnelles pour que les citoyens, intervenant davantage, se mobilisent en actes et en idées.

Ainsi pourrait se développer une dynamique démocratique et politique susceptible de dépasser nos frontières et de rencontrer les forces qui, un peu partout dans le monde, cherchent à leur manière une issue.

Patrice Cohen-Seat est avocat, président d'Espèces-Marx, membre du comité national du PCF.

ter l'effete serre, il y a
nergie nucléaire.



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75342 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

L'emploi et l'Europe

LE gouvernement Jospin va-t-il se saisir de l'émotion suscitée par la fermeture de l'usine de Renault Vilvorde pour réorienter, aussi, la politique de l'emploi en France ? C'est ce qu'on a laissé entendre des proches du premier ministre en annonçant que le gouvernement n'accepterait plus, désormais, les « fermetures pures et simples » d'usines et qu'il souhaitait des « processus négociés » avec les syndicats. Surtout, il serait plus exigeant en matière de préretraites, un système en grande partie financé par le budget de l'Etat.

Si l'on ne peut que se réjouir de ces déclarations d'intention, leur mise en œuvre s'annonce néanmoins délicate. Si les intéressés, et plus généralement, l'opinion, ont violemment réagi à la perspective de la disparition de 3 100 emplois à Vilvorde, ils sont restés en revanche bien plus silencieux face à l'annonce de la suppression de 2 764 postes chez Renault en France et de 2 816 autres chez Peugeot, en grande partie par des mesures d'âge. Début 1997, Alain Juppé avait refusé d'accorder à Renault et Peugeot les 40 000 préretraites exceptionnelles revendiquées par les constructeurs mais il s'est montré discrètement généreux sur les autres mesures d'âge. Face au plan social proposé par Peugeot, qui privilégie à nouveau des préretraites, l'attitude de Martine Aubry sera un test de la volonté gouvernementale.

Ce dossier, comme celui de la fermeture d'un site, doit cependant s'analyser au niveau euro-

péen. Empêcher les industriels français de se séparer de leurs ouvriers les plus âgés tout en acceptant l'implantation en Grande-Bretagne d'usines concurrentes au même âge moyen est celui des enfants des ouvriers de Sochaux n'est pas le meilleur service à rendre à l'industrie française. Refuser qu'un groupe français ferme une usine à l'étranger n'est pas plus cohérent si les autres pays n'ont pas la même démarche « citoyenne ». C'est pourquoi l'émotion suscitée par la fermeture de Vilvorde ne pourra être utile que si elle amène l'ensemble des Européens à s'interroger sur leur politique sociale. Ce pari n'est pas perdu.

L'influence acquise par les syndicats européens le montre. En début de semaine, ce sont les routiers du continent qui s'organisaient. Les syndicats tentent aussi de mettre en place un mouvement de solidarité avec les salariés de British Airways qui pourraient se lancer dans une grève dure. La fermeture de Vilvorde pourrait inciter les ministres des affaires sociales à préciser certains termes de la directive sur les comités d'entreprise européens. Certaines entreprises prennent les devants et informent les représentants des salariés de leurs projets de restructurations internationales. L'introduction d'un chapitre sur l'emploi - même symbolique - dans le traité qui sera soumis au conseil d'Amsterdam montre que les dirigeants européens ont pris conscience, au moins dans leurs discours, de la priorité à accorder à l'emploi.

Le nouveau « miracle » polonais de Jean Paul II

ENTRE LA POLOGNE et le pape, c'est de nouveau l'état de grâce. Il avait été quelque peu entamé après 1989 quand Karol Wojtyła, ne partageant ni l'ivresse de la liberté recouvrée ni les préoccupations nouvelles de ses compatriotes, s'était montré prématurément sévère devant l'évolution libérale et matérialiste de la société polonaise. Ses voyages de 1991 et de 1993 n'avaient pas connu le même retentissement que celui qu'il vient d'achever, mardi 10 juin, à Cracovie. En dix jours, ce sont six millions de Polonais qui ont participé à ses divers rassemblements. L'exceptionnelle couverture médiatique a accru cette impression de triomphe collectif et de mobilisation autour d'un homme qui, dans un pays désorienté, passe désormais pour la seule autorité incontestée.

La faiblesse physique du pape est aussi devenue, paradoxalement, sa force. Même si son porte-parole, Joaquín Navarro-Valls, assure que dix jours en Pologne sont, pour Karol Wojtyła, moins fatigants que dix jours d'audiences répétées au Vati-

can, l'usure physique de cet homme à bout de souffle, l'image biblique qu'il offre du « serviteur souffrant » ont accentué le remords de la société polonaise vis-à-vis d'un compatriote dont elle risquait d'oublier le rôle qu'il a joué dans les années 80 à l'est du rideau de fer. En rompant certaines amarrures cléricales, en se jetant dans les bras de l'Occident, du capitalisme le plus échevillé, puis du néoconservatisme, ne disait-on pas que la Pologne était devenue la principale déception du pontificat de Jean Paul II ?

Le sursaut catholique, dont ce voyage vient de témoigner, devrait remettre en question bien des schémas bâtis sur la laïcisation et la sécularisation galopante de la société polonaise. Son explication majeure tient à l'adéquation, cette fois réussie, entre le discours du pape et les attentes de l'opinion. Celle-ci mesure mieux, aujourd'hui, les effets pervers d'un système libéral incontrôlé et des peurs nauséabondes entretenues par un militantisme agressif, qu'il soit d'origine ultralibérale ou

néoconservatrice. En restant au-dessus de la mêlée, en rappelant des principes touchant à la foi, à l'identité et à la culture polonaises, en soulignant l'ancrage et la vocation de son pays en Europe, le pape a regagné du terrain, sans céder aux descriptions apocalyptiques des partis de droite et des courants intégristes.

Enfin, discours, au demeurant, que le sien. Régressif par certains aspects, prophétique par d'autres, il amalgame l'héritage chrétien médiéval avec les perspectives du troisième millénaire. A Gniezno, berceau du catholicisme polonais, il rappelle les fondements religieux de la nation et fait d'un saint local, Adalbert, vénéré à la fois par les Polonais, les Tchèques, les Allemands et les Hongrois, le modèle d'une renaissance spirituelle de l'Europe. Et à Cracovie, où la reine Edwige, au XIV^e siècle, fonda la prestigieuse université de la ville, il éveille la conscience critique des intellectuels pour prévenir les risques de relativisme et de dérive éthique qui menacent, selon lui, toute société postcommuniste.

Ouverture européenne, engagement social, écumenisme interreligieux (incorporant les juifs dont la mémoire est douloureuse dans ce pays) : le pape avait choisi de traiter de grandes causes, montrant ainsi la voie à une Eglise polonaise trop ancrée sur ses « privilèges » et qui, depuis 1989, tentait de rejouer le rôle d'opposante qu'elle avait tenu, avec un certain succès, face au pouvoir communiste. La hiérarchie épiscopale a imposé des cours de religion à l'école, bataillé ferme contre l'avortement et la dégradation des mœurs, cherché à récupérer tous ses biens et à négocier un concordat avec l'Etat. Ce faisant, elle avait fini par irriter l'opinion, surtout les plus jeunes, rebelles à tout militantisme cléricale ou idéologique. L'échec de Lech Walesa à l'élection présidentielle de 1995 avait été en partie son échec, tant l'épiscopat s'était engagé au côté de l'ancien leader de Solidarité.

REAFFIRMATION DE PRINCIPES

Le pape ne supporte pas que son Eglise soit un sujet de division. Sans prononcer le mot de « séparation », il a montré sa préférence pour une normalisation des relations entre l'Etat et l'Eglise, conforme au modèle occidental et à la ligne du concile Vatican II (1962-1965) : respect de l'autonomie des sphères publique et privée, du rôle des laïcs et des intellectuels. Il n'a pas fait d'allusion directe au concordat qui n'est toujours pas ratifié. Et sans cacher ses craintes à propos de l'avortement, il n'est pas entré de plain-pied dans la bataille politique (et bientôt électorale) qui dure depuis des années sur l'IVG. Il s'en est tenu à une réaffirmation de principes, paraissant même en retrait par rapport à son propre discours de 1991 en Pologne, où il avait déclaré qu'un Parlement qui légaliserait l'IVG se « délégitimerait ». En retrait aussi par rapport à sa propre encyclique de 1995 sur la défense de la vie, dans laquelle il en appelait à l'objection de conscience de tous les professionnels contre l'avortement.

A trois mois d'élections législatives incertaines, cette belle unanimité de la classe politique, des éditorialistes et de l'opinion risque de voler en éclats. Mais au cours de ce qui restera peut-être son dernier séjour en Pologne le pape aura « retourné » le pays par la modération de son discours, par son ton de conciliation, par l'habileté avec laquelle il a su déjouer les tentatives de récupération politique. Par la fermeté, enfin, avec laquelle il a incité les catholiques de son pays à accepter les règles du jeu pluraliste, à s'engager sans arrière-pensée, avec ses chances et avec ses risques.

Henri Tincq

Les gens

par Kerleroux



L'union des Quinze, un choc des cultures

Suite de la première page

Lorsque l'on s'approche cependant de la mosaïque, on ne peut que constater que ses couleurs restent encore vives. Les économies européennes ont toujours, chacune, une personnalité propre - et des intérêts à court terme particuliers. Les Quinze conservent ensuite, et surtout, des cultures économiques très variées. Celles-ci sont, à chaque fois, le fruit d'une histoire, intellectuelle notamment, d'une géographie ou d'une démographie différentes. La Grande-Bretagne reste marquée par le rôle, essentiel, du libre-échange dans son décollage économique, la France par celui joué, chez elle, par l'Etat. L'Allemagne, elle, vit encore sous le choc de l'hyperinflation des années 20.

Les Quinze cherchent à travailler ensemble alors qu'ils vivent toujours, chacun, avec un ensemble de valeurs très différentes. Un Britannique, un Allemand et un Portugais n'ont pas la même relation au travail, à l'argent ou à l'entreprise. La valeur que les uns et les autres accordent au temps, à l'égalité ou au risque n'est pas identique. Leurs préférences à l'égard de l'Etat ou du marché, de

la contrainte ou du contrat diffèrent.

Chacun des pays européens reste finalement profondément imprégné d'une idéologie commune, nationale, qui transcende les clivages politiques locaux. Respectueux avant tout de l'individu, les Britanniques, de droite comme de gauche, sont d'abord des libéraux. Chrétiens démocrates ou sociaux-démocrates, les Allemands ont avant tout chose le culte de la stabilité et du compromis social. Attachés à la solidarité, les Italiens de tous les partis n'en développent pas moins de riches formes de « libéralisme » anti-étatique. Conservateurs ou socialistes, les Français, enfants de Colbert, restent convaincus de la primauté du politique.

Si chacun des pays de l'Union est encore convaincu de la supériorité de ses valeurs propres et de ce qu'elles impliquent en matière de politiques budgétaires, fiscales, de revenus ou d'emploi, tous traversent aujourd'hui une même grave crise faite de chômage, de précarité et d'inégalités. Aucun « modèle » (pas plus celui des Anglais que celui des Allemands, des Français ou des Italiens) n'a démontré sa capacité à surmonter les défis de la mondialisation. La difficulté à laquelle se trouvent confrontés les Européens est donc d'imaginer une culture nouvelle - une culture européenne ? - qui tienne compte de ces cultures nationales, mais aussi de la relative inefficacité de chacune d'elles face aux enjeux du moment.

Le traité de Maastricht avait cristallisé le rapport des forces

entre ces conceptions nationales à un moment donné - au début des années 90. La « domination » allemande de l'époque - une RFA flamboyante et volontiers « donneuse de leçons », juste après la réunification - s'était traduite par une forte influence de la « culture de la stabilité » dans le traité. La nature des critères (la stabilité des prix et des taux) adoptés en témoignage. Cette culture, qualifiée, à tort, de « monétariste » (le « monétarisme » est une école économique qui n'a rien à voir avec cette obsession de la stabilité), a fortement pesé sur la plupart des pays européens. La lutte contre l'inflation et les déséquilibres financiers y est devenue l'objectif de tous.

PROPOS STUPÉFIANTS

Les propos des ministres italiens (ex-communistes) ou portugais (socialistes) sont à cet égard profondément stupéfiants, comme le fut la décision des Britanniques d'accorder un peu d'indépendance à leur banque centrale. Cette culture de la stabilité a aussi - et peut-être surtout - fait des progrès considérables dans la tête des peuples.

Avec le pacte de stabilité, une proposition allemande à l'origine, le déséquilibre, déjà sensible dans le traité de Maastricht, allait, de fait, se trouver aggravé encore, alors même que cette culture de la stabilité est en train de révéler, en Allemagne, sinon son échec, en tout cas ses difficultés. La réaction française à ce projet a d'abord été timide, avec un Jacques Chirac hésitant. Mal à l'aise avec les Allemands, il devait alors donner des gages sur sa détermination en fa-

veur de l'euro. Lionel Jospin semble, *in priori*, dans une situation plus favorable.

La « réorientation » de la construction européenne, souhaitée par le nouveau gouvernement français, regardée avec intérêt par plusieurs autres pays, vise donc à un rééquilibrage de ce compromis. Indispensable certes, la monnaie unique ne peut être le seul objectif de cette ambition. Elle est, avec d'autres moyens - le budget européen et les budgets nationaux, la réglementation sociale et celle de la concurrence, etc. -, l'une des armes du Vieux Continent au service de la croissance et de l'emploi, face en particulier à l'agressivité retrouvée de l'Amérique et à la renaissance de l'Asie. La recherche de nouveaux outils - un « gouvernement économique européen » ou des « stratégies coopératives », pour reprendre l'expression du conseiller économique du premier ministre, Pierre-Alain Muet - ne veut cependant pas dire qu'à une domination (celle de la stabilité allemande) doive en succéder une autre (celle du colbertisme français).

L'Union est, partout, une succession de compromis. A l'occasion de crises, aujourd'hui ou demain, les Français peuvent, à bon droit, espérer redonner la place qu'elle mérite à leur propre culture. Mais l'intégration, c'est aussi la prise en compte des autres et de leurs préoccupations. Il ne faudrait pas que « pour faire la France », quelques maladresses tactiques conduisent à « défaire l'Europe ».

Erik Izraelwicz

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alary, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Gérard Philp
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Duhamel, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Goffman, Erik Izraelwicz, Michel Kojan, Bernard Le Goff
Directeur artistique : Dominique Boyette
Rédacteur en chef technique : Erik Arai
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier
Médiateur : Thomas Ferrel
Directeur éditorial : Eric Vialou ; directeur délégué : Anne Chassebourg
Conseiller de la rédaction : Alain Robit ; directeur des relations internationales : Daniel Vernez
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1993), Jacques Lescroart (1993-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : créée au 10 décembre 1994
Capital social : 50 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissement, Le Monde Presse, Nina Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une comédie grossière

LA DOULOUREUSE soirée ! Je ne vois qu'un remède, bérôque : plier dans le poivre, au plus vite, les ravissants costumes à crinolines, les bibis mignons, et rentrer les décors au magasin. La folie serait d'afficher une seconde fois *Les Jocrisses de l'amour*. Si grave que soit la perte d'argent, elle l'est moins que la perte de prestige que chaque représentation coûterait aux comédiens français. Convivés à rire, les meilleurs d'entre nous avaient envie de pleurer. Les ennemis de la Maison se disaient que, tous ensemble conjurés, ils n'auraient pas réussi à lui faire autant de mal.

C'est entendu. La Comédie est un musée. Elle a joué longtemps *Les Faux Bonshommes* de Barrière et Capendu. Pourquoi pas *Les Jocrisses* de Barrière et Lambert-Thiboust ? Mais les années ont passé et le public a changé. On

aura beau lui expliquer l'intérêt historique de la scène où la joffe Léontine Crochard parodie la mort de *La Dame aux camélias*, qui est la vengeance de Barrière contre Dumas, et remarquer que l'amoureux s'appelle Armand Duval.

On écoute que *Les Jocrisses* sont la contre-attaque des conformistes et des misogynes contre les chevaliers des filles galantes et les aïeules de la prostitution sentimentale. Rien n'y fera... Quant à moi, j'aurais honte de dire le mal qu'il faut d'une comédie grossière de M. Eddy Gillain ou de M. de Letraz, si j'avais ri aux *Jocrisses* du seul rire, le gras et l'épais, qu'ils puissent encore solliciter.

Robert Kemp
(12 juin 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3637 code LMDOC ou 08-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

CONCENTRATION

Le groupe Aachener et Münchener AG a affirmé mardi 10 juin son intention de racheter la Deutsche Post Service postal de 20 % maximum dans la Deutsche Post AG, la société mère de la Poste allemande, Hans Jäger, qui espère vendre son portefeuille d'actions.

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

Boeing vient défendre à B

CONCENTRATION La Commission européenne, qui contrôle les concentrations industrielles, se penche sur la fusion de Boeing et McDonnell-Douglas. ● LES CONSTRUCTEURS aé-

ronautiques américains défendent leur projet, jeudi 12 juin à Bruxelles. Leur concurrent européen, Airbus, se- ra entendu le lendemain. ● LES GRIEFS formulés par la Commission

portent sur la position dominante qui est, à ses yeux, déjà exercée par Boeing et qui serait encore renforcée par l'absorption du deuxième avion- neur américain. ● LES CONTRATS

d'exclusivité sort au cœur de l'argu- mentaire développé par les juristes européens. Boeing vient d'ailleurs de signer, mardi 10 juin, un troisième ac- cord de ce type, avec Continental Air-

lines. ● AIRBUS va réclamer l'interdic- tion totale de la fusion, de préférence à une négociation qui déboucherait sur de simples aménagements du pro- jet par les deux américains.

Boeing vient défendre à Bruxelles sa fusion avec McDonnell-Douglas

Le PDG, en personne, est attendu jeudi 12 juin au siège de la Commission européenne. Celle-ci estime que le projet des deux constructeurs aéronautiques risque d'asphyxier son seul concurrent l'européen Airbus

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant Boeing contre Bruxelles, Van Miert contre Boeing. A la suite de la « communication des griefs » par laquelle la Commission euro- péenne a fait savoir, le 21 mai, qu'elle ne pouvait accepter en l'état le projet de fusion entre Boeing et McDonnell-Douglas, les affaires sé- rieuses vont commencer, les 12 et 13 juin, avec l'audition des inté- resses. Phil Condit, le PDG de Boeing en personne, est attendu, tout comme Jean Pierson, l'administra- teur général d'Airbus.

Les constructeurs américains vont s'efforcer de répondre aux cri- tiques de Karel Van Miert, le commissaire à la concurrence, en démontrant que la fusion n'entraî- nera pas un renforcement dange- reux de la position dominante dont jouit déjà Boeing sur le marché mondial des grands avions commerciaux. « C'est à l'occasion de ces auditions que l'on mesure la co- pacité de résistance des uns et des autres. Suivront trois semaines très chaudes de tensions, de négocia- tions », raconte un familier de la procédure, définie par un règle- ment de l'Union sur les fusions et concentrations entré en vigueur en 1990.

CRÉDIBILITÉ EN JEU La décision de la Commission de- vrait intervenir le 23 ou, au plus tard, le 30 juillet. L'hypothèse la plus spectaculaire, même si ce n'est pas la plus plausible, serait une in- terdiction pure et simple de la fu- sion. Gardienne de la libre concurren- ce, la Commission détiendrait en effet des pouvoirs considérables : le chiffre d'affaire cumulé atteint 5 milliards d'euros (32,8 milliards de francs), dont au moins 250 millions d'euros en Europe, doit obligatoirement recevoir son aval.

La Commission présume-t-elle de ses forces en s'en prenant au pre-

mier exportateur des Etats-Unis ? Quand M. Van Miert, en visite aux Etats-Unis, a laissé entendre que l'opération projetée serait jugée inacceptable par les Européens, des élus américains se sont émus. Les dirigeants de Boeing ont à leur tour mis en garde contre une initiative qui, assuraient-ils, pourrait tourner au conflit politico-commercial.

La Commission est consciente qu'il s'agit d'une affaire grave, dans laquelle elle prend des risques, et où des pressions politiques consi- dérables peuvent apparaître. Mais, explique-t-on à la direction géné- rale de la concurrence, la Commis- sion saurait-elle encore être prise au sérieux si elle n'intervenait pas sur un cas à l'évidence aussi problé- matique en termes de concurren- ce ?

On constate à Bruxelles qu'après la « crise d'urticaire » des premiers

jours, les aviateurs américains sont devenus plus mesurés : Boeing et McDonnell-Douglas ont notifié la fusion, montrant ainsi qu'ils n'ignoraient pas la réglementation communautaire, et annoncé qu'ils étaient prêts à venir à Bruxelles pour expliquer leur cas. C'est-à-dire pour négocier.

La mission de l'équipe « anti-concentration » de la Commission (dirigée par l'Allemand Goetz Drauz) n'est pas, contrairement à ce qu'on pourrait penser, de dé- fendre Airbus, mais de protéger les intérêts des compagnies aériennes. « L'enjeu, c'est qu'une compagnie de l'Union voulant renouveler sa flotte, ne soit pas contrainte d'aller chez Boeing, qu'elle ait encore un choix », résume un proche de M. Van Miert.

La Commission est bien décidée à traiter le dossier exclusivement sous l'angle des règles de la concu-

rence. Elle considère que la fusion renforcerait gravement une po- sition dominante déjà existante, contraire à la libre concurrence. Elle a dénoncé, comme illustration de cette situation, les contrats d'exclu- sivité à long terme (vingt, voire vingt-cinq ans) signés par trois grandes compagnies aériennes avec Boeing.

Aujourd'hui, conformément à la logique du règlement communau- taire sur les concentrations, elle at- tend que les aviateurs américains lui soumettent des propositions pour limiter ces inconvénients. Dans l'hypothèse, peu vraisem- blable, où Boeing et McDonnell- Douglas refuseraient de bouger, ou ne présenteraient que des offres très insuffisantes, elle déciderait l'interdiction de la fusion. Celle-ci deviendrait par là même illégale sur le territoire de l'Union.

Une telle condamnation précari- serait l'activité de Boeing en Euro- pe, rendant problématique toute vente d'appareils, et déstabiliserait par ricochet ses clients. Aussi lourde de conséquences soit-elle, une décision d'interdiction relève de la compétence exclusive de la Commission et ne pourrait donc en aucune manière être renvoyé à un niveau politique. Dans le cas Gen- cor-Lonrho, le groupe sud-africain a renoncé à son projet de fusion in- terdit par Bruxelles, mais a ensuite attaqué la décision devant la Cour européenne de justice. C'est le seul recours qui resterait aux deux aviateurs s'il leur arrivait la même mésaventure.

Mais on s'attend plutôt à ce que Boeing et McDonnell-Douglas pro- posent des aménagements à leur projet, permettant de réduire les risques d'aggravation de la position

dominante : des actifs pourraient ne pas être intégrés à la fusion afin d'être cédés. On cite, comme exemple possible, l'unité d'assem- blage qui possède McDonnell- Douglas à Long Beach en Califor- nie, le deuxième site aéronautique des Etats-Unis.

Les services de M. Van Miert se montrent également très soucieux d'amener Boeing à mettre fin aux contrats d'exclusivité à long terme passés avec les compagnies. « Cela revient à fermer le marché : c'est une attaque extrêmement violente contre la politique de libre concurrence », souligne-t-on. La négociation promet d'être rude, et les hommes de Bruxelles se gardent bien de jouer les Rambo. Mais ils sont également conscients de l'importance de l'en- jeu.

Philippe Lemaître

Les industriels européens réclament l'interdiction du regroupement américain

L'AMÉRICAIN Boeing n'a pas l'intention de plier. Deux jours avant le début des auditions devant la Commission européenne, qui doit examiner les conséquences de sa fusion avec McDonnell Douglas, il a choisi d'annoncer la signature d'un troisième contrat d'exclusivité avec une compagnie aérienne américaine. Continental Airlines, numéro cinq mondial, est tombé, mardi 10 juin, dans le giron de l'avionneur américain pour vingt ans. Après les numéros un et trois, American Airlines et Delta Airlines, la compagnie basée à Houston (Texas) a accepté de s'approvisionner exclusivement auprès de Boeing. En échange, l'avionneur lui garantit pour vingt ans les conditions commerciales les meilleures. Pour inaugurer cette coopération de long terme, Continental lui a commandé trente-cinq appareils d'une valeur de 3 milliards de dol-

lars. David Venz, porte-parole d'Air- bus Industrie North America, s'est ému de cette nouvelle entorse au jeu de la libre concurrence. « Quand vous ne pouvez vendre à personne pendant vingt ans et quand vous avez trois compagnies de la taille d'American Airlines, Delta et Continental qui ne peuvent s'appro- visionner auprès d'autres fournis- seurs que Boeing, cela est forcément préjudiciable », a-t-il expliqué.

ABUS DE POSITION DOMINANTE

De quoi renforcer les arguments juridiques des industriels euro- péens de l'aéronautique et leurs ju- ristes. Ils vont se relayer à Bruxelles pour tenter de convaincre les équipes de la Commission euro- péenne que la fusio de Boeing et McDonnell Douglas vise à assurer au nouveau géant américain une position dominante dont il va ten- ter - ou dont il tente déjà - d'abu- ser. Airbus, qui sera entendu ven-

dredi 13 juin par l'équipe « anticoncentration », va plaider l'interdiction pure et simple de la fusion.

Les conseillers juridiques de l'avionneur européen révent déjà du scénario idéal : le 23 juillet, le collège des commissaires accepte les recommandations de l'équipe anticoncentration et interdit la fu- sion. La Commission brandit le même jour la menace d'une amende représentant 10 % du chiffre d'affaires de l'avionneur, soit près de 30 milliards de francs d'amende et près de 700 000 francs par jour de retard ! En 1991 déjà, la Commission avait interdit à l'avionneur européen ATR, spécia- liste des avions régionaux, de ra- cheter à Boeing sa filiale de Havil- land. L'européen avait dû se résoudre à l'abandonner au profit du canadien Bombardier.

Les juristes d'Airbus et ses partena- res vont donc tenter de convaincre la Commission de mettre en œuvre les moyens dont elle dispose, malgré la pression po- litique américaine. Sur le papier, le rachat de McDonnell Douglas par

Boeing ne change pas significati- vement le poids de l'avionneur. Sa part de marché en 1996 passe en ef- fet de 60 % à 65 %, le second avion- neur américain ayant vu ses ventes s'effondrer en 1996. En termes de parc installé, le tableau est plus sai- sissant : les Américains, présents sur le marché depuis plus long- temps qu'Airbus, ont construit 84 % des avions en cours d'exploita- tion.

C'est cette position dominante qui explique, selon Airbus, que les derniers contrats passés par l'avionneur américain avec ses clients constituent un abus. Boeing tire parti du monopole dont il dis- pose sur le segment des très gros porteurs, avec le super-jumbo 747.

Boeing fournit ses armes. Selon lui, la Commission ne dispose pas de base juridique pour attaquer ces contrats commerciaux conclus entre un client américain et son fournisseur. Selon une jurispru- dence de la Cour de justice des Communautés européennes, pour être sanctionnés, ces contrats doivent avoir un effet direct sur le marché communautaire.

A défaut d'obtenir l'interdiction de la fusion, un scénario de repli est officiellement à l'étude. La déci- sion de la Federal Trade Commis- sion, l'autorité antitrust améri- caine, attendue pour le 1^{er} ou le 2 juillet, sera déterminante. Si elle décide de ne pas attaquer la fusion projetée devant le juge américain, la Commission européenne tentera probablement d'éviter un conflit de juridiction transatlantique qui déboucherait probablement sur une crise diplomatique.

Pour l'éviter, un marchandage économique et politique pourrait s'engager afin d'obtenir de Boeing-McDonnell Douglas l'abandon de certains actifs et la renonciation aux clauses d'exclusivité des trois derniers contrats signés avec les compagnies américaines. Dans sa décision Nestlé/Perrier, la Commis- sion avait contraint Nestlé à céder Volvic au groupe Danone. L'objec- tif des industriels européens est d'éviter à tout prix cette solution bâtarde, qui n'offrirait, selon eux, « qu'un simple surris pour Airbus ».

Christophe Jakubyszyn

La Poste pourrait mettre son réseau à la disposition des AGF

VÉRITABLE bête noire des ban- quiers, qui l'accusent de concurren- ce déloyale, La Poste risque de se faire prochainement de nom- breux ennemis chez les assureurs. Selon nos informations, elle envisage de mettre à la disposition des AGF ses 17 000 points de vente pour commercialiser des produits d'assurances-dommages. Officiel- lement, les deux parties re- connaissent « discuter ». Sans plus. En fait, un accord quasi complet serait intervenu, mais ce projet doit encore recevoir l'aval du ministère des finances, ce qui est loin d'être acquis.

Depuis la loi de 1990 la trans- formant en entreprise publique, La Poste était autorisée à offrir des prestations « relatives à tous produits d'assurance ». Si elle commercialise des produits d'as- surance-vie, elle s'était engagée auprès des assureurs à ne pas dis- tribuer de produits d'assurances- dommages avant le 31 décembre 1996. Une fois cette échéance pas- sée, le maintien d'un réseau de 17 000 bureaux et agences dont le surcoût représenterait plus de 3 milliards de francs ne pouvait qu'inciter La Poste à tirer parti de

cette charge pour en faire un atout. C'est ce que permet le pro- jet d'accord avec les AGF. L'assu- reur créerait, avec Sodipost, la structure qui gère l'ensemble des filiales de La Poste, une société anonyme qui commercialiserait des produits spécifiques. Cette so- ciété envisageait, dans un premier temps, de réaliser environ 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, les fonds propres néces- saires à sa création se monte- raient à environ 400 millions de francs. La Poste trouverait là un moyen de reconvertir un certain nombre de postiers, de rentabili- ser son réseau et de prendre pied sur un marché porteur. De leur côté, les AGF disposeraient d'un réseau commercial unique en France.

OPPOSITION DES ASSUREURS

Quelques questions importantes restent en suspens, en particulier la part respective des deux partena- res dans la future société ano- nyme. Chacun souhaite être ma- joritaire. Ce débat n'est pas tranché, au sein même de La Poste. On peut penser qu'avant la dissolu- tion de l'Assemblée nationale la

direction du Trésor aurait préféré une entreprise à capitaux ma- joritairement privés. Aujourd'hui, la réponse est moins évidente.

Autre difficulté : l'opposition des autres compagnies d'assu- rances. On se souvient du tollé provoqué par l'accord passé en 1995 entre les AGF et La Poste pour la distribution de produits d'assurance-vie. Mais le recours déposé par la profession auprès de Bruxelles a été rejeté. Et la Royale belge, filiale d'AXA, n'a-t- elle pas, elle aussi, conclu un ac- cord avec la poste belge pour la distribution exclusive de produits identiques ? De leur côté, les banques, notamment mutualistes, intéressées par le marché de l'as- surance-dommages, feront tout pour contrer le projet.

La Poste estime que le gouver- nement ne peut pas exiger qu'elle maintienne un réseau non ren- dable au nom de l'aménagement du territoire, tout en lui deman- dant de présenter des comptes équilibrés. L'absence de ministre chargé spécifiquement de La Poste et des télécoms pourrait consti- tuer un handicap pour La Poste. Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'Industrie, responsable de ce dossier, dépend du ministère des finances. Or, traditionnellement, Bercy est davantage sensible aux thèses des banquiers et assureurs qu'à celles de La Poste.

Si Bercy approuve cette créa- tion, la nouvelle société pourrait être opérationnelle début 1999. Pour le moment, les deux parties peaufinent le dossier et attendent un moment propice pour le dépo- ser. Quelle que soit la décision du ministère des finances, celle-ci se- ra déterminante pour l'avenir des services financiers en France.

Frédéric Lemaître

La Postbank fait également l'objet de convoitises

L'assureur allemand Volksfürsorge AG (Vnfi), filiale à 90 % du groupe Aachener und Münchener (AMN) - lui-même détenu à 33 % par les AGF -, a affirmé, mardi 10 juin, son intérêt pour une prise de participa- tion de 20 % maximum dans la Postbank. « C'est le dernier grand ré- seau de vente bancaire encore disponible », a déclaré le président du di- rectoire, Hans Jäger, qui espère vendre ses produits d'assurance aux guichets de la Postbank.

L'Etat doit céder 75 % du capital de la Postbank. Il conservera les 25 % restants jusqu'au 1^{er} janvier 1999, date à laquelle il cédera gratuitement 17,5 % à la Deutsche Post (service postal). Un an et demi commandé par le ministère des Postes envisage trois options : un placement en Bourse, une vente par paquets à des assureurs ou caisses d'épargne-logement partenaires de la Postbank ou une cession à un tiers, l'étude privilé- giant une prise de participation majoritaire de la Dresdner Bank.

Les syndicats déçus par la nomination d'un expert pour Renault-Vilvorde

« LIONEL JOSPIN avait pris un cer- tain nombre d'engagements sur le ca- ractère difficilement acceptable, du point de vue de la forme et du fond, de la décision de fermer Vilvorde sans autre examen préalable », explique Jacques Rigaudat, conseiller social à Matignon. « Le message a été entendu par la direction de l'entreprise, désor- mais privée, à laquelle il n'est pas ques- tion de donner des instructions ». Mar- di 10 juin, Louis Schweitzer, le président de Renault, annonçait à son conseil d'administration la nomina- tion d'un expert en questions sociales, Danielle Kaisergruber, du cabinet Ber- nard Brunhes Consultants, pour étu- dier les solutions alternatives à la fer- meture de l'usine belge de Vilvorde (Le Monde du 11 juin). « Le gouverne- ment a eu raison de faire pression sur la direction de Renault », car celle-ci « a cédé et nommé un expert », com- mentait, pour sa part, François Hol-

lande, porte-parole du PS. M^{me} Kai- sergruber remettra ses conclusions avant fin juin, et le conseil d'adminis- tration du groupe se réunira à nou- veau pour en étudier les conclusions. L'expert devra vérifier qu'il n'existe pas une autre solution que la ferme- ture du site belge (3 100 personnes), à base de réduction du temps de travail et des coûts, pour économiser 850 millions de francs par an. Un tra- vail qu'avait déjà fait Renault en pré- vision du Comité de groupe européen du 3 juin. L'ex-Régie en avait déduit que l'arrêt d'activité à Vilvorde s'im- posait.

Renault, dans son communiqué, n'envisage que le cas où M^{me} Kai- sergruber confirmerait la fermeture : « Dans l'hypothèse où le résultat de l'étude conduirait l'entreprise à confir- mer la décision antérieure, un plan se- rait mis en œuvre sans délai compor- tant, d'une part, les mesures sociales

appropriées, d'autre part, la création d'une activité industrielle significative sur le site ». L'hypothèse inverse n'est même pas abordée. « S'il existe une alternative, la décision de fermer Vilvorde devra être reconsidérée par le conseil d'administration », dit-on à Matignon.

Les ouvriers et les syndicats, eux, ne se font pas beaucoup d'illusions. Pour Daniel Richter (CFDT), secrétaire gé- néral du Comité de groupe européen, la nomination d'un expert constitue « un jugement de Salomon qui ne dit pas son nom. C'est la recherche d'une porte de sortie pour que personne ne perde la face, mais cela ne constitue en aucun cas une garantie pour le site ». Philippe Martinez, délégué central CGT de Renault, a, comme ses confrères, regretté que le délai imparti à l'expert soit si court. La CFDT de Re- nault s'est déclarée « très déçue et même scandalisée par la proposition de M. Schweitzer. Le gouvernement ne peut s'en tirer par des poutrelles ».

L'assemblée générale de Renault, tenue juste après le conseil d'adminis- tration, s'est déroulée dans une am- biance déstabilisée. Il y avait bien quel- ques salariés acrobates pour demander la démission de M. Schweitzer et l'empêcher, par mo- ments, de continuer son discours. Mais ils étaient moins nombreux et plus las qu'à l'habitude. Comme si eux mêmes n'y croyaient plus. Quel- que 2 000 salariés de Renault, venus de Belgique et de France, ont parti- cipé mardi à la manifestation pour l'emploi en Europe. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

Virginie Malingre

Une normalienne spécialiste de l'industrie

Entrée en 1992 au sein du cabinet Bernard Brunhes Consultants, Danielle Kaisergruber est une spécialiste des questions industrielles et sociales. Ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Fontenay, cette littéraire a occupé divers postes au ministère de l'Indus- trie durant les années 80 (« Le Monde Initiatives » du 18 juin 1996). En 1981, Pierre Dreyfus, ancien patron de Renault devenu ministre de l'Industrie, la nomme à la tête d'un nouveau service chargé de la qualification et de la formation en entreprise.

En 1984, ce poste l'amènera à gérer la reconversion des salariés de Creusot-Loire. Son expérience incitera en 1988 Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et de l'Indus- trie, à la faire entrer dans son cabinet. Danielle Kaisergruber est l'un des auteurs de l'évaluation de la loi Rabien, rédigée en mars 1997 par BIPE Conseil et Bernard Brunhes Consultants, pour la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Louis Gallois remanie l'état-major de la SNCF

LA SNCF A ANNONCÉ, mardi 10 juin, deux mouvements importants de cadres dirigeants. Pour remplacer au secrétariat général François Roussey, qui vient d'être nommé directeur de cabinet du nouveau ministre de la défense, le PDG, Louis Gallois, a recruté Paul Mingasson. Cet ancien directeur de cabinet de Michel Delebarre au ministère des transports fut secrétaire général du groupe Air France de 1991 à 1993, avant de rejoindre le Crédit lyonnais. Le président de la SNCF a par ailleurs écarté le cheminot Alain Poinssot, X-Mines réputé proche du RPR, de la direction générale de la SNCF pour lui confier la présidence de la filiale non ferroviaire GéoSis, en remplacement de Claude Gressier, « appelé à d'autres fonctions ». C'est Thierry Mignau, directeur des grandes lignes, qui remplacera M. Poinssot comme directeur général délégué clientèle à compter du 1^{er} juillet.

Menaces sur l'alliance British Airways-American Airlines

LE PDG DE BRITISH AIRWAYS, cité par le *Financial Times*, mercredi 11 juin, pourrait abandonner son projet d'alliance avec American Airlines si les instances de régulation américaines et européennes ne lui ont pas donné le feu vert d'ici au mois de novembre, période d'attribution des créneaux horaires (« slots ») d'atterrissage et de décollage à l'aéroport londonien d'Heathrow pour 1998. Bruxelles redoute les effets sur la concurrence d'une alliance, qui permettrait aux deux compagnies d'assurer 60 % des vols entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Washington conditionne son autorisation à la conclusion d'un accord de « ciel ouvert » avec la Grande-Bretagne, dont les négociations sont au point mort. « Il arrive un moment, dans toute transaction, où le fait de ne pas obtenir d'accord équivaut à une réponse négative », prévient M. Ayling.

DÉPÊCHES

■ **DHL** : le président du conseil général du territoire de Belfort, Christian Proust (MDC), a affirmé, mardi 10 juin, que le transporteur américain DHL, rejeté par Strasbourg l'an dernier, pourrait s'implanter sur l'ancienne base militaire de Colmar-Meyenheim (Haut-Rhin).
■ **BIOTECHNOLOGIE** : le laboratoire pharmaceutique suédois Pharmacia-Upjohn a annoncé, mardi 10 juin, la fusion de sa filiale Pharmacia Biotech avec son homologue britannique Amersham. La nouvelle entité Amersham Pharmacia Biotech deviendra le numéro deux mondial de l'instrumentation à usage biotechnologique.
■ **BERD** : Charles R. Franck, 60 ans, actuellement vice-président de GE Capital Corp., va rejoindre la Banque européenne de reconstruction et de développement en septembre comme vice-président. Il remplace Ronald Freeman, qui part à la banque d'affaires Salomon Brothers.
■ **BANQUE DU JAPON** : le Parlement japonais a définitivement adopté, mercredi 11 juin, une réforme conférant à la banque centrale nipponne une plus grande autonomie. La loi, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1998, prévoit la suppression du droit de l'exécutif, de remplacer le gouverneur avant l'expiration de son mandat et prône une plus grande transparence dans le fonctionnement de la banque centrale, notamment par la publication des débats au sein de son comité de politique monétaire.

La fiscalité incite les créateurs d'entreprises de haute technologie à s'exiler

Les difficultés de financement des PME en France ont pourtant tendance à s'atténuer

Les succès français dans les hautes technologies se comptent sur les doigts d'une main. Le financement des entreprises innovantes devient pos-

sible avec la renaissance du capital-risque en France et la création du Nouveau Marché de la Bourse de Paris. Mais la France ne bénéficie pas

d'un environnement favorable. L'alourdissement de la fiscalité sur les stock-options empêche les PME de recruter des managers de qualité.

« JE NE PENSE PAS qu'il y ait aujourd'hui deux Français qui développent dans un garage le futur Microsoft. Si c'est le cas, ils ne sont certainement pas en France. » Bernard Lietaud, président fondateur du fabricant de logiciels Business Objects, qui a créé 600 emplois dans 280 en France, les succès français se comptent sur les doigts d'une main, avec, naguère, le spécialiste de la carte à puce Gemplus, aujourd'hui, la société de génie génétique Genset, demeurant, le fabricant de têtes de lecture Slimag. Mais aucun n'est devenu une vedette de la Bourse de Paris, comme Intel, Microsoft, Oracle ou Cisco aux États-Unis.

Pour expliquer l'absence de PME innovantes, les entrepreneurs avaient jusqu'à une excuse toute trouvée : le manque de financement. Les besoins d'une société de haute technologie à vocation mondiale peuvent atteindre plusieurs dizaines de millions de dollars. La situation s'améliore pourtant. Le capital-risque français, qui s'était effondré au début des années 90, renait de ses cendres. En 1996, selon les statistiques de l'Association française des investisseurs en capital (AFIC), les professionnels français ont investi 1,1 milliard de francs dans des entreprises innovantes, contre 382 millions en 1995. La profession s'est modernisée : de l'aveu même de ses acteurs, elle n'est désormais plus composée de banquiers, qui confondent prêts sur gage et capital-risque, mais d'anciens entrepreneurs et de scientifiques capables d'appréhender les projets « high tech ».

La création, en 1996, du Nou-

veau Marché à la Bourse de Paris a apporté une bauffée d'oxygène aux sociétés de capital-risque, qui peuvent introduire leur « bébé » en Bourse pour encaisser leurs plus-values. Jusqu'à présent, seuls les projets exceptionnels pouvaient accéder à la cotation, sur le Nasdaq américain. Depuis février 1996, le Nouveau Marché parisien a permis à 26 entreprises de lever 2 milliards de francs. Leur cours a augmenté en moyenne de plus de 55 %. Selon une enquête de la SBF-Bourse de Paris portant sur 18 entreprises cotées au Nouveau Marché fin 1996, en neuf mois, elles ont augmenté leurs effectifs de 35 %, passant de 1935 à 2 606 salariés.

MISE DE DÉPART

En dépit de ces progrès, la France ne connaît pas l'environnement fiscal et financier très favorable de la Silicon Valley. Il est presque toujours nécessaire d'investir entre 500 000 et 2 millions de francs dans un projet avant que les sociétés de capital-risque n'acceptent de se jeter à l'eau. Outre-Atlantique, cette mise de départ, baptisée capital d'amorçage, est apportée par les proches des créateurs et parfois des « business angels », ces entrepreneurs qui, après avoir fait fortune, investissent dans de nouvelles sociétés et leurs prodigieux leurs conseils.

Denis Payre, ancien numéro deux de Business Objects, est devenu à trente-quatre ans l'un des rares « business angels » français. Il aide actuellement deux pré-projets à voir le jour et a investi en France 2,5 millions de francs dans la société télématique Cosmos Bay, l'éditeur La Vague Interactive ou l'éditeur de logiciels Emme. « On incite les Français à investir dans l'assurance-vie ou les DOM-TOM, mais pas dans les projets innovants », déclare M. Payre. Et l'ISF ne l'encourage pas à rester en France. « Les entrepreneurs sont ceux qui ont prouvé qu'ils savaient créer de la richesse et de l'emploi. A cause de l'ISF, ils vont créer de l'emploi ailleurs. La Grande-Bretagne et la Suisse cherchent à attirer les riches des autres pays. Notre défi est d'attirer les riches des autres », a déclaré M. Payre, le 29 mai, au Conseil économique et social.

En outre, « nous n'avons pas de managers en France », note Ber-

nard Maître, directeur général de CDC-Innovation. L'image de l'entrepreneur est mauvaise, même si elle s'améliore. L'élite préfère rester dans les grands groupes ou la fonction publique. Grâce aux stock-options - qui permettent de faire fortune en cas de succès -, les PME innovantes américaines attirent des dirigeants très diplômés et très expérimentés, qui ont fait leurs classes chez Hewlett-Packard ou Microsoft.

en France a accès à un vingtième du marché mondial. L'Américain qui reste aux États-Unis bénéficie quand même de la moitié du marché mondial », explique Hervé Ardilly, président du comité Richelleu, qui regroupe des PME françaises de technologie.

De là à déplacer l'entreprise outre-Atlantique, il y a un pas que les entrepreneurs français franchissent facilement. « Dans les technologies de l'information, entre

L'explosion américaine

Les investissements français dans la haute technologie restent dérisoires comparés à ceux des Américains. Selon le cabinet californien VentureOne, les sociétés de capital-risque américaines ont investi aux États-Unis, en 1996, 6 milliards de dollars (35 milliards de francs) dans des créations d'entreprises. C'est trois fois plus qu'en 1993. En 1996, 260 PME financées par le capital-risque se sont introduites sur le Nasdaq, la Bourse électronique américaine, recueillant 11,8 milliards de dollars.

Les spécialistes du capital-risque craignent qu'une trop grande part de la richesse accumulée outre-Atlantique aille s'investir dans les hautes technologies. De même qu'ils avaient financé plus de 25 entreprises spécialisées dans les disques durs pendant les années 80, ils soutiennent actuellement trop d'entreprises qui se consacrent à l'internet, selon Jonathan Flint, associé de Polaris, une entreprise de capital-risque de Boston. Certaines seront appelées à disparaître, ce qui risque d'affecter la rentabilité de ces investissements.

En France, c'est quasi impossible, depuis que le gouvernement juppé a décidé, en décembre 1996, d'assujettir les stock-options aux charges sociales si elles étaient levées avant un délai de cinq ans, faisant courir ainsi un risque financier à l'entreprise. Business Objects a décidé de ne plus en attribuer à ses salariés français. « Les stock-options sont une machine à créer de l'emploi. On vient de les tuer », affirme M. Payre.

un tiers et la moitié des entrepreneurs préfèrent aller créer leur entreprise à l'étranger », estime M. Lietaud. Selon le consulat de France de San Francisco, le nombre des Français présents dans la baie a augmenté de 15 % en 1996.

Il s'agit de rejoindre Eric Benhamou, patron de 3Com (8,2 milliards de dollars de capitalisation), Philippe Pouletty, fondateur de l'entreprise de biotechnologie Sangstat (400 millions de dollars) ou Jean-Louis Gassée, créateur du fabricant de logiciels Be Inc. Les Européens font aussi les yeux doux aux Français. « Les Anglais se promènent dans les centres de recherche français, proposant leurs services », affirme Bernard Dauge, associé de l'entreprise de capital-risque Finnovetec. « Au XIX^e siècle, quand on voulait réussir, on ne restait pas à Romorantin, on montait à Paris, explique Dominique Nauvellet, gérant de Siparex. Aujourd'hui, on quitte la France pour San Francisco. »

Arnaud Leparmentier

UN MARCHÉ TROP ÉTROIT

Plus grave, la France manque de projets. « J'ai 400 millions de francs à investir et je m'arrache les cheveux pour trouver des projets », explique M. Maître. La recherche française, notamment, ne donne pas naissance à assez d'entreprises. « Nous avons une des plus belles recherches de monde dans les biotechnologies, la santé, la pharmacie. Jusqu'à une période récente, ces secteurs étaient pratiquement stériles », juge M. Maître.

Enfin, l'étroitesse du marché français pénalise les créateurs. « L'entrepreneur français qui reste

Wall Street franchit la barre des 7 500 points

LE DYNAMISME de l'économie américaine, reflété à la veille du week-end par l'annonce d'une baisse du taux de chômage à 4,8 %, son plus bas niveau depuis octobre 1973, continue à dopper la Bourse de New York. Pour la première fois de sa histoire, l'indice Dow Jones a franchi, mardi 10 juin en clôture, le niveau des 7 500 points. Il s'est inscrit à 7 539,27 points, soit un gain de 0,81 %. La progression depuis le début de l'année s'établit à 16,92 %.

Certains spécialistes tenaient toutefois à relativiser cette performance. L'indice S & P-500, la plus large base de calcul de la Bourse américaine, car il prend en compte 500 titres, n'a gagné que 0,27 %, tandis que l'indice Nasdaq, composite des valeurs technologiques, a perdu 0,73 %.

La nette progression des 30 valeurs vedettes de l'indice Dow Jones témoigne d'un marché qui regorge toujours de liquidités. Plusieurs opérateurs notent toutefois que l'origine de cet argent frais paraît avoir changé. Jusqu'à présent, on faisait des fonds de place-

ments collectifs les principaux soutiens de l'irrésistible ascension de la cote. Il semble à présent que l'afflux de capitaux à Wall Street soit surtout le fait des grands investisseurs internationaux qui s'inquiètent des incertitudes entourant l'Union économique et monétaire (UEM) et préfèrent transférer leurs capitaux de l'Europe vers les États-Unis.

« Les valeurs qui ont mainté aujourd'hui, comme Boeing, Caterpillar et Chevron, sont le genre de valeurs reconnues internationalement et que les investisseurs étrangers sont portés à acheter », commente Jack Shaughnessy, de la maison de courtage Advest.

Ce mouvement pourrait se poursuivre au cours des prochaines semaines, selon les experts, tant les dossiers européens en suspens restent nombreux. Seule l'annonce d'un resserrement de la politique monétaire américaine, début juillet, pourrait être de nature à tempérer l'enthousiasme actuel des investisseurs.

François Bostnavaron

Giancarlo Parretti condamné à payer 8,5 milliards de francs

RÉGULIÈREMENT soumis à des critiques sur son efficacité, le Consortium de réalisation (CDR), la structure chargée de vendre les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais, peut se targuer d'une belle victoire judiciaire dans l'affaire du studio hollywoodien Metro Goldwyn Mayer (MGM). Le tribunal de Los Angeles a condamné, lundi 9 juin, l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti, à payer au CDR 1,476 milliard de dollars (environ 8,5 milliards de francs) de dommages et intérêts « pour fraude dans l'acquisition de la MGM et pour le pillage du studio », indique un communiqué du CDR.

Le CDR souligne que ce montant de dommages et intérêts est assez proche de l'estimation qu'il a faite du coût total de l'aventure MGM dans ses comptes après avoir revendu le studio en octobre 1996 aux dirigeants de la MGM, associés au financier américain Kirk Kerkorian, à savoir 10,24 milliards de francs.

Mais la satisfaction est plus morale que financière, puisque « ce jugement a été rendu alors que M. Parretti est en fuite depuis que la Cour de Wilmington, dans l'État du Delaware, l'a reconnu coupable de faux usage de faux et faux témoignage », précise le CDR. Même si le Consortium fait toutes les démarches nécessaires devant les juridictions civiles pour récupérer les biens qu'il repêcherait comme ap-

partenant à M. Parretti, il sera toujours, à terme, loin du compte.

Après avoir soutenu le rocambolesque rachat de la MGM par M. Parretti à Kirk Kerkorian en octobre 1990, le Crédit lyonnais avait écarté l'homme d'affaires en avril 1991 puis avait récupéré la MGM, à l'issue d'une longue procédure judiciaire en mai 1992. M. Parretti avait alors contre-attaqué le Lyonnais en justice. Débouté à deux reprises, dans l'État du Delaware fin 1996 et par le tribunal de Los Angeles en mars 1996, l'homme d'affaires, qui se terre en Italie, fait toujours l'objet de poursuites pénales en France et aux États-Unis.

Sophie Fay

Tout en

Professionnels des marchés financiers, avec FINWIN vous avez tout... en 1 seul service :

- + Une couverture exhaustive des marchés : actions, obligations, marchés à terme, changes, options...
- + Un traitement unique de l'information en temps réel (graphiques, pages personnalisées de valeurs, ...)
- + Une information complète sur les valeurs mobilières, les marchés, l'actualité économique
- + Des systèmes d'aide à la décision (simulations, sélections, graphiques, palmiris, ...)
- + L'ouverture aux supports multimédias, à la télécopie intégrée, aux traitements de texte et tableaux
- == Une solution unique à vos exigences multiples

Pour avoir tout en moins, FINWIN vous donne tout en 1

FINWIN

Le poste Multimédia d'Informations Financières sous Windows

FININFO

11, 13 avenue de l'Industrie 75013 Paris - Pour toute information, contactez le :
Tél. 01 58 83 17 17 - Fax 01 58 83 17 00
Internet : <http://www.fininfo.fr> - E-mail : fininfo@fininfo.fr

LES PLACES BORSIÈRES

Records à New York et à Londres

LA BOURSE de New York a franchi, mardi 10 juin, le niveau des 7 500 points. L'indice Dow Jones s'est inscrit à 7 539,27 points, soit un gain de 0,81 %. La progression depuis le début de l'année s'établit à 16,92 %.

LES TAUX

Rebond du Mark

LE MARK a rebondi, mardi 10 juin, après une séance de lundi marquée par une baisse de 1,25 %.

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

LES TAUX DE RÉFÉRENCE ont baissé, mardi 10 juin, de 0,01 %.

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

LES TAUX DE REMBOURSEMENT ont baissé, mardi 10 juin, de 0,01 %.

LES TAUX DE REMBOURSEMENT ont baissé, mardi 10 juin, de 0,01 %.

LES TAUX DE REMBOURSEMENT ont baissé, mardi 10 juin, de 0,01 %.

■ LA BOURSE DE LONDRES a terminé à son plus haut niveau historique mardi, dopée par le nouveau bond en avant de Wall Street. L'indice Footsie a gagné 1,12 % à 4 739,6 points.

NEW YORK DOW JONES	LONDRES FT 100	MILAN MIB 30	FRANCFORT DAX 50
-----------------------	-------------------	-----------------	---------------------

Indice SBF 250 su 3 mesi

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

W A

WMMV

11-11-68

11 mars 25 avril 10 juin

Indice secondo marche su 3 m.

1833.96

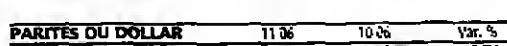
Year	Percent
1950	7.0
1955	7.5
1960	8.0
1965	8.5
1970	9.0
1975	9.5
1980	10.0
1985	11.0
1990	12.0

US/F ↘ 9.7045	US/DM ↗ 1.7185	US/Y ↘ 112.3100	DM/F ↗ 3.3577	£/F ↗ 9.0835
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

Faiblesse du dollar

tensions commerciales entre les Etats-Unis et le Japon. En fin de séance, le billet vert s'échangeait à 111,31 yens contre 110,95 yens quelques heures plus tôt. C'est le plus bas niveau de la devise américaine face à la monnaie japonaise depuis le mois de novembre 1996. Selon un cambiste, le marché a violemment réagi aux chiffres du commerce extérieur japonais.

PARITÉS DU DOLLAR	11 06	10 36	Var. %
-------------------	-------	-------	--------



Eurofranc	3,28	3,37
Eurodollar	5,62	5,67

Eurolivre	6,45	6,56	6,75
Eurodeutsche Mark	3,02	3,06	3,14

TIÈRES PREMIÈRES

11/06	10/06	METALL (New-York)	\$/once
		Argent à terme	472,60 473,10

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

	\$one
72.60	475.10
09.90	203.80
Chicago	\$boisse
67.50	363
74	271.5
11	673
64.50	266.7
(ndres)	\$1onne
56	43
86.25	67.5
	\$1onne
50	1495
90	1725
05	324
5	Cents1onne
2.12	73.5
72.35	73.5

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 11 JUIN

Liquidation : 23 juin
Taux de report : 3.63

Cours relevés à 12h30

CAC 40
▲

PARIS
L1 180

CAC 40

2695,7

Paiement

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% var. sur dernier cours
B.N.P.	994	995	+ 0,10
Ci.Lyonnais (T.P.)	901	902	+ 0,11
Renault (T.P.)	1.620	1.628	+ 0,49
Rhône-Poulenc (T.P.)	2160	2145	- 0,69
Safic (C.A.P.)	1.338	1.338	0,00
Thomson S.A. (T.P.)	871	870	- 0,11
Accor	870	888	+ 1,18
AGF-Asa Gen. France	1.730	1.828	+ 5,66
Alcatel (T.P.)	624	621	- 0,48
Alcatel	624	621	- 0,48
Adia	639	646	+ 1,12
Asm	555	555	0,00
Assicur. Invest.	781	800	+ 2,42
Banque (Cie)	680	670	- 0,44
Bazar Hô. Vile	596	590	- 0,90
Bertrand Faure	285,20	287	+ 0,71
Bilal	499,10	499,10	0,00
B.N.P.	221,10	222,05	+ 0,43
Bolton Techno.	713	715	+ 0,28
Bouygues	2238	2238	0,00
Bouygues	150	158	+ 5,33
Bouygues Offis.	138,90	140	+ 0,79
Canal +	1007	1014	+ 0,69
Canal +	30	30	0,00
Carbone Lorraine	723	720	- 0,39
Carrefour	390	401	+ 2,82
Casino Group	280	288	+ 2,86
Cassini-Adip	238	238	0,00
Catarama Dub. (U.)	304	305	+ 0,49
C.C.F.	239,50	241	+ 0,62
Cegid (U.)	539	560	+ 3,91
Comp. Europ. Reun.	675	682,50	+ 1,11
CGIP	1680	1683	+ 0,13
Compagnes	328	339	+ 3,38
Christian Dior	2210	2210	0,00
Christian Dior	910	918	+ 0,88
Ciments Fr.-Privé	304	295	- 2,96
Cie France Ly.	740	769	+ 3,91
Clorox	722	722	0,00
Comp. Med. Lyonnais	430,80	435	+ 0,90
Colson	348	356	+ 2,30
Colex	796	791	- 0,62
Comptex Europe	16,83	16,83	0,00
Comptex Mod.	80,5	80,5	0,00
C.P.R.	431	437,40	+ 1,47

[illegible]

Alfred	547		+ 0,11	Hoechst	194,10		+ 0,10
Union Assur. Fdral	159,60		+ 0,08	L.B.M.	107,7		+ 0,16
Union Sackor	55,80		+ 0,02	LCI	83,80		+ 0,05
Valloire	344,00		+ 5,82	lv Volado	348,50		+ 0,05
Vallourec	335		+ 5,97	Matrasbra	114,90		+ 0,63
Viv Banque	116,10		+ 5,45	Mc Donald's	28,6		+ 0,83
Worms & Cie	335		+ 2,10	Mars et Co P	254		- 0,83
Zach. et Co. d'Al	143,70		- 1,82	Walsbich Corp	70,30		+ 0,28
BF Canal	217,7			Mobil Corporat	806		- 0,49
				Morgan J.P.	690		- 1,87
				Nipco Steel Ind	7400		+ 0,13
				Nipco SA Norm.	79,80		+ 0,25
				Nipco Steel Ind	398		
				Nokia A	304,10		
				Norsk Hydro	207,5		+ 0,51
				Petrifra	248,00		+ 0,33
				Philly Metals	349,90		- 0,54
				Philly N.V.	106,50		+ 0,93
				Placer Dome Inc	819		- 0,22
				Procter Gamble	850		- 0,57
				Quilmes	16,50		- 0,38
				Randfontein	452		+ 1,16
				Rhone Poulenc	101,60		+ 0,07
				Sab. Terna P.L.C.	1150		+ 0,39
				Royal Dutch	208,90		+ 0,17
				Sagin Enterprises	29,50		
				Sant. Helena	493		- 0,85
				Schubert	113,20		- 0,30
				SGS Thomson Micro	33		- 0,73
				Shell Transport	514		+ 0,19
				Siemens	85,25		+ 0,52
				Sony	442,40		+ 0,63
				Sony Corp	138,80		- 0,24
				Sunbeam Bank	1170		+ 0,76
				T.D.I.	428,80		+ 0,76
				Telefron	359		- 0,57
				Truist	1050		- 0,67
				Unilever	161,16		+ 0,48
				United Technol.	192,50		+ 0,48
				Vaal Bricks	13,35		+ 2,12
				Waldmann A.G.			
				Wolvo (A&S)			
				Western Deep			
				Yamato			
				Zambia Copper			

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	%
ABN AMRO H.O.A.	113	113,1	-1,41
Adesso A.S.	21,99	21,99	-0,41
Adidas AG	67,91	68,2	+0,29
American Express	514	514	+0,01
Amoco	354	354	-0,08
Anglo	399,20	399,20	-0,35
Apt Wingspan Aps	16,35	16,35	+0,30
A.T. & T.	14,74	14,74	-0,04
Banco Santander	17,75	17,75	+0,17
Barrick Gold	140,60	140,60	+0,06
B.I.A.S.P.	21,45	21,45	+0,27
Bombardier	228	228	-0,07
Confiant P.L.C.	116,30	116,30	-0,11
Crown Cork and Seal	329,40	329,40	-0,12
Crown Car P.P. CVY	302,40	302,40	-0,09
Daimler Benz	499,30	499,30	-0,09
De Beers	207,70	207,70	+0,09
Deutsche Bank	387,80	387,80	+0,26
Dresdner Bank	238,60	238,60	+0,02
DeLaval	47,50	47,50	-0,02
De Pont Nemours	492	492	-1,09
Eastman Kodak	39,50	39,50	-1,12
Eck Road	2,10	2,10	+0,26
Echo Bay Mines	35	35	-0,09
Electrolux	245	245	-0,13
Ericsson	313	313	-0,09
Esso	218,80	218,80	-0,13
Fraser	37,50	37,50	-0,13
General Limited	28	28	-0,14
General Elec.	371	371	-0,09
General Motors	338	338	-0,02
G.E. Belgica	322	322	+1,44
Griff Metaphors	53	53	+1,88
Gulbenkian P.	54,20	54,20	+0,35
Harcourt P.L.C. res.	29,50	29,50	-0,02
Harcourt Gold	66,90	66,90	-0,27
Hoechst	34,90	34,90	+1,16

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = cotations de cotation; les autres indication cotation
en coupon détaché; en droit décaissé.

DERNIÈRE COLONNE (1)
Lundi date mardi; % variation 31/12
Mardi date mercredi; montant du coupon
Mercredi date jeudi; paiement dernier coupon
jeudi date vendredi; composition
Vendredi date samedi; paiement

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

MERCREDI 11 JUIN

OBIGATIONS	du nom.	du coupon
BPCE 5% 91-02		1.51%
CEPMIE 5.5% 98-97CA	100.21	1.51%
CEPMIE 5% 99-97CA	110.36	2.02%
CEPMIE 5% 92-06 T5R		2.02%
CFD 5% 90-03 CB	122.93	2.04%
CFD 5.6% 92-05 CB	129.75	2.04%
CFP 10% 98-98 CA	107.40	2.04%
CFP 10% 98-98 CA	107.40	2.04%
OFF 10% 95-01 C10R	116.40	2.04%
CLF 5.5% 98-08 CA	112.73	2.04%
CLF 5.5% 98-08 CA	112.73	2.04%
ONA 5% 492-47	122.65	2.04%
CRH 5.6% 92-04-43	117.39	2.04%
CRH 5.5% 1987-04	107.77	2.04%
CRH 5.5% 1987-04	112.83	2.04%
EDF 5.5% 92-04	118.21	2.04%
Emp.Éd. 6.053-57	120.24	2.04%
Fin.Indust. 99-01-06	102.80	2.04%

Thermal 1.6902-02A	115.85	3.395	
Thermal 2.5919-01	115.91	3.397	
DAT 1.5912-077CAM	100.16	3.250	
DAT 88-98 TIME CAM	100.99	3.383	A
DAT 95-98 TRA	100.16	3.402	A
DAT 1.5976-89 CAM	100.99	3.384	A
DAT 7M85 6759 CAM	99.90	3.281	
DAT 6.1276-89-91	116.01	3.490	
DAT 4.5704-90 CAM	116.01	3.483	
DAT 1.5978-89 CAM	100.99	3.463	
DAT 1.6905-01 CAM	116.07	3.506	
DAT 87-89 TIME CAM	116.65	3.553	
DAT 1.5976-02 CAM	117.30	3.722	
DAT 1.6921-01 CAM	117.30	3.722	
DAT 1.5972-23 CAM	117.30	3.717	
UNC 88-89-94A	100.99	3.671	
UNC 88-89-94B	99.1	3.71	
UNC 88-89-94C			
UNC 88-89-94D			
UNC 88-89-94E			
UNC 88-89-94F			
UNC 88-89-94G			
UNC 88-89-94H			
UNC 88-89-94I			
UNC 88-89-94J			
UNC 88-89-94K			
UNC 88-89-94L			
UNC 88-89-94M			
UNC 88-89-94N			
UNC 88-89-94O			
UNC 88-89-94P			
UNC 88-89-94Q			
UNC 88-89-94R			
UNC 88-89-94S			
UNC 88-89-94T			
UNC 88-89-94U			
UNC 88-89-94V			
UNC 88-89-94W			
UNC 88-89-94X			
UNC 88-89-94Y			
UNC 88-89-94Z			
UNC 88-89-94AA			
UNC 88-89-94AB			
UNC 88-89-94AC			
UNC 88-89-94AD			
UNC 88-89-94AE			
UNC 88-89-94AF			
UNC 88-89-94AG			
UNC 88-89-94AH			
UNC 88-89-94AI			
UNC 88-89-94AJ			
UNC 88-89-94AK			
UNC 88-89-94AL			
UNC 88-89-94AM			
UNC 88-89-94AN			
UNC 88-89-94AO			
UNC 88-89-94AP			
UNC 88-89-94AQ			
UNC 88-89-94AR			
UNC 88-89-94AS			
UNC 88-89-94AT			
UNC 88-89-94AU			
UNC 88-89-94AV			
UNC 88-89-94AW			
UNC 88-89-94AX			
UNC 88-89-94AY			
UNC 88-89-94AZ			
UNC 88-89-94BA			
UNC 88-89-94BB			
UNC 88-89-94BC			
UNC 88-89-94BD			
UNC 88-89-94BE			
UNC 88-89-94BF			
UNC 88-89-94BG			
UNC 88-89-94BH			
UNC 88-89-94BI			
UNC 88-89-94BJ			
UNC 88-89-94BK			
UNC 88-89-94BL			
UNC 88-89-94BM			
UNC 88-89-94BN			
UNC 88-89-94BO			
UNC 88-89-94BP			
UNC 88-89-94BQ			
UNC 88-89-94BR			
UNC 88-89-94BS			
UNC 88-89-94BT			
UNC 88-89-94BU			
UNC 88-89-94BV			
UNC 88-89-94BW			
UNC 88-89-94BX			
UNC 88-89-94BY			
UNC 88-89-94BZ			
UNC 88-89-94CA			
UNC 88-89-94CB			
UNC 88-89-94CC			
UNC 88-89-94CD			
UNC 88-89-94CE			
UNC 88-89-94CF			

ACTIONS RAISÉES	Cours précéd.	Derniers cours	Financier
Alcan	77,10	76	Financ. La R.D.
Alcan (C)	574	574	Financ. S.A.
Alcan (C) (Monaco)	610	610	Financ. St-Henri
Alcan Transp.	171	171	Gen. (C) (Transp.)
Alcan Transp. (C)	668	668	Gen. (C)
Alcan Transp. (C) (Monaco)	116	116	Gen. (C) (Monaco)
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C)	740	740	Gen. (C) (Monaco) (C)
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C)	460	460	Monop.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C)	25,10	25,10	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C)	103	103	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C)	273	273	Metal. Deput. (N)
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	211	211	Metal. Deput. (N)
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	137	137	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	60	60	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	49,50	49,50	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	86	86	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	350	350	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	92	92	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	140	140	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	7	7	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	34	34	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	370	370	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	272	272	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	538	538	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C) (C)	735	735	Metal. Deput.
Alcan Transp. (C) (Monaco) (C)	485,30	485,30	Metal. Deput.

96	0000	Claes Rogierfont	1995
96	0001	Elyn	328
96	0002	Finland	293
96	0003	Gautier J. Arnette	1072
96	0004	Griff Basser Lyon(Oy)	160
96	0005	Griff Lyon(Oy)	1457
96	0006	Hammer Lantana	270
96	0007	Henderson Lantana	270
96	0008	Immobilia Lyon(Oy)	590
96	0009	L. Bouvier L	319.50
96	0010	Loyd Continental	8050
96	0011	Lundin Oy	18
96	0012	Macquarie Finance	61.90
96	0013	Maq. Lyon(Oy)	150
96	0014	Motors Finance	3682
96	0015	Motors Finance	3682
96	0016	Motors Finance	3682
96	0017	Motors Finance	3682
96	0018	Motors Finance	3682
96	0019	Motors Finance	3682
96	0020	Motors Finance	3682
96	0021	Motors Finance	3682
96	0022	Motors Finance	3682
96	0023	Motors Finance	3682
96	0024	Motors Finance	3682
96	0025	Motors Finance	3682
96	0026	Motors Finance	3682
96	0027	Motors Finance	3682
96	0028	Motors Finance	3682
96	0029	Motors Finance	3682
96	0030	Motors Finance	3682
96	0031	Motors Finance	3682
96	0032	Motors Finance	3682
96	0033	Motors Finance	3682
96	0034	Motors Finance	3682
96	0035	Motors Finance	3682
96	0036	Motors Finance	3682
96	0037	Motors Finance	3682
96	0038	Motors Finance	3682
96	0039	Motors Finance	3682
96	0040	Motors Finance	3682
96	0041	Motors Finance	3682
96	0042	Motors Finance	3682
96	0043	Motors Finance	3682
96	0044	Motors Finance	3682
96	0045	Motors Finance	3682
96	0046	Motors Finance	3682
96	0047	Motors Finance	3682
96	0048	Motors Finance	3682
96	0049	Motors Finance	3682
96	0050	Motors Finance	3682
96	0051	Motors Finance	3682
96	0052	Motors Finance	3682
96	0053	Motors Finance	3682
96	0054	Motors Finance	3682
96	0055	Motors Finance	3682
96	0056	Motors Finance	3682
96	0057	Motors Finance	3682
96	0058	Motors Finance	3682
96	0059	Motors Finance	3682
96	0060	Motors Finance	3682
96	0061	Motors Finance	3682
96	0062	Motors Finance	3682
96	0063	Motors Finance	3682
96	0064	Motors Finance	3682
96	0065	Motors Finance	3682
96	0066	Motors Finance	3682
96	0067	Motors Finance	3682
96	0068	Motors Finance	3682
96	0069	Motors Finance	3682
96	0070	Motors Finance	3682
96	0071	Motors Finance	3682
96	0072	Motors Finance	3682
96	0073	Motors Finance	3682
96	0074	Motors Finance	3682
96	0075	Motors Finance	3682
96	0076	Motors Finance	3682
96	0077	Motors Finance	3682
96	0078	Motors Finance	3682
96	0079	Motors Finance	3682
96	0080	Motors Finance	3682
96	0081	Motors Finance	3682
96	0082	Motors Finance	3682
96	0083	Motors Finance	3682
96	0084	Motors Finance	3682
96	0085	Motors Finance	3682
96	0086	Motors Finance	3682
96	0087	Motors Finance	3682
96	0088	Motors Finance	3682
96	0089	Motors Finance	3682
96	0090	Motors Finance	3682
96	0091	Motors Finance	3682
96	0092	Motors Finance	3682
96	0093	Motors Finance	3682
96	0094	Motors Finance	3682
96	0095	Motors Finance	3682
96	0096	Motors Finance	3682
96	0097	Motors Finance	3682
96	0098	Motors Finance	3682
96	0099	Motors Finance	3682
96	0100	Motors Finance	3682
96	0101	Motors Finance	3682
96	0102	Motors Finance	3682
96	0103	Motors Finance	3682
96	0104	Motors Finance	3682
96	0105	Motors Finance	3682
96	0106	Motors Finance	3682
96	0107	Motors Finance	3682
96	0108	Motors Finance	3682
96	0109	Motors Finance	3682
96	0110	Motors Finance	3682
96	0111	Motors Finance	3682
96	0112	Motors Finance	3682
96	0113	Motors Finance	3682
96	0114	Motors Finance	3682
96	0115	Motors Finance	3682
96	0116	Motors Finance	3682
96	0117	Motors Finance	3682
96	0118	Motors Finance	3682
96	0119	Motors Finance	3682
96	0120	Motors Finance	3682
96	0121	Motors Finance	3682
96	0122	Motors Finance	3682
96	0123	Motors Finance	3682
96	0124	Motors Finance	3682
96	0125	Motors Finance	3682
96	0126	Motors Finance	3682
96	0127	Motors Finance	3682
96	0128	Motors Finance	3682
96	0129	Motors Finance	3682
96	0130	Motors Finance	3682
96	0131	Motors Finance	3682
96	0132	Motors Finance	3682
96	0133	Motors Finance	3682
96	0134	Motors Finance	3682
96	0135	Motors Finance	3682
96	0136	Motors Finance	3682
96	0137	Motors Finance	3682
96	0138	Motors Finance	3682
96	0139	Motors Finance	3682
96	0140	Motors Finance	3682
96	0141	Motors Finance	3682
96	0142	Motors Finance	3682
96	0143	Motors Finance	3682
96	0144	Motors Finance	3682
96	0145	Motors Finance	3682
96	0146	Motors Finance	3682
96	0147	Motors Finance	3682
96	0148	Motors Finance	3682
96	0149	Motors Finance	3682
96	0150	Motors Finance	3682
96	0151	Motors Finance	3682
96	0152	Motors Finance	3682
96	0153	Motors Finance	3682
96	0154	Motors Finance	3682
96	0155	Motors Finance	3682
96	0156	Motors Finance	3682
96	0157	Motors Finance	3682
96	0158	Motors Finance	3682
96	0159	Motors Finance	3682
96	0160	Motors Finance	3682
96	0161	Motors Finance	3682
96	0162	Motors Finance	3682
96	0163	Motors Finance	3682
96	0164	Motors Finance	3682
96	0165	Motors Finance	3682
96	0166	Motors Finance	3682
96	0167	Motors Finance	3682
96	0168	Motors Finance	3682
96	0169	Motors Finance	3682
96	0170	Motors Finance	3682
96	0171	Motors Finance	3682
96	0172	Motors Finance	3682
96	0173	Motors Finance	3682
96	0174	Motors Finance	3682
96	0175	Motors Finance	3682
96	0176	Motors Finance	3682
96	0177	Motors Finance	3682
96	0178	Motors Finance	3682
96	0179	Motors Finance	3682
96	0180	Motors Finance	3682
96	0181	Motors Finance	3682
96	0182	Motors Finance	3682
96	0183	Motors Finance	3682
96	0184	Motors Finance	3682
96	0185	Motors Finance	3682
96	0186	Motors Finance	3682
96	0187	Motors Finance	3682
96	0188	Motors Finance	3682
96	0189	Motors Finance	3682
96	0190	Motors Finance	3682
96	0191	Motors Finance	3682
96	0192	Motors Finance	3682
96	0193	Motors Finance	3682
96	0194	Motors Finance	3682
96	0195	Motors Finance	3682
96	0196	Motors Finance	3682
96	0197	Motors Finance	3682
96	0198	Motors Finance	3682
96	0199	Motors Finance	3682
96	0200	Motors Finance	3682
96	0201	Motors Finance	3682
96	0202	Motors Finance	3682
96	0203	Motors Finance	3682
96	0204	Motors Finance	3682
96	0205	Motors Finance	3682
96	0206	Motors Finance	3682
96	0207	Motors Finance	3682
96	0208	Motors Finance	3682
96	0209	Motors Finance	3682
96	0210	Motors Finance	3682
96	0211	Motors Finance	3682
96	0212	Motors Finance	3682
96	0213	Motors Finance	3682
96	0214	Motors Finance	3682
96	0215	Motors Finance	3682
96	0216	Motors Finance	3682
96	0217	Motors Finance	3682
96	0218	Motors Finance	3682
96	0219	Motors Finance	3682
96	0220	Motors Finance	3682
96	0221	Motors Finance	3682
96	0222	Motors Finance	3682
96	0223	Motors Finance	3682
96	0224	Motors Finance	3682
96	0225	Motors Finance	3682
96	0226	Motors Finance	3682
96	0227	Motors Finance	3682
96	0228	Motors Finance	3682
96	0229	Motors Finance	3682
96	0230	Motors Finance	3682
96	0231	Motors Finance	3682
96	0232	Motors Finance	3682
96	0233	Motors Finance	3682
96	0234	Motors Finance	3682
96	0235	Motors Finance	3682
96	0236	Motors Finance	3682
96	0237	Motors Finance	3682
96	0238	Motors Finance	3682
96	0239	Motors Finance	3682
96	0240	Motors Finance	3682
96	0241	Motors Finance	3682
96	0242	Motors Finance	3682
96	0243	Motors Finance	3682
96	0244	Motors Finance	3682
96	0245	Motors Finance	3682
96	0246	Motors Finance	3682
96	0247	Motors Finance	3682
96	0248	Motors Finance	3682
96	0249	Motors Finance	3682
96	0250	Motors Finance	3682
96	0251	Motors Finance	3682
96	0252	Motors Finance	3682
96	0253	Motors Finance	3682
96	0254	Motors Finance	3682
96	0255	Motors Finance	3682
96	0256	Motors Finance	3682
96	0257	Motors Finance	3682
96	0258	Motors Finance	3682
96	0259	Motors Finance	3682
96	0260	Motors Finance	3682
96	0261	Motors Finance	3682
96	0262	Motors Finance	3682
96	0263	Motors Finance	3682
96	0264	Motors Finance	3682
96	0265	Motors Finance	3682
96	0266	Motors Finance	3682
96	0267	Motors Finance	3682
96	0268	Motors Finance	3682
96	0269	Motors Finance	3682
96	0270	Motors Finance	3682
96	0271	Motors Finance	3682
96	0272	Motors Finance	3682
96	0273	Motors Finance	3682
96	0274	Motors Finance	3682
96	0275	Motors Finance	3682
96	0276	Motors Finance	3682
96	0277	Motors Finance	3682
96	0278	Motors Finance	3682
96	0279	Motors Finance	3682
96	0280	Motors Finance	3682
96	0281	Motors Finance	3682
96	0282	Motors Finance	3682
96	0283	Motors Finance	3682
96	0284	Motors Finance	3682
96	0285	Motors Finance	3682
96	0286	Motors Finance	3682
96	0287	Motors Finance	3682
96	0288	Motors Finance	3682
96	0289	Motors Finance	3682
96	0290	Motors Finance	3682
96	0291	Motors Finance	3682
96	0292	Motors Finance	3682
96	0293	Motors Finance	3682
96	0294	Motors Finance	3682
96	0295	Motors Finance	3682
96	0296	Motors Finance	3682
96	0297	Motors Finance	3682
96	0298	Motors Finance	3682
96	0299	Motors Finance	3682
96	0300	Motors Finance	3682
96	0301	Motors Finance	3682
96	0302	Motors Finance	3682
96	0303	Motors Finance	3682
96	0304	Motors Finance	3682
96	0305	Motors Finance	3682
96	0306	Motors Finance	3682
96	0307	Motors Finance	3682
96	0308	Motors Finance	3682
96	0309	Motors Finance	3682
96	0310	Motors Finance	3682
96	0311	Motors Finance	3682
96	0312	Motors Finance	3682
96	0313	Motors Finance	3682
96	0314	Motors Finance	3682
96	0315	Motors Finance	3682
96	0316	Motors Finance	3682
96	0317	Motors Finance	3682
96	0318	Motors Finance	3682
96	0319	Motors Finance	3682
96	0320	Motors Finance	3682
96	0321	Motors Finance	3682
96	0322	Motors Finance	3682
96	0323	Motors Finance	3682
96	0324	Motors Finance	3682
96	0325	Motors Finance	3682
96	0326	Motors Finance	3682
96	0327	Motors Finance	3682
96	0328	Motors Finance	3682
96	0329	Motors Finance	3682
96	0330	Motors Finance	3682
96	0331	Motors Finance	3682
96	0332	Motors Finance	3682
96	0333	Motors Finance	3682
96			

ACTIONS ÉTRANGÈRES		Cours précéd.	Dernier cours
100	Bayern-Verkehrs Bank	259,20	
100	Commerzbank AG	168,50	
100	Flakt Ord.	19,10	
100	Gesamst.	518	
100	Gold Fleets South	139	
100	Rubicon Corp.	24,00	
100	Mutualbond Incap.	10,05	
100	Olympus Optical	47,50	
100	Rubicon	558	
100	Robinson N.V.	18,20	
100	RoRoCo	54	
100	Sama Group Plc	134,50	
100	Solvay SA	3617	

ABBREVIATIONS
 B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
 N = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
 1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
 catégorie 3 // coupon détaché; * droit de préférence
 = offert; d = demandé; f offre réduite
 = demande réduite; s contre d'acquisition.

SECOND

MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 11 JUIN		
VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #	42,80	62,66
Adeco Trans.Tem.Ly	460	460
AFF #	509	519
Aigle #	259	259,57
Airbus (A) (Ns)	138	138
Altran Technic. #	1871	1896
Artipharm #	325	330
Montaignes P.Gene	2800	2800
Asystem #	330	308
Bouq Picardie (L)	740	750
Bouq Picardie (P)	340	340
Bouq Picardie (N)	100	100
Benelex #	827	806
B I M P	77	77
Bolmen (Ly) #	673	678
Bolmes (Ly) #	475	486

Cardif SA	660	641	G
CEC	170	120	G
CEC-E	660	660	G
CEC-E Source (M)	660	660	G
CHIN CA	229	229	G
Colindale	380	280	H
Comptel	495	280	H
Comptel-Tele-CET	280	280	H
Confidance SA	316	316	G
CPA-Alexis Normand	316	316	G
CPA-Paris IDP	777	777	G
CPA-Villiers	316	316	G
CPA-Montparnasse	311	311	H
CPA-Nord (L)	311	311	H
CPA-Paris (M)	309,309	309,309	G
Diversity	570	565	M
Diversio (L)	680	585	M
Dupont SA	89	89	G
Dupont SA-Rapide	89	89	G
Dupont SA-Lyria	593	594	M
Econorm	670	660	M
Econorm	733	733	G
Econorm 44	64	60,10	G
Enchir	710	700	N
Enchir	619	608	N
Enchir France 2	263	266	G
Enchir 2000	53	53	P
ENI Industries	870	861	P

[illegible][illegible]

CHÉ

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

MERCREDI 11 JUIN

Derniers cours	VALEURS	Cours indiqué	Derniers cours
42	Ediplace-Alphidil Cl.	♦ 725	42
96	Orfidit-Gélincl	♦ 8,25	96
170	Générale Occidentale	♦ 195	170
220	Mutuel	♦ 1100	220
250	Les Recours du Monde	♦ 141,10	250

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
N = Nantes; N = Nantes.


SYMBOLS

1 ou 2 = catégories de cotations - sans indication
catégorie 3 : ♦ cours précédant; ■ cours
suivant
♦ = demandé; * entre réduites; § demandé
réduite; § contrat d'annulation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 10 juin

VALEURS	Émission	Rachat
---------	----------	--------

VALEURS	Frais incl.	net
AGPI		
Agip Ambition (Vus) _____	135,75	132,24
Agip Actions (Vus) _____	111,59	108,08
 AGPI		
BANQUES POPULAIRES		
Valeur	247,20	238,91
DNP		
Amalgam Trésorerie	803466	803466
Natio Court Terme	1472	1472
Natio Court Terme 2	384659	384659
Natio Egarne	2209,74	2187,86
Natio Ep. Capital CTD	103956,42	102965,63
Natio Ep. Croissance	3973,49	3935,99
Natio Ep. Indépendance	223,34	219,28
Natio Egarne Retraite	102,54	100,99
Natio Egarne Trésor	11216,79	11194,30
Natio Egarne Valeur	67,29	66,97
Natio Immobilier	159,75	157,89
Natio Inter	215,63	209,01
Natio Opportunités	190,92	187,18
Natio Patrimoine	1742,85	1708,66
Natio Perspectives	1527,84	1497,18
Natio Placements CTD	7856,01	7759,81
Natio Revenus	1110,05	1095,89
Natio Responsabilité	1415,48	1395,89
Natio Solvité	3113,98	3065,27

BRED BANQUE POPULAIRE			
	\$212,92	\$692,62	
Chèques, chèques	31,33	279,39	
CSCQ - GESTION			
CAISSE DES DESPENS			
Jeune Boire Inc. D.	765,94	765,94	
Montreal Developp.	2326,10	2326,10	
St Paul Developp.	2337,87	2337,87	
MULTI-PROMOTEURS CSCQ			
Associations Natives C.	344,85	344,85	
Parc Thémale Interpro.	370,60	279,39	
Coop. Associations C.	2418,53	2418,53	
CSCQ TRISOR			
Trisor C.	1969,50	1969,50	
Aut. dépt. Skow C.	1926,17	1926,17	
CAISSE D'ÉPARGNE			
Act. Actions Part. D.	344,86	299,67	
Act. Capitalisation C.	247,22	247,22	
Act. Dépense de D.	1021,66	1021,66	
Act. Épargne C.	8252,19	8252,19	
Act. Épargne C.	3495,73	3495,73	
Act. Invest. D.	713,44	299,67	
Act. Invest. D.	11322,34	11322,34	
Act. Montants C.	1301,57	1301,57	
Act. Montants D.	12295,69	12295,69	
Act. Trésorerie C.	319,76	319,76	
Act. Trésorerie D.	374,37	307,98	
Act. Trésorerie D.	1994,54	1994,54	
Act. Trésorerie D.	191,73	191,73	
Act. Trésorerie D.	12254,02	12254,02	
Act. Trésorerie D.	12221,41	12221,41	

[illegible][illegible]

229,65	Dellys D.	61,49
229,65	Flimincle D.	156,62
229,65	Fort de Sable C.	146,71
125,29	Revenus Thimist. D.	520,57
715,36		
138,05		237,28
229,65	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	
	ASSET MANAGEMENT	
146,85	Académie de C.	379,46
116,85	Académie de C.	3083,89
	Calendex 1 D.	107,85
	Calendex 2 D.	1069,14
	Calendex 3 D.	1055,46
	Capimontaire C.	407,75
	Capimontaire D.	369,72
	Sogelobis C/D	917,91
	Interobis C.	7984,10
	Inter-Decision France D.	702,23
	S.G. France export. C.	1962,01
	S.G. France export. D.	1872,99
1839,91	Sogefin C.	1775,92
1839,91	Sogefinfranch D.	1600,52
1839,91	Sogeforge D.	311,52
	Sogitex C.	249,51
	Fonds communs de placements	
	Favor D.	1507,15
107,50	Sogelance D.	1674,13
149,61	Sogefrance Tempo D. ♦	192,70
1079,22		
86,92		
110,64		
116,36		
133,77		
149,96		
282,56		
187,27		
18,14		
	SYMBOLES	
	♦ cours du jour; ♦ cours précédent.	

Michael Johns

L'ombre de M. L. L.

Annuaire de la boue: un état de

[illegible]

1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645,

1

prépare à " voler " dessus des flots

LE VOYAGE LITTÉRAIRE, la littérature de voyage, sont de vieux travers européens qui plongent leurs racines dans l'Antiquité et attirent leur pinceau au XIX^e siècle. Nous le constatons encore récemment en utilisant *in situ* le guide *Corse*, bâti par Jean-Eric Pieraggi avec l'aide d'une cinquantaine d'auteurs, de Sénèque à Michel Labro, via Frédéric II de Prusse et ce Pietro Cimino qui commit vers 1490 le *De Rebus Corsica*.

Aucun des quarante noms cités dans le travail de Pieraggi n'est tiré par les cheveux, chaque paragraphe extrait d'une œuvre vient à propos, tout coule de source. Il manque seulement, faute de compatibilité chronologique sans doute, une ou deux citations bien senties de Nicolas Gaudin, auteur sans pitié de *Crépuscule des Corses* (Grasset, 1997). Sinon le choix de textes est varié, si pertinent, qu'on éprouve même le sentiment osé d'avoir « tout compris » du dossier corse en sortant de ce petit livre.

LIGNES MOINS CONNUES
Corse est l'un des premiers titres d'une nouvelle collection romande où figurent déjà *Himoloya*, *Venise* et *Istambul*, sites présentés, expliqués, donc, uniquement par romanciers, voyageurs, publicistes de jadis, naguère ou aujourd'hui. Le *Venise* du jeune universitaire italien Jean-Luc Marret est, à cet égard, un régal. Ne sont oubliés ni Proust, ni Thomas Mann, ni Morand mais également des lignes moins connues comme celles de l'Arétin, Balzac, d'Annunzio ou Wagner. On envie ceux qui, conduits par la mini-anthologie de Marret, découvriront pour la première fois « cette pauvre ville qui croque de tous côtés et s'enfoncé d'heure en heure » (Balzac, 1837).

Nouveau-nés aussi sont les guides littéraires Gallimard. L'aîné de la collection, *La France des écrivains*, est un volume exceptionnel, coordonné par notre collaborateur Emmanuel de Roux ; il ne laisse à l'écart aucun terroir français et fait parler une soixantaine d'auteurs, de Goethe à Pagnol. Une forêt littéraire où l'on rencontre, c'était prévu, Joë Bousquet à Carcassonne et Jules Verne à Amiens, mais, ce qui l'était moins, Voltaire en Champagne-Ardenne et François Maspéro dans le Roissy-Express.

Gallimard illustre ses guides de quelques vignettes en noir et blanc, sans oublier des cartes. Les guides Favre sont sans illustration, comme

une troisième collection pour aider à voyager en littérature, conçue par Hermé. Elle vient d'être relancée avec le *Berlin* de la germaniste Nathalie Faure, qui n'oublie pas le Mur vu par Tourneur, Le Carré ou Gombrowicz et ne nous épargne même pas le jardin zoologique regardé par Henri Béraud ou Walter Benjamin. Les explications de la coordinatrice sont succinctes, à l'instar de celles des guides Favre et Gallimard.

M^e Faure a découpé les auteurs sélectionnés, qu'on peut donc retrouver dans plusieurs chapitres thématiques, ainsi qu'avait procédé Pieraggi pour sa Corse, apportant aussi un index bibliographique et

des repères biographiques, ce qui devrait être une règle pour tout guide littéraire. Gallimard a préféré offrir des pleines pages d'un même auteur, d'un seul trait. Quelle est la meilleure méthode pour donner envie d'aller à la source, de lire un texte en *extenso* ? Difficile à dire : ce qui est certain, c'est que les titres publiés à ce jour par les trois nouvelles collections comportent presque chaque fois des « découverts » comme les réflexions de Le Corbusier arpentant Istambul ou celles d'alpinistes dans *Himoloya*. Ces trouvailles poussent souvent le lecteur à aller au volume intégral.

La parution simultanée de deux guides sur le même site, par exemple l'ancienne Constantinople, permet parfois de disposer d'inventaires différents. Il y a certes dans chaque *Istambul* les inévitables Loti et Nerval, mais Gallimard et Favre ont su chacun de leur côté faire remonter des écrits méconnus dus à Cristobal de Villalón, Molke ou Leila Hanoun. La palme

de l'originalité quant aux destinations revient à Favre qui, après *Himoloya*, va sortir un *Kurdistan* et un *Tibet* alors que ses concurrents privilégient les sites classiques. D'une manière générale, les morceaux choisis jusqu'ici par les trois éditeurs balisent en tout cas un spectre si large, du quotidien aux mythes, que le voyageur arrive généralement bien équipé en *terra incognita*. Il lui restera à confronter littérature et réalité.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
★ Guides Gallimard, collection dirigée par P. Marchand : *La France des écrivains*, 224 p., 98 F, coédité avec *Le Monde*. Tous les autres titres ont environ 180 pages et coûtent 87 F : *Rajasthan* (G. Deleury), *Prague* (S. Germain), *Istambul* (J.-C. Berchet), *Guides Favre : Lausanne*, 190 p., 96 F, dirigé par J.-L. Goulaud ; *Corse* (J.-E. Pieraggi), *Himalaya* (A. Velter), *Venise* (J.-L. Marret), *Istambul* (G.-G. Lemaire). Guides Hermé, 200 p., 96 F dirigés par Ch. Ausseur : *Berlin* (N. Faure), *New York* (Ch. Ausseur).

★ **SPORTS ET LANGUE.** Spécialiste des séjours linguistiques, EF propose, en juillet et en août, à Torquay (côte sud du Royaume-Uni), aux élèves de la 4^e à la terminale, cours d'anglais en petits groupes et pratique de divers sports (voile, plongée, tennis, squash) avec des moniteurs. De 7 485 à 8 045 F le séjour de 3 semaines en pension dans une famille d'accueil avec visites éducatives (2 journées à Londres) et tournois sportifs.
★ EF tél. : 01-42-61-50-22.

★ **TRADITIONS DE MONGOLIE.** Au premier rang, le Nadam, fête nationale avec courses de chevaux montés et lutte noble. Couleur, dignité, et le plaisir d'écouter un « chant long ». Autres temps forts : les temples lamaïques qui ont échappé aux destructions à Oulan-Bator et les monastères d'Erdené-Zu et Amarbayasgalan (la félicité tranquille). 18 jours (29 800 F), préparé et conduit par des chercheurs du Musée Guimet.
★ Association française des amis de l'Orient, tél. : 01-47-23-64-85.

Littératures de marche

De nouvelles collections de guides littéraires, concis et synthétiques, réveillent la connivence entre écrivain et voyageur

LE VOYAGE LITTÉRAIRE, la littérature de voyage, sont de vieux travers européens qui plongent leurs racines dans l'Antiquité et attirent leur pinceau au XIX^e siècle. Nous le constatons encore récemment en utilisant *in situ* le guide *Corse*, bâti par Jean-Eric Pieraggi avec l'aide d'une cinquantaine d'auteurs, de Sénèque à Michel Labro, via Frédéric II de Prusse et ce Pietro Cimino qui commit vers 1490 le *De Rebus Corsica*.

Aucun des quarante noms cités dans le travail de Pieraggi n'est tiré par les cheveux, chaque paragraphe extrait d'une œuvre vient à propos, tout coule de source. Il manque seulement, faute de compatibilité chronologique sans doute, une ou deux citations bien senties de Nicolas Gaudin, auteur sans pitié de *Crépuscule des Corses* (Grasset, 1997). Sinon le choix de textes est varié, si pertinent, qu'on éprouve même le sentiment osé d'avoir « tout compris » du dossier corse en sortant de ce petit livre.

LIGNES MOINS CONNUES
Corse est l'un des premiers titres d'une nouvelle collection romande où figurent déjà *Himoloya*, *Venise* et *Istambul*, sites présentés, expliqués, donc, uniquement par romanciers, voyageurs, publicistes de jadis, naguère ou aujourd'hui. Le *Venise* du jeune universitaire italien Jean-Luc Marret est, à cet égard, un régal. Ne sont oubliés ni Proust, ni Thomas Mann, ni Morand mais également des lignes moins connues comme celles de l'Arétin, Balzac, d'Annunzio ou Wagner. On envie ceux qui, conduits par la mini-anthologie de Marret, découvriront pour la première fois « cette pauvre ville qui croque de tous côtés et s'enfoncé d'heure en heure » (Balzac, 1837).

Nouveau-nés aussi sont les guides littéraires Gallimard. L'aîné de la collection, *La France des écrivains*, est un volume exceptionnel, coordonné par notre collaborateur Emmanuel de Roux ; il ne laisse à l'écart aucun terroir français et fait parler une soixantaine d'auteurs, de Goethe à Pagnol. Une forêt littéraire où l'on rencontre, c'était prévu, Joë Bousquet à Carcassonne et Jules Verne à Amiens, mais, ce qui l'était moins, Voltaire en Champagne-Ardenne et François Maspéro dans le Roissy-Express.

Gallimard illustre ses guides de quelques vignettes en noir et blanc, sans oublier des cartes. Les guides Favre sont sans illustration, comme

une troisième collection pour aider à voyager en littérature, conçue par Hermé. Elle vient d'être relancée avec le *Berlin* de la germaniste Nathalie Faure, qui n'oublie pas le Mur vu par Tourneur, Le Carré ou Gombrowicz et ne nous épargne même pas le jardin zoologique regardé par Henri Béraud ou Walter Benjamin. Les explications de la coordinatrice sont succinctes, à l'instar de celles des guides Favre et Gallimard.

M^e Faure a découpé les auteurs sélectionnés, qu'on peut donc retrouver dans plusieurs chapitres thématiques, ainsi qu'avait procédé Pieraggi pour sa Corse, apportant aussi un index bibliographique et

des repères biographiques, ce qui devrait être une règle pour tout guide littéraire. Gallimard a préféré offrir des pleines pages d'un même auteur, d'un seul trait. Quelle est la meilleure méthode pour donner envie d'aller à la source, de lire un texte en *extenso* ? Difficile à dire : ce qui est certain, c'est que les titres publiés à ce jour par les trois nouvelles collections comportent presque chaque fois des « découverts » comme les réflexions de Le Corbusier arpentant Istambul ou celles d'alpinistes dans *Himoloya*. Ces trouvailles poussent souvent le lecteur à aller au volume intégral.

La parution simultanée de deux guides sur le même site, par exemple l'ancienne Constantinople, permet parfois de disposer d'inventaires différents. Il y a certes dans chaque *Istambul* les inévitables Loti et Nerval, mais Gallimard et Favre ont su chacun de leur côté faire remonter des écrits méconnus dus à Cristobal de Villalón, Molke ou Leila Hanoun. La palme

de l'originalité quant aux destinations revient à Favre qui, après *Himoloya*, va sortir un *Kurdistan* et un *Tibet* alors que ses concurrents privilégient les sites classiques. D'une manière générale, les morceaux choisis jusqu'ici par les trois éditeurs balisent en tout cas un spectre si large, du quotidien aux mythes, que le voyageur arrive généralement bien équipé en *terra incognita*. Il lui restera à confronter littérature et réalité.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
★ Guides Gallimard, collection dirigée par P. Marchand : *La France des écrivains*, 224 p., 98 F, coédité avec *Le Monde*. Tous les autres titres ont environ 180 pages et coûtent 87 F : *Rajasthan* (G. Deleury), *Prague* (S. Germain), *Istambul* (J.-C. Berchet), *Guides Favre : Lausanne*, 190 p., 96 F, dirigé par J.-L. Goulaud ; *Corse* (J.-E. Pieraggi), *Himalaya* (A. Velter), *Venise* (J.-L. Marret), *Istambul* (G.-G. Lemaire). Guides Hermé, 200 p., 96 F dirigés par Ch. Ausseur : *Berlin* (N. Faure), *New York* (Ch. Ausseur).

★ **SPORTS ET LANGUE.** Spécialiste des séjours linguistiques, EF propose, en juillet et en août, à Torquay (côte sud du Royaume-Uni), aux élèves de la 4^e à la terminale, cours d'anglais en petits groupes et pratique de divers sports (voile, plongée, tennis, squash) avec des moniteurs. De 7 485 à 8 045 F le séjour de 3 semaines en pension dans une famille d'accueil avec visites éducatives (2 journées à Londres) et tournois sportifs.
★ EF tél. : 01-42-61-50-22.

★ **TRADITIONS DE MONGOLIE.** Au premier rang, le Nadam, fête nationale avec courses de chevaux montés et lutte noble. Couleur, dignité, et le plaisir d'écouter un « chant long ». Autres temps forts : les temples lamaïques qui ont échappé aux destructions à Oulan-Bator et les monastères d'Erdené-Zu et Amarbayasgalan (la félicité tranquille). 18 jours (29 800 F), préparé et conduit par des chercheurs du Musée Guimet.
★ Association française des amis de l'Orient, tél. : 01-47-23-64-85.

Le sauvage et le peigné en Corse

Le voyage littéraire, la littérature de voyage, sont de vieux travers européens qui plongent leurs racines dans l'Antiquité et attirent leur pinceau au XIX^e siècle. Nous le constatons encore récemment en utilisant *in situ* le guide *Corse*, bâti par Jean-Eric Pieraggi avec l'aide d'une cinquantaine d'auteurs, de Sénèque à Michel Labro, via Frédéric II de Prusse et ce Pietro Cimino qui commit vers 1490 le *De Rebus Corsica*.

Aucun des quarante noms cités dans le travail de Pieraggi n'est tiré par les cheveux, chaque paragraphe extrait d'une œuvre vient à propos, tout coule de source. Il manque seulement, faute de compatibilité chronologique sans doute, une ou deux citations bien senties de Nicolas Gaudin, auteur sans pitié de *Crépuscule des Corses* (Grasset, 1997). Sinon le choix de textes est varié, si pertinent, qu'on éprouve même le sentiment osé d'avoir « tout compris » du dossier corse en sortant de ce petit livre.

LIGNES MOINS CONNUES
Corse est l'un des premiers titres d'une nouvelle collection romande où figurent déjà *Himoloya*, *Venise* et *Istambul*, sites présentés, expliqués, donc, uniquement par romanciers, voyageurs, publicistes de jadis, naguère ou aujourd'hui. Le *Venise* du jeune universitaire italien Jean-Luc Marret est, à cet égard, un régal. Ne sont oubliés ni Proust, ni Thomas Mann, ni Morand mais également des lignes moins connues comme celles de l'Arétin, Balzac, d'Annunzio ou Wagner. On envie ceux qui, conduits par la mini-anthologie de Marret, découvriront pour la première fois « cette pauvre ville qui croque de tous côtés et s'enfoncé d'heure en heure » (Balzac, 1837).

Nouveau-nés aussi sont les guides littéraires Gallimard. L'aîné de la collection, *La France des écrivains*, est un volume exceptionnel, coordonné par notre collaborateur Emmanuel de Roux ; il ne laisse à l'écart aucun terroir français et fait parler une soixantaine d'auteurs, de Goethe à Pagnol. Une forêt littéraire où l'on rencontre, c'était prévu, Joë Bousquet à Carcassonne et Jules Verne à Amiens, mais, ce qui l'était moins, Voltaire en Champagne-Ardenne et François Maspéro dans le Roissy-Express.

Gallimard illustre ses guides de quelques vignettes en noir et blanc, sans oublier des cartes. Les guides Favre sont sans illustration, comme

une troisième collection pour aider à voyager en littérature, conçue par Hermé. Elle vient d'être relancée avec le *Berlin* de la germaniste Nathalie Faure, qui n'oublie pas le Mur vu par Tourneur, Le Carré ou Gombrowicz et ne nous épargne même pas le jardin zoologique regardé par Henri Béraud ou Walter Benjamin. Les explications de la coordinatrice sont succinctes, à l'instar de celles des guides Favre et Gallimard.

M^e Faure a découpé les auteurs sélectionnés, qu'on peut donc retrouver dans plusieurs chapitres thématiques, ainsi qu'avait procédé Pieraggi pour sa Corse, apportant aussi un index bibliographique et

des repères biographiques, ce qui devrait être une règle pour tout guide littéraire. Gallimard a préféré offrir des pleines pages d'un même auteur, d'un seul trait. Quelle est la meilleure méthode pour donner envie d'aller à la source, de lire un texte en *extenso* ? Difficile à dire : ce qui est certain, c'est que les titres publiés à ce jour par les trois nouvelles collections comportent presque chaque fois des « découverts » comme les réflexions de Le Corbusier arpentant Istambul ou celles d'alpinistes dans *Himoloya*. Ces trouvailles poussent souvent le lecteur à aller au volume intégral.

La parution simultanée de deux guides sur le même site, par exemple l'ancienne Constantinople, permet parfois de disposer d'inventaires différents. Il y a certes dans chaque *Istambul* les inévitables Loti et Nerval, mais Gallimard et Favre ont su chacun de leur côté faire remonter des écrits méconnus dus à Cristobal de Villalón, Molke ou Leila Hanoun. La palme

de l'originalité quant aux destinations revient à Favre qui, après *Himoloya*, va sortir un *Kurdistan* et un *Tibet* alors que ses concurrents privilégient les sites classiques. D'une manière générale, les morceaux choisis jusqu'ici par les trois éditeurs balisent en tout cas un spectre si large, du quotidien aux mythes, que le voyageur arrive généralement bien équipé en *terra incognita*. Il lui restera à confronter littérature et réalité.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
★ Guides Gallimard, collection dirigée par P. Marchand : *La France des écrivains*, 224 p., 98 F, coédité avec *Le Monde*. Tous les autres titres ont environ 180 pages et coûtent 87 F : *Rajasthan* (G. Deleury), *Prague* (S. Germain), *Istambul* (J.-C. Berchet), *Guides Favre : Lausanne*, 190 p., 96 F, dirigé par J.-L. Goulaud ; *Corse* (J.-E. Pieraggi), *Himalaya* (A. Velter), *Venise* (J.-L. Marret), *Istambul* (G.-G. Lemaire). Guides Hermé, 200 p., 96 F dirigés par Ch. Ausseur : *Berlin* (N. Faure), *New York* (Ch. Ausseur).

★ **SPORTS ET LANGUE.** Spécialiste des séjours linguistiques, EF propose, en juillet et en août, à Torquay (côte sud du Royaume-Uni), aux élèves de la 4^e à la terminale, cours d'anglais en petits groupes et pratique de divers sports (voile, plongée, tennis, squash) avec des moniteurs. De 7 485 à 8 045 F le séjour de 3 semaines en pension dans une famille d'accueil avec visites éducatives (2 journées à Londres) et tournois sportifs.
★ EF tél. : 01-42-61-50-22.

★ **TRADITIONS DE MONGOLIE.** Au premier rang, le Nadam, fête nationale avec courses de chevaux montés et lutte noble. Couleur, dignité, et le plaisir d'écouter un « chant long ». Autres temps forts : les temples lamaïques qui ont échappé aux destructions à Oulan-Bator et les monastères d'Erdené-Zu et Amarbayasgalan (la félicité tranquille). 18 jours (29 800 F), préparé et conduit par des chercheurs du Musée Guimet.
★ Association française des amis de l'Orient, tél. : 01-47-23-64-85.

Balbec réel, Cabourg rêvé

Le voyage littéraire, la littérature de voyage, sont de vieux travers européens qui plongent leurs racines dans l'Antiquité et attirent leur pinceau au XIX^e siècle. Nous le constatons encore récemment en utilisant *in situ* le guide *Corse*, bâti par Jean-Eric Pieraggi avec l'aide d'une cinquantaine d'auteurs, de Sénèque à Michel Labro, via Frédéric II de Prusse et ce Pietro Cimino qui commit vers 1490 le *De Rebus Corsica*.

Aucun des quarante noms cités dans le travail de Pieraggi n'est tiré par les cheveux, chaque paragraphe extrait d'une œuvre vient à propos, tout coule de source. Il manque seulement, faute de compatibilité chronologique sans doute, une ou deux citations bien senties de Nicolas Gaudin, auteur sans pitié de *Crépuscule des Corses* (Grasset, 1997). Sinon le choix de textes est varié, si pertinent, qu'on éprouve même le sentiment osé d'avoir « tout compris » du dossier corse en sortant de ce petit livre.

LIGNES MOINS CONNUES
Corse est l'un des premiers titres d'une nouvelle collection romande où figurent déjà *Himoloya*, *Venise* et *Istambul*, sites présentés, expliqués, donc, uniquement par romanciers, voyageurs, publicistes de jadis, naguère ou aujourd'hui. Le *Venise* du jeune universitaire italien Jean-Luc Marret est, à cet égard, un régal. Ne sont oubliés ni Proust, ni Thomas Mann, ni Morand mais également des lignes moins connues comme celles de l'Arétin, Balzac, d'Annunzio ou Wagner. On envie ceux qui, conduits par la mini-anthologie de Marret, découvriront pour la première fois « cette pauvre ville qui croque de tous côtés et s'enfoncé d'heure en heure » (Balzac, 1837).

Nouveau-nés aussi sont les guides littéraires Gallimard. L'aîné de la collection, *La France des écrivains*, est un volume exceptionnel, coordonné par notre collaborateur Emmanuel de Roux ; il ne laisse à l'écart aucun terroir français et fait parler une soixantaine d'auteurs, de Goethe à Pagnol. Une forêt littéraire où l'on rencontre, c'était prévu, Joë Bousquet à Carcassonne et Jules Verne à Amiens, mais, ce qui l'était moins, Voltaire en Champagne-Ardenne et François Maspéro dans le Roissy-Express.

Gallimard illustre ses guides de quelques vignettes en noir et blanc, sans oublier des cartes. Les guides Favre sont sans illustration, comme

une troisième collection pour aider à voyager en littérature, conçue par Hermé. Elle vient d'être relancée avec le *Berlin* de la germaniste Nathalie Faure, qui n'oublie pas le Mur vu par Tourneur, Le Carré ou Gombrowicz et ne nous épargne même pas le jardin zoologique regardé par Henri Béraud ou Walter Benjamin. Les explications de la coordinatrice sont succinctes, à l'instar de celles des guides Favre et Gallimard.

M^e Faure a découpé les auteurs sélectionnés, qu'on peut donc retrouver dans plusieurs chapitres thématiques, ainsi qu'avait procédé Pieraggi pour sa Corse, apportant aussi un index bibliographique et

des repères biographiques, ce qui devrait être une règle pour tout guide littéraire. Gallimard a préféré offrir des pleines pages d'un même auteur, d'un seul trait. Quelle est la meilleure méthode pour donner envie d'aller à la source, de lire un texte en *extenso* ? Difficile à dire : ce qui est certain, c'est que les titres publiés à ce jour par les trois nouvelles collections comportent presque chaque fois des « découverts » comme les réflexions de Le Corbusier arpentant Istambul ou celles d'alpinistes dans *Himoloya*. Ces trouvailles poussent souvent le lecteur à aller au volume intégral.

La parution simultanée de deux guides sur le même site, par exemple l'ancienne Constantinople, permet parfois de disposer d'inventaires différents. Il y a certes dans chaque *Istambul* les inévitables Loti et Nerval, mais Gallimard et Favre ont su chacun de leur côté faire remonter des écrits méconnus dus à Cristobal de Villalón, Molke ou Leila Hanoun. La palme

de l'originalité quant aux destinations revient à Favre qui, après *Himoloya*, va sortir un *Kurdistan* et un *Tibet* alors que ses concurrents privilégient les sites classiques. D'une manière générale, les morceaux choisis jusqu'ici par les trois éditeurs balisent en tout cas un spectre si large, du quotidien aux mythes, que le voyageur arrive généralement bien équipé en *terra incognita*. Il lui restera à confronter littérature et réalité.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
★ Guides Gallimard, collection dirigée par P. Marchand : *La France des écrivains*, 224 p., 98 F, coédité avec *Le Monde*. Tous les autres titres ont environ 180 pages et coûtent 87 F : *Rajasthan* (G. Deleury), *Prague* (S. Germain), *Istambul* (J.-C. Berchet), *Guides Favre : Lausanne*, 190 p., 96 F, dirigé par J.-L. Goulaud ; *Corse* (J.-E. Pieraggi), *Himalaya* (A. Velter), *Venise* (J.-L. Marret), *Istambul* (G.-G. Lemaire). Guides Hermé, 200 p., 96 F dirigés par Ch. Ausseur : *Berlin* (N. Faure), *New York* (Ch. Ausseur).

★ **SPORTS ET LANGUE.** Spécialiste des séjours linguistiques, EF propose, en juillet et en août, à Torquay (côte sud du Royaume-Uni), aux élèves de la 4^e à la terminale, cours d'anglais en petits groupes et pratique de divers sports (voile, plongée, tennis, squash) avec des moniteurs. De 7 485 à 8 045 F le séjour de 3 semaines en pension dans une famille d'accueil avec visites éducatives (2 journées à Londres) et tournois sportifs.
★ EF tél. : 01-42-61-50-22.

★ **TRADITIONS DE MONGOLIE.** Au premier rang, le Nadam, fête nationale avec courses de chevaux montés et lutte noble. Couleur, dignité, et le plaisir d'écouter un « chant long ». Autres temps forts : les temples lamaïques qui ont échappé aux destructions à Oulan-Bator et les monastères d'Erdené-Zu et Amarbayasgalan (la félicité tranquille). 18 jours (29 800 F), préparé et conduit par des chercheurs du Musée Guimet.
★ Association française des amis de l'Orient, tél. : 01-47-23-64-85.

La France des écrivains

Le voyage littéraire, la littérature de voyage, sont de vieux travers européens qui plongent leurs racines dans l'Antiquité et attirent leur pinceau au XIX^e siècle. Nous le constatons encore récemment en utilisant *in situ* le guide *Corse*, bâti par Jean-Eric Pieraggi avec l'aide d'une cinquantaine d'auteurs, de Sénèque à Michel Labro, via Frédéric II de Prusse et ce Pietro Cimino qui commit vers 1490 le *De Rebus Corsica*.

Aucun des quarante noms cités dans le travail de Pieraggi n'est tiré par les cheveux, chaque paragraphe extrait d'une œuvre vient à propos, tout coule de source. Il manque seulement, faute de compatibilité chronologique sans doute, une ou deux citations bien senties de Nicolas Gaudin, auteur sans pitié de *Crépuscule des Corses* (Grasset, 1997). Sinon le choix de textes est varié, si pertinent, qu'on éprouve même le sentiment osé d'avoir « tout compris » du dossier corse en sortant de ce petit livre.

LIGNES MOINS CONNUES
Corse est l'un des premiers titres d'une nouvelle collection romande où figurent déjà *Himoloya*, *Venise* et *Istambul*, sites présentés, expliqués, donc, uniquement par romanciers, voyageurs, publicistes de jadis, naguère ou aujourd'hui. Le *Venise* du jeune universitaire italien Jean-Luc Marret est, à cet égard, un régal. Ne sont oubliés ni Proust, ni Thomas Mann, ni Morand mais également des lignes moins connues comme celles de l'Arétin, Balzac, d'Annunzio ou Wagner. On envie ceux qui, conduits par la mini-anthologie de Marret, découvriront pour la première fois « cette pauvre ville qui croque de tous côtés et s'enfoncé d'heure en heure » (Balzac, 1837).

Nouveau-nés aussi sont les guides littéraires Gallimard. L'aîné de la collection, *La France des écrivains*, est un volume exceptionnel, coordonné par notre collaborateur Emmanuel de Roux ; il ne laisse à l'écart aucun terroir français et fait parler une soixantaine d'auteurs, de Goethe à Pagnol. Une forêt littéraire où l'on rencontre, c'était prévu, Joë Bousquet à Carcassonne et Jules Verne à Amiens, mais, ce qui l'était moins, Voltaire en Champagne-Ardenne et François Maspéro dans le Roissy-Express.

Gallimard illustre ses guides de quelques vignettes en noir et blanc, sans oublier des cartes. Les guides Favre sont sans illustration, comme

une troisième collection pour aider à voyager en littérature, conçue par Hermé. Elle vient d'être relancée avec le *Berlin* de la germaniste Nathalie Faure, qui n'oublie pas le Mur vu par Tourneur, Le Carré ou Gombrowicz et ne nous épargne même pas le jardin zoologique regardé par Henri Béraud ou Walter Benjamin. Les explications de la coordinatrice sont succinctes, à l'instar de celles des guides Favre et Gallimard.

M^e Faure a découpé les auteurs sélectionnés, qu'on peut donc retrouver dans plusieurs chapitres thématiques, ainsi qu'avait procédé Pieraggi pour sa Corse, apportant aussi un index bibliographique et

des repères biographiques, ce qui devrait être une règle pour tout guide littéraire. Gallimard a préféré offrir des pleines pages d'un même auteur, d'un seul trait. Quelle est la meilleure méthode pour donner envie d'aller à la source, de lire un texte en *extenso* ? Difficile à dire : ce qui est certain, c'est que les titres publiés à ce jour par les trois nouvelles collections comportent presque chaque fois des « découverts » comme les réflexions de Le Corbusier arpentant Istambul ou celles d'alpinistes dans *Himoloya*. Ces trouvailles poussent souvent le lecteur à aller au volume intégral.

La parution simultanée de deux guides sur le même site, par exemple l'ancienne Constantinople, permet parfois de disposer d'inventaires différents. Il y a certes dans chaque *Istambul* les inévitables Loti et Nerval, mais Gallimard et Favre ont su chacun de leur côté faire remonter des écrits méconnus dus à Cristobal de Villalón, Molke ou Leila Hanoun. La palme

de l'originalité quant aux destinations revient à Favre qui, après *Himoloya*, va sortir un *Kurdistan* et un *Tibet* alors que ses concurrents privilégient les sites classiques. D'une manière générale, les morceaux choisis jusqu'ici par les trois éditeurs balisent en tout cas un spectre si large, du quotidien aux mythes, que le voyageur arrive généralement bien équipé en *terra incognita*. Il lui restera à confronter littérature et réalité.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
★ Guides Gallimard, collection dirigée par P. Marchand : *La France des écrivains*, 224 p., 98 F, coédité avec *Le Monde*. Tous les autres titres ont environ 180 pages et coûtent 87 F : *Rajasthan* (G. Deleury), *Prague* (S. Germain), *Istambul* (J.-C. Berchet), *Guides Favre : Lausanne*, 190 p., 96 F, dirigé par J.-L. Goulaud ; *Corse* (J.-E. Pieraggi), *Himalaya* (A. Velter), *Venise* (J.-L. Marret), *Istambul* (G.-G. Lemaire). Guides Hermé, 200 p., 96 F dirigés par Ch. Ausseur : *Berlin* (N. Faure), *New York* (Ch. Ausseur).

★ **SPORTS ET LANGUE.** Spécialiste des séjours linguistiques, EF propose, en juillet et en août, à Torquay (côte sud du Royaume-Uni), aux élèves de la 4^e à la terminale, cours d'anglais en petits groupes et pratique de divers sports (voile, plongée, tennis, squash) avec des moniteurs. De 7 485 à 8 045 F le séjour de 3 semaines en pension dans une famille d'accueil avec visites éducatives (2 journées à Londres) et tournois sportifs.
★ EF tél. : 01-42-61-50-22.

★ **TRADITIONS DE MONGOLIE.** Au premier rang, le Nadam, fête nationale avec courses de chevaux montés et lutte noble. Couleur, dignité, et le plaisir d'écouter un « chant long ». Autres temps forts : les temples lamaïques qui ont échappé aux destructions à Oulan-Bator et les monastères d'Erdené-Zu et Amarbayasgalan (la félicité tranquille). 18 jours (29 800 F), préparé et conduit par des chercheurs du Musée Guimet.
★ Association française des amis de l'Orient, tél. : 01-47-23-64-85.

PARTIR

■ **TANGO ET BALEINES.** Pour le tango, aller à Buenos Aires, capitale de l'Argentine ; pour les baleines, à la péninsule Valdes. Un périple les réunit, passant de la cordillère des Andes à la terre de Feu. A bord d'un voilier, une croisière de 10 jours suivra les baleines, admirant au passage lions de mer, manchots Magellan et les oiseaux qui nichent sur les côtes. Du 20 octobre au 16 novembre (28 750 F) avec possibilité de ne faire que la croisière, du 7 octobre au 5 novembre (8 500 F).
★ Equinoxiales, tél. : 01-47-53-71-89.

■ **CONTES ET RANDONNÉES.** Le Festival des Nuits de la Nesque associe plusieurs villages de Vaucluse qui proposent des spectacles et, du 4 au 9 août, une randonnée, les Randonnées, à travers pays du Ventoux et monts de Vaucluse, des plateaux de lavande aux coteaux plantés de vignes. Pour animer cette balade, comédiens, musiciens et conteurs. Bouquet final, la « Nuit des légendes », à Bernes-les-Fontaines. Séjour à partir de 2 635 F, hébergement, repas, transports et spectacles inclus.
★ Provence Grandeur Nature, tél. : 04-90-76-68-27.

■ **L'INDE DES POÈTES.** Un voyage à travers les bibliothèques de l'Inde du Nord, conservatoires de manuscrits et de miniatures. De Delhi à Calcutta, avec des étapes à Lucknow, Benarès, Patna, Calcutta, et à Shantiniketan, l'ashram de Tagore. Le photographe Henri Guillou a, au fil de cet itinéraire, observé cette passion du livre. La Route des Indes, qui a l'initiative de ce circuit (14 jours, 14 980 F), expose, jusqu'au 31 juillet, son travail.
★ La Route des Indes, 7, rue d'Argenteuil, 75001 Paris, tél. : 01-42-60-50-90.

■ **SPORTS ET LANGUE.** Spécialiste des séjours linguistiques, EF propose, en juillet et en août, à Torquay (côte sud du Royaume-Uni), aux élèves de la 4^e à la terminale, cours d'anglais en petits groupes et pratique de divers sports (voile, plongée, tennis, squash) avec des moniteurs. De 7 485 à 8 045 F le séjour de 3 semaines en pension dans une famille d'accueil avec visites éducatives (2 journées à Londres) et tournois sportifs.
★ EF tél. : 01-42-61-50-22.

CINÉMA *Shoah*, le film de Claude Lanzmann, est à nouveau projeté sur grand écran au Cinéma des cinéastes, à Paris. ● POUR SON DEUXIÈME ESSAI, Laurence Ferreira Barbosa offre avec



J'ai horreur de l'amour une surprise et très originale comédie de mœurs, servie par une interprétation exceptionnelle. Parmi les autres sorties de la semaine, *Mother*, d'Albert

Brooks, adopte un ton léger et ironique de bon aloi. ● LE NOUVEAU FILM d'Abel Ferrara, *The Blackout*, trahit en revanche une crise d'inspiration du prolifique réalisateur américain.

Le long voyage de « Shoah » à travers l'actualité et la mémoire

La réédition du documentaire de Claude Lanzmann incite à prendre la mesure des effets qu'il a suscités en douze ans d'existence. Dans un entretien au « Monde », le réalisateur revient sur le problème de la représentation du génocide

SHOAH, dans le cadre de Documentaire sur grand écran. Les dimanches 15 juin, 22 juin, 29 juin et 6 juillet à 13 h 30 au Cinéma des cinéastes, 7 avenue de Clichy, Paris 17°. Tél. : 01-53-42-40-20. Claude Lanzmann participera à un débat à l'issue de chaque projection.

La sortie, le 30 avril 1985, du film de Claude Lanzmann fut un événement. La circulation (ou non) de *Shoah* à travers le monde a suscité débats et polémiques, l'ampleur du film (neuf heures trente) ajoutant à la gravité du thème. L'histoire du cinéma compte nombre de films événementiels, mais il est exceptionnel qu'une œuvre, passée le moment de sa sortie, produise autant d'échos. À commencer par son titre, l'emploi du terme « shoah » ayant permis de désigner l'extermination des juifs d'Europe (dans un autre esprit que le terme « rival » d'« holocauste », venu du feuillet télévisé américain). Culminant au moment de la sortie du film de Steven Spielberg, *La Liste de*

Schindler, l'existence du film et les partis pris de son auteur ont alimenté une réflexion de fond sur les conditions de représentation de la Shoah. Réflexion d'ailleurs féconde, en ce qu'elle ne concerne pas seulement les films (mais aussi, par exemple, les historiens ou les médias), et parce qu'elle interroge, au-delà de son sujet, tout système de représentation. Simultanément, son existence a fonctionné non comme « réponse » – qui lui répondait déjà perdu – mais comme contre-poison aux thèses négationnistes, demeurant au centre d'une actualité hâlas sans cesse renouvelée. Le film a engendré une masse de textes (dans les revues, les universités) et plusieurs livres. Récemment, Jean-François Forges soulignait dans *Eduquer contre Auschwitz* (ESF éditeur, commenté par Pierre Vidal-Naquet dans « Le Monde des livres » du 23 mai) la valeur pédagogique du grand œuvre de Lanzmann. Bref, en douze ans d'existence s'est développé un « effet Shoah ».

Celui-ci tient, indissolublement, au thème traité par Lanzmann et à la manière dont il l'a traité. En



On mourait de faim, et en plus, on étouffait.



Prendre de notre souffrance.



La Shoah, c'est la mort.



Mais Auschwitz, c'est la mort.

construisant, à travers dix ans d'efforts inouïs, un objet-film unique, fondé sur la confrontation au présent de la parole d'acteurs de

l'événement (victimes, bourreaux et témoins) à l'état contemporain des lieux où s'est produite l'extermination, en se concentrant sur

ne montrant pas, mais en invoquant, tel un médium du réel, une vérité au-delà des frontières du concevable mais dont on ne peut exclure qu'elle se reproduise. Savoir si cette forme est utilisable pour d'autres sujets que la Shoah renvoie au débat sur l'unicité de celle-ci, sa nature et sa place dans la longue histoire des horreurs humaines. *Shoah* pose également la question de la possibilité de faire d'autres films autour du même sujet. Qu'un film – et non son réalisateur, aussi ombrageux et péremptoire ait-il pu être – puisse prétendre constituer l'unique réponse cinématographique à un événement historique invite à davantage de réflexion qu'un rejet agacé contre le péché d'arrogance. Questions ouvertes, toujours relancées – récemment par la présentation de *La Trêve* à Cannes. Questions reformulées de manière résonnante par Jacques Rancière, quand le philosophe soutient que seul l'art peut regarder en face le soleil noir de la Shoah, et en construire des représentations.

J.-M.F.

Claude Lanzmann, réalisateur

« Ne pas comprendre a été ma loi d'airain »

« Quelles ont été les principales étapes de la diffusion de *Shoah* ?

– Le film est comme une source, cela ne s'interrompt jamais. En avril, j'étais encore en Lituanie, à Vilnius, pour le présenter pour la première fois dans ce pays (*Le Monde* du 23 mai). En Allemagne, il a reçu un accueil formidable. Il a été diffusé très vite à la télévision et repassé régulièrement en salles. Il a énormément circulé aussi aux États-Unis et en Israël, où les gens étaient bouleversés. Grâce à Vaclav Havel, il a été diffusé en République tchèque pour le 50^e anniversaire de la déportation des juifs de Prague à Theresienstadt. Lorsqu'ils étaient en prison, Havel et son frère avaient entièrement traduit le texte, sous forme de samizdat (*Claude Lanzmann montre l'un des vingt-cinq exemplaires, dédicacé par le président tchèque*). Récemment, *Shoah* a été diffusé à la télévision bosniaque, déclenchant des réactions extraordinaires.

– Et en Pologne ?

– En 1985, on m'a fait savoir que Jaruzelski, malgré les réactions très hostiles des Polonais, voulait que le film soit montré dans son pays. Mais seule une version, grotesquement caviardée, est passée à la télévision.

– La Pologne est une exception ?

– Hélas non ! Le film n'a pas été diffusé dans l'ex-URSS. En Italie, après un accueil passionné au Festival de Venise, le film a été acheté par la RAI, mais celle-ci l'a diffusé au milieu de la nuit, en version incomplète et sans sous-titres. Lors d'un récent colloque pour les dix ans de la mort de Primo Levi, les intellectuels italiens ont lancé un appel pour que le film soit programmé dans des conditions normales. En Espagne, il n'y a eu qu'une seule projection, non soustruée, et dans des conditions scandaleuses : devant la salle étaient installés des stands tenus par des types en chemise brune avec croix

gammée, distribuant les textes négationnistes, sous le regard indifférent de la police.

– Mais le film a reçu un accueil inattendu dans des régions moins directement concernées.

– Oui. En Australie, et en Côte d'Ivoire, par exemple, où sa diffusion à la télévision a été suivie de débats expliquant que si Hitler avait gagné il serait arrivé à la même chose aux Africains. Au Japon, il n'avait pas trouvé de distributeur, ce que je trouvais dommage mais logique, ce n'est pas leur histoire.

Mais, un jour, un japonais a traduit le livre, plus tard des universitaires ont dénoncé l'absence de *Shoah* à l'occasion du cinquantième anniversaire d'Hiroshima. Des organismes français (Unifrance, le CNC, l'ARF) ont financé le sous-titrage.

J'ai fait des conférences dans les universités devant des salles comblées. Le documentariste Noriaki Tsuchimoto, qui a consacré quinze ans à l'empoisonnement par le mercure de la population de Minamata, a exigé que *Shoah* soit projeté en même temps que ses films. Un groupe de pêcheurs de Minamata a fait le voyage à Auschwitz.

– Faites-vous une différence entre la diffusion du film en salles et à la télévision ?

– Au début je ne supportais que la diffusion cinéma, la télévision déforme le rythme et les voix. Mais je me suis aperçu que des gens n'ayant jamais vu le film au cinéma le recevaient avec une force immense. Maintenant qu'il existe en vidéo certains le regardent par petites tranches, je n'aime pas ça, mais que chacun se débrouille comme il veut avec ce film.

– Le film a une évidente valeur pédagogique, mais sa longueur pose problème, notamment en milieu scolaire. Est-il envisageable d'en présenter une version courte ?

– Elles concernent des aspects précis, sur Abraham Bomba, qui coupait les cheveux des femmes à l'entrée des chambres à gaz de Treblinka, sur la scène devant l'église et les réactions actuelles des Polonais... Il est compliqué de discuter de *Shoah*, ce n'est pas un film sur les survivants, c'est un film sur les morts. Les personnages sont des

gens qui n'auraient pas dû survivre, ils reviennent d'au-delà du seuil du crématoire.

– En regard de la gravité du sujet, vous semble-t-il légitime de débattre aussi de la forme du film ?

– Bien sûr, c'est essentiel. *Shoah* fonctionne sur une construction narrative très complexe, par cercles et récurrences, parfois à quatre heures de distance dans le déroulement de la projection. Le film est construit à partir de ces systèmes de présence et d'absence, c'est ce qui m'intéresse quand je discute avec les gens. Je suis contre les généralités, en tant qu'auteur d'un film. Sinon, souvent, on assiste à des dérapages terribles. Récemment, à Beauvoir, une spectatrice dit : « Il nous faudrait un *Shoah* français », qui est une phrase terrifiante. Cette dame aurait aimé qu'il y ait Vichy dans le film, et qu'il y ait Drancy, etc., et les départs. Mais non, le film, c'est l'arrivée. Je n'ai rien contre le fait de faire le procès de Vichy, mais c'est autre chose.

– Cela pose le problème du caractère unique de votre film.

– Qu'il soit unique, je le crois. Qu'il interdise de faire d'autres films, bien sûr que non. À la sortie de *La Liste de Schindler*, j'ai repro-

ché à Spielberg de n'avoir réfléchi assez ni sur la Shoah, ni sur le cinéma, ni sur les relations entre les deux. Alors il a fait une illustration d'une réalité qui met toute fiction au défi de rendre compte d'elle-même. Je ne vois pas comment on peut montrer 3 000 personnes mourant ensemble, pères, mères, enfants, dans une chambre à gaz. Mais il existe d'autres possibilités.

– Après le film, Spielberg a lancé un programme d'enregistrement des témoignages des survivants.

– Il y a une inflation mémorielle, issue des possibilités techniques, que je récuse complètement. Du point de vue historique, ces histoires individuelles n'apportent rien de neuf, elles n'ont d'intérêt que pour celui qui parle et pour sa famille – ce qui est d'ailleurs tout à fait honorable. Mais derrière cette démarche je perçois la folie programmatique, au sens du programme d'ordinateur. Ce qui compte, c'est d'informer. À la lettre : de donner une forme. Où est la forme ? On ajoute des histoires à des histoires. Seules les œuvres d'art transcendent.

– Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

minutes, d'une simplicité bouleversante, qui utilise des archives filmées du ghetto de Lodz, en Pologne, empruntées aux bourreaux donc, et les « encadre » de deux longues images noires sur lesquelles résonne la prière juive des morts. Le second est un long-métrage extrêmement travaillé, dont la puissance émane de l'effet concerté de textes en voix off, d'une enquête de fiction (une jeune historienne entreprend une étude sur le camp de Drancy), d'un extrait de film avorté (Orson Welles incarnant Shylock dans une adaptation du *Marchand de Venise*) et de plans d'une inquiétante beauté, tel celui enregistré par une caméra posée au ras d'un embranchement ferroviaire, vers lequel des cohortes de wagons avancent silencieusement, puis disparaissent avec fracas tantôt à gauche, tantôt à droite de l'écran. Telle est finalement la réussite du film : suggérer qu'après Auschwitz on ne saurait plus même distinguer innocemment sa droite de sa gauche.

– Elle aura permis de constater combien la question du documentaire ou de la fiction se révèle être un faux débat. Si la plupart des films présentés – des recueils de témoignages – offrent un intérêt télévisuel et historique, il est clair qu'un très petit nombre restera dans l'histoire – celle du cinéma, celle de l'humanité. La différence tient en un mot : la forme, qui n'est rien d'autre que la manière dont l'absence prend corps comme dans *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais, ou *Shoah*, mais aussi des récents *In Memory*, d'Abraham Ravett (États-Unis, 1993) ou *Drancy Avenir*, d'Arnold des Pallières (France, 1996).

Le premier est un film de treize

minutes, d'une simplicité bouleversante, qui utilise des archives filmées du ghetto de Lodz, en Pologne, empruntées aux bourreaux donc, et les « encadre » de deux longues images noires sur lesquelles résonne la prière juive des morts. Le second est un long-métrage extrêmement travaillé, dont la puissance émane de l'effet concerté de textes en voix off, d'une enquête de fiction (une jeune historienne entreprend une étude sur le camp de Drancy), d'un extrait de film avorté (Orson Welles incarnant Shylock dans une adaptation du *Marchand de Venise*) et de plans d'une inquiétante beauté, tel celui enregistré par une caméra posée au ras d'un embranchement ferroviaire, vers lequel des cohortes de wagons avancent silencieusement, puis disparaissent avec fracas tantôt à gauche, tantôt à droite de l'écran. Telle est finalement la réussite du film : suggérer qu'après Auschwitz on ne saurait plus même distinguer innocemment sa droite de sa gauche.

– Elle aura permis de constater combien la question du documentaire ou de la fiction se révèle être un faux débat. Si la plupart des films présentés – des recueils de témoignages – offrent un intérêt télévisuel et historique, il est clair qu'un très petit nombre restera dans l'histoire – celle du cinéma, celle de l'humanité. La différence tient en un mot : la forme, qui n'est rien d'autre que la manière dont l'absence prend corps comme dans *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais, ou *Shoah*, mais aussi des récents *In Memory*, d'Abraham Ravett (États-Unis, 1993) ou *Drancy Avenir*, d'Arnold des Pallières (France, 1996).

Le premier est un film de treize

minutes, d'une simplicité bouleversante, qui utilise des archives filmées du ghetto de Lodz, en Pologne, empruntées aux bourreaux donc, et les « encadre » de deux longues images noires sur lesquelles résonne la prière juive des morts. Le second est un long-métrage extrêmement travaillé, dont la puissance émane de l'effet concerté de textes en voix off, d'une enquête de fiction (une jeune historienne entreprend une étude sur le camp de Drancy), d'un extrait de film avorté (Orson Welles incarnant Shylock dans une adaptation du *Marchand de Venise*) et de plans d'une inquiétante beauté, tel celui enregistré par une caméra posée au ras d'un embranchement ferroviaire, vers lequel des cohortes de wagons avancent silencieusement, puis disparaissent avec fracas tantôt à gauche, tantôt à droite de l'écran. Telle est finalement la réussite du film : suggérer qu'après Auschwitz on ne saurait plus même distinguer innocemment sa droite de sa gauche.

– Elle aura permis de constater combien la question du documentaire ou de la fiction se révèle être un faux débat. Si la plupart des films présentés – des recueils de témoignages – offrent un intérêt télévisuel et historique, il est clair qu'un très petit nombre restera dans l'histoire – celle du cinéma, celle de l'humanité. La différence tient en un mot : la forme, qui n'est rien d'autre que la manière dont l'absence prend corps comme dans *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais, ou *Shoah*, mais aussi des récents *In Memory*, d'Abraham Ravett (États-Unis, 1993) ou *Drancy Avenir*, d'Arnold des Pallières (France, 1996).

Le premier est un film de treize

Trente films sur les génocides

ARTICULÉE à un colloque en Sorbonne du 29 au 31 mai, une programmation cinématographique intitulée « Camps et génocides à l'écran » s'est tenue du 3 au 8 juin à la Vidéothèque de Paris. Selon son organisateur, Philippe Mesnard, enseignant au Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques, le but de cette manifestation était d'offrir un appareil critique qui ne fonctionne pas par exclusion et débattre selon une visée comparatiste de la représentation cinématographique des camps et des génocides, tout en se gardant évidemment de l'amalgame. Délicate ambition, au regard du débat qui divise les tenants d'une spécificité absolue de la Shoah et ceux qui remettent en cause, au nom de l'exemplarité, cette singularité.

Insuffisamment cadrés, compte tenu de leur caractère problématique (de la Shoah aux camps de réfugiés palestiniens en passant par les génocides arménien et rwandais...), les débats ont donné lieu à quelques regrettables confusions, quand Pierre Salignon, responsable de Médecins sans fron-

tières, compara Srebrenica au ghetto de Varsovie, ou lorsque le réalisateur israélien Eyal Sivan imputa à l'Etat hébreu « la purification ethnique de la Palestine ». Restaient les films, une trentaine, pour la plupart connus, mais dont la simple projection sur une durée aussi restreinte offrait la possibilité d'une mise en perspective.

UN FAUX DÉBAT
Elle aura permis de constater combien la question du documentaire ou de la fiction se révèle être un faux débat. Si la plupart des films présentés – des recueils de témoignages – offrent un intérêt télévisuel et historique, il est clair qu'un très petit nombre restera dans l'histoire – celle du cinéma, celle de l'humanité. La différence tient en un mot : la forme, qui n'est rien d'autre que la manière dont l'absence prend corps comme dans *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais, ou *Shoah*, mais aussi des récents *In Memory*, d'Abraham Ravett (États-Unis, 1993) ou *Drancy Avenir*, d'Arnold des Pallières (France, 1996).

Le premier est un film de treize

minutes, d'une simplicité bouleversante, qui utilise des archives filmées du ghetto de Lodz, en Pologne, empruntées aux bourreaux donc, et les « encadre » de deux longues images noires sur lesquelles résonne la prière juive des morts. Le second est un long-métrage extrêmement travaillé, dont la puissance émane de l'effet concerté de textes en voix off, d'une enquête de fiction (une jeune historienne entreprend une étude sur le camp de Drancy), d'un extrait de film avorté (Orson Welles incarnant Shylock dans une adaptation du *Marchand de Venise*) et de plans d'une inquiétante beauté, tel celui enregistré par une caméra posée au ras d'un embranchement ferroviaire, vers lequel des cohortes de wagons avancent silencieusement, puis disparaissent avec fracas tantôt à gauche, tantôt à droite de l'écran. Telle est finalement la réussite du film : suggérer qu'après Auschwitz on ne saurait plus même distinguer innocemment sa droite de sa gauche.

– Elle aura permis de constater combien la question du documentaire ou de la fiction se révèle être un faux débat. Si la plupart des films présentés – des recueils de témoignages – offrent un intérêt télévisuel et historique, il est clair qu'un très petit nombre restera dans l'histoire – celle du cinéma, celle de l'humanité. La différence tient en un mot : la forme, qui n'est rien d'autre que la manière dont l'absence prend corps comme dans *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais, ou *Shoah*, mais aussi des récents *In Memory*, d'Abraham Ravett (États-Unis, 1993) ou *Drancy Avenir*, d'Arnold des Pallières (France, 1996).

Le premier est un film de treize

minutes, d'une simplicité bouleversante, qui utilise des archives filmées du ghetto de Lodz, en Pologne, empruntées aux bourreaux donc, et les « encadre » de deux longues images noires sur lesquelles résonne la prière juive des morts. Le second est un long-métrage extrêmement travaillé, dont la puissance émane de l'effet concerté de textes en voix off, d'une enquête de fiction (une jeune historienne entreprend une étude sur le camp de Drancy), d'un extrait de film avorté (Orson Welles incarnant Shylock dans une adaptation du *Marchand de Venise*) et de plans d'une inquiétante beauté, tel celui enregistré par une caméra posée au ras d'un embranchement ferroviaire, vers lequel des cohortes de wagons avancent silencieusement, puis disparaissent avec fracas tantôt à gauche, tantôt à droite de l'écran. Telle est finalement la réussite du film : suggérer qu'après Auschwitz on ne saurait plus même distinguer innocemment sa droite de sa gauche.

– Elle aura permis de constater combien la question du documentaire ou de la fiction se révèle être un faux débat. Si la plupart des films présentés – des recueils de témoignages – offrent un intérêt télévisuel et historique, il est clair qu'un très petit nombre restera dans l'histoire – celle du cinéma, celle de l'humanité. La différence tient en un mot : la forme, qui n'est rien d'autre que la manière dont l'absence prend corps comme dans *Nuit et brouillard*, d'Alain Resnais, ou *Shoah*, mais aussi des récents *In Memory*, d'Abraham Ravett (États-Unis, 1993) ou *Drancy Avenir*, d'Arnold des Pallières (France, 1996).

Le premier est un film de treize

Jacques Mandelbaum

D'autres documents

Claude Lanzmann a récemment décidé d'utiliser une partie de l'immense matériel tourné pour *Shoah*. Arte diffusera au second semestre *Un vivant qui passe*, que le cinéaste vient de terminer : un montage d'entretiens avec le médecin suisse qui fut le représentant de la Croix-Rouge à Berlin durant les années noires. À ce titre, il participa à une mission d'inspection à Auschwitz, puis dirigea la célèbre visite de Theresienstadt où les nazis firent les déportés à maquiller le camp en riant séjourn. Dans les deux cas, les inspecteurs ne trouvèrent rien de particulier à dénoncer. Lanzmann envisage de réaliser ensuite un autre document à partir des longs entretiens qu'il a eus avec le dernier président du Judenrat de Theresienstadt. Mais il lui paraît impossible de reprendre la conception particulière de *Shoah*.

Une comédie de mœurs au risque de la folie

J'ai horreur de l'amour. Ce deuxième film est servi à la perfection par son actrice principale

Film français de Laurence Ferreira Barbosa. Avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Chatelin, Laurent Lucas, Bruno Lochet. (2 h 14)

Avec un titre semblable, il y avait intérêt à se méfier. Entre paradoxe péremptoire, fausses pistes et anti-phrase, le deuxième film de Laurence Ferreira Barbosa est un objet-piège, aux enjeux imprévus et aux séductions décalées. Une fausse comédie réaliste, qui s'avère un surprenant exercice de burlesque fantastique, en se prenant lui-même à contre-pied (et les spectateurs du même coup) en plein cours de son déroulement. Bref, une œuvre ambitieuse, originale et dérangeante.

Sur son vélocipède, Annie silhouette Paris, elle va voir ses patients, surtout des personnes âgées, ou l'entourage de malades qui supportent difficilement le voisinage du mal. Le docteur Simonin réconforte plus qu'elle ne soigne. Elle fait ce qu'elle peut, avec plus de bonne volonté que d'adresse. A voir son cabinet, petit et froid, aussi impersonnel que son appartement dans un autre immeuble moderne, à deviner son existence de jeune femme seule, on pressent qu'il ne lui reste guère de forces pour affronter et partager la vie. Elle ne manque pourtant ni d'énergie, quand elle fait face à son « ex » en-

vahissant, ni d'initiative généreuse, quand elle embauche comme secrétaire le gros noumours loubard ancien taulard au lieu de lui acheter les atroces lithos qu'il vend au porte-à-porte. Mais ce ne sont que fragments d'une vie en morceaux.

Les morceaux vont s'organiser, et puis s'effiler, autour des deux rencontres sur lesquelles est construit le scénario, les deux aventures symétriques qui font d'Annie non la représentante d'une catégorie socio-professionnelle (femme médecin généraliste parisienne) ou socio-affective (célibataire trentenaire fin de siècle), mais l'héroïne d'une histoire. Annie rencontre Laurent, son client, et Richard, qui le deviendra. Laurent a le sida, il refuse la mécanique (le « protocole ») de prise en charge médicale et sentimentale qui devrait accompagner sa maladie. Vaillante et désespérée, Annie affronte l'angoisse et les refus du jeune homme. Richard, qui se fait appeler Piotr, cultive un dandyisme du désenchantement que la jeune femme ne trouve pas sans charme. Avant que son angoisse bavarde ne dévoile une paranoïa agressive et qu'il commence à la persécuter, l'accusant de lui avoir transmis le sida.

La mobilité des protagonistes et des situations, l'adresse du scénario pour enchevêtrer des intrigues secondaires, les dialogues ciselés, la légèreté un peu distante de la mise en scène comme le jeu de Jeanne

Balibar, de Jean-Quentin Chatelin (Richard) et de Bruno Lochet (le secrétaire) - Laurent Lucas (Laurent) seul restant dans le registre dramatique - conspirent pour donner à *J'ai horreur de l'amour* les apparences d'une comédie. Une comédie contemporaine, dont le ressort caché serait de biaiser le traitement du « sujet de société » (le sida) par une thèse plus complexe, la contamination par le discours, les effets de prolifération malsaine de postures et d'expressions (celles du médecin, celles du malade, celles du marginal) où chacun cherche à se rassurer et s'enferme pour son propre malheur.

MISE À SAC

Le film est aisé, mais pas seulement. Il se limiterait à cette chronique acide si Laurence Ferreira Barbosa pratiquait un cinéma d'exécution, au service d'un récit dont la caméra ne serait que l'illustratrice. Mais la réalisatrice va plus loin, elle pousse la logique de son scénario, de ses personnages et de sa mise en scène dans leurs derniers retranchements, et tout bascule. Il faut un effort pour franchir cette frontière, effort (trop) visible qui, vers le milieu de la projection, installe un long « tunnel ». Avant de pouvoir cingler (c'est bien le mot) vers une mise à sac délectable, proche d'un grotesque revendiqué, des éléments réalistes mis en place durant la première partie. Puis de

leur sauvetage par les seules fées de la fiction. Nulle victoire réelle ici, sinon celle du cinéma, véritable « sujet » du film. Ce « malaisant » et finalement réjouissant retournement repose dans une grande mesure sur l'interprétation de Jeanne Balibar et sur la manière dont Laurence Ferreira Barbosa la filme. On a, heureusement, cessé d'avoir besoin de s'exclamer lorsqu'une femme signe une réalisation. Mais il reste exceptionnel qu'un(e) cinéaste emploie de cette manière une héroïne : à l'omission, la réalisatrice et l'actrice font d'Annie un personnage qui ne recourt à rien de ce qui fait d'ordinaire la séduction féminine à l'écran.

Avec le renfort de Valeria Bruni Tedeschi, la cinéaste s'était déjà avancée dans cette voie avec son premier film, *Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel* - qui n'était pas plus un film « sur la folie » que celui-ci n'est un film « sur le sida ». Mais la présence physique de l'interprète maintenait une relation plus traditionnelle avec le spectateur, la mise à mal par une sorte d'abstraction, de déphasage revendiqué auxquels concourent la voix, le regard, les gestes qui tous reculent une part d'étrangeté ne se révélant que peu à peu. La manière d'être à l'écran de Jeanne Balibar devient ainsi à la fois le combustible et le chiffre de ce film gligogne.

J.-M. F.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

CERTAINS L'AIMENT COURT III

Programme de cinq courts métrages (1 h 16). ■ « Certains l'aiment court » sacrifie aujourd'hui au fantastique. *Double jeu*, d'Emmanuel Oberg, met en scène un journaliste spécialisé qui teste un nouveau jeu vidéo, sans se rendre compte que le tueur virtuel qu'il commande a pris réalité. *Les Escarpins sauvages*, film d'animation des frères Poiraud, organise une variation sanglante, si l'on peut dire, s'agissant de marionnettes, autour de la figure d'un savant fou. *Descende*, de Philippe Haffin, conduit, via l'ascenseur de son entreprise, un cadre tout droit en enfer. L'ingéniosité de ces films est trop souvent leur seul argument, et partant leur limite. C'est pourquoi *La Vie*, de Didier Flamand, apparaît comme le plus abouti de la série par son sens de la composition et de la durée. Pastiche de film expressionniste chichement dialogué dans une parodie d'esperanto, il met en scène un bricoleur (Jean Reno, affublé d'une moustache à la Hitler) allant déposer une réclamation à l'entreprise Metallika au sujet d'une vis pas conforme. Une variation sur le totalitarisme qui a le mérite de ne pas enfoncer le clou. J. M.

LE DON DU ROI

Film américain de Michael Hoffman. Avec Robert Downey Jr., Sam Neill, David Thewlis, Polly Walker, Meg Ryan (1 h 58). ■ Il est difficile de comprendre ce qui a pu motiver Michael Hoffman à tourner un film en costumes dans l'Angleterre de la seconde moitié du XVII^e siècle, durant le règne de Charles II. Une fois passée à la moulinette hollywoodienne, il ne reste plus rien de cette époque, à part quelques décors, qui semblent tout droit sortis du *Caligula* de Tinto Brass, plusieurs filles dénudées poursuivies par des satyres en tout genre, et des ivrognes costumés et peaux. L'histoire sombre dans le puritanisme qu'elle est censée condamner. Robert Downey Jr. (Robert Downey), le personnage central du film, est partagé entre ses fonctions officielles de médecin à la cour du roi et sa existence de libertin. Il décide après la mort de son meilleur ami de se consacrer à la recherche médicale et au secours des malades. Ce point de vue somnifère sur l'éthique du médecin serait excusable si Michael Hoffman ne s'était senti obligé de copier allègrement *Barry Lyndon*, en reprenant certains thèmes musicaux et certaines scènes. Pris sous son angle, quel angle, *Le Don du roi* demeure un film inexistant. S. B.

LES AFFINITÉS ÉLECTIVES

Film italien de Paolo et Vittorio Taviani. Avec Isabelle Huppert, Fabrizio Bentivoglio, Jean-Hugues Anglade, Marie Gillain (1 h 30). ■ Triste époque d'une décevante affaire que la sortie, plus d'un an après, de ce film qui n'avait trouvé place au Festival de Cannes 1996 qu'à l'occasion d'une soirée de bienfaisance. Triste pour les frères Taviani, réalisateurs de grande qualité que les dévies du cinéma italien ont transformés en exécutants de travaux de commande aussi « prestigieux » qu'inutiles. Triste pour les comédiens, pris en otage par les pesanteurs d'une coproduction européenne dont la légèreté est totalement étrangère au cinéma et par les raideurs et les afféteries du film d'époque, quand la mise en scène est empêchée encore que les redingotes. Triste pour le roman de Goethe, réduit à un argument de vaucluse. J.-M. F.

SOLEIL

Film français de Roger Hanin. Avec Sophia Loren, Philippe Noiret, Roger Hanin, Marianne Sagheb, Nicolas Okryk (1 h 44). ■ *Soleil* est une fresque juteo-maghrébine narrée au creuset d'une expérience singulière et d'une écriture intime. Le film patine dès le démarrage, avec cette complice réception au cours de laquelle le professeur Meyer Lévy (Roger Hanin), grand pont de la chirurgie cardiaque parisienne, est victime d'un infarctus, dont la fonction consiste à faire défilier son enfance algéroise devant ses yeux. Alger, 1940, Meyer a treize ans, et sa mère (Sophia Loren), en l'absence du père demeuré en France, doit subvenir seule aux besoins d'un foyer de cinq enfants alors que les lois de Vichy réduisent les juifs à la misère. Petite histoire d'une relation exclusive entre un fils et sa mère, le film ressemble surtout à un empilage hétéroclite d'influences et de clichés. Sophia Loren tente vainement de renouveler sa performance, (pauvre, mais digne) d'une *Journée particulière*. Marianne Sagheb incarne une tata Jeannette nécessairement plus mutique que dans *Bagdad Café*, quant aux scènes de dépeçage collectif ou de bal américain, rien d'autre ne les justifie que l'illustration parfaitement convenue d'un éternel récit de formation. J. M.

MUNK, LEMMY ET COMPAGNIE

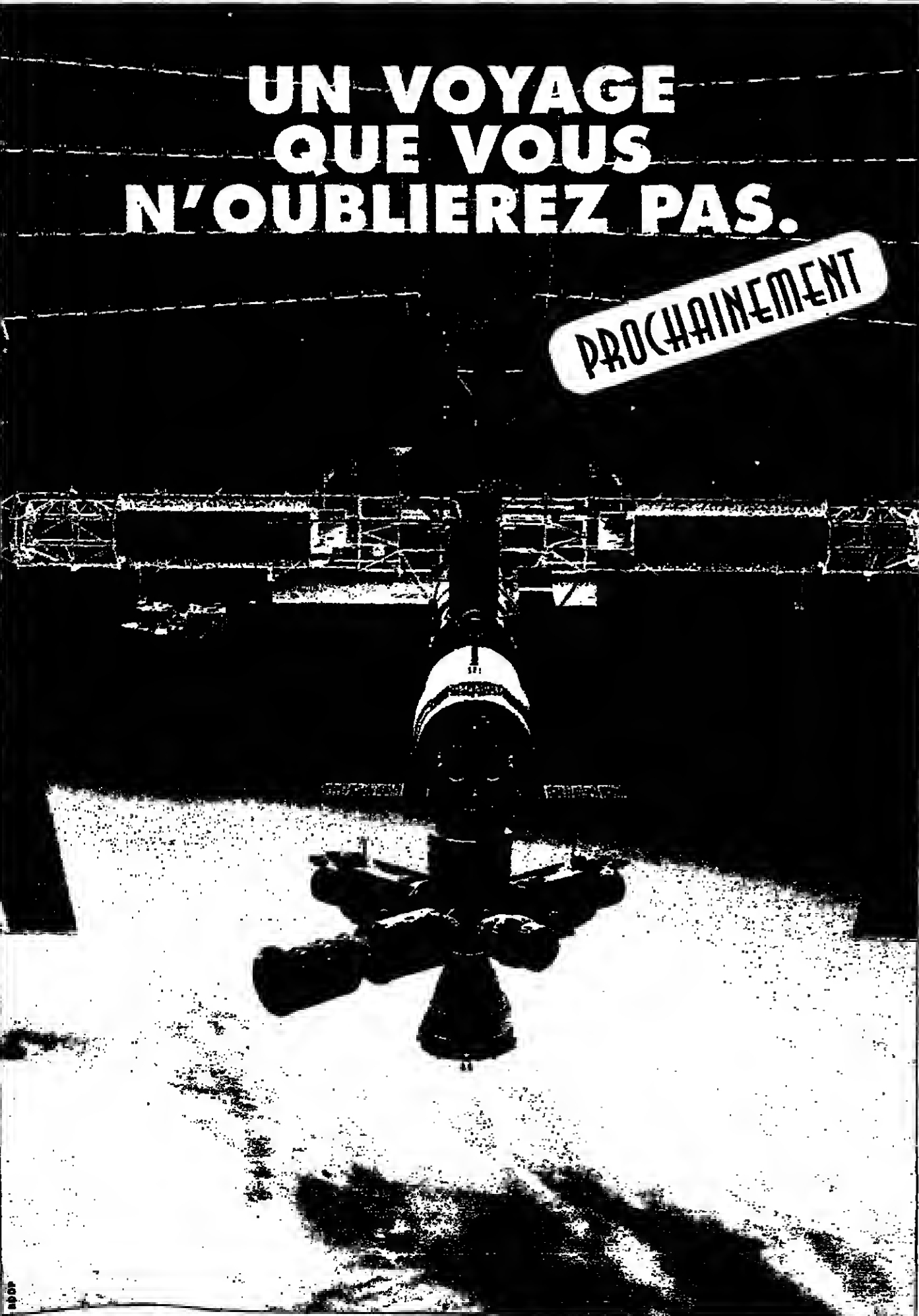
Programme de sept films d'animation lettons de Nils Skapans et Janis Cimernans (0 h 46). ■ Fondé en 1946 à Riga, le studio d'animation Animācijas Brigade développe depuis le début des années 90 des séries pour enfants. À partir de la technique des marionnettes. Ce programme permet de découvrir deux d'entre elles, à commencer par *Les Esquilles* et *Les Voleurs et Piggie la Trite*. Peter, fiévreusement et héros de la série, met dans le premier deux canotiers en échec, et tente de soustraire dans le second son amie la trite à son sort de futur jambon. La simplicité naïve de ces contes est plus marquée encore dans les cinq films de la série *Munk et Munk*. *Le Rhinocéros*, *Maman, on s'en va*, *Les Cornes* et *La Noix* proposent ainsi une galerie de héros animaliers qui doivent résoudre à chaque fois une énigme philosophico-allégorique. Comment partager une pomme de pin avec un rhinocéros ? Comment casser une noisette géante ? sont ainsi les questions-prétextes à de petits contes moraux aussi amusants qu'édifiants. Dans le sillage de *Wallace et Gromit*, ce programme témoigne de la vogue que connaît actuellement l'animation de marionnettes, qui offre une heureuse alternative à la débauche de violence des mangas ainsi qu'à la surenchère technologique de l'animation par ordinateur. J. M.

COMME DES ROIS

Film français de François Velle. Avec Stéphane Freiss, Maruschka Detmers, Mariusz Pustosz, Thierry Lhermitte, Louis Velle (1 h 35). ■ Alors que la télévision polonaise annonce la chute du mur de Berlin, deux frères, Edek et Roman Kowalski, décident de tenter leur chance à Paris. Après plusieurs tentatives professionnelles infructueuses, ils reprennent l'avion pour regagner leur pays. On attend à l'aéroport un obscur cinéaste islandais, qui doit participer à un festival de cinéma international. Il n'en faut pas davantage à Roman, tête pensante du duo, pour jeter sa dernière carte : il fait passer son frère pour le cinéaste en question, tandis que lui-même s'improvise impresario. Signée par François Velle, dont c'est le premier film, cette comédie fondée sur l'argument classique de l'usurpation d'identité et du quiproquo prend alors insensiblement ses marques. Sans jamais atteindre à la virtuosité (manque de rythme, caricature convenue du milieu du cinéma, invraisemblance de certains personnages), elle n'en finit pas moins par susciter l'intérêt, grâce à un scénario qui se bonifie en cours de route et à l'interprétation de ses deux acteurs principaux, Stéphane Freiss et Mariusz Pustosz. J. M.

ABEL

Film néerlandais d'Alex Van Warmerdam avec Henri Garcin, Olga Zunderboek, Alex Van Warmerdam, Annet Malherbe (1 h 35). ■ Abel est un jeune homme, coincé entre une mère protectrice et un père autoritaire. Son refus de sortir de l'appartement familial désespère ses parents. La découverte par l'irritable chef de famille d'une télévision dans la chambre de son fils va déclencher la fuite d'Abel, qui affronte enfin le monde extérieur. Il rencontre une jeune femme, strip-teaseuse à ses heures, avec qui il commence une relation. Mais celle-ci est la maîtresse de son père. Sur une situation de départ simple, le film de Van Warmerdam aligne diverses saynètes qui réduisent les relations entre les personnages à un ensemble de rites familiaux et intimes légèrement décalés par l'intrusion de détails incongrus. Le réalisateur construit un univers artificiel et accumule les plans totalement composés à mi-chemin entre une forme de surréalisme et un hyperréalisme pictural. Cet aspect formel assez étouffant est petit à petit combattu par la drôlerie qui se dégage d'un récit qui finit par s'emballer dans un chassé-croisé ingénieux aboutissant à dynamiser l'ordre familial. J.-E. R.



UN VOYAGE
QUE VOUS
N'OUBLIEREZ PAS.

PROCHAINEMENT

Abel Ferrara frappé

صكنا من الامل

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

CULTURE-CINÉMA

LE MONDE / JEUDI 12 JUIN 1997 / 29

Abel Ferrara frappé d'amnésie

The Blackout. La présence de Claudia Schiffer et de Béatrice Dalle ne suffit pas à masquer les errances d'un film paresseux

Film américain d'Abel Ferrara. Avec Matthew Modine, Dennis Hopper, Béatrice Dalle, Claudia Schiffer. (1 h 39.)

The Blackout est une parodie d'un film d'Abel Ferrara. Tournée par un autre l'entreprise aurait, au moins, pu faire sourire, mais Ferrara en est en malheureusement l'auteur. The Blackout est le film d'un réalisateur qui aurait trop lu les critiques, en aurait conclu que des intentions suffisent à faire un film, et à masquer une absence de scénario et une mise en scène paresseuse. Mis à part la présence de Béatrice Dalle et de Claudia Schiffer, qui n'ont d'ailleurs pas une seule scène ensemble, Ferrara traverse une véritable crise d'inspiration, qui consiste à recycler ses films précédents en les caricaturant.

On pouvait encore trouver des excuses pour certains des errements passés de Ferrara, dont la capacité à tourner plusieurs films par an contient une certaine part de déchets. Body Snatchers, un remake sans intérêt de L'invasion des profanateurs de sépultures, de Don Siegel, était un film hollywoodien, un système où Ferrara n'a jamais été à l'aise, sans doute assez peu doué pour transformer une commande en film d'auteur. The Addiction, un film de vampires urbains, était le résultat d'une col-

laboration hybride entre Ferrara et Nicholas St-John, son scénariste habituel, responsable de toutes les citations philosophiques qui ampoulent le film et le condamnent au ridicule. Avec The Blackout, Ferrara est véritablement sur son terrain. A la tête d'une production indépendante, œuvrant dans son genre de prédilection : le film noir. Ferrara aura en un peu plus de dix ans, avec L'ange de la vengeance, New York deux heures du matin, King of New York, Bod Lieutenant et Nos Funérailles, renouvelé le genre d'une manière très personnelle, transformant ses gangsters en héros existentiels, pesant à chaque fois le bien et le mal avant d'agir, et insufflant une part autobiographique de plus en plus importante de film en film.

De ce point de vue, The Blackout ne fait pas avancer les choses. Ferrara parle de lui, mais à la troisième personne. Quelques détails viennent nous rappeler que nous sommes bien dans un film de Ferrara. Un acteur hollywoodien (Matthew Modine), partagé entre l'alcool et la cocaïne, émerge après un immense trou de mémoire, dû à l'abus de diverses substances toxiques, et n'arrive pas à savoir s'il a ou non étranglé sa petite amie (Béatrice Dalle). En digne personnage de Ferrara, Modine est partagé entre le bien et le mal, la lumière et les ténèbres, la volonté de remettre sa carrière sur le droit

chemin - symbolisée par sa nouvelle union avec Claudia Schiffer, le mannequin vedette promise ici nounou zen et végétarienne - et une tendance naturelle vers l'auto-destruction. Ce dilemme, qui prenait tout son sens dans King of New York, où le gangster interprété par Christopher Walken cherchait à remettre la main sur son empire fondé sur le trafic de cocaïne pour construire des hôpitaux dans le Bronx, tombe ici complètement à plat. The Blackout sombre dans la psychologie, l'étude du cas pathologique, dont on saisis tous les ressorts au bout de cinq minutes de film.

COCAÏNE ET STUPES

Cette absence de dramatisation est imputable à un scénario inexistant. Pour le remplacer, Ferrara a sorti de sa panoplie une série de tics qui servent surtout à masquer les blancs de son bistroire : Modine, le nez constamment plongé dans la cocaïne, ou en train de vider tout ce qui ressemble de près ou de loin à une bouteille d'alcool, Dennis Hopper, un propriétaire de boîte de nuit, à l'âme damnée de Modine, en train de se vautrer dans le stupre avec lui, en compagnie d'une, puis deux, puis trois filles. Cette description de l'ordinaire hollywoodien colle surtout à la mythologie qu'en véhiculent les journaux à scandales. Elle est vulgaire car elle corres-

pond consciencieusement aux clichés qu'en a le public. A cela s'ajoutent des échanges savoureux, sur une piste de boîte de nuit, entre Modine et Hopper sur la signification des images, le travail comme affaire de morale, le cinéma et la vérité, qui rappellent les poèmes de Rimbaud qu'Alain Cuny déclamaient dans Emmoncelle. A force de se prendre au sérieux, Ferrara sombre dans le ridicule.

The Blackout contient pourtant une idée intéressante dont Ferrara ne tire pas grand-chose. C'est en se voyant sur un écran vidéo que Modine réalise qu'il a bien étranglé celle qu'il croyait être sa petite amie. Outre une variation intéressante autour de Verigo (Modine est durant tout le film à la recherche d'un cadavre, et ce dernier se révèle être celui d'une autre femme), Ferrara explore le principe qu'une mémoire se limite à un enregistrement vidéo et la vie d'un individu à ce que la caméra se résoudrait à en montrer. Cette vampirisation de l'existence, pompée par une caméra comme du sang par un vampire, aurait dû être le véritable sujet de The Blackout, film raté, éternel, parfois vulgaire, dirigé par un réalisateur amnésique qui ne se rend compte que cinq minutes avant la fin qu'il a un film à réaliser.

Samuel Blumenfeld

Règlement de comptes œdipien

Mother. Une surprenante comédie ironique

Film américain d'Albert Brooks. Avec Albert Brooks, Debbie Reynolds, Rob Morrow, Lisa Kudrow. (1 h 44.)

Après son deuxième divorce, John Hendrickson, un écrivain de science-fiction quadragénaire, décide de retourner s'installer chez sa mère afin de trouver les causes profondes de ses difficultés relationnelles avec les femmes et de mettre un terme au blocage qui l'empêche d'écrire. Tout est bien, pense-t-il, à celle qui n'a jamais cessé de le considérer comme un gamin irresponsable et peu doué. Sur un sujet pareil on pouvait craindre un lourd produit psychologique, affrontement en huis clos débouchant sur un psychodrame. Pas du tout. Mother adopte un ton léger et humoristique, l'écrivain et sa mère deviennent ainsi les personnages d'une comédie où dialogues et situations provoquent un rire toujours surprenant.

Sans afféterie ni surcharge (le film est presque dénué de musique « dramatique »), le cinéaste met en place de façon minimaliste des séquences où ses protagonistes s'affrontent à coups de vacheries gentilles et de bons mots meurtriers. Un sens certain de la durée permet la répétition, le ressassement, le radotage, donnant toute sa force comique au film. Quelques personnages secondaires gra-

vitent autour des deux héros, alimentant leur duel feutré : le frère d'Hendrickson, modèle de réussite sociale et fierté de sa maman, qui se révèle le plus névrosé des deux, les incroyables voisines de Mrs. Hendrickson dont la rencontre dans un supermarché donnera lieu à un des moments les plus hilarants.

Progressant comme une sorte d'analyse sauvage, le récit - parodiant le schéma hollywoodien classique - s'achève vers la découverte d'un secret qui libérera les personnages. Cette révélation ne donne lieu à aucune emphase formelle, et débouche ironiquement sur la découverte d'une vérité décevante et rassurante à la fois. La surprise du film provient aussi de l'interprétation de Debbie Reynolds, celle qui fut la jeune première de Chantons sous la pluie incarnée ici avec une finesse doublée d'un incroyable dynamisme la redoutable génitrice du héros. Mother confirme en tout cas le talent très particulier du cinéaste-acteur Albert Brooks, qui mène depuis vingt ans une carrière très bétéroclite à Hollywood (il fut le jeune homme amoureux de Sybil Sheppard dans Taxi Driver et collabora au scénario de plusieurs films à succès), tout en réalisant des films très personnels, comme Real Life (1979) ou Lost in America (1985).

Jean-François Rauger

A la Martinique, Max Elizé se lance dans l'aventure du multiplexe

FORT-DE-FRANCE de notre envoyé spécial
A quelques minutes du centre de Fort-de-France (Martinique), entre un terrain militaire et un lotissement nouvellement construit par ses soins, Max Elizé, âgé de soixante-neuf ans, imagine Madianna, nom caribbe de la Martinique. Le roi des salles obscures aux Antilles, celui que ses adversaires surnomment « Mad Max », se dépense sans compter pour son nouveau projet. C'est ici, sur la commune de Schoelcher, que le premier multiplexe des Antilles devrait surgir de terre avant le 31 décembre 1998. Un pari de quelque 150 millions de francs, en partie financé grâce à des

fonds de la Communauté européenne. A ce jour, aucun multiplexe au monde n'a été construit pour moins d'un million de spectateurs potentiels. Avec 350 000 habitants répartis sur les 1 000 kilomètres carrés de la Martinique, Madianna est donc loin du compte. Mais Max Elizé connaît tout cela.

Né sans patrimoine, « quatre-vingts ans tout juste après le décret d'abolition de l'esclavage », rappelle-t-il, cet homme ne fait pas les choses à la légère. Et dans ses bureaux de Fort-de-France, ce sont des spécialistes belges envoyés par le groupe Beert qui peaufinent les derniers plans. En tout 20 000 mètres carrés bâtis, dix salles de cinéma, deux mille trois cent cinquante fauteuils. Avec des contraintes anti-sismiques particulières à la Martinique et un surcoût lié à l'importation de tous les matériaux. Pour Max Elizé, Madianna est la nouvelle étape nécessaire à la survie de l'exploitation cinématographique aux Antilles qui, en dix ans, est passée de 3,5 millions à 1,5 million d'entrées.

L'exception des DOM-TOM

La loi du 25 octobre 1946 qui institue le Centre national de la cinématographie et définit ses compétences ne s'étend que partiellement aux DOM-TOM. En France métropolitaine, la taxe spéciale additionnelle (TSA) sur le prix des places est applicable aux salles de cinéma qui organisent au moins deux séances commerciales par semaine et par salle. Le taux de cette taxe est fonction du prix des places, avec une moyenne de 11 %. Dans les DOM, en vertu de la loi du 23 février 1963, l'exploitation cinématographique est exonérée de TSA. La loi n° 93-1 du 4 janvier 1993 prévoyait d'étendre la compétence du CNC aux DOM, mais son application n'a pas été votée par les élus locaux.

Les activités cinématographiques sont donc contrôlées uniquement par les services fiscaux, par une déclaration annuelle. Contrairement à ce qui se passe en métropole, les ayants droit des films, dont le réalisateur, ne sont pas rémunérés sur la base des recettes encaissées, mais sur celle d'un simple forfait, payé par le distributeur au producteur.

LES TEMPS CHANGENT
La rencontre entre le cinéma et la famille Elizé commence le 31 décembre 1939, quand Maxence Elizé, ancien banquier, ancien épicière et père de Max, décide d'ouvrir dans sa commune de Saint-Pierre une petite salle qu'il baptise en toute modestie l'Elysée. Très vite il comprend qu'il doit développer son affaire et s'intéresse à Fort-de-France, le chef-lieu. Maxence Elizé loue alors à la municipalité le théâtre de la ville, reçoit Louis Juvet, Jean-Louis Barrault, s'intéresse à l'art lyrique, et monte Lo Tosca. Jacques Brel, Charles Aznavour, Dalida, Pierre Perret se produisent aux Antilles. Mais les temps changent, la chanson française ne fait plus recette et la municipalité crée son propre festival. « Nous nous sommes retirés sur le cinéma », résume Max Elizé. Le dimanche, c'était le jour des abonnés. La Kermesse héroïque, Le Romon d'un tri- cheur attirent les foules, tout

comme les films muets joués avec accompagnement d'orchestre, qui se perpétuent encore à la Martinique au lendemain de la guerre.

L'arrivée de la télévision sur l'île, en 1963, bouleverse les habitudes et contraint le circuit Elizé à s'adapter. L'entreprise se lance, longtemps avant les circuits de métropole, dans l'implantation de fast-foods à côté des cinémas. Parallèlement, Max Elizé se laisse tenter par la politique. « J'ai été deux fois candidat à la mairie de Schoelcher, accordé auprès du préfet », se souvient en souriant celui qui fut aussi président du conseil régional. Contre le socialisme, à défaut d'être contre les socialistes, Max Elizé va lutter avec acharnement pour préserver le statut particulier des exploitants de cinéma aux Antilles.

Avec aujourd'hui une dizaine de sites, dont deux en Guadeloupe, deux en Guyane, quatre en Martinique, il domine complètement le

paysage cinématographique des Antilles. Lui reproche-t-on d'avoir éliminé ses concurrents ? Il s'offre le luxe d'affirmer que « la concurrence, ce n'est pas le cinéma, mais les autres loisirs ». Et rappelle qu'il allume aujourd'hui en films les quelques salles municipales qui subsistent et se réaménagent... grâce à des financements publics.

LE MEILLEUR RENDEMENT

Désormais unique importateur de films pour les Antilles (« depuis dix ans, personne ne veut prendre ce risque »), Max Elizé trouve aussi aujourd'hui dans l'activité de distribution une source non négligeable de bénéfices. Ses choix ? « Ceux du box-office ». 80 % de films américains en version française, 20 % de films français. « Je ne peux passer que vingt films environ par an. Ma préférence va vers les cent vingt qui ont le meilleur rendement commercial. » Le multiplexe de Ma-

diana, en multipliant les écrans, devrait permettre de diversifier les genres. Car cet entrepreneur averti, qui affirme « ne rien connaître au cinéma et ne jamais aller », sait qu'il a intérêt à « faire naître le goût le plus large pour les films ».

Et pourquoi pas, pour les films antillais. Principale figure de ce cinéma, le réalisateur guadeloupéen Christian Lara vient d'ailleurs d'enterrer la hache de guerre avec Max Elizé, son « adversaire depuis dix-huit ans ». Longtemps choqué du peu d'empressement du circuit Elizé à participer à la production antillaise, le réalisateur de Coca la Fleur, gros succès commercial aux Antilles, fume donc aujourd'hui le cahumet de la paix. Aujourd'hui, Max Elizé participe au financement de Sucre amer... le prochain film de Christian Lara.

Pourtant, tout en reconnaissant à une entreprise privée le droit de se gérer comme elle l'entend, le réali-

sateur déplore que les Antilles soient à un régime d'exception en matière cinématographique.

Enfin, Max Elizé est en conflit latent avec des compagnies aériennes qui ne respectent pas les douze mois de délai de diffusion. Profitant d'un statut mal défini, elles diffusent en effet gratuitement à bord des avions des films qui parfois ne sont même pas encore en salles dans l'île. Ce particularisme antillais peut-il longtemps résister aux voix qui s'élèvent pour le faire entrer dans le giron du CNC métropolitain ? Max Elizé se déclare déterminé à fermer ses salles du jour au lendemain si le statut des Antilles est remis en question. Sur le point de prendre sa retraite et de laisser son entreprise à ses deux enfants, il vient de racheter l'unique télévision privée ATV et investit dans l'immobilier et la restauration.

Annette Vezin

LES ENTRÉES À PARIS

■ Nouvelle semaine para- doxale, qui voit la fréquentation globale remonter par rapport à la période correspondante de 1996, sans rien devoir de ce sursaut à ses (trop) nombreuses sorties. Parmi les dix nouveautés, on remarque surtout trois cinéastes : An- no Korenine, à 37 000 spectateurs dans quarante salles, Michael, à 32 000 dans trente-quatre salles, et Tonko, à 4 000 dans quinze salles. Mais Gridlack'd, à 11 000 dans vingt et une salles, Voyage au début du monde, à 4 800 dans huit salles, ou Madame Jockes sur la Croisette, avec moins de 1 000 spectateurs dans son unique salle déçoivent également, et plus encore Etale du soir, Un prisonnier sur la terre ou Hellraiser IV. ■ La Vie de Jésus, de Bruno Dumont, obtient, proportionnel- lement, le moins mauvais score parmi les nouveautés, avec

11 000 entrées dans six salles. Trois autres « petits films » découverts à Cannes tirent aussi leur épingle du jeu : Mo Vie en rose, qui atteint 35 000 en deux semaines, L'autre Côté de la mer, à 38 000 en trois semaines, et Homlet, à 37 000 en quatre semaines. Mais ces résultats ne sont pas de nature à peser sur les chiffres globaux de la fréquentation, qui restent donc dépendants des mêmes champions. ■ La barre du million d'entrées sur Paris périphérie est atteinte par Le Cinquième Élément, de Luc Besson (1 062 000 en cinq semaines grâce à 81 000 nouveaux amateurs). La Vérité si je mens I, de Thomas Gilou, reste très en vogue à 52 000 entrées en sixième semaine (total : 771 000). Et Les Pleins Pouvoirs, de Clint Eastwood, s'accrochent, avec 42 000 spectateurs en troisième semaine (total : 210 000). Problème : qui viendra se mêler à ce trio de tête ?

J.-M. F.

* Chiffres : Le Film français.

EXAMENS

3617 LMPLUS

Le service examens du Monde

BAC

● Révisions

Dès la fin des épreuves :

● Evaluation de copies

● Corrigés (envoi par fax)

● Résultats

1997

2,21 Points à 5,57 Points selon échelle

Le Défilé

un spectacle de Jérôme Deschamps et Macha Makeieff

du 25 juin au 13 juillet salle Jean Vilar

renseignements, location : 0153 65 30 00

Théâtre National de Chaillot

1 place du Trocadéro, 75116 Paris

LA SÉLECTION DU « MONDE »

LES ANGES DÉCHUS (Hongkong, 1 h 36) de Wong Kar-Wai.
LE CINQUIÈME ÉLÉMENT (français, 2 h 06) de Luc Besson.
LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL (français, 1 h 15) de Gérard Caillaud.
GOODBYE SOUTH, GOODBYE (taïwanais, 1 h 52) de Hou Hsiao Hsien.
KIDS RETURN (japonais, 1 h 47) de Takeshi Kitano.
LEVEL FIVE (français, 1 h 46) de Chris Marker.
MADAME JACQUES (français, 1 h 40) d'Emmanuel Finkiel.
LA MOINDRE DES CHOSES (français, 1 h 45) de Nicolas Philibert.

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI (français, 1 h 20) d'Anne-Marie Miéville.
PORT DJEMIA (français, 1 h 35) d'Eric Heumann.
REPRISE (français, 3 h 12) d'Hervé Le Roux.
UN INSTANT D'INNOCENCE (français, 1 h 18) de Mohsen Makhmalbaf.
LA VIE DE JÉSUS (français, 1 h 36) de Bruce Dumont.
LE VILLAGE DE MES RÊVES (japonais, 1 h 52) de Yoichi Higashi.
VOYAGE AU DÉBUT DU MONDE (portugais, 1 h 33) de Manoel de Oliveira.
WHEN WE WERE KINGS (américain, 1 h 28) de Leon Gast.

FESTIVALS

CINÉMA JAPONAIS

Cent films japonais vont être présentés pendant tout l'été au Racine Odéon. Une occasion pour redécouvrir les œuvres d'Ozu, Mizoguchi, Kurosawa, Naruse, Kobayashi, ainsi que plusieurs classiques méconnus, comme *La Jeunesse de la bête*, de Seijun Suzuki, *Baby Cart dans la terre de l'ombre*, de Kenji Misumi, et *La Guerre des manstres*, d'Inoshira Handa. La rétrospective du cinéma japonais se poursuit à Beaubourg, alternant les projections de classiques et de découvertes du cinéma muet et des années 30.

Le Racine Odéon, 6, rue des Ecoles, Paris-6. M° Odéon. Du 11 juin au 23 septembre. Tél. : 01-43-26-19-68.
Centre Georges-Pompidou, salle Garance, angle de la rue Saint-Merri, Paris-4. M° Rambuteau. Jusqu'au 2 septembre. Tél. : 01-42-78-37-29.

INGMAR BERGMAN

Le Cinéma Saint-André-des-Arts présente, à raison d'un film par jour, l'intégrale des films du cinéaste suédois. Trente-six films au total parmi lesquels ceux, moins connus, de la première période : *Crise*, *Il pleut sur notre amour* (1946) ; *Eternel mirage*, *Musique dans les ténèbres* (1947) ; *Ville portuaire*, *La Prison* (1948) ; *La Fontaine d'Arctus* (1949) ; *Vers la joie* (1950) ; *Jeux d'été* (1951) ; *L'Attente des femmes* (1952) ; *Manika* (1953). Tous les films sont présentés en version originale sous-titrée en français. A partir du 11 juin.

Saint-André-des-Arts, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris-6. M° Saint-Michel. Tél. : 01-43-26-80-25.

JEAN DOUCHET

AU GRAND ACTION
 Durant une semaine, le Cinéma Grand Action offre une carte blanche à Jean Douchet, enseignant et critique. Au programme, quatorze films : *Frontière chinoise* (John Ford, 1965), *Le Déjeuner sur l'herbe* (Jean Renoir, 1959), *Stromboli* (Roberto Rossellini, 1949), *Lauro* (Otto Preminger, 1944), *Brigadoon* (Vincente Minnelli, 1954), *Les Nus et les Morts* (Raoul Walsh, 1958), *Une étoile est née* (George Cukor, 1954), *Le Secret derrière la porte* (Fritz Lang, 1947), *Les Enchevêtrés* (Alfred Hitchcock, 1946), *Gaspier pour trois abeilles* (J. L. Mankiewicz, 1967), *L'Aurore* (F. W. Murnau, 1927), *Le Héros sacrilège* (Kenji Mizoguchi, 1955), *Viridiana* (Luis Buñuel, 1951) et *Le Servant aimant*, premier long métrage de Jean Douchet, sorti sur les écrans

en novembre 1996. Chaque jour, un ou plusieurs débats sont également prévus.

Du 11 au 17 juin. Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris-6. M° Cardinal-Lemoine, Jussieu. Tél. : 01-43-29-44-40. 30 € chaque séance.

LES COMIQUES OUBLIÉS

La Cinémathèque française présente quelques (re)découvertes du cinéma comique. Au hasard du florilège, deux films avec les acteurs italiens Franca & Ciccio : *Deux idiots chez les Fritz*, *Deux corniauds au régiment* ; trois films interprétés par les comiques américains The 3 Stooges (*On a volé un train*, *Gauche et Boule de gomme*) ; *Deux Nigauds contre Frankenstein* (Charles T. Barton, 1948) avec les acteurs Abbott et Costello ; *Le Curé de Saint-Amar* (Emile Couzinet, 1952) avec Duvalles...

Du 11 au 29 juin. Cinémathèque française, Salle République, 18, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11. M° République. Tél. : 01-47-04-24-24.

6^e FESTIVAL DU FILM COURT

Au programme de cette dixième édition du festival Côte court, une sélection française (trente et un films ou compétition, dix films dans le Panorama), une sélection internationale (vingt-six films de dix-huit pays). En marge des sélections, deux ovnis du court proposent une rétrospective de films musicaux des années 30 à aujourd'hui, des tables rondes et un forum consacré à la distribution des programmes de courts métrages. En outre, le festival reçoit Jan Svankmajer, chef de file du cinéma d'animation tchèque, et Matthias Müller, expérimentateur allemand militant pour un cinéma alternatif.

Du 13 au 22 juin. Ciné 104, 104, avenue Jean-Louis, 93 Pantin. M° Église de Pantin. Tél. : 01-48-46-95-08.

ANNÉE 97 À PARIS

La Bibliothèque publique d'information reprend la programmation du Festival international du cinéma d'animation d'Annecy qui a eu lieu du 26 au 31 mai. Ces projections s'articulent autour de trois axes : reprise du palmarès 1997, des programmes Découverte, un choix de films pour enfants.
Du 11 au 15 juin. Centre Georges-Pompidou, petite salle (1^{er} sous-sol), angle de la rue Saint-Merri, Paris-4. M° Rambuteau. Tél. : 01-44-78-44-22.

NOUVEAUX FILMS

ABEL
 Film hollandais d'Alex van Warmerdam, avec Henri Garcin, Alex van Warmerdam, Olga Zudehhoek, Annet Mahara (1 h 35).
 VO : 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4) ; Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-48) ; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20).
LES APÉRITIFS ÉLECTRIQUES
 Film italien de Paolo, Vittorio Taviani, avec Isabella Huppert, Jean-Hugues Anglade, Marie Gillain, Fabrizio Bentivoglio, Massimo Popolizio, Laura Marioni (1 h 30).
 Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (4) ; Gaumont Opéra, 2^e (01-43-12-91-40) (4) ; Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77) (4) ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (01-43-59-36-14) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20).
CERTAINS L'AIMENT COURT 3
 Film français d'Emmanuel Obarg.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMONDE

ou tél. : 08-36-63-03-78 (2,23 F/mn)

bosa, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurent Lucas, Bruno Lochat, Alexandra London, Eric Savin (2 h 14).
 Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (4) ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (01-47-07-55-88) (4) ; 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salla G da Beauregard, 6^e (01-42-22-87-23) (4) ; La Pagode, dolby, 7^e (4) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (4) ; Escurial, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50) (4) ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) (4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (4) ; Pathé Wepler, dolby, 16^e (4) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (4).
MOTHER
 Film américain d'Albair Brooks, avec Cabbie Reynolds, Albert Brooks, Rob Morrow, Lisa Kudrow, Isabel Glasser, Peter White (1 h 44).
 VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (4) ; Elysées Lincoln, dolby, 8^e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20).
 VF : Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-56-31) (4).
MUNK, LENNY ET COMPAGNIE
 Dessin animé letton de Nils Skapans, Janis Cimmaris (46).
 VF : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-33).
SOLEIL
 Film franco-italien-allemand de Roger Hanin, avec Sophie Loren, Philippe Noiret, Marianne Sägebrecht, Michel Creton, Roger Dumas, Roger Hanin (1 h 44).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; 14-Juillet Odéon, dolby, 2^e (4) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-10-08) (4) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (01-43-87-35-43) (4) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-07-55-88) (4) ; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67) (4) ; UGC Lyonn Bastille, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) (4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (4) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (4).
THE BLACKOUT
 Film américain d'Abel Ferrara, avec Matthew Modine, Claudia Schiffer, Bette Midler, Whitlsey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykewski.
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77) (4) ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-07-55-88) (4) ; UGC Triomphe, dolby, 6^e ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) (4) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (4).
 VF : Gaumont Opéra, 1^{er} (01-43-12-91-40) (4) ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (4) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (4).

Français (1 h 30).
 UGC Forum Orient Express, 1^{er} ; Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77) (4) ; La Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-07-55-88) (4) ; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) (4) ; L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63) ; Bienvenue Montparnasse, dolby, 15^e (01-39-17-10-00) (4) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (4).
BIG NIGHT
 de Campbell Scott, Stanley Tucci, avec Stanley Tucci, Tony Shalhoub, Isabella Rossellini, Minnie Driver, Ian Holm, Caroline Aaron.
 Américain (1 h 40).
 VO : Reflet Médias, 1^{er} (01-43-54-42-34).
LE CINQUIÈME ÉLÉMENT
 de Luc Besson, avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich, François (2 h 06).
 VO : Gaumont Opéra, 1^{er} (01-43-12-91-40) (4) ; Bretagne, dolby, 6^e (01-39-17-10-00) (4) ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-10-08) (4) ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-07-55-88) (4) ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (01-47-00-02-48) (4) ; Gaumont Grand Ecran Italia, dolby, 13^e (01-45-80-77-00) (4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 13^e (4) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 13^e (4) ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24) (4) ; UGC Maillot, 17^e ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (4).
 VF : Rex (la Grand Rex), dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-07-55-88) (4) ; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67) (4) ; UGC Lyonn Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (01-43-27-84-50) (4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (4) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (4) ; La Gambetta, THX, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (4).
DIEU SAIT QUOI
 de Jean-Daniel Poillet, François (1 h 30).
 Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20) (4).
DU JOUR AU LENDEMAIN
 de Jean-Marie Straub, Danièle Huillet, Béatrice Dalle, Whitlsey, Richard Salter, Claudia Barainsky, Ryszard Karczykewski.

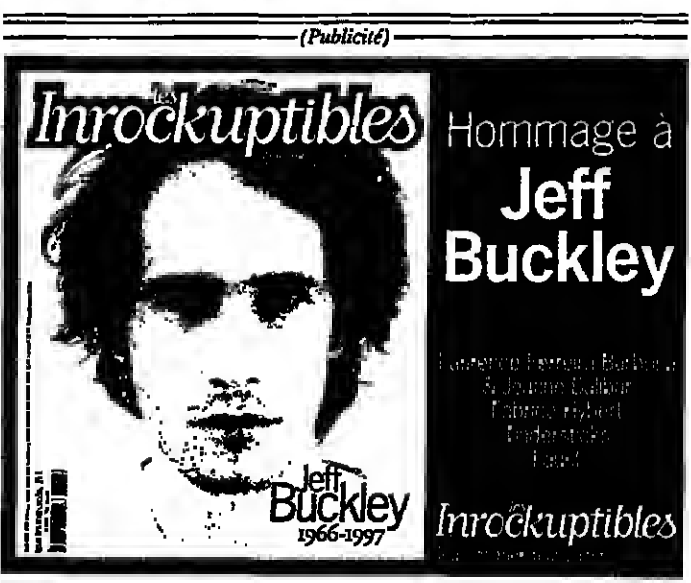
HELLRAISER 4 (*)
 de Kevin Yacher, avec Bruce Ramsay, Valentina Vargas, Doug Bradley, Charlotta Chatten, Adam Scott, Kim Myers.
 Américain (1 h 30).
 VF : Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00).
KIDS RETURN
 de Takeshi Kitano, avec Masanobu Ando, Ken Kaneko, Leo Morimoto, Hattsu Yamaya, Mitsuko Oka.
 Japonais (1 h 47).
 VO : 14-Juillet Parnasse, dolby, 6^e (4).
LEVEL FIVE
 de Chris Marker, avec Catherine Belkhouja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Junichi Ushiyama.
 Français (1 h 46).
 Accatona, 5^e (01-46-33-96-86).
LOOKING FOR RICHARD
 d'Al Pacino, avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Wilma Ryder.
 Américain (1 h 53).
 VO : Action Ecoles, dolby, 9^e (01-43-25-72-07).
MA VIE EN ROSE
 d'Alain Berland, avec Michèle Laroque, Jean-Philippe Ecoffey, Hélène Vincent, Georges du Fresnoy, Daniel Hanssens, Laurence Bibot.
 Français (1 h 28).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Odéon, 6^e ; UGC Montparnasse, 6^e ; UGC George-V, 8^e ; UGC Opéra, 9^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00) (4) ; Gaumont Convention, dolby, 15^e (01-48-28-42-27) (4) ; Pathé Wepler, 18^e (4) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (4).
MADAME JACQUES
 de Emmanuel Finkiel, avec Nathan Cogan, Shulamit Adar, Maurice Chevalier, Jacques Spieker, Ryka Walczak.
 Français (40).
 Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
MARION
 de Manuel Poirier, avec Corinne Tardad, Pierre Barbaud, Elisabeth Commin, Marie-France Pider, Jean-Luc Bideau, Laure Fernandez.
 Français (1 h 46).
 Reflet Médias, 1^{er} (01-43-54-42-34).
MARS ATTACKS !
 de Tim Burton, avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short.
 Américain (1 h 45).
 VO : Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (01-43-59-10-08) (4) ; Danfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (4).
 VF : Cinéochas, 6^e (01-46-33-10-82) ; Grand Pavois, dolby, 15^e (01-45-54-46-85) (4) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).
LA MONDRIANE DES CHOSES
 de Nicolas Philibert, avec les pensionnaires, les soignants de la clinique de La Borde.
 Français (1 h 45).
 Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).
NOÛS SOMMES TOUS ENCORE ICI
 d'Anne-Marie Miéville, avec Aurèle Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard.
 Franco-suisse (1 h 20).
 Le Quartier Latin, 5^e (01-43-26-84-63) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-33).
LES PLEINS POUVOIRS
 de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn, Dennis Haysbert.
 Américain (2 h 03).
 VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 14^e (4) ; UGC Maillot, 17^e.
 VF : Rex, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (01-47-42-56-31) (4) ; UGC Lyonn Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Miramar, 14^e (01-39-17-10-00) (4) ; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00) (4) ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (4).
PORT DJEMIA
 d'Eric Heumann, avec Jean-Yves Dubois, Nathalie Bouteffeu, Christophe Odent, Edouard Montoute, Claire Wauthion, Frédéric Pierrot.
 Franco-gréco-italien (1 h 35).
 Lucerna, 6^e.
LA RENCONTRE
 d'Alel Cavallier, Français (1 h 15).
 Saint-André-des-Arts, 1^{er} (01-43-26-48-18).
REPRISE
 d'Hervé Le Roux, Français (1 h 12).
 Saint-André-des-Arts, 1^{er} (01-43-26-48-18).
SCHIZOPOLIS
 de Steven Soderbergh, avec Steven Soderbergh, Betsy Brantley, David Jensen, Eddie Jemison, Scott Allen, Mike Malone.
 Américain (1 h 36).
 VO : Lucerna, 6^e.
SELECT HOTEL (*)
 de Laurent Bouteillat, avec Julie Gayet, Jean-Michel Fête, Serge Blumental, Marc Andreoni, Sabine Ball, Eric Aubrahn.

Français (1 h 25).
 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4).
LA SERVANTE AIMANTE
 de Jean Douchet, avec Catherine Hiegel, Jean-Yves Dubois, Alain Pralon, Claire Vernet, Nicolas Silberg.
 Français (2 h 46).
 Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40) ; Danfert, 14^e (01-43-21-41-01) (4).
TOWNA
 de Jean-Hugues Anglade, avec Jean-Hugues Anglade, Pamela Szo, Alessandro Haber, Wu Hai, Marisa Beranson.
 Français (1 h 50).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Montparnasse, 6^e ; UGC Odéon, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e.
TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU »
 de Woody Allen, avec Alan Alda, Woody Allen, Drew Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn, Gaby Hoffmann.
 Américain (1 h 41).
 VO : Reflet Médias, 1^{er} (01-43-54-42-34) ; UGC Triomphe, dolby, 6^e ; Danfert, dolby, 14^e (01-43-21-41-01) (4) ; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85) (4) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68).
UN INSTANT D'INNOCENCE
 de Mohsen Makhmalbaf, avec Mirhadi Tayebi, Ali Bakhtiari, Ammar Tahri, Marjan Mohamadamin.
 Franco-iranien (1 h 18).
 VO : 14-Juillet Parnasse, 6^e (4).
UN PRISONNIER DE LA TERRE
 de John Berry, avec Sam Waterston, Alexander Potapov, Alexander Gorbachev.
 Américano-soviétique (1 h 36).
 VO : Espace Saint-Michel, dolby, 5^e (01-44-07-20-49) ; Mac-Mahon, 17^e (01-43-29-79-89).
LA VENTE SI JE MENS !
 de Thomas Gilou, avec Richard Anconina, Vincent Elbaz, Ella Karkou, José Garcia, Bruno Solo, Richard Bohringer.
 Français (1 h 40).
 UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Danton, 6^e ; UGC Montparnasse, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (01-47-07-55-88) (4) ; UGC Opéra, 9^e ; Les Nations, dolby, 12^e (01-43-43-04-67) (4) ; UGC Lyonn Bastille, dolby, 12^e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (4) ; Mistral, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) (4) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (4) ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Majestic Passy, dolby, 16^e (01-42-24-46-24) (4) ; UGC Maillot, 17^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (4) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19^e (4) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (4).
LA VIE DE JÉSUS
 de Bruce Dumont, avec David Douchet, Marjorie Cottreel, Kader Chaatoui, Geneviève Cottreel, Sébastien Delboère, Sébastien Balleul.
 Français (1 h 36).
 UGC Ciné-cité les Halles, 1^{er} ; Saint-André-des-Arts, 1^{er} (01-43-26-48-18) ; UGC Rotonde, 6^e ; UGC George-V, 8^e ; UGC Opéra, 9^e ; 14-Juillet Bastille, 11^e (4) ; Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17^e (01-53-42-40-20) (4).
LE VILLAGE DE MES RÊVES
 de Yoichi Higashi, avec Keigo Matsuyama, Shogo Matsuyama, Miki Harada, Kyoza Nagatsuka, Hoseli Komatsu, Kaneko Iwasaki.
 Japonais (1 h 52).
 VO : Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47) ; 14-Juillet Parnasse, 6^e (4).
VOYAGE AU DÉBUT DU MONDE
 de Manoel de Oliveira, avec Marcello Mastroianni, Jean-Yves Gautier, Leonor Silveira, Diogo Dória, Isabel de Castro, Isabel Ruth.
 Franco-portugais (1 h 33).
 VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-40) (4) ; Gaumont Opéra, 1^{er} (01-43-12-91-40) (4) ; Lartina, 4^e (01-42-78-47-86) ; Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 5^e (01-43-54-15-04) ; Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60) ; Escurial, 13^e (01-47-07-55-88) (4).
WHEN WE WERE KINGS
 de Leon Gast, avec Mohammed Ali, George Foreman, Don King, James Brown, B. B. King, Norman Mailer.
 Américain (1 h 28).
 VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1^{er} ; Épée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47) ; Sept Parnassiens, dolby, 14^e (01-43-20-32-20) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (01-45-32-91-68) ; Le Cinéma des cinéastes, dolby, 17^e (01-53-42-40-20) (4).
Y AURA-T-IL DE LA NEIGE À NOËL ?
 de Sandrine Veysset, avec Dominique Raymond, Daniel Duval, Jessica Martinez, Alexandra Reger, Xavier Colonna, Fanny Rochetin.
 Français (1 h 30).
 14-Juillet Parnasse, 6^e (4).

REPRISES

EVE
 de Joseph L. Mankiewicz, avec Bette Davis, Anne Baxter, George Sanders, Celeste Holm, Gary Merrill, Marilyn Monroe.
 Américain, 1950, noir et blanc (2 h 18).
 VO : Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).

(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de 16 ans. (x) Réservation au 01-40-30-20-10.



1^{er} : Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-97-77) (4) ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-07-55-88) (4) ; UGC Triomphe, dolby, 6^e ; La Bastille, dolby, 11^e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (01-47-07-55-88) (4) ; Miramar, dolby, 14^e (01-39-17-10-00) (4) ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (4).
 VF : Gaumont Opéra, 1^{er} (01-43-12-91-40) (4) ; Rex, dolby, 2^e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (4) ; La Gambetta, dolby, 20^e (01-46-36-10-96) (4).

EXCLUSIVITÉS

LES ANGES DÉCHUS
 de Wong Kar-Wai, avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurent Lucas, Bruno Lochat, Alexandra London, Eric Savin (2 h 14).
 Gaumont les Halles, dolby, 1^{er} (01-40-39-99-4

TÉLÉVISION La situation financière des chaînes publiques pourrait se dégrader en 1997, en raison des restrictions budgétaires qui leur ont été imposées. ● FRANCE 2 est celle

qui souffre le plus. Déjà, pour l'exercice 1996, son déficit pourrait atteindre 70 millions de francs. ● LA SEPT-ARTE est elle aussi, dans une bien moindre mesure, dans le rouge,

tandis que la situation déjà fragile de France 3 devrait se dégrader en 1997 malgré les mesures de rigueur déjà appliquées dans les régions. Les autres chaînes publiques (La Cin-

quième, RFI, RFO, Radio France et l'INA) seront à l'équilibre, voire légèrement bénéficiaires, pour l'exercice 1996. ● LA MARGE de manœuvre du gouvernement, favorable à un ren-

forcement de la télévision publique, sera finalement assez faible, vu que le recours aux recettes du marché publicitaire est déjà fort important, notamment pour France 2 et France 3.

France 2 devrait enregistrer un déficit d'au moins 70 millions de francs pour 1996

La situation financière des principales chaînes de télévision publiques, confrontées à une réelle rigueur budgétaire, risque de se dégrader en 1997, et la marge de manœuvre du gouvernement Jospin pour la renforcer apparaît étroite

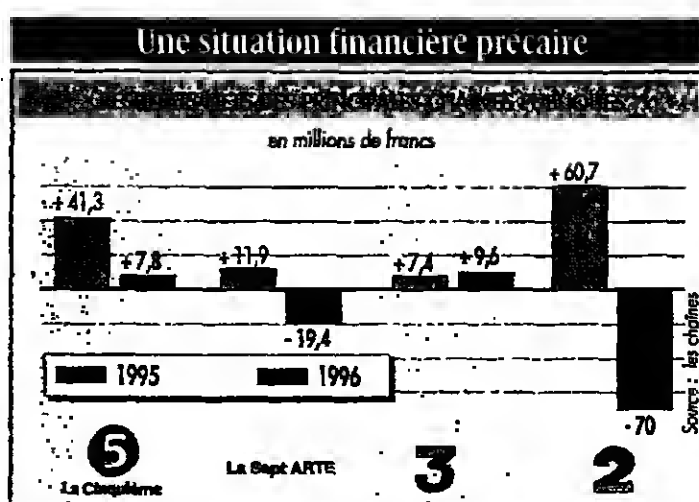
JUSTE AVANT les législatives, Lionel Jospin avait fait du renforcement des chaînes de télévision publiques l'une de ses priorités. L'équation sera d'autant plus complexe à résoudre que les budgets ont déjà été fortement réduits en 1997. Sans compter que des économies ont été imposées au service public depuis plusieurs années. La santé financière de France 3 et surtout de France 2 semble aujourd'hui précaire. En effet, cette dernière devrait tomber dans le rouge et accusé un déficit net d'au moins 70 millions de francs pour 1996. Ce résultat pourrait même être pire que prévu en fonction des méthodes comptables choisies pour l'amortissement des programmes. Le conseil d'administration de France 2, initialement prévu pour le 7 juin, a été repoussé au 18 juin. Dans la foulée des élections législatives, l'Assemblée nationale doit en effet désigner son nouvel administrateur au sein de la chaîne publique pour succéder à Michel Péricard.

Premier corollaire de ces mauvais résultats de France 2, la prime d'intéressement versée au personnel depuis 1993 - et qui s'était élevée à 3 200 francs la première année, 1 600 francs en 1994, puis seulement 900 francs en 1995 - ne sera pas distribuée en juillet : elle est supprimée pour l'exercice 1996 car « le résultat net comptable de l'exercice est négatif ». Cette année, France 2 devra réaliser une économie de 205 millions d'euros, tout en étant financée pour la première fois depuis 1990 majoritairement par les recettes publicitaires (à 51 %). « Le déficit de France 2 s'élève à plus de 1 % de son budget, il n'y a pas de perte en la matière, même si la situation semble plus tendue pour 1997. Les remèdes ne sont pas multiples : on n'imagine ni une privatisation de France 2, ni une augmentation importante de la redevance, ni un recours plus important

à la publicité », affirme un administrateur.

UN IMMEUBLE VENDU À DIOR

Mardi 10 juin, le conseil d'administration de France 3, qui s'est tenu sans aucun représentant de l'Assemblée nationale, a validé les comptes de la chaîne publique. Celle-ci a dégagé un bénéfice net de 9,6 millions (contre 7,4 millions l'année précédente), pour un budget global de 5,44 milliards de francs. Toutefois, le résultat budgétaire de France 3, indicateur de sa santé financière, s'est soldé par un déficit de 25 millions. À noter, les résultats exceptionnels de France 3 connaissent un déficit moindre (-385 millions par rapport à -495 millions en 1995) grâce à la vente, à la société Dior, d'un immeuble dont France 3 était propriétaire. Une cession qui s'explique par le prochain déménagement de France 2 et France 3 dans leur nouveau siège social. La politique de diversification de France 3 pèse finalement peu dans ses comptes puisque sa quote-part dans le bouquet out-



La situation financière de France 2 est précaire. Le déficit net de 1996 est de 607 millions de francs. Le déficit net de 1995 est de 441,3 millions de francs. Le déficit net de 1996 est de 607 millions de francs. Le déficit net de 1995 est de 441,3 millions de francs.

La situation financière de France 3 est précaire. Le déficit net de 1996 est de 7,4 millions de francs. Le déficit net de 1995 est de 19,4 millions de francs. Le déficit net de 1996 est de 7,4 millions de francs. Le déficit net de 1995 est de 19,4 millions de francs.

17,5 %, voire 18 %. Nous avons dû geler toutes nos prévisions de développement régional et nous renégocier les contrats avec nos gros fournisseurs, comme TDF et l'INA, pour tenter d'arriver à l'équilibre », explique-t-on à la chaîne. Déjà, la fermeture provisoire de certaines antennes de France 3 Sud envisagée pour cet été s'est soldée, en mai, par six jours de grève.

LA SEPT-ARTE EN DÉSÉQUILIBRE

Un autre conseil d'administration, également tenu mardi 10 juin, a validé les comptes 1996 de La Sept-ARTE, le pôle français de la chaîne culturelle. Le déficit net est de 19,4 millions sur un budget de 992 millions (malgré un résultat budgétaire à l'équilibre). Les comptes 1996 de La Cinquième, arrêtés plus tôt, montrent quant à eux un bénéfice net de 7,8 millions de francs pour un budget de 801 millions de francs. Bien qu'elles bénéficient d'une confortable trésorerie, les deux chaînes - dont la fusion n'est pas encore juridiquement entérinée - devront aussi se serrer la ceinture

cette année, puisque leurs budgets (tous deux abondés par le fruit de la redevance et le remboursement des exonérations de redevance) ont été sérieusement revus à la baisse (-8,9 % pour La Cinquième et -5,2 % pour La Sept-ARTE).

« Les deux chaînes se retrouvent avec des grilles dont le coût est supérieur à leur budget. Elles sont restées sur leur niveau de vie de 1996. On s'orientait vers des déficits en 1997 », ne cache pas Christian Vion, secrétaire général adjoint de La Sept-ARTE et directeur financier de La Cinquième. « Pour Arte, la grille des programmes est décidée par l'assemblée générale du GIE avec nos partenaires allemands et internationaux. De plus, le budget de La Sept-ARTE doit financer, à partir avec le pôle allemand, le GIE à Strasbourg (253 millions en 1996 pour le pôle français). Pour La Cinquième, nous allons tenter de faire des économies sur la grille d'été et de rentrée ». Toutes les chaînes de télévision publiques risquent d'être en déficit cette année », explique un proche du dossier. La marge de manœuvre de Lionel Jospin et de Catherine Trautmann risque là encore d'être étroite.

Nicole Valsler

France 3 réglemente sévèrement les collaborations extérieures

LA DIRECTION GÉNÉRALE de France 3 a mené plus les « ménages ». Par une note interne de six pages, diffusée lundi 9 juin, Philippe Lévy, directeur général de France 3, rappelle à ses équipes les règles et procédures qui conditionnent, « dorénavant », toutes les collaborations extérieures des journalistes de France 3, quel que soit leur niveau de responsabilité.

Le texte, précis, laisse peu de place à l'ambiguïté : chaque collaboration extérieure devra faire l'objet d'une autorisation écrite préalable, mais les animations de type commercial, la publicité et le « media training », sont, eux, rigoureusement interdits. Tout manquement à cette règle pourra, le cas échéant, donner lieu au licenciement du journaliste « défaillant » pour « faute professionnelle ».

Ce texte a été accueilli « plutôt favorablement » par les syndicats SNJ (à l'origine des discussions des 1996) et CGT, ainsi que par la Société des journalistes (SDJ). « C'est la première fois que les dispositions réglementant les collaborations extérieures sont aussi strictes », admet, satisfait, le président de la SDJ. Les anciens présidents de France Télévision, Hervé Bourges (1991-1993) et Jean-Pierre Elkabbach (1993-1996), avaient, eux aussi, rappelé aux journalistes les contraintes inhérentes à leur profession. Sans résultat probant, selon un délégué syndical.

« Nous devons faire presque 13 % de recettes publicitaires en plus par rapport à 1996 (elles représentaient déjà 38,6 % du budget) alors que nous plafonnons en audience à

PAS D'AMNISTIE DÉGUISÉE
Cette fois, la direction générale de la chaîne a durci le ton et s'efforce de menacer les réfractaires, de « poursuites disciplinaires », voire « judiciaires ». En fait, la rigueur du propos vient

sanctionner des pratiques stigmatisées par l'affaire du faux 1920 (Le Monde du 25 mars). Selon Bernard Gourinchas, directeur des relations sociales à France 3, ces règles ne sont « en aucun cas » destinées à « jouer le rôle d'une amnésie déguisée pour les faits antérieurs à [leur] publication ». Philippe Lévy considère qu'il s'agit avant tout d'un « guide de décision pour l'encadrement qui aura à statuer » sur les demandes.

Reste que ce texte, s'il ne constitue pas encore l'acte fondateur d'une déontologie maison », a, selon les syndicats, « le mérite d'être dissuasif ». Il pourrait, même, contribuer à « modifier des comportements qui tendaient à se multiplier en toute impunité ». En tout cas, nul ne pourra plus plaider l'ignorance de la loi.

Florence Amalou

Les désaccords persistent au sein du Syndicat du livre CGT

ALORS QUE les tensions grandissent entre le Syndicat du livre CGT et le groupe Hersant, les ouvriers de la presse parisienne continuent à afficher leurs désaccords et leurs divisions. La coordination formée par des rotativistes, des ouvriers du routage et de la distribution, s'est réunie, mardi 10 juin, à l'imprimerie du groupe Hersant, Roissy-Print, pour répondre à un texte du secrétaire général de la Fédération du livre (Filpac), Michel Muller, paru dans le numéro du mois de mai du journal syndical Impac.

Les divisions, permanentes depuis trois ans, ont pris un tour largement public, lors de la journée de grève organisée par le Syndicat du livre, le 10 avril. Pendant la manifestation, les rotativistes et leurs alliés avaient tenu une réunion pour dénoncer les « dysfonctionnements » du comité intersyndical du Livre parisien, qui regroupe les différentes catégories des ouvriers de la presse nationale.

Le conflit puise son origine en 1993, lorsque Roland Binger, responsable des rotativistes, a

perdu ses fonctions à la tête du syndicat parisien, au détriment d'une direction collégiale. Les rotativistes ont cessé depuis lors de protester contre la stratégie du comité Inter, menaçant de créer leur propre syndicat. Une étape supplémentaire a été franchie avec la création d'une coordination regroupant plusieurs métiers. Les correcteurs, qui avaient participé à la création de leur coordination, sont revenus sur leur décision et préfèrent rester en position d'arbitre, sans vouloir isoler les rotativistes.

Dans Impac du mois de mai, Michel Muller s'interroge : « Après avoir connu le meilleur du corporatisme, pendant très longtemps (sa capacité d'union), serions-nous en train de vivre le pire ? » Pour le secrétaire général de la Filpac, « un bouleversement technologique et social entraîne, de facto, un bouleversement de notre champ syndical... On peut le regretter, on peut le plaindre, mais il en est ainsi. Il estime que la peur « peut engendrer des attitudes négatives, essentiellement celle du repli sur soi, du rejet du

nouveau (donc de l'autre), de s'enfermer dans des fusions certitudes comme dans une citadelle assiégée ».

Sans les citer, Michel Muller dénonce l'attitude des rotativistes et les « discours révélateurs d'une attitude totalement contraire à l'esprit même du syndicalisme, dont le premier fondement est la solidarité ». Chacun sait que les salariés de 1997, eux aussi, restent attachés à l'unité et ils sauront le faire comprendre à ceux qui prônent la division : qu'ils viennent des milieux patronaux ou d'ailleurs », conclut-il.

SITUATION EXPLOSIVE

La coordination autour des rotativistes a adressé à Michel Muller une lettre ouverte qui rejette ces « attaques publiques incessantes, qui accusent nos adhérents de créer la division et de préparer la scission, alors qu'ils refusent la mort du syndicalisme qu'ils défendent ». Ils veulent « revitaliser un syndicalisme au plus près des réalités des entreprises et des adhérents ». La coordi-

nation reproche à Michel Muller de vouloir « uniformiser » le syndicat et propose la création de « cinq groupes professionnels, reflétant la réalité de l'activité syndicale, qui constitueraient un comité inter renouvelé, remis en ordre de marche » et qui seraient « la préparation, l'impression, la maintenance, l'expédition et la finition, la distribution ».

Ces conflits tournent autour de la nécessité de moderniser l'un des derniers syndicats corporatistes, face au changement que connaît le processus de fabrication des journaux. Le poids de la CGT comme syndicat unique - avec un monopole d'embauche - demeure plus important dans la presse parisienne qu'en province et dans d'autres secteurs de la presse. La situation - que certains qualifient d'explosive - se complique, dans la mesure où, à ces enjeux stratégiques, se superposent des querelles de pouvoir personnel.

Alain Salles

Jean-Marie Messier place un proche conseiller à la direction d'Havas

LES ACTIONNAIRES de la Compagnie générale des eaux ont été entendus. Comme ils l'avaient exigé lors de la montée en puissance du groupe de Jean-Marie Messier dans le capital d'Havas (Le Monde du 7 février), un représentant de la Générale des eaux arrive à la direction générale du groupe de communication. Jean-Marie Messier a choisi Eric Licoy, un de ses plus proches conseillers, pour « être sûr, explique ce dernier, que les grandes décisions prises par l'actionnaire de référence vont être appliquées ». Annoncée le 10 juin, la nomination d'Eric Licoy deviendra effective le 26 juin, à l'occasion du conseil d'administration d'Havas.

Le PDG de la Générale des eaux, qui avait songé à Jean-Pierre Denis, secrétaire général adjoint de l'Elysée, pour la direction d'Havas, a préféré choisir un profil

moins marqué. Financier, Eric Licoy est aussi « l'ombre portée » de Jean-Marie Messier, et il connaît très bien Pierre Dautier, le PDG d'Havas. Né en 1938, il a fait toute sa carrière dans la banque. C'est chez Lazard Frères qu'il s'est lié avec Jean-Marie Messier. Les deux hommes ont géré ensemble une société de capital-risque, Fonds Partenaires-Gestion. Depuis la fin de 1996, le tandem a été reconstitué à la Générale des eaux, où Eric Licoy a été nommé directeur général et conseiller du président. Il gardera ses fonctions à la Générale des eaux. Par ailleurs, Etienne Mallet, PDG d'Havas Images, est nommé conseiller pour l'audiovisuel auprès de M. Messier.

Pour Havas, les compétences financières d'Eric Licoy sont utiles pour lui permettre « d'être prêt à des acquisitions et à des fu-

sions, notamment dans le domaine du multimédia et de tous les métiers au carrefour de la communication et des télécoms ». Eric Licoy veut s'employer à de plus larges missions : « L'actionnaire, qui a été longtemps un problème chez Havas, est désormais clarifié. Les choix stratégiques sont arrêtés. Il faut les appliquer et revoir les contours de cet empire ».

UN ACTEUR EUROPÉEN DE POIDS

Le premier chantier du directeur général sera de régler le sort d'Havas Voyages. Havas avait pensé trouver un repreneur pour sa filiale de tourisme. Une solution refusée par American Express, allié de la société depuis 1995. Eric Licoy réfléchit désormais à une introduction en Bourse de la participation d'Havas (45 %) dans Havas Voyages « au cours du deuxième semestre de 1997 ».

Le pôle publicitaire, réuni autour d'Havas Advertising, devrait lui aussi être rapidement reconfiguré. Selon le directeur général, le bracon publicitaire pourrait « nouer des alliances internationales ou faire entrer des partenaires étrangers ». Les périmètres des activités « édition et presse » seront aussi redéfinis à terme, pour être redéployés vers les « produits multimédias ».

Pour assurer les « convergences commerciales et techniques », Jean-Marie Messier a créé Communication 2000, un comité où, à ses côtés, siègeront Pierre Dautier, Pierre Lescurie (Canal Plus), Philippe Germond (Cegetel) et Eric Licoy. Avec un tel dispositif, « Générale des eaux, Havas, Canal Plus ont ensemble la chance unique de créer un acteur européen de poids, maîtrisant l'ensemble de la chaîne et des marges, des instru-

ments et des programmes. Cela permettra d'assurer développement et rentabilité, face à la concurrence, en offrant au client l'éventail de choix nécessaire », devait déclarer le PDG de la Générale des eaux, lors de l'assemblée générale du groupe, le 11 juin.

Canal Plus aura un rôle central dans cette nouvelle organisation. La Générale des eaux souhaite voir la chaîne cryptée affirmer son assise en Europe et réfléchir à d'éventuelles « alliances avec des partenaires internationaux ». Pour faire pièce aux projets de la nouvelle majorité de revoir les seuils anti-concentration dans les chaînes de télévision privées, M. Messier semble décidé à faire valoir « le rôle économique de Canal Plus ».

Guy Dutheil et Martine Orange

DÉPÊCHES

■ **RADIO** : les 400 fréquences de la bande FM que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) doit attribuer dans différentes régions de France seront soumises à candidature, à partir de mercredi 11 juin. Les dossiers des candidats doivent être adressés auprès des centres techniques régionaux (CTCR).

■ **AUDIOVISUEL** : IT Com, premier opérateur européen de vidéo à la demande, avec 10 000 terminaux installés, va procéder à une augmentation de capital et prévoit de doubler son chiffre d'affaires en 1997. Selon le PDG, Didier Flacourt, IT Com, contrôlée à 51 % par ses fondateurs, entend profiter du développement de l'industrie hôtelière pour pousser sa cadence d'installation à 2 500 terminaux par mois contre 1 000 aujourd'hui.

■ **CABLE** : le câble comptait au 30 avril en France 1,528 million de foyers abonnés au service de base, contre 1,367 million un an plus tôt, soit une hausse de 11,78 %, selon les chiffres de l'Association des villes câblées (Avica), publiés mardi 10 juin.

■ **INTERNET** : la Caisse des dépôts a mis en service Mercure, le premier quotidien d'information destiné aux élus locaux sur Internet, alimenté par des dépêches de l'Agence France-Presse (AFP) sur la vie des régions. L'abonnement est de 250 francs par mois. La Caisse des dépôts, qui a investi près de 2 millions de francs dans ce projet, veut le rentabiliser grâce à la publicité qui sera commercialisée à partir de 1 200 abonnés.

■ **PRESSE** : Elisabeth Schemla, directrice adjointe de la rédaction de L'Express depuis avril 1996, quittera ses fonctions à la fin du mois de juin. Elle veut créer un hebdomadaire non généraliste, traitant des mutations de la société et de l'Europe.

Une histoire d'os

par Alain Rollat

ON CONNAISSAIT la cour de ferme, la cour de récréation, la cour de service, la cour d'honneur, la cour des miracles, on connaît désormais la cour de cohabitation. Ce n'est pas une cour d'amour. C'est un pré carré qui se cultive à coups de serpente dans les palais de la République, de préférence sur les graviers de l'Élysée et de l'hôtel Matignon, chaque fois que la France est censée parler d'une seule voix. C'est un lieu scénique où cette voix supposée unique s'exprime par deux bouches différentes qui prennent en général un malin plaisir à être synchrones... dans la dissonance. Pour la plus grande joie des Français qui en redemandent à la télévision.

La première représentation de la nouvelle législature a eu lieu mardi après-midi en plein air. Le pensionnaire de la présidence, Jacques Chirac, a donné le ton. Il s'est avancé dans la cour élyséenne, au bas du perron, où l'attendait la caméra, et, là, sous l'œil ravi d'un visiteur de marque, le premier ministre néerlandais, représentant du chœur de l'Union européenne, il a entonné mezza voce un solo digne du répertoire mitterrandien. C'est en effet François Mitterrand, son prédécesseur, qui expliquait à son orchestre que le summum de l'art cacophonique consiste à bannir le registre aigu quelle que soit l'œuvre à composer : « Ne rien faire qui puisse être interprété comme une dispute sur les "os à ronger" ».

En l'occurrence, Maître Chirac tenait à reprendre la baguette après le couac provoqué la veille, à

Luxembourg, par l'argentier de la troupe jospinienne, Dominique Strauss-Kahn. Il l'a fait de souveraine façon en s'usant d'une voix pateline, rue du Faubourg-Saint-Honoré, le grand air du « Je t'aime, moi non plus... ». Le contraire, autrement dit, du morceau choisi par le ténor socialiste, tout en ayant l'air d'abandonner son sens. Du pur Mitterrand : la France parle d'une seule voix, la mienne !

Mais le nouveau locataire de l'hôtel Matignon, Lionel Jospin, n'est pas un bleu. Il lui a aussitôt donné la réplique sur le même ton. On l'a vu s'avancer à la rencontre de son propre public, rue de Valenciennes, et, fixant à son tour la caméra, en présence du même premier ministre néerlandais, il s'est livré, en un clin d'œil, *allegro*, à une plaisante reprise de « Tout va très bien, madame la marquise... ». Du pur Chirac opus 1986 : la France parle d'une seule voix, mais de ma bouche...

Cette ouverture en dyarchie mineure est prometteuse. Les experts en duo font pourtant la sourde oreille. Selon le critique de France 2, « Il n'y a pas eu d'accroc à la cohabitation ». Son compère de TF1 joue les blasés : seuls « les amateurs de petites phrases voudront voir une fausse note », dit-il, là où il l'y a, de part et d'autre, qu'une interprétation classique. Leur collègue de France 3 se montre moins diplomate : « Ce rappel de l'ordre est tout de même une première légère friction. » On ne jettera pas la pierre à ces confères : la cour de cohabitation est trop près de celle du roi Pétaud.

Retour sur le conflit dans les Balkans

Dans une soirée intitulée « Quelle paix pour la Bosnie ? », Arte revient sur la tragédie de l'ex-Yougoslavie avec deux films, un allemand, l'autre serbe, à ne pas manquer



AU MOMENT où la dernière guerre balkanique disparaît peu à peu de nos écrans, elle occupe sans relâche pendant plus de quatre ans. Arte propose un regard original dans une Théma « Quelle paix pour la Bosnie ? ». Avec *Arrière-saison*, d'abord, un film allemand de Pepe Danquart et Mirjam Quinte sur Mostar. Cette ville n'a jamais suscité le même intérêt médiatique que Sarajevo parce que le drame qui s'y est déroulé démentait les théories simplistes. Pourtant, il illustre particulièrement bien la véritable nature du conflit. Avec *Morble Ass*, ensuite, un film de Zvezdan Jiljak sur les ravages sociopsychologiques de la guerre dans le camp serbe.

On entre dans *Arrière-saison* comme dans un livre, porté par un récit émouvant et intelligent. Tourné en noir et blanc (la photographie, superbe, est signée Michael Hammon), ce beau film documentaire, réalisé comme une fiction, s'ouvre sur une série de portraits et de cartes postales de Mostar, tournés entre l'été 1994 et l'été 1996. Ruines, immeubles éventrés, les stigmates de la guerre sont là, témoignage de l'humanité et de l'absurdité d'un conflit dont on ne livre pas la chronologie.

Rapportons donc que Mostar, autrefois pluriethnique, a connu deux guerres. La première, lorsque le déluge de feu et de fer s'abat en 1992 sur toute la Bosnie. Croates et Musulmans se battent côte à

niens ont quitté la ville, mais Mostar préserve les apparences d'une ville multiculturelle jusqu'au jour où l'alliance croato-musulmane vole en éclats. Les Musulmans, chassés par leurs anciens alliés, défendent avec acharnement un réduit d'à peine quelques kilomètres carrés sur la rive est de la Neretva contre une armée croate qui veut s'emparer de la ville tout entière. Faute d'y être parvenus, les Croates détruisent le pont sur la Neretva, vieux de quatre siècles, et dresseront un mur invisible que Hans Koschnick, un Allemand nommé administrateur de la ville par l'Union européenne, tentera en vain de faire disparaître. *Arrière-saison* suit ses pas, montrant

aussi bien la lâcheté de la communauté internationale que l'attitude abjecte des Croates qui se battent pour la partition ethnique de la Bosnie, espérant faire de Mostar la capitale de leur Etat purifié, avec les mêmes arguments fallacieux et les mêmes méthodes criminelles que les Serbes.

FICTION SUBVERSIVE

A sa façon, *Morble Ass*, du réalisateur serbe Zvezdan Jiljak, s'intéresse aussi aux gens plutôt qu'aux événements. Produit en 1995 par une radio antiguerre de Belgrade, B 92, ce film subversif mérite le détour. Provoquant, excessive à première vue, cette fiction risque de surprendre. Cru et violent,

Morble Ass est à l'image d'une société où la glorification de la guerre et de la mort a bouleversé tous les repères. Mais cette peinture décapante des mœurs serbes d'aujourd'hui ne manque ni de tendresse ni de sincérité. A travers le personnage de Merlyn, Jiljak rend hommage à tous ceux qui, pour avoir rejeté la culture de la haine, du mensonge et de la violence, sont devenus des marginaux.

Le choix de ces deux films témoigne d'une volonté d'approche à contre-courant. Malheureusement, le débat qui suit, intitulé « Pressions et propagande, guerre des médias en ex-Yougoslavie », entretient une certaine confusion et déçoit des bonnes intentions des organisateurs, le service de l'information d'Arte et Reporters sans frontières. La partie concernant le rôle crucial joué par les médias yougoslaves dans le déclenchement de la haine et le déclenchement du conflit est certes intéressante, mais la question posée d'entrée de jeu - « Pourquoi de plus en plus de voix s'élèvent contre l'opinion majoritairement répandue selon laquelle les crimes commis sont essentiellement le fait des Serbes ? » - méritait une réponse si on voulait vraiment se démarquer du révisionnisme et oeuvre aujourd'hui.

Florence Hartmann

* Théma : « Quelle paix pour la Bosnie ? », Arte, jeudi 12 juin à 20 h 45.

MERCREDI 11 JUIN

TF 1

20.30 FOOTBALL
France - Italie.
En direct du Parc des Princes (90 min).
Après avoir fait bonne figure face au Brésil, les Tricolores se mesurent à la Squadra Azzurra, auteur d'un beau match nul face à ces mêmes Brésiliens (3-3).

22.40 COLUMBO
Méduse décapitée.
Série d'Alfred Hitchcock.
Un photographe de renom fait habilement occuper un repris de justice du kidnapping de sa femme. Le célèbre lieutenant se laissera-t-il piéger ?
0.20 et 1.05, 1.45, 2.50, 3.25, 4.10, 4.50 TF 1 nuit.
0.35 Cas de divorce.
Série.
1.15 et 1.35, 3.40, 4.20, 5.10 Histoire naturelle. Documentaire. 3.00 Les Grandes Espérances. Série. (9/12) (diff.). 5.40 Histoire. Concert (10 min).

France 2

20.55 UN AMOUR CLAIR
Téléfilm de Jean-Claude Dreyfus.
Un adolescent perturbé, devenu aveugle à la suite d'un accident, voit sa vie transformée par l'arrivée d'une pensionnaire dans son institut spécialisé.

22.40 CA SE DISCUTE
Magazine. Non-voletés, malvoyants : quelle vie sans vie ? (70 min).
0.30 Au bout du compte.
0.35 Journal, Météo.
0.50 Le Cercle de minuit.
L'actualité de l'art (exposition César) (70 min).
2.05 Profession pilote. Documentaire. 2.30 Consolider l'Asie. Magazine (re-diff.). 3.02 Soirée de Vie. Magazine (re-diff.). 3.30 Copacabana ballade. Documentaire. 4.00 24 heures d'Info. Magazine. 4.15 Météo. 4.30 Chiffre et Chiffre. Les langues de marionnette Gold. 4.40 Poussing the limits. 5.30 Outerspace.

France 3

20.50 LA MARCHÉ DU SIÈCLE
Magazine présenté par Jean-Louis Foulquier.
Invités : L'Affaire Luis Tria, Missoc, etc. (50 min).
22.40 Journal, Météo.

23.15 D'UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Documentaire de Paul Schacop.
Sur scène et en coulisses (60 min).
22.40 Erich Leinsdorf dirige Schönberg. Concert.
La symphonie de chambre n° 1 op. 9, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden Baden, dir. Erich Leinsdorf. Enregistré en 1984 (25 min).
23.05 Profil : Henri Cartier-Bresson, point d'interrogation.
Documentaire de Sarah Moon et Robert Delphre (35 min).
23.40 La Lucarne : Passage nocturne. Téléfilm de Bill Viola (60 min).
0.40 Orage en mai III.
Film de Xavier Schwarzenberger (1987, v.o., re-diff., 90 min).
2.10 Tracks. Magazine (30 min).

Arte

20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : TEMPS DE GUERRE
Documentaire d'Alfred Behrens. [5/5] Vers la victoire, 1943-1945 (35 min).
Dernier volet d'une série qui retrace la vie quotidienne de « ces temps de guerre » au travers de films d'amateurs tournés aux quatre coins de l'Europe.

21.40 CHRISTIAN ZACHARIAS
Documentaire de Paul Schacop.
Sur scène et en coulisses (60 min).
22.40 Erich Leinsdorf dirige Schönberg. Concert.
La symphonie de chambre n° 1 op. 9, par l'Orchestre symphonique du Südwestfunk de Baden Baden, dir. Erich Leinsdorf. Enregistré en 1984 (25 min).
23.05 Profil : Henri Cartier-Bresson, point d'interrogation.
Documentaire de Sarah Moon et Robert Delphre (35 min).
23.40 La Lucarne : Passage nocturne. Téléfilm de Bill Viola (60 min).
0.40 Orage en mai III.
Film de Xavier Schwarzenberger (1987, v.o., re-diff., 90 min).
2.10 Tracks. Magazine (30 min).

M 6

20.45 SOUHAITEZ-MOI BONNE CHANCE
Téléfilm de Jérôme Boivin.
Avec Sandrine Bonnaire (105 min).
A trente-cinq ans, une femme qui n'a toujours pas trouvé l'âme sœur et se laisse aller à passer la journée, route à sa quête de l'homme idéal ?

22.30 LA JUSTICE DU MAL
Téléfilm de Paul Schacop.
Avec Robert Bly (105 min).
Un inspecteur de la ville de Denver se lance sur la piste d'un assassin qui reconnaît dans une lettre trouvée sur les lieux du crime avoir tué sa mère, sa femme et ses trois enfants.
Magazine D (30 min). 28744
0.45 Best of pop rock.
1.30 Fêtes comme chez vous (re-diff.). 2.35 Turbo (re-diff.). 3.00 Couleuvre : l'histoire d'un serpent. 3.25 Culture pub (re-diff.). 3.35 Préférences. 3.45 Hardy (re-diff.). 4.45 E-M 6 (30 min).

Canal +

21.00 JOHNNY MNEMONIC
Film de Robert Longo.
Avec Keanu Reeves (99, 99 min).
En 2021, en Chine, des informations secrètes sont stockées dans le cerveau d'un « courrier » qui doit les transporter aux États-Unis.
22.35 Flash d'information.

22.40 L'ÂGE DES POSSIBLES
Film de Patrick Perrin.
Avec Anne Carrière (99, 99 min).
0.20 Trois vies.
et une seule mort (15 min).
Film de Robert Longo (1995, 120 min).
2.55 Basketball NBA.
En direct.
Finale (5^e manche) : Utah - Chicago (185 min).
2751947
Chicago et Utah sont à égalité deux rencontres portait.

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison.
Myrtil Tanzi, metteur en scène (35).
20.30 Paroles sans frontière.
22.40 Nuits magnétiques. La nuit inventée. Les usages de la nuit. Boulogne-Billancourt. (24) Le chœur rouge.
0.05 Du jour au lendemain. Chiffre. 1.15. 1.45. 2.15. 2.45. Les Chiffres du music hall. 1.00

France-Musique
20.30 Concert. Donné en direct de Mandelieu, par l'Orchestre philharmonique de la BIC, dir. Matthias Bamert. Œuvres de Korngold.
22.30 Musique pluriel.
Lignes d'urgence pour huit instruments à disposition. Documentaire, de Jodowicz, par l'Électronique Sonus, l'ensemble du CNRS de Lyon, de Daniel Kessler. 1^{re} partie, la couleur pour l'élite en art, fibre de l'Inde Ramani, marionnettes et postures de Navarin.
23.07 Musicales comédies.
Vie Me tait, de George Sidney.
0.00 Jazz vif. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique
La Concorde de Clodoveo. Re de France - Oratorio (1715), de Caldara, par le Philarmonie de musique, dir. Martin Gester. Pascal Berlin (Clodoveo), Delphine Coudet (Clodoveo).
22.30 Les Soirées... (suite).
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec en soirée : 20.00 et 23.00 World News Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 BAPACT/Larry King Live. 22.30 tonight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.35 American Edition.
Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 21.45, 22.15, 22.45, 23.15, 23.45, 24.15, 24.45, 25.15, 25.45, 26.15, 26.45, 27.15, 27.45, 28.15, 28.45, 29.15, 29.45, 30.15, 30.45, 31.15, 31.45, 32.15, 32.45, 33.15, 33.45, 34.15, 34.45, 35.15, 35.45, 36.15, 36.45, 37.15, 37.45, 38.15, 38.45, 39.15, 39.45, 40.15, 40.45, 41.15, 41.45, 42.15, 42.45, 43.15, 43.45, 44.15, 44.45, 45.15, 45.45, 46.15, 46.45, 47.15, 47.45, 48.15, 48.45, 49.15, 49.45, 50.15, 50.45, 51.15, 51.45, 52.15, 52.45, 53.15, 53.45, 54.15, 54.45, 55.15, 55.45, 56.15, 56.45, 57.15, 57.45, 58.15, 58.45, 59.15, 59.45, 60.15, 60.45, 61.15, 61.45, 62.15, 62.45, 63.15, 63.45, 64.15, 64.45, 65.15, 65.45, 66.15, 66.45, 67.15, 67.45, 68.15, 68.45, 69.15, 69.45, 70.15, 70.45, 71.15, 71.45, 72.15, 72.45, 73.15, 73.45, 74.15, 74.45, 75.15, 75.45, 76.15, 76.45, 77.15, 77.45, 78.15, 78.45, 79.15, 79.45, 80.15, 80.45, 81.15, 81.45, 82.15, 82.45, 83.15, 83.45, 84.15, 84.45, 85.15, 85.45, 86.15, 86.45, 87.15, 87.45, 88.15, 88.45, 89.15, 89.45, 90.15, 90.45, 91.15, 91.45, 92.15, 92.45, 93.15, 93.45, 94.15, 94.45, 95.15, 95.45, 96.15, 96.45, 97.15, 97.45, 98.15, 98.45, 99.15, 99.45, 100.15, 100.45, 101.15, 101.45, 102.15, 102.45, 103.15, 103.45, 104.15, 104.45, 105.15, 105.45, 106.15, 106.45, 107.15, 107.45, 108.15, 108.45, 109.15, 109.45, 110.15, 110.45, 111.15, 111.45, 112.15, 112.45, 113.15, 113.45, 114.15, 114.45, 115.15, 115.45, 116.15, 116.45, 117.15, 117.45, 118.15, 118.45, 119.15, 119.45, 120.15, 120.45, 121.15, 121.45, 122.15, 122.45, 123.15, 123.45, 124.15, 124.45, 125.15, 125.45, 126.15, 126.45, 127.15, 127.45, 128.15, 128.45, 129.15, 129.45, 130.15, 130.45, 131.15, 131.45, 132.15, 132.45, 133.15, 133.45, 134.15, 134.45, 135.15, 135.45, 136.15, 136.45, 137.15, 137.45, 138.15, 138.45, 139.15, 139.45, 140.15, 140.45, 141.15, 141.45, 142.15, 142.45, 143.15, 143.45, 144.15, 144.45, 145.15, 145.45, 146.15, 146.45, 147.15, 147.45, 148.15, 148.45, 149.15, 149.45, 150.15, 150.45, 151.15, 151.45, 152.15, 152.45, 153.15, 153.45, 154.15, 154.45, 155.15, 155.45, 156.15, 156.45, 157.15, 157.45, 158.15, 158.45, 159.15, 159.45, 160.15, 160.45, 161.15, 161.45, 162.15, 162.45, 163.15, 163.45, 164.15, 164.45, 165.15, 165.45, 166.15, 166.45, 167.15, 167.45, 168.15, 168.45, 169.15, 169.45, 170.15, 170.45, 171.15, 171.45, 172.15, 172.45, 173.15, 173.45, 174.15, 174.45, 175.15, 175.45, 176.15, 176.45, 177.15, 177.45, 178.15, 178.45, 179.15, 179.45, 180.15, 180.45, 181.15, 181.45, 182.15, 182.45, 183.15, 183.45, 184.15, 184.45, 185.15, 185.45, 186.15, 186.45, 187.15, 187.45, 188.15, 188.45, 189.15, 189.45, 190.15, 190.45, 191.15, 191.45, 192.15, 192.45, 193.15, 193.45, 194.15, 194.45, 195.15, 195.45, 196.15, 196.45, 197.15, 197.45, 198.15, 198.45, 199.15, 199.45, 200.15, 200.45, 201.15, 201.45, 202.15, 202.45, 203.15, 203.45, 204.15, 204.45, 205.15, 205.45, 206.15, 206.45, 207.15, 207.45, 208.15, 208.45, 209.15, 209.45, 210.15, 210.45, 211.15, 211.45, 212.15, 212.45, 213.15, 213.45, 214.15, 214.45, 215.15, 215.45, 216.15, 216.45, 217.15, 217.45, 218.15, 218.45, 219.15, 219.45, 220.15, 220.45, 221.15, 221.45, 222.15, 222.45, 223.15, 223.45, 224.15, 224.45, 225.15, 225.45, 226.15, 226.45, 227.15, 227.45, 228.15, 228.45, 229.15, 229.45, 230.15, 230.45, 231.15, 231.45, 232.15, 232.45, 233.15, 233.45, 234.15, 234.45, 235.15, 235.45, 236.15, 236.45, 237.15, 237.45, 238.15, 238.45, 239.15, 239.45, 240.15, 240.45, 241.15, 241.45, 242.15, 242.45, 243.15, 243.45, 244.15, 244.45, 245.15, 245.45, 246.15, 246.45, 247.15, 247.45, 248.15, 248.45, 249.15, 249.45, 250.15, 250.45, 251.15, 251.45, 252.15, 252.45, 253.15, 253.45, 254.15, 254.45, 255.15, 255.45, 256.15, 256.45, 257.15, 257.45, 258.15, 258.45, 259.15, 259.45, 260.15, 260.45, 261.15, 261.45, 262.15, 262.45, 263.15, 263.45, 264.15, 264.45, 265.15, 265.45, 266.15, 266.45, 267.15, 267.45, 268.15, 268.45, 269.15, 269.45, 270.15, 270.45, 271.15, 271.45, 272.15, 272.45, 273.15, 273.45, 274.15, 274.45, 275.15, 275.45, 276.15, 276.45, 277.15, 277.45, 278.15, 278.45, 279.15, 279.45, 280.15, 280.45, 281.15, 281.45, 282.15, 282.45, 283.15, 283.45, 284.15, 284.45, 285.15, 285.45, 286.15, 286.45, 287.15, 287.45, 288.15, 288.45, 289.15, 289.45, 290.15, 290.45, 291.15, 291.45, 292.15, 292.45, 293.15, 293.45, 294.15, 294.45, 295.15, 295.45, 296.15, 296.45, 297.15, 297.45, 298.15, 298.45, 299.15, 299.45, 300.15, 300.45, 301.15, 301.45, 302.15, 302.45, 303.15, 303.45, 304.15, 304.45, 305.15, 305.45, 306.15, 306.45, 307.15, 307.45, 308.15, 308.45, 309.15, 309.45, 310.15, 310.45, 311.15, 311.45, 312.15, 312.45, 313.15, 313.45, 314.15, 314.45, 315.15, 315.45, 316.15, 316.45, 317.15, 317.45, 318.15, 318.45, 319.15, 319.45, 320.15, 320.45, 321.15, 321.45, 322.15, 322.45, 323.15, 323.45, 324.15, 324.45, 325.15, 325.45, 326.15, 326.45, 327.15, 327.45, 328.15, 328.45, 329.15, 329.45, 330.15, 330.45, 331.15, 331.45, 332.15, 332.45, 333.15, 333.45, 334.15, 334.45, 335.15, 335.45, 336.15, 336.45, 337.15, 337.45, 338.15, 338.45, 339.15, 339.45, 340.15, 340.45, 341.15, 341.45, 342.15, 342.45, 343.15, 343.45, 344.15, 344.45, 345.15, 345.45, 346.15, 346.45, 347.15, 347.45, 348.15, 348.45, 349.15, 349.45, 350.15, 350.45, 351.15, 351.45, 352.15, 352.45, 353.15, 353.45, 354.15, 354.45, 355.15, 355.45, 356.15, 356.45, 357.15, 357.45, 358.15, 358.45, 359.15, 359.45, 360.15, 360.45, 361.15, 361.45, 362.15, 362.45, 363.15, 363.45, 364.15, 364.45, 365.15, 365.45, 366.15, 366.45, 367.15, 367.45, 368.15, 368.45, 369.15, 369.45, 370.15, 370.45, 371.15, 371.45, 372.15, 372.45, 373.15, 373.45, 374.15, 374.45, 375.15, 375.45, 376.15, 376.45, 377.15, 377.45, 378.15, 378.45, 379.15, 379.45, 380.15, 380.45, 381.15, 381.45, 382.15, 382.45, 383.15, 383.45, 384.15, 384.45, 385.15, 385.45, 386.15, 386.45, 387.15, 387.45, 388.15, 388.45, 389.15, 389.45, 390.15, 390.45, 391.15, 391.45, 392.15, 392.45, 393.15, 393.45, 394.15, 394.45, 395.15, 395.45, 396.15, 396.45, 397.15, 397.45, 398.15, 398.45, 399.15, 399.45, 400.15, 400.45, 401.15, 401.45, 402.15, 402.45, 403.15, 403.45, 404.15, 404.45, 405.15, 405.45, 406.15, 406.45, 407.15, 407.45, 408.15, 408.45, 409.15, 409.45, 410.15, 410.45, 411.15, 411.45, 412.15, 412.45, 413.1

Les tourments du Chef

par Pierre Georges

LE GRAVE, le grand, le seul débat qui vaille n'est pas européen. Il est mondial et national. Il est rond. Il est féroce. Il est rituel. Il est grave. Il est sans fin, ni limites.

Dans un an, moins un jour, la Coupe du monde. Chez nous, en France, à domicile, sous nos fenêtres, pour ainsi dire à la maison. Dans un an, football unique, unique football, monnaie commune. France contre Monde. C'est du sérieux cela, du tangible, du factuel. Plus compréhensible au commun des mortels que le pacte de stabilité ou les critères de convergence.

L'heure est grave. La situation ne l'est pas moins. La preuve, ce mercredi matin, la « une » au clairon de l'Equipe. « Debout les gars ! ». Debout et effectif, les petits gars ! Plus qu'une année pour citer vos adides de campagne, estimer vos bandes molletières modèle 98, et fourbir vos chaussettes. On les aura !

Le football n'est pas la guerre. Mais pas la paix, non plus. Il vagabonde dans un vocabulaire de tranchées, entre bleu horizon et bleu de France. Il erre dans d'âpres et coutumiers débats stratégiques, entre tenants de l'attaque et outranciers et fervents du football Maginot. Il s'égare, notamment au comptoir du café du commerce, dans d'étranges exercices bachiques et considérations tactiques sur l'état et le moral des troupes, les revues d'effectifs, les qualités des appelés et réservistes.

A la tête de tout cela, un homme. Le brave général Jacquet, Aimé de son précom. Sélectionneur unique, pensée unique. Un brave, ce Jacquet, formé à l'école stéphanoise, de la pérouse et du résultat, mais avec bien du souci.

Obbligé en permanence de défendre son territoire, ses prérogatives et ses chos. Aimé Jacquet, depuis quelques semaines, ne cesse de répéter « Je suis le chef ». Ce qui n'est jamais très bon signe pour un chef ainsi contraint de pratiquer le comique d'autorité.

« Je suis le chef et je décide ! ». Ce postulat posé, reste donc à décider. Et c'est là, si l'on a bien compris et lu les exégèses de la pensée du chef, que cela se gâte un peu. Le chef a du souci. Il a une solide défense et point d'attaque. Ce qui le met en position difficile, dans l'art guerrier et idéal du football total.

Le chef, qui ne déteste pas les formules imagées, décline un manque évident de « forces de percussion ». Que voulez-vous faire, en effet, sans percuteur, ni percussion, ni pénétration contre les bords cuirassés ? Hélas ! plus il teste, pauvre Aimé, moins cela percute. Et moins cela percute, plus il teste.

Ah ! funeste situation du chef unique au pouvoir sans partage et tourment sans fin ! Il ne faut pas l'envier. Ses revues d'effectifs virent au constat de carence. Et tout l'art du football consistant, au final, à marquer un but de plus que l'adversité, on l'imagine en quelle perplexité intense et désarroi immense se trouve le stratège des impuissances.

Heureusement, il reste au brave Aimé trois cent soixante quatre jours pour bâtir l'offensive armada, détecter et forger les forces de la percussinn. Tous les espoirs sont permis. Toutes les audaces sont autorisées, voire conseillées, dès lors qu'un ouvrier élan s'impose qui transcendera tous les courants bleu de France : ni gauche, ni droite, but !

■ PÉDOPHILIE : l'éducation nationale sera « aux côtés des enfants et des familles », dans les affaires de pédophilie, a déclaré Ségolène Royal, ministre déléguée à l'éducation nationale, mercredi 11 juin sur Europe 1. « Il faut que la parole des enfants soit entendue, qu'ils soient crus », a ajouté madame le ministre.

Trage du Monde daté mercredi 11 juin 1997 : 507 106 exemplaires

Objet de quatre instructions judiciaires, la banque Rivaud est mise en examen

La nouvelle direction se constitue partie civile

DÉCIDÉMENT, la banque Rivaud intéresse la justice. Depuis fin mai, l'institution qui a abrité le compte du RPR est mise en examen pour escroquerie. Le nouveau code pénal, en vigueur depuis le 1^{er} mars 1994, permet d'invoquer la responsabilité pénale d'une personne morale. Le juge parisien Roger Ribault n'a pas hésité à utiliser ces nouvelles dispositions pour la banque Rivaud, selon Le Canard enchaîné du 11 juin. Il a également mis en examen son ancien directeur général, Bertrand de Buffévent.

A l'origine de cette nouvelle affaire, une plainte de la femme d'un client de Rivaud. Celle-ci affirme que la signature, qui apparaît en son nom sur l'acte de caution destiné à garantir un prêt de 3 millions de francs consenti à son mari en 1993, n'est pas la sienne. Selon l'hébdimadaire, la caution avait en fait été signée par un coursier de la maison, en échange d'une boîte de cigares. Ce coursier aurait avoué au juge avoir à plusieurs reprises signé des cautions bidons. Derrière ces manipulations étranges, le juge suspecte, d'après nos informations, un système élaboré d'escroquerie. Explication, la banque prêtait de l'argent à un client et établissait en toute connaissance de cause une fausse caution. Elle invoquait ensuite l'incapacité du client à rembourser son emprunt. Mais comme la caution se révélait nulle, elle faisait une croix sur le remboursement. Ce que le juge imagine, c'est qu'il y avait des contreparties financières à cet abandon de créances. Contreparties qui pouvaient être versées en Suisse. Selon nos informations, la banque Rivaud va se constituer partie civile dans cette affaire. Sa nouvelle direction sous la présidence de Vincent Bolloré, en place depuis fin 1996, veut faire la lumière sur toutes ces affaires héritées du passé.

La banque Rivaud fait l'objet de trois autres instructions. Le parquet de Paris a ouvert, fin avril, une information judiciaire. Confiée au

juge Mireille Filippini, celle-ci repose sur des faits qui remontent aux années 1992-93. Le fisc a constaté qu'à cette époque la banque Rivaud a abandonné 257 millions de francs de créances à plusieurs dizaines de clients. Il estime que ces abandons de créances ne se justifiaient pas : les clients étaient solvables. Il inflige donc à la banque Rivaud un redressement fiscal de 48 millions de francs en mars 1997 et exige qu'elle reprenne des reports déficitaires pour 150 millions de francs. Au total, le redressement porte donc sur près de 200 millions. Mais Bercy, soupçonnant que les débiteurs de Rivaud avaient en fait versé tout ou partie de ces sommes dues sur des comptes étrangers, avait transmis le dossier au parquet. L'enquête a

mené en Suisse. Une société panaméenne, BIANC, qui avait un compte à la BIE la filiale suisse de la banque Rivaud, permettait de faire ces transferts. Or l'ayant droit économique de BIANC n'est autre que la banque Rivaud. Toute la question est de savoir à quel servait cet argent.

Selon nos informations, deux autres instructions seraient en cours. « Elles ont été initiées à la suite de plaintes de la banque elle-même contre des anciens collaborateurs. Mais elles pourraient déboucher sur la mise en lumière de systèmes d'escroquerie similaires », explique un proche du dossier.

Depuis l'arrivée de Vincent Bolloré à la tête du groupe Rivaud, la banque a déjà fait l'objet d'une profonde restructuration. Elle a

d'abord été recapitalisée, ce qui s'imposait pour son avenir : elle a perdu en 1996 plus de 950 millions de francs, pour 250 millions de fonds propres. Par ailleurs, l'ensemble des comptes susceptibles de poser des problèmes - comme ceux des mandataires sociaux ou celui du RPR - ont été fermés. Les encours ont été réduits, passant de 4 milliards à un peu moins d'un milliard actuellement. La filiale suisse a été vendue. Plusieurs anciens cadres dirigeants ont dû quitter la maison. Un plan social portant sur 40 % des effectifs a été mis en place. Vincent Bolloré devrait bientôt annoncer la nomination d'un nouveau président de la banque.

Virginie Malingre

Libération, en Bolivie, du guide Alain Mesili

LE GUIDE de haute montagne français Alain Mesili, détenu en Bolivie depuis plus de deux ans sous l'accusation de soulèvement armé, association de malfaiteurs, terrorisme aggravé et assassinat, a été libéré, mardi 10 juin, de la prison de haute sécurité de Chmncoro, près de La Paz. La justice a estimé qu'elle ne disposait pas de suffisamment de preuves pour le maintenir en détention.

Agé de quarante-sept ans, Alain Mesili avait été arrêté, à Miami, en mai 1994, puis extradé en Bolivie où on lui reprochait d'avoir participé, en octobre 1990, à l'attaque menée contre la résidence de « marines » américains de La Paz. Un policier bolivien y avait trouvé la mort. Selon l'accusation, Alain Mesili conduisait la voiture qui avait amené le commando à pied d'œuvre. On lui reprochait aussi d'avoir loué l'appartement dans lequel avait été séquestré un industriel bolivien, Jorge Lonsdale, représentant de la firme Coca-Cola, enlevé par le groupe d'extrême

gauche Commission Nestor Paz Zamora (CNPZ) et tué dans des conditions obscures au cours d'un assaut donné à La Paz par la police, en décembre 1990.

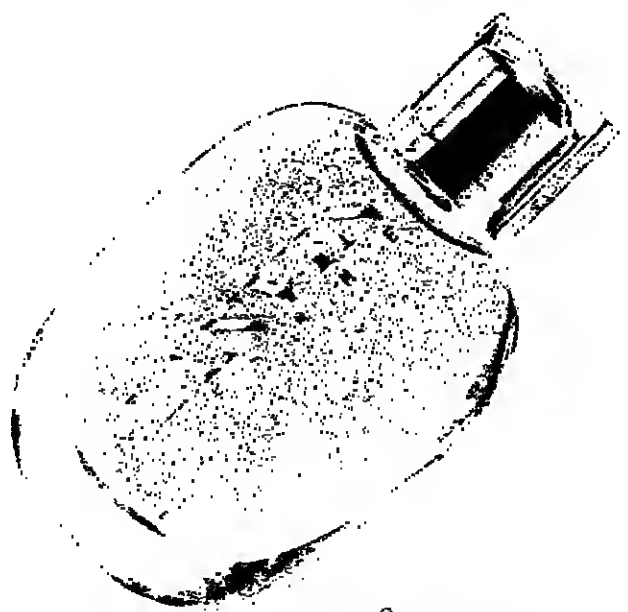
S'il n'a jamais caché ses sympathies à l'égard du CNPZ, Alain Mesili, installé en Bolivie depuis le début des années 70 et marié à une Bolivienne, a toujours protesté de son innocence, niant avoir loué l'appartement où le représentant de Coca-Cola avait été séquestré et

affirmant avoir été hospitalisé le jour de l'attentat contre la résidence des « marines ». Jamais la justice bolivienne n'avait réussi à bâtir un dossier quelque peu solide contre l'inculpé. En visite officielle en Bolivie, en mars, Jacques Chirac avait évoqué l'affaire avec le chef de l'Etat, Gonzalo Sanchez de Lozada, comme l'avait fait, avant lui, Paul Dujond, envoyé spécial du gouvernement français chargé de préparer cette visite présidentielle.

BOURSE

Cours relevés le mercredi 11 juin, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES	
		Cours du	Var. en %
Tokyo Nikkei	2052,60	1006	0,06
Hong Kong index	14439,70	1096	0,06
Tokyo Nikkei sur 3 mois			
		Paris CAC 40	2664,18 +0,82 +15,05
		Londres FT 100	2463,20 +0,01 +5,91
		Zurich	2463,20 -0,01 +31,45
		Milan MIB 30	1142 -1,30 +0,97
		Frankfurt Dax 30	3664,40 -0,08 +26,85
		Bruxelles	2463,20 +0,01 +12,42
		Suisse SIBS	2193,90 +0,06 +43,54
		Madrid Iboex 35	2463,20 +1,38 +57,47
		Amsterdam CBS	562,90 +0,35 +28,09



Il serait fou d'être trop raisonnable



LA NOUVELLE EAU DE TOILETTE POUR L'HOMME

LANVIN
PARIS

LANVIN
L'HOMME

BOURSE GONC
DU PREMIER
PRIX MEDITER

